Louis BERTRAND (1869-1937)
député socialiste de Bruxelles

Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique depuis 1830

TOME DEUXIÈME

Troisième partie : De 1850 à la Chute de l'Internationale (1874)
1907

Un document produit en version numérique par Gustave Swaelens, bénévole,
Journaliste à la retraite, Suisse.
Courriel: gjswaelens@bluewin.ch

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay, sociologue
Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par M. Gustave Swaelens, bénévole, journaliste à la retraite, en Suisse.
Courriel: gjswaelens@bluewin.ch

à partir de :

Louis Bertrand, député socialiste de Bruxelles (1869 – 1937)

[Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique depuis 1830.](#)
Tome deuxième. (1907).

Troisième partie : De 1850 à la Chute de l'Internationale (1874)

Une édition électronique réalisée à partir du texte de Louis Bertrand, député socialiste de Bruxelles (1869 - 1937), **Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique depuis 1830. Tome deuxième:** Troisième partie : “ De 1850 à la Chute de l'Internationale (1874) ”. Bruxelles: Dechenne et Cie; Paris: Édouard Cornély et Cie, 1907, 700 pages. Une édition numérique réalisée par M. Gustave Swaelens, bénévole, journaliste à la retraite, Suisse.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 25 janvier 2004 à Chicoutimi, Québec.

Table des matières

du tome deuxième :

2^e partie “De 1850 à la Chute de l’Internationale (1874)”

Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique depuis 1830
TOME DEUXIÈME (1907)

[Table des gravures](#)

[Index des principaux noms cités](#)

Troisième partie :

De 1860 à la Chute de l’Internationale (1874)

Chapitre I. [Situation générale de l'Europe de 1850 à 1874](#)

- La République française étouffée par Louis Napoléon. - Le coup d'État du 2 décembre 1851. - L'Europe. - Réaction en Europe. - L'Église catholique. - Le libéralisme. - Le socialisme. Grande prospérité économique. - Le socialisme se réveille vers 1860. Page 1.

Chapitre II. [La politique belge de 1850 à 1874.](#)

- Après la tourmente de 1848. - L'ère des économies. - Les droits de succession. - Vive résistance à la Chambre. - Le Sénat fait échouer le projet. - Dissolution. - Diverses crises ministérielles. - Le Cabinet De Decker de 1855. - La loi des couvents. - Emeutes. - Attitude du Prolétaire, de Nicolas Coulon. - La loi est retirée. - Ministère Frère-Rogier. - Politique réactionnaire. - Mort de Léopold 1^{er}. - Avènement de Léopold II. - Chute du ministère libéral. - «Soulagement universel». - Le ministère cléricale. - Les langrandistes. - Émeutes libérales. - Les élections communales de 1872. - Résumé de la politique cléricalo-libérale. Page 5.

Chapitre III. - [Les proscrits réfugiés en Belgique. - Leur influence.](#)

- Les proscrits de 1848-1849. - Les proscrits du coup d'État. - Célèbres personnalités. - Félix Delhasse et J.-N. Colard protecteurs des exilés. - La vie des proscrits à Bruxelles. - Proscrits relégués en province. - Victor Considerant à Laroche et à Bouillon. - Zèle intempestif des policiers. - Le Roi et la sûreté. - Nombreuses expulsions. - Le colonel Charras et Charles Rogier. - V. Considerant et l'entreprise du Texas. - P.-J. Proudhon à Bruxelles. - Vives polémiques. - Proudhon quitte la Belgique. - La Rive gauche. - Expulsion de rédacteurs. - Maurice Rittinghausen en Belgique. - Alexandre Herzen et la Cloche. - Influence des proscrits de 1848-1851 en Belgique. - La proscription de 1871. - Attitude odieuse du gouvernement belge. Page 20.

Chapitre IV. - [La presse démocratique-socialiste de 1850 à 1874. Les procès de presse.](#)

- Après la défaite. - La lutte continue. - La Nation, de Louis Labarre. - Le National, de Charles Péan. - Condamnation de la Nation. - Le Drapeau. - Le Bien-Être social. - La Civilisation. - Le Prolétaire, de Nicolas Coulon. - Son programme radical. - Polémiques regrettables. - La Tribune du Peuple. - L'Internationale. - De Werker. - Le Mirabeau. - La Liberté. - Autres journaux socialistes. - Procès de presse. - Condamnation de Coulon, Labarre et V. Hallaux pour offenses à Napoléon III. - Autres procès politiques. Page 54

Chapitre V. - [Le mouvement des idées socialistes.](#)

- Le socialisme Colinsien. - Le baron de Colins et sa doctrine. - Louis De Potter. - Agathon De Potter. - Principaux disciples de Colins. - Le cercle Colinsien de Mons. - La nationalisation du sol. - Napoléon De Keyser, auteur de Het Naturrecht. - Exposé des idées du cultivateur flamand. - François Huet. - Le Christianisme social. - Socialisme chrétien. - Émile de Laveleye Page 92.

Chapitre VI. - [Le mouvement ouvrier, démocratique et socialiste, de 1850 à 1864.](#)

- Les démocrates découragés et dispersés. - Coopératives de production. - Associations ouvrières de secours mutuels. - Les sociétés de consommation. -- La Fraternelle, en 1852. -- Fondation de l'Affranchissement et des Solidaires. - Premiers enterrements civils. - Premières candidatures ouvrières en 1857. - En 1860, on fonde l'association Le Peuple, à Bruxelles. - Propagande en province. - Grèves à Gand, au Borinage et à Bruxelles. - Troubles. - Arrestations et condamnations. - Mouvement contre la loi des prud'hommes, pour le suffrage universel et l'abolition de la conscription militaire. - Renaissance du mouvement démocratique Page 119.

Chapitre VII. - [Le jeune libéralisme.](#) - Le mouvement pour la réforme électorale de 1866 à 1870.

- Le jeune libéralisme. - Meetings pour la réforme électorale. - Proposition de J. Guillery. - Le savoir lire et écrire. - Adelson Castiau. - Ses Lettres démocratiques et sa brochure sur La Souveraineté nationale. - Polémiques avec la Liberté. - Le manifeste des ouvriers. - Discussion à la Chambre. - Projet du gouvernement. - Provocation et défi. - Attitude odieuse de Frère-Orban. - Les élections communales de 1869. - Le parti libéral démocratique. - Son programme. - Elections législatives de 1870. - Les candidatures de Buls, Graux et Picard. - La réforme électorale de 1871. Page 139.

Chapitre VIII. - [L'association internationale des travailleurs en Belgique.](#)

- L'idée internationaliste. - Fondation, en 1864, de l'Internationale. - L'association Le Peuple fusionne avec la section belge. - Propagande socialiste. - Grèves à Dampremy et fusillades en 1868. - Grèves et troubles à Seraing et au Borinage en 1869. - Recrudescence de la propagande. - Procès retentissants. - Arbitraire du parquet. - Guerre franco-prussienne de 1870-1871. - La Commune de Paris. - Troubles à Verviers. - L'ouvrier Gillis et le soldat Weekmans. - Les congrès généraux de l'internationale, de 1866 à 1874. - Rôle de César De Paepe dans ces congrès. - La question de la propriété. - L'organisation des services publics. - Le congrès de 1872 à La Haye. - Lutte entre «autoritaires» et autonomistes. - La débâcle. - Influence de l'Internationale et résultats obtenus. Page 160.

Chapitre IX. - [La législation ouvrière en Belgique, jusqu'en 1874.](#)

- Le réveil de la classe ouvrière. - Situation des ouvriers et des pauvres. - La législation ouvrière à l'étranger. - Les livrets d'ouvriers en Belgique. - Condamnations monstrueuses. - L'article 1781 du Code civil. - Proposition de l'abroger. - Refus du Sénat. - La loi sur les conseils de prud'hommes. - La loi sur les coalitions. - Nombreuses poursuites pour délit de grève. - Mouvement de protestation. - Liberté des coalitions en 1866. - Le travail des femmes et des enfants. - Refus de légiférer en leur faveur. Page 240.

Quatrième partie : **Le mouvement socialiste de 1875 à 1905**

Chapitre I. L'Europe de 1874 à 1905.

- Caractéristique du mouvement politique de ces trente dernières années. - Réaction politique. - Le militarisme. - Le protectionnisme. - L'expansion coloniale. - La dette publique. - Progrès industriel. - La politique française. - La situation en Angleterre. - L'Allemagne politique et sociale. -- Le socialisme en Europe. - L'Internationale reconstituée. Page 271.

Chapitre II. - La politique belge de 1875 à 1905.

- Libéraux et catholiques. - Bascule parlementaire. - Le ministère de 1878. - La loi scolaire. - La question électorale. - Résistance doctrinaire. - Le Gouvernement libéral renversé. - Encore la question scolaire. - Manifestations. - La loi promulguée. - Renvoi de MM. Woeste et Jacobs. - L'année 1886. - Lutte pour la révision constitutionnelle. - Le 18 avril 1893. - Le vote plural. - Caractéristique de la politique belge. - Dépenses militaires. - Le Congo. - Développement industriel et commercial Page 282.

Chapitre III. - La démocratie socialiste belge de 1875 à 1879.

- Après la chute de l'Internationale. - La Chambre du travail de Bruxelles. - Organisation ouvrière. - Cours et conférences. - L'Économie sociale. - Méthode nouvelle. - Mouvement en faveur d'une législation du travail. - Difficultés avec les anciens. - L'Union ouvrière belge. - Congrès ouvriers - Constitution d'un parti socialiste flamand. - Congrès international de Gand en 1877. - Le parti socialiste brabançon. - La presse socialiste: La Voix de l'Ouvrier. - Le parti socialiste belge. Page 293.

Chapitre IV. - La réglementation du travail devant le parlement belge en 1878.

- Le travail des enfants et des femmes dans les charbonnages. - Discussion d'un projet à la Chambre. - Les adversaires de la réglementation. - Le dogme de la liberté du travail. - Le projet est adopté par la Chambre, mais il échoue au Sénat. Page 316.

Chapitre V. - Le parti socialiste belge de 1879 à 1881.

- Catastrophes dans les charbonnages. - La propagande socialiste au Borinage. - Grèves de Houilleurs. - Les gendarmes à Châtelaineau. - Interpellation à la Chambre. - Encore des grèves de misère! - Organisation socialiste. - Les Cercles réunis. -- Mouvement pour le suffrage universel. - Nouvelle organisation démocratique et socialiste - La coopération. - Brouille dans le ménage socialiste. - Les Droits du Peuple. - La Révolution sociale, de Paris. - Candidatures ouvrières à Bruxelles en 1880. - Manifestation nationale pour le suffrage universel. - Organisation ouvrière. - Découragement. Page 322.

Chapitre VI. - Le mouvement socialiste de 1880 à 1885.

- La réforme électorale à la Chambre en 1881. - Intransigeance doctrinaire. - Ligue de la réforme électorale. - L'Union démocratique. - Son programme. - Lutte entre radicaux et doctrinaires. - La Sentinelle. - Renouveau à Liège. - Polémique de presse entre la Sentinelle et le Toekomst. - La loi électorale de 1883. - Constitution de Ligues ouvrières. - Encore les candidatures ouvrières. - La Voix de l'Ouvrier. - Manifestation républicaine. - Un manifeste saisi. - Perquisitions. - Les sans travail. - Congrès ouvriers en 1885 à Bruxelles et à Anvers. - Fondation du Parti ouvrier belge. - Fondation du Peuple. Page 348.

Chapitre VII. - Les débuts du parti ouvrier et les événements de 1886.

- But et organisation du Parti ouvrier belge. - Crise économique et sociale. Avertissements. - Indifférence du Pouvoir. - Revendication du suffrage universel. - La manifestation nationale du 13 juin 1886. - Le Catéchisme du Peuple, d'Alfred Defuisseaux. - Émeutes et grèves à Liège. - Émeutes sanglantes et fusillades au pays de Charleroi. - L'agitation s'étend et grandit. - Débat à la Chambre. - Attitude déplorable des chefs des deux partis bourgeois. Page 380.

Chapitre VIII. - Arrestations. - Procès, politiques. manifestation pour le suffrage universel en 1886.

- Arrestation d'Oscar Faleur. - Poursuites contre Alfred Defuisseaux et Edouard Anseele. - Condamnations. - Fuite de l'auteur du Catéchisme du Peuple. - La manifestation du 13 juin interdite. - Congrès extraordinaire du Parti ouvrier. - Condamnations pour les troubles de Charleroi, Liège, etc. - La manifestation du 15 août 1886 pour le suffrage universel. - Le Grand Catéchisme du Peuple. - Saisie et poursuite. Page 419.

Chapitre IX. - L'enquête du travail de 1886. - Réformes proposées.

- Rapport au Roi l'invitant à constituer une Commission d'enquête. - Les ouvriers sont exclus de la Commission. - Programme manchestérien. - Attitude du Parti ouvrier. - Ce que demandaient les travailleurs. - Ce que proposa la Commission du travail. Page 439.

Chapitre X. - Le parti ouvrier et sa lutte pour la revision constitutionnelle et le suffrage universel, de 1883 à 1893.

- Difficultés. - Deux tendances. - La grève générale. - Grève de houilleurs en 1887. - La dynamite. - Agents provocateurs. - La scission. - Le congrès des dissidents à Châtelet. - Nouvelle grève. - Procès du Grand Complot. - Provocateurs démasqués. - Acquittement général. - L'union. - Manifestation du 10 août 1890. - La révision prise en considération. - Élection de la Constituante. - Lenteurs calculées. - La grève générale déclarée. - Le 18 avril 1893. - Le vote plural. Page 452.

Chapitre XI. - La démocratie libérale.

- La défaite libérale de 1884. - Nouvelle scission - Le Congrès progressiste de 1887. - Programme du nouveau parti. - Les congrès de 1890 et de 1894. - Le Parti progressiste se rallie au suffrage universel. - La déclaration des gauches de 1900. - Celle de 1906. - Le Parti progressiste et le Parti ouvrier. - Le Parti ouvrier libéral. - Le Parti libéral démocratisé. Page 510.

Chapitre XII. - La démocratie chrétienne.

- La démocratie chrétienne dans le passé. - Les congrès d'œuvres sociales catholiques. - L'encyclique Rerum Novarum. - Les démocrates chrétiens belges. M. l'abbé Pottier. - Sa doctrine sociale. La ligue démocratique belge. - Conflits entre conservateurs cléricaux et démocrates chrétiens. - L'abbé Daens persécuté. - Le procès de la Justice sociale. - Les députés ouvriers catholiques à la Chambre. - MM. Renkin et Carton de Wiart. - Le pape Pie X et la démocratie chrétienne. - La jeune droite parlementaire. - L'avenir. Page 523

Chapitre XIII. - L'organisation et l'action politiques du parti ouvrier depuis 1894.

La première consultation électorale. - La loi communale. - Les élections communales de 1895. - Les élections provinciales. - Les sénateurs provinciaux. - Les élections de 1896 et 1898. - Les projets Vandenpeereboom de 1899. - Émeutes. - Le ministère se retire. - Appel aux pays. - La représentation proportionnelle. - Les élections de 1900. Page 551.

Chapitre XIV. - Les événements d'avril 1902. - Situation difficile.

- État des esprits. - Force parlementaire des partisans du S. U. - Nouvelle campagne - Le Congrès du parti ouvrier de 1901. - La R. P. et le suffrage des femmes. - Résistance du pouvoir. - Casse-cou! - Violentes manifestations. - Répression sévère. - La grève générale. - Émeutes, attentats à la dynamite - On tue à Bruxelles. - Discussion à la Chambre. - La prise en considération repoussée. -

Massacre à Louvain. - Démarche du parti progressiste. - Le Conseil général décide de cesser la grève. - Récriminations. - Congrès extraordinaire. - La leçon des événements. Page 566.

Chapitre XV. - La législation sociale de 1875 à 1905. - Résignation.

- La loi sur le truck system et les salaires. - Loi sur le travail des femmes et des enfants - Les habitations ouvrières. - Les Conseils de prud'hommes. - La Belgique à la conférence de Berlin de 1890. - Le Conseil supérieur du travail. - L'office du travail. - Promesses en 1894. - Les règlements d'ateliers. - L'inspection des mines. - Les unions professionnelles. - Loi sur la sécurité et la salubrité du travail. - Le contrat du travail. - Les pensions de vieillesse. - Le mesurage du travail. - Les accidents du travail. - Le repos du dimanche. - Projets de lois socialistes. - L'inspection du travail. - La loi sur les mines. - Attitude déplorable du gouvernement. Page 593.

Chapitre XVI. - L'organisation et les œuvres économiques du parti ouvrier.

- La mutualité socialiste. - Dans le Centre, à Charleroi, au Borinage et à Gand. - Progrès constants et rapides. - Résultats. - L'organisation syndicale. - Les grandes fédérations nationales. - Les houilleux. - Les verriers. - Les métallurgistes. - Les travailleurs du bois. - La Fédération du livre. - Autres organismes. - La Commission syndicale. - La neutralité. - Lutte entre les deux tendances. - Le mouvement coopératif. Page 607.

Chapitre XVII. - La propagande des idées.

- Le rôle de la presse démocratique et socialiste. - Coup d'œil rétrospectif. - En 1848-1849. - La Tribune du Peuple. - L'Internationale. - Le National belge. - Le Peuple. - Autres journaux quotidiens et hebdomadaires. - Les brochures et les livres. - Bibliothèques ouvrières. - Les universités populaires. - Les sections d'art et les sociétés dramatiques, etc. Page 664

Chapitre XVIII. - La jeunesse socialiste. - La propagande antimilitariste.

- L'organisation de la jeunesse socialiste. - Le militarisme. - Propagande antimilitariste. - Le Conscrit et la Caserne. Série de procès intentés aux Jeunes gardes. - Organisation des Jeunes gardes. - Fédération nationale. Page 656.

CHAPITRE XIX. - Conclusion. Page 670.

Table des gravures (tome II)

http://www.uqac.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/classiques/bertrand_louis/histoire_demo_belgique_2/histoire_demo_2_gravures.html

[Retour à la table des matières](#)

Pour éviter de trop alourdir le fichier, nous n'avons pas inséré les gravures dans le fichier numérique. À chaque page où était insérée une gravure dans l'édition papier de 1906, nous avons donné le nom de la gravure avec un hyper lien vers le site Les Classiques des sociales afin de visionner la gravure en question et la télécharger à partir du site web de cette bibliothèque. [JMT]

[Louis Bertrand](#)

- [Figure 39:](#) César De Paepe -- Page I
- [Figure 40:](#) De Decker, chef du Cabinet de 1855 -- Page 13
- [Figure 41:](#) J.-B. Nothomb -- Page 25
- [Figure 42:](#) Le colonel Charras -- Page 37
- [Figure 43:](#) J.-N Colard -- Page 49
- [Figure 44:](#) Pierre-Joseph Proudhon -- Page 61
- [Figure 45:](#) Maurice Rittinghausen -- Page 73
- [Figure 46:](#) Alexandre Herzen -- Page 85
- [Figure 47:](#) Colins -- Page 97
- [Figure 48:](#) Émile de Laveleye -- Page 109
- [Figure 49:](#) L'imprimeur Verteneuil -- Page 121
- [Figure 50:](#) Victor Hallaux -- Page 133
- [Figure 51:](#) Paul Janson -- Page 145
- [Figure 52:](#) Eugène Hins -- Page 157
- [Figure 53:](#) Edmond Picard -- Page 169
- [Figure 54:](#) «On les a traînés entre les chevaux des gendarmes; on les a offerts en spectacle à la multitude pour la terroriser et l'épouvanter!» -- Page 181
- [Figure 55:](#) Les défenseurs des mineurs: V. Arnould, Paul Janson, Eug. Robert, Louis Claes, O. Van Goidtsnoven, Pierre Splingard -- Page 193
- [Figure 56:](#) Premier Congrès de l'Internationale - Genève 1866 -- Page 205
- [Figure 57:](#) Bara don Quichotte -- Page 217
- [Figure 58:](#) César De Paepe -- Page 229
- [Figure 59:](#) Philippe Coenen dans son atelier -- Page 241
- [Figure 60:](#) Jules Guillery -- Page 253
- [Figure 61:](#) Jules Bara -- Page 265
- [Figure 62:](#) Charles Woeste -- Page 277
- [Figure 63:](#) Frère-Orban en 1880 -- Page 289
- [Figure 64:](#) L'Hydre du socialisme en 1879 -- Page 301. À [25%](#) et à [50%](#) de la taille

- [Figure 65](#): Edouard Anseele -- Page 313
[Figure 66](#): Edmond Van Beveren -- Page 325
[Figure 67](#): Jan Foucaert -- Page 337
[Figure 68](#): Frans Van Gyseghem -- Page 349
[Figure 69](#): Léon Defuisseaux -- Page 361
[Figure 70](#): Le Congrès d'Anvers des 15 et 16 août 1885 -- Page 373
[Figure 71](#): Alfred Defuisseaux -- Page 385
[Figure 72](#): La défense du passage du pont reliant Jemeppe à Seraing -- Page 397
[Figure 73](#): Les grévistes à la verrerie Bougard, à Roux -- Page 409
[Figure 74](#): Les grévistes à la verrerie Monseu, à Roux -- Page 421
[Figure 75](#): Le Congrès ouvrier au Vooruit de Gand (1886) -- Page 433
[Figure 76](#): La Commission d'enquête du travail à l'Hôtel de Ville de Bruxelles -- Page 445
[Figure 77](#): Manifestation pour le suffrage universel à Bruxelles, le 15 août 1886 -- Page 457
[Figure 78](#): Les défenseurs du procès du grand complot -- Page 469
[Figure 79](#): Jean Volders -- Page 481
[Figure 80](#): Gustave Defnet -- Page 493
[Figure 81](#): Émile Vandervelde -- Page 505
[Figure 82](#): Émile Feron -- Page 517
[Figure 83](#): L'abbé Pottier -- Page 529
[Figure 84](#): L'abbé Daens -- Page 541
[Figure 85](#): M. Helleputte -- Page 553
[Figure 86](#): Les socialistes élus en 1894 -- Page 565. Taille: à [25%](#) et à [50%](#).
[Figure 87](#): Le Congrès international de 1891 -- Page 577
[Figure 88A](#): La rue du Marais, à Louvain (La croix à gauche indique la place où tombèrent les premiers tués.) -- Page 589
[Figure 88B](#): Les tués de Louvain: Martin Vanlens, Pierre Jenssen -- Page 592
[Figure 89A](#): Les tués de Louvain: 3. Pierre Jansegers, 4. Jean Goovaerts -- Page 601
[Figure 89B](#): Les blessés de Louvain: 5. Victor Hendrickx, 6. Jean Decembry -- Page 601
[Figure 90](#): Antoine Delporte -- Page 613
[Figure 91](#): Jules Mansart -- Page 625
[Figure 92](#): Désiré Maroille -- Page 637
[Figure 93A](#): Victor Serwy -- Page 649
[Figure 93B](#): Local primitif du Peuple, 12, rue des Sables -- Page 655
[Figure 94A](#): Le procès de la Jeune Garde -- Page 661
[Figure 94B](#): Le nouveau local du Peuple -- Page 665
[Figure 94C](#): Travail et Capital -- Page 669
[Figure 95](#): Le triomphe du travail -- Page 673

Principaux noms cités

[Retour à la table des matières](#)

A

Abadie. - Tome II.
Abbeloos. - Tome II.
Acconin. - Tome II.
Ackermans. - Tome I.
Adam. - Tome II.
Adolphy. - Tome II.
Aert. - Tome I.
Aiguilar. - Tome I.
Ajoux dit Malthès. - Tome II.
Allard. - Tome II.
Altmeyer. - Tome I. - Tome II.
Anciaux. - Tome II.
Andier. - Tome I.
André. - Tome I. - Tome II.
André Louis.
Andries (abbé). - Tome I.
Andrieux. - Tome II.
Anseele Edouard. - Tome II.
Ansiau. - Tome II.
Anspach. - Tome I. - Tome II.
Antoine Paul. - Tome I.
Arago. - Tome II.
Archevêque de Rouen. - Tome I.
Arène. - Tome II.
Arens. - Tome I.
Argus. - Tome I.
Arlequeeuw. - Tome I.
Arnould V. - Tome I. - Tome II.
Arntz. - Tome I.
Attibert. - Tome II.
Aubanel. - Tome II.
Aubry. - Tome II.
Audent. - Tome II.
Auquier. - Tome II.
Auvenne. - Tome I.
Avedijck. - Tome II.

B

Babeuf. - Tome I.
Bachelery. - Tome II.
Backer. - Tome I.
Backer F. - Tome I.
Baert L. - Tome II.
Baetens J. - Tome I.
Baillet. - Tome I.
Bailut. - Tome I.
Bakounine. - Tome I. Tome II.
Balisaux. - Tome II.
Ballat. - Tome I.
Ballin. - Tome I.
Bancel. - Tome II.
Bar L. - Tome II.
Bara J. - Tome II.
Barbanson. - Tome II.
Barberet. - Tome II.
Barbès. - Tome II.
Barbier. - Tome I.
Baron. - Tome I.
Barrault. Tome I.
Barre. - Tome II.
Barrère. Tome I.
Bartels Ad. - Tome I. - Tome II.
Barthels N. - Tome I.
Bartholoméeus G. - Tome II.
Bastien. - Tome II.
Bastin P. - Tome II.
Bataille. - Tome II.
Battaille. - Tome I.
Baudoux Em. - Tome II.
Baudoux Eug. - Tome II.
Bauer. - Tome I.
Bausart Max. - Tome II.
Bayat. - Tome I.

Bayeux-Dumesnil. - Tome II.
Bayot. - Tome II.
Bazin G. - Tome II.
Beauchard. - Tome II.
Beauchery. - Tome II.
Beauchery. - Tome I.
Beaumont. - Tome I.
Bebel Aug. - Tome II.
Beckaert. - Tome II.
Becker Ph. - Tome II.
Beerblock. - Tome II.
Beernaert Aug. - Tome II.
Beghin. - Tome II.
Bellami. - Tome II.
Benjamin Constant. - Tome I.
Béon. - Tome II.
Béranger. - Tome I.
Berden. - Tome II.
Bergé H. - Tome II.
Bergenhous. - Tome I.
Berger. - Tome I.
Berger Oct. - Tome I.
Berloz Eug. - Tome II.
Bernard. - Tome I.
Bernard Martin. - Tome II.
Bertiaux. - Tome II.
Bertrand Louis. - Tome II.
Bertrand Th. - Tome II.
Béru Cam. - Tome II.
Beugnies. - Tome II.
Bianchi. - Tome II.
Bienvenu. - Tome II.
Bika. - Tome II.
Bilaut. Tome II.
Bilkin. - Tome II.
Billen. - Tome I. - Tome II.
Billen F. - Tome II.
Biot M. - Tome I.
Bischoffsheim. - Tome II.
Bismarck. - Tome II.
Blanc L. - Tome I. Tome II.
Blanqui. - Tome II.
Blergnie. - Tome I.
Blervacq. - Tome I.
Blondeel. -- Tome I.
Bochart. - Tome II.
Bock. - Tome II.
Bodeux M. - Tome II.
Bogaert. - Tome II.
Boichot. - Tome II.
Boland H. - Tome II.
Bollen. - Tome II.

Bols. - Tome I.
Bom (baron). - Tome I.
Bonaparte. - Tome II.
Boniface Joseph. - Tome II.
Boogaert. - Tome II.
Boone. - Tome II.
Boone J.-B. - Tome II.
Borboux. - Tome II.
Bordas-Demoulin. - Tome II.
Börne. - Tome I.
Börnstein. - Tome I.
Borremans. - Tome I.
Bosiers. - Tome II.
Bosquet. - Tome II.
Bougard. - Tome II.
Bourgeois. - Tome I.
Bourlard. - Tome II.
Bourlard Em. - Tome II.
Bourson. - Tome I. - Tome II.
Bosch H. - Tome II.
Botteman. - Tome II.
Bovy. - Tome II.
Braas. - Tome I.
Brabant (duc de). - Tome II.
Brabant (duchesse de). - Tome II.
Bracke. - Tome II.
Braconnier. - Tome II.
Brants V. - Tome II.
Brasseur G. - Tome II.
Braun A. - Tome II.
Brauwers. Tome II.
Brebart. - Tome II.
Brec. - Tome I.
Bredehorst. - Tome II.
Breydel J. - Tome I.
Breyer. - Tome I.
Brenez A. - Tome II.
Breuillé. - Tome II.
Brialmont. - Tome II.
Briavoine N. - Tome II.
Bricourt. - Tome I.
Brincourt (major). - Tome I.
Brismée D. - Tome I. - Tome II.
Brixh. - Tome II.
Bron Alice. - Tome I.
Brosch. - Tome II.
Brouez F. - Tome II.
Brousse Paul. - Tome II.
Brunet Emile. - Tome II.
Bruno. - Tome II.
Bruyneel. - Tome II.
Buchez. - Tome I.

Buchez Ph. - Tome II.
Buchin. - Tome I.
Bucker Karl. - Tome II.
Buls Charles. - Tome II.
Buonarroti. - Tome I. - Tome II.
Burns John. - Tome II.

C

Cabet. - Tome II.
Cadiat. - Tome II.
Caeluwaert J. - Tome II.
Callewaert L. - Tome II.
Cammaert. - Tome II.
Cambier. - Tome II.
Cambier F. - Tome II.
Cans. - Tome I.
Cantagrel. - Tome II.
Caplain. - Tome I. 353.
Capoue (Prince). - Tome I.
Cappelle. - Tome II.
Cappellemans. - Tome II.
Carignan (Prince). Tome I.
Carmel. - Tome I.
Carmenne. - Tome I.
Carnot.
Carton de Wiart. - Tome II.
Cartuyvels. - Tome II.
Casaque. - Tome I.
Casier. - Tome II.
Cassel. - Tome II.
Castiau Adelson. - Tome I. - Tome II.
Castille J.-B. - Tome II.
Caussidière. Tome II.
Cautaerts. - Tome I.
Cavalier G. - Tome II.
Cavrot F. - Tome II.
Cellier. - Tome II.
Célurier. - Tome II.
Ceusters J. Tome II.
Chainaye. - Tome II.
Chalemel-Lacour. - Tome II.
Chalin. - Tome II.
Charlemont. - Tome II.
Charles (Archiduc). - Tome I.
Charles X. - Tome I.
Charlier J. - Tome I.
Charlier J. (dit Jambe de Bois). - Tome I.
Charlotte (Princesse). - Tome II.
Charpentier. - Tome II.
Charras. - Tome II.
Chassaing. - Tome II.

Chassé. - Tome I.
Chaté Francis. - Tome II.
Chateaubriand. - Tome I.
Chauvière Ém. - Tome II.
Chazal. - Tome I.
Chazal (Général). - Tome II.
Chemali. - Tome II.
Chevalier M. - Tome I.
Chirac. - Tome II.
Claes. - Tome I.
Claes Louis. - Tome II.
Clarck. - Tome I.
Clauwens. - Tome I.
Cleavel - Tome I.
Clément. - Tome II.
Clément J.-B - Tome II.
Cloots. - Tome II.
Cochart. - Tome II.
Cockerill. - Tome II.
Coenen Philippe. - Tome II.
Coeurderoy. - Tome II.
Cohadon. - Tome II.
Colard. - Tome II.
Colard J.-N. - Tome I. - Tome II.
Colfs. - Tome II.
Colignon. - Tome I.
Colins. - Tome I. - Tome II.
Collardin. - Tome I.
Collet. - Tome II.
Collinet. - Tome II.
Colonne. - Tome I.
Combes. - Tome II.
Conreur Hector. - Tome II.
Conreur Paul. - Tome II.
Considerant Victor. - Tome I. - Tome II.
Contraux. - Tome I.
Cooman. - Tome II.
Coopmans J.-B. - Tome I.
Cooreman. - Tome II.
Coppens. - Tome I.
Coppijn. - Tome I.
Corbisier de Méhaultsart. - Tome II.
Cordhonne. - Tome II.
Coremans. - Tome II.
Cornet. - Tome II.
Cornet Fid. - Tome II.
Couckx. - Tome I.
Coulon Émile. - Tome I.
Coulon N. - Tome I. - Tome II.
Cournet A. - Tome II.
Courouble. - Tome I.
Cousebant d'Alkemade. - Tome II.

Cousin. - Tome II.
Couvreur. - Tome II.
Coveliers. - Tome II.
Cremer. - Tome II.
Crespel V. - Tome II.
Crespin. - Tome II.
Crèveœur. - Tome II.
Crocq (docteur). - Tome II.
Cromwell. - Tome I.

D

Daens (Abbé). - Tome II.
Daens Pierre. - Tome II.
Daine. - Tome I.
Dandoy. - Tome II.
d'Andrimont. - Tome II.
d'Anethan. - Tome I.
Dansaert. - Tome II.
Darthé. - Tome I.
Dassy. - Tome I.
Dauby. - Tome II.
Dautzenberg. - Tome II.
Dauvister. - Tome II.
Dave V. - Tome II.
David. - Tome II.
David C. - Tome II.
De Backer. - Tome II.
De Baest. - Tome II.
De Baise. - Tome II.
De Barrelet. - Tome II.
De Bavay. - Tome I. - Tome II.
Debie. - Tome I.
De Bleye. - Tome II.
De Bock. - Tome II.
De Boe Ad.
De Boeck. - Tome II.
De Bonne. - Tome I.
De Breux F. - Tome II.
De Broqueville. - Tome II.
De Brouckère Ch. - Tome I. - Tome II.
De Brouckère Henri. - Tome II.
De Brouckère Louis. - Tome II.
De Bruyn. - Tome II.
De Bruyne. - Tome I.
De Buchy. - Tome II.
De Burllet J. - Tome II.
De Burllet Ph. - Tome II.
De Buyggher. - Tome II.
Dechamp. - Tome II.
De Civilis. - Tome I.
Deckers. - Tome I.

Declercq. - Tome I.
De Clercq. - Tome II.
Decock. - Tome I.
Decock L. - Tome II.
De Coninck. - Tome II.
De Coux Ch. - Tome I.
De Craene G. - Tome II.
De Crombrughe (Baronne). - Tome II.
Decurtins. - Tome II.
De Decker. - Tome I. - Tome II.
De Dorlodot L. - Tome II.
Defacqz. - Tome I.
Defaux. - Tome II.
Defnet G. - Tome II.
Defoere (Abbé). Tome I.
Defré. - Tome I. - Tome II.
Defuisseaux Alf. - Tome II.
Defuisseaux Georges. - Tome II.
Defuisseaux Léon. - Tome II.
De Gamond. - Tome II.
Degand. - Tome II.
De Gerlache. Tome I.
De Girardin E. - Tome II.
De Glymes. - Tome II.
De Goncourt. - Tome II.
De Greef Guil. - Tome II.
De Guchtenaere. - Tome II.
De Guelle. - Tome II.
De Guesco. - Tome I.
De Haes. - Tome II.
De Harlez. - Tome II.
De Harvent. - Tome II.
De Hauleville. - Tome II.
De Haussy. - Tome I.
De Hemptinne. - Tome II.
De Hompech (Comte). - Tome I.
Dehou. - Tome I.
De Hou J.-H. - Tome II.
De Hulst. - Tome II.
De Jace. - Tome II.
De Jaer G. - Tome II.
De Jaer P. - Tome II.
De Jonghe. - Tome I.
De Jonghe d'Ardoye. - Tome II.
De Kerchove (Comte). - Tome II.
De Kettelaere. - Tome II.
De Keyser Nap. - Tome I. - Tome II.
Delabarre. - Tome II.
De Labbeville. - Tome II.
Delaet. - Tome II.
De Landsheere P. - Tome II.
De Lantsheere L. - Tome II.

- Delanne. - Tome I. Tome II.
Delaporte. - Tome II.
De La Tour. - Tome II.
Delaunois J. - Tome II.
de Laveleye Ém. - Tome I. - Tome II.
Delbrouck. - Tome II.
Delecourt. - Tome II.
Delescluzes. - Tome I. - Tome II.
Delestrée L. - Tome I.
Delfosse. - Tome I.
Delfosse C. - Tome II.
Delhasse Alex. - Tome I. - Tome II.
Delhasse Félix. - Tome I. - Tome II.
Delhasse frères. - Tome I.
Delhay F. - Tome II.
Delhougne. - Tome I. - Tome II.
De Liedekerke. - Tome II.
de Ligne (Prince). - Tome II.
Delimal O. - Tome II.
Delinge. - Tome I. - Tome II.
Delisle F. - Tome II.
Dellesalle. - Tome I. - Tome II.
Delmotte Martin. - Tome II.
De Looz G. - Tome II.
Delory. - Tome I.
Delparte. - Tome II.
Delperdange. - Tome II.
Delporte Ant. - Tome II.
Delrée. - Tome II.
Deluc. - Tome II.
Delvaux J. - Tome II.
Delville. - Tome II.
Delwarte. - Tome I.
Delwarte Albert. - Tome II.
Demade Pol. - Tome II.
Demaere. - Tome II.
Deman. - Tome II.
Demaret. - Tome II.
De Marneffe. - Tome I.
Demarteau. - Tome II.
Demblon C. - Tome II.
De Meeus J. - Tome II.
de Mérode F. - Tome I. - Tome II.
De Mesmaeker. - Tome I.
Demeur Ad. - Tome I. - Tome II.
De Molinari. - Tome II.
De Montalembert. - Tome I. - Tome II.
De Moreau. - Tome II.
Demot E. - Tome II.
Demoulin J. - Tome II.
Demoulin J.-N. - Tome II.
Deneck. - Tome II.
De Neuvillers. - Tome II.
Denis. - Tome I.
Denis Hector. - Tome II.
Denis Pierre. - Tome II.
De Paepe César. - Tome I. - Tome II.
De Pascal. - Tome II.
De Pelsmaeker. - Tome II.
De Perceval. - Tome I.
de Poeberlé. - Tome I.
De Ponthière. - Tome II.
De Potter Agathon. - Tome II.
De Potter Louis. - Tome I. - Tome II.
Depuischaudt. - Tome II.
Dequesne. - Tome II.
De Ram. - Tome I.
Derauw. - Tome II.
Derbaix. - Tome II.
De Ribeaucourt. - Tome II.
Deridder. - Tome II.
De Ridder. - Tome II.
de Robaulx. - Tome I.
De Robiano. - Tome I. - Tome II.
De Rodes (Marquis).
De Rossi. - Tome II.
De Rudder. - Tome I.
De Rycker. - Tome I.
Deschamps A. - Tome I. - Tome II.
Deschanel. - Tome II.
Deschrijver. - Tome I.
de Sélys Longchamps Ed. - Tome I.
De Sélys Longchamps W. - Tome II.
des Essarts Jules. - Tome II.
Desguin P. - Tome II.
Desmaisières. - Tome I.
De Smet de Naeyer (Comte). - Tome II.
De Somer. - Tome II.
de Stassart. - Tome I.
De Steiger. - Tome I.
Destrée Jules. - Tome II.
De Theux. - Tome I. - Tome II.
Dethier. - Tome II.
De Thomis. - Tome I.
De Thon. - Tome II.
De Thuin. - Tome II.
De Trooz. - Tome II.
Deutscher. - Tome II.
De Vadder. - Tome II.
De Vaux Paul. - Tome I.
Deveyne. - Tome I.
Deviègne. - Tome II.
Deville Gabriel. - Tome II.
De Vinck. - Tome I.

De Vogelaer. - Tome II.
Devolder. - Tome II.
Devos Paul. - Tome I.
Devos L. - Tome II.
Devos P.-J. - Tome II.
Devriendt. - Tome I.
De Vrière. - Tome II.
De Wachter. - Tome II.
De Wachter P.
De Wallens. - Tome I.
De Wandre. - Tome I.
Dewinne Aug. - Tome II.
Dewinne Ed. - Tome II.
Dewit. - Tome II.
De Witte. - Tome II.
Dewitte J. - Tome II.
De Witte P. - Tome II.
De Woelmont. - Tome II.
Deynoot. - Tome I.
d'Hoffschmidt. - Tome I.
d'Huart. - Tome I.
Dindal. - Tome I.
Dirckx. - Tome I.
Discailles Em. - Tome I.
Dobbé Jean. - Tome I.
Dohet. - Tome I.
Dolez. - Tome II.
Donald. - Tome I.
Donnay S. - Tome II.
d'Oultremont. - Tome I. - Tome II.
Doutreloux. - Tome II.
Doyen N. - Tome II.
Dracke. - Tome I.
Drancx. - Tome I.
Drion. - Tome II.
Dubief. - Tome II.
Dubois. - Tome II.
Dubosch J. - Tome II.
Dubreux. - Tome I.
Dubus. - Tome I.
Ducatillon. - Tome II.
Ducpétiaux. - Tome I. - Tome II.
Dufrane-Friart. - Tome II.
Dugied. - Tome I.
Dulière. - Tome II.
Dumont. - Tome I.
Dumont Jean. - Tome II.
Dumortier. - Tome I. - Tome II.
Dumoulin. - Tome II.
Duplex. - Tome II.
Dupont A. - Tome II.
Dupont E. - Tome II.

Dupont Pierre. - Tome I.
Duprat Pascal. - Tome II.
Dupré. - Tome I.
Durand A. - Tome I.
d'Ursel (Duc). - Tome I. - Tome II.
Dussart. - Tome I.
Duverger Arth. - Tome II.
Duveyrier. - Tome I.

E

Eberbard. - Tome II.
Ecarius. - Tome II.
Eenens G. - Tome I.
Elbers Ferd. - Tome II.
Elsbach. - Tome II.
Embise. - Tome II.
Enfantin (Père).
Engels Fréd. - Tome I. - Tome II.
Englebert. - Tome II.
Englebienn. - Tome II.
Enne. - Tome II.
Ernest. - Tome II.
Esselens Prosper. - Tome I. - Tome II.
Evrard A. - Tome II.

F

Faes Ch. - Tome II.
Fagnard L. - Tome II.
Faider V. - Tome I. - Tome II.
Faignaux. - Tome I.
Faillet. - Tome II.
Falleur Osc. - Tome II.
Faucher L. - Tome II.
Faure. - Tome I.
Fehlven. - Tome I.
Feignaux. - Tome II.
Félix. - Tome II.
Feldman. - Tome II.
Féron Emile. - Tome II.
Feuerbach. - Tome I.
Fieschi. - Tome I.
Finance Isid. - Tome II.
Fischer F. - Tome II.
Fischer G. - Tome I.
Fischer L. - Tome II.
Fischlin P. Tome II.
Flahaut Em. - Tome II.
Fléchet F. - Tome II.
Fleracker. - Tome I.
Fleury. - Tome II.

Fleury-Duray. - Tome I.
Flinck. - Tome II.
Flocon F. - Tome I.
Florin. - Tome I.
Flourens G. - Tome II.
Fluse P. - Tome II.
Folie. - Tome I.
Fontainas. - Tome I.
Fontaine L. - Tome II.
Fonteyn L. - Tome I.
Fonteyne (Abbé). - Tome II.
Forgeur. - Tome I. - Tome II.
Fosses J. - Tome I.
Foucaert - Tome II.
Fourier Ch. - Tome I. - Tome II.
Fournéau L. - Tome II.
Fradin. - Tome II.
François. - Tome I.
Frasqui. - Tome II.
Frédéric (Prince). - Tome I.
Freiligrath. - Tome I.
Frenay F. - Tome II.
Frère. - Tome II.
Frère-Orban. - Tome I. - Tome II.
Frison L. - Tome II.
Frohme Ch.
Funck. - Tome I. - Tome II.
Furnémont L. - Tome II.
Fuss G. - Tome II.

G

Gaillard. - Tome I.
Gambon. - Tome II.
Gandibleu. - Tome II.
Gange. - Tome II.
Garot L. - Tome II.
Gast John. - Tome I.
Gastineau B. - Tome II.
Gauthier Em. - Tome II.
Gauthier de Rasse. - Tome II.
Gayot. - Tome II.
Gayrau (Abbé). - Tome II.
Geefs. - Tome I.
Geib. - Tome II.
Gemelli. - Tome I.
Gendebien Alex. - Tome I. - Tome II.
Gendebien (Fils). - Tome I.
Gennis. - Tome II.
George Henry. - Tome II.
Gérard. - Tome I.
Gérard Fabien. - Tome II.

Gérard G. - Tome II.
Gérarts H. Tome II.
Germay. - Tome II.
Gerrebos J. - Tome II.
Gevaert. - Tome I.
Gheude. Tome I. - Tome II.
Gibbons. - Tome II.
Gierkens. - Tome II.
Gigot. - Tome I.
Gillard. - Tome II.
Gilles. - Tome II.
Gillis J. - Tome II.
Gillis L. - Tome II.
Gillon. - Tome I.
Gilon. - Tome II.
Girardin. - Tome II.
Gobert Aug. - Tome I.
Goblet d'Alviella. - Tome II.
Godart N. - Tome II.
Godfrind. - Tome II.
Godin A. - Tome II.
Goedschalck - Tome II.
Goedschalck F. - Tome II.
Goemaere, - Tome II.
Goffin J. - Tome I.
Goffin N. - Tome II.
Gomez J. - Tome II.
Goris. - Tome II.
Govaerts. - Tome II.
Grammont. - Tome I.
Granger. - Tome II.
Granshoff. - Tome II.
Gras JB. - Tome II.
Graux Ch. - Tome I. - Tome II.
Grégoire. - Tome II.
Grégoire E. - Tome I.
Grégoire XXI. - Tome I.
Grendl. - Tome II.
Grenier. - Tome II.
Grimard G. - Tome II.
Grugel. - Tome I.
Grün Karl. - Tome I.
Guelton. - Tome I.
Guesde J. - Tome II.
Guillaume. - Tome II.
Guillaume 1er - Tome I. - Tome II.
Guillaume II - Tome II.
Guillaume C. - Tome II.
Guillaume E. - Tome II.
Guillaume James. - Tome II.
Guillery J. - Tome II.
Guinotte. - Tome II.

Guizot. - Tome I.

H

Haeck Fr. - Tome I. - Tome II.

Hage. - Tome I.

Haghe. - Tome II.

Hallaux V. - Tome II.

Hambursin. - Tome II.

Hannaert. - Tome I.

Hanotiau. - Tome II.

Hanrez. - Tome II.

Hansens L. - Tome II.

Hardy J. - Tome I.

Hardyns. - Tome II.

Hartmann. - Tome II.

Hertwell. - Tome I.

Harzé Em. - Tome II.

Hauman L. - Tome I.

Heetezonne. - Tome II.

Heetvelt. - Tome I. - Tome II.

Heilberg. - Tome I.

Heinerscheit. - Tome II.

Heingen. - Tome I.

Helleputte G. - Tome II.

Helsen (Abbé). - Tome I.

Hendricckx V. - Tome II.

Hennequin. - Tome I.

Henrion. - Tome II.

Henry. - Tome II.

Henry Joseph.

Hent. - Tome I.

Herlin. - Tome II.

Herlin F. - Tome II.

Herman Alf. - Tome II.

Herreboudt. - Tome II.

Herremans. - Tome II.

Herzen Alex. - Tome I. - Tome II.

Hess M. - Tome I.

Heterington H. - Tome I.

Hetzel. - Tome II.

Heupgen. - Tome II.

Heuse P. - Tome II.

Heusy. - Tome II.

Heymans. - Tome I.

Hilaire V. - Tome I.

Hins Eug. - Tome II.

Hins (Madame). - Tome II.

Hitze. - Tome II.

Hoare Wil. - Tome I.

Hody. - Tome II.

Hoedel. - Tome II.

Hohn. - Tome I.

Hollevoet. - Tome II.

Hooghvorst (d'). - Tome I.

Housiaux. - Tome II.

Houtard. - Tome II.

Houzeau J.-C. - Tome I.

Houzeau de Lehay. - Tome II.

Hoyois. - Tome II.

Huard. - Tome II.

Hubin. - Tome II.

Huet G. - Tome II.

Hugo V. - Tome II.

Humblet. - Tome I. - Tome II.

Huyaux. - Tome I.

Huyghens A. - Tome II.

Huysmans. - Tome II.

Huytens de Terbecq. - Tome II.

Hymans L. - Tome II.

Hymans P. - Tome I. - Tome II.

Hynderix. - Tome II.

I

Imbert. - Tome I. Tome II.

Imbrechts P. - Tome II.

Ireland (Mgr). - Tome II.

J

Jacobs V. - Tome II.

Jacoby. - Tome II.

Jacques. - Tome II.

Jacquet A. - Tome II.

Jadon. - Tome I.

Jamar E. - Tome II.

Jamar J. - Tome II.

Jansegers P. - Tome II.

Janson Georges. - Tome II.

Janson Paul. - Tome II.

Janson P.-E. - Tome II.

Janssens L. - Tome I.

Janssens. - Tome II.

Jaurès J. - Tome II.

Jauniaux. - Tome II.

Jean de Saxe. - Tome I.

Jensen P. - Tome II.

Jésus. - Tome I.

Jeunehomme. - Tome I.

Joigneaux. - Tome II.

Jolly. - Tome I.

Jones E. - Tome I.

Joseph II. - Tome I.

Jottrand Gust. - Tome II.
Jottrand Lucien. - Tome I. - Tome II.
Jouannin. - Tome I.
Journet. - Tome I.
Juste Th. - Tome I.

K

Kats. - Tome II.
Kats Antoine. - Tome I.
Kaunz. - Tome I.
Keesen. (Abbé) - Tome II.
Kennis. - Tome I.
Kéron. - Tome I.
Kervyn de Lettenhove. - Tome II.
Kervyser. - Tome II.
Ketteler. - Tome II.
Ketten. - Tome II.
Keulemans. - Tome I.
Kevels. - Tome II.
Keymolen. - Tome I.
Kleizkowski. - Tome I.
Knops. - Tome I.
Kordawski. - Tome I.
Kossuth. - Tome II.
Kropotkine. - Tome II.
Kwith G. - Tome II.

L

Labaer. - Tome II.
Labarre Louis. - Tome I. - Tome II.
Labiaux. - Tome I.
Laboulaye. - Tome II.
Labrousse. - Tome II.
Lachambaudie. - Tome II.
Lacordaire. - Tome I.
Ladrie. - Tome II.
Lafargue P. - Tome II.
La Fayette. - Tome I.
La Fontaine. - Tome II.
Lagasse. - Tome II.
Lagrange. - Tome II.
Lahaye. - Tome II.
Lallemand. - Tome II.
Laloi J.-B. - Tome II.
Lamartine. - Tome I.
Lambert C. - Tome II.
Lambillotte A. - Tome II.
Lambiotte A. - Tome II.
Lambrechts. - Tome II.
Lamenais. - Tome I. - Tome II.

Lancaster. - Tome I.
Landeghem. - Tome II.
Landeloo. - Tome II.
Langlois. - Tome II.
Langrand-Dumonceau - Tome II.
Larondelle. - Tome II.
Laroque. - Tome I.
Lassalle F. - Tome I. - Tome II.
Latour. Tome II.
Laurent. - Tome I.
Laurent. - Tome I.
Laurent frères. - Tome I.
Laurent Fr. - Tome I.
Laurent F. - Tome II.
Laurent Gh. - Tome I.
Laussadot. - Tome II.
Lauters. - Tome II.
Lauwers. - Tome II.
Lavis. - Tome I.
Lebeau. - Tome I.
Le Bègue.
Lebègue et Cie. - Tome II.
Le Bon L. - Tome II.
Lebrun Mich. - Tome II.
Leclercq. - Tome II.
Leclercq Em. - Tome II.
Leclère. - Tome I.
Lecocq. - Tome II.
Lecomte. - Tome II.
Ledoux. - Tome I.
Ledoux. - Tome II.
Ledoux. - Tome II.
Ledru-Rollin. - Tome I. - Tome II.
Leerens. - Tome I. - Tome II.
Lefèbvre. -. Tome II.
Léger H. - Tome II.
Legrand. - Tome II.
Legrelle. - Tome I.
Leguy. - Tome II.
Le Hardy de Beaulieu Ad. - Tome I. -
Tome II. Lejeune Jules. -
Lejeune Vincent. - Tome II.
Lekeu Jules. - Tome II.
Lekeu L. - Tome II.
Lekeu-Dehenneau.
Leleu. - Tome I.
Lelièvre. - Tome I. - Tome II.
Lellewell. - Tome I. - Tome II.
Lelong Aug. - Tome II.
Lemire (Abbé). - Tome II.
Lemonier. - Tome II.
Lemonnier Maur.

Léon XIII. - Tome II.
Léonard H. - Tome II.
Léopold 1^{er}. - Tome I.
Léopold II. - Tome I. - Tome II.
Le Pas A. - Tome II.
Leplay. - Tome II.
Lepourque. - Tome II.
Leroux. - Tome II.
Leroux Pierre. - Tome I.
Leroy. - Tome II.
Lerycke. - Tome II.
Lesbroussart. - Tome I.
Le Sergent d'Hendecourt. - Tome II.
Lesner. Tome II.
Lesueur. Tome II.
Létang (Baronne). - Tome II.
Leuchtenberg (duc). - Tome I.
Leveque Isidore - Tome II.
Leverdeys. - Tome II.
Levie Michel. - Tome II.
Lhor. - Tome I.
Liagre V. - Tome I.
Liberton. - Tome II.
Libri. - Tome I.
Liebaert. - Tome II.
Liebknecht W. - Tome II.
Liedts. - Tome I. - Tome II.
Liénart. - Tome II.
Lignan. - Tome I.
de Ligne (Prince). - Tome I.
Limaugé - Tome II.
Limousin - Tome II.
Lincoln. - Tome II.
Lippens. - Tome II.
Litz. - Tome II.
Lhost. - Tome II.
Loin. - Tome II.
Logen. - Tome II.
Longier. - Tome II.
Longuet Ch. - Tome II.
Loos. - Tome II.
Loquet. - Tome I.
Lorand G. - Tome II.
Loriaux. - Tome I. - Tome II.
Loris. - Tome I.
Louis. - Tome II.
Louis Léon. - Tome II.
Louis-Philippe 1^{er}. - Tome I. - Tome II.
Louis XVIII. - Tome I.
Lowett. - Tome I.
Lubliner. - Tome I.
Lucques. - Tome I.

Ludwig. - Tome II.
Lux (du Peuple). - Tome I.
Luygaerens - Tome II.
Luzarche. - Tome II.
Lynen V. - Tome II.
Lyon Ed. - Tome II.

M

Mabille L. - Tome II.
Machereau. - Tome I.
Macquinay. - Tome II.
Madier de Montjeau. - Tome II.
Maenhout. - Tome II.
Maes. - Tome II.
Maes G. - Tome II.
Maetens Ch. - Tome II.
Magherman - Tome II.
Magis. - Tome II.
Magnette. - Tome II.
Mahaim Em. - Tome II.
Maheu Edouard. - Tome II.
Maheu Jos. - Tome II.
Mairet. - Tome II.
Maizier. - Tome II.
Malempré. - Tome II.
Malengreaux. - Tome II.
Malengret. - Tome II.
Malfet. - Tome II.
Maljean. - Tome II.
Mallot L. - Tome II.
Malon B. - Tome II.
Malou Jules. - Tome I. - Tome II.
Mampaye. - Tome II.
Mangin. - Tome II.
Manguette. - Tome II.
Mann Tom. - Tome II.
Manning. - Tome II.
Mansart J. - Tome II.
Manzonni. - Tome I.
Marchal. - Tome I.
Marchal. - Tome II.
Marchi Gabriel. - Tome II.
Marcilly. - Tome II.
Maréchal V. - Tome I.
Maréchal. - Tome II.
Marenne. - Tome II.
Mareska (Docteur). - Tome I.
Margerin. - Tome I.
Marion. - Tome II.
Marnix. - Tome I.
Maroille. - Tome II.

- Marré. - Tome I.
Marx Karl. - Tome I. - Tome II.
Marx (Mme).
Maspelier. - Tome II.
Massart A. - Tome I. - Tome II.
Massart Em. - Tome II.
Massart V. - Tome II.
Masse. - Tome II.
Massin. - Tome II.
Masson F. - Tome II.
Masui. - Tome I.
Mathé F. - Tome I. - Tome II.
Mathew. - Tome II.
Mathieu. - Tome I.
Mathieu G. - Tome I. - Tome II.
Mathieu H. - Tome I.
Mathieu V. - Tome I.
Mayeu R. - Tome II.
Mayence. - Tome II.
Maynz. - Tome I.
Mazzini. - Tome II.
Meeus. - Tome I.
Mehring. - Tome I.
Melaerts. - Tome II.
Melaerts (Abbé). - Tome II.
Méline Cans et Cie. - Tome II.
Mellinet (Général). - Tome I.
Mélot. - Tome II.
Mélot A. - Tome II.
Mermillod. - Tome II.
Meskens J. - Tome I.
Metternich. - Tome I.
Mettewie L. - Tome II.
Meyer R. - Tome II.
Meyerbeer. - Tome I.
Meyne (Docteur). - Tome I.
Meysmans. - Tome II.
Michaets. - Tome I.
Michaux. - Tome II.
Michaux L. - Tome II.
Michel F. - Tome II.
Michel Louise. - Tome II.
Michel de Bourges. - Tome II.
Michelet. - Tome II.
Michelot. - Tome I.
Michiels. - Tome I.
Michotte P. - Tome II.
Mignon. - Tome II.
Milan (Prince). - Tome II.
Mill J. S. - Tome II.
Millerand. - Tome II.
Millot G. - Tome II.
Milot Joseph. - Tome II.
Minne Ch. - Tome II.
Mitchell C. - Tome II.
Modeste. - Tome II.
Moens (Abbé). - Tome I.
Moeremans. - Tome II.
Molière. - Tome I.
Moll J. - Tome I.
Mommaert. - Tome II.
Moncheur. - Tome II.
Mondet G. - Tome II.
Mondron. - Tome II.
Monnier. - Tome II.
Monnier F. - Tome II.
Monniez L. - Tome II.
Montefiore Lévy. - Tome II.
Montluet. - Tome II.
Monzot. - Tome II.
Moore Rich. - Tome I.
Moreau. - Tome I.
Moreau. - Tome II.
Morel. - Tome II.
Morichar Louis. - Tome II.
Mornas. - Tome II.
Morton A. - Tome I.
Most Johan. - Tome II.
Mottet. - Tome I. - Tome II.
Mousset. - Tome II.
Mouton. - Tome II.
Moyaux Ch. - Tome II.
Moyson Emile. - Tome II.
Mulders. - Tome II.
Murat. - Tome II.
- N**
- Nagels. - Tome I.
Napoléon 1^{er}. - Tome I. Tome II.
Napoléon III. - Tome II.
Narcisse. - Tome II.
Nash. - Tome II.
Naudet (abbé). - Tome II.
Navire Cél - Tome II.
Neeckxskens. - Tome II.
Neefs H. - Tome II.
Neerincx. - Tome I.
Neerincx. - Tome II.
Négrier (Général). - Tome I.
Nemours (duc). - Tome I.
Nérault. - Tome II.
Neubeck. - Tome I.
Neuens. - Tome I.

Neujean Xav. - Tome II.
 Nève - Tome I.
 Nevelsteen A. - Tome II.
 Nicolay. - Tome I.
 Nieuwenhuis Domela. - Tome II.
 Niezette.
 Ninauve F. - Tome II.
 Nissen. - Tome II.
 Nobiling. - Tome II.
 Noël Parfait. - Tome II.
 Noirsain. - Tome I.
 Nonkel. - Tome I.
 Nothomb Alph. - Tome II.
 Nothomb. - Tome I.
 Nyns. - Tome I.
 Nys H. - Tome II.
 Nyssens Alb. - Tome II.

O

Oblin. - Tome II.
 Oborsky. - Tome I.
 Obonki. - Tome II.
 O'Connell. - Tome I.
 Octors. - Tome II.
 Ohnemans. - Tome I.
 Olin X. - Tome II.
 Olinde Rodrigues. - Tome I.
 Opdebeek. - Tome I.
 Oppenheim. - Tome I.
 Orange (prince d').
 Orgels. - Tome II.
 Orléans (duc d'). - Tome I.
 Orsini. - Tome II.
 Ortman-Hauzeur. - Tome II.
 Orts Aug. - Tome I. - Tome II.
 Othon. - Tome I.
 Overchies. - - Tome I.

P

Pahaut. - Tome II.
 Pain Olivier. - Tome II.
 Paniels F. - Tome II.
 Pannekoek. - Tome II.
 Paquay Os. - Tome II.
 Paris - Tome I.
 Parmentier. - Tome I.
 Parmentier Van Hoegaerden. - Tome II.
 Parys. - Tome I.
 Paternoster G. - Tome II.
 Paterson. - Tome II.

Patoux. - Tome II.
 Paulsen. - Tome II.
 Paulus. - Tome II.
 Pauwels. - Tome II.
 Péan Ch. - Tome II.
 Pearce. - Tome I.
 Peemans A. - Tome II.
 Pegowie. - Tome II.
 Pellerin J. - Tome I. - Tome II.
 Pepin. - Tome II.
 Pergameni H. - Tome II.
 Perin Ch. - Tome II.
 Perrachon. - Tome II.
 Perrier. - Tome I.
 Perrier (Colonel) - Tome II.
 Perrin J. - Tome I.
 Personne. - Tome II.
 Peruzet. - Tome I.
 Philippe Cl. - Tome II.
 Philippe II. - Tome I.
 Picard Alb. - Tome I.
 Picard D. - Tome I.
 Picard Edmond - Tome II.
 Pierron Ev. - Tome II.
 Piette Em. - Tome II.
 Piette J. - Tome II.
 Pilloy. - Tome II.
 Pirenne. - Tome I.
 Pirenne H. - Tome II.
 Pirmez. - Tome I.
 Pirmez Eud. - Tome II.
 Pirson. - Tome I.
 Plaisant. Tome I.
 Planeaux. - Tome I.
 Planquaert. - Tome II.
 Planzon. - Tome II.
 Platon. - Tome I.
 Plétinckx. - Tome I.
 Polignac. - Tome I.
 Potel. - Tome II.
 Pottelsberg. - Tome II.
 Pottier (Abbé). - Tome II.
 Potvin Ch. - Tome I. - Tome II.
 Pourbaix. - Tome II.
 Prins Ad. - Tome II.
 Prodhon H. - Tome II.
 Proudhon. - Tome I. - Tome II.
 Puraye. - Tome I. - Tome II.
 Putmans Ch. - Tome II.
 Putsage. - Tome II.
 Pyat Félix. - Tome II.
 Pycke. - Tome II.

Q

Quack. - Tome I.
Quetelet. - Tome I. - Tome II.
Quinet (Docteur). - Tome II.
Quinet Edgard. - Tome II.

R

Rabelais. - Tome I.
Rachez. - Tome II.
Raikem. - Tome I.
Ramon de la Sagra (Don). - Tome II.
Rambaud. - Tome I.
Raspail. - Tome II.
Ratier. - Tome II.
Redailly. - Tome I.
Reeper Toone. - Tome I.
Reichstadt (Duc de). - Tome I.
Reisse Ernest. - Tome II.
Remy. - Tome I.
Remy. - Tome II.
Renard (Général). - Tome II.
Renard F. - Tome II.
Renkin Jul. - Tome II.
Rens. - Tome I.
Reizinger. - Tome II.
Reyntiens. - Tome II.
Richald Louis. - Tome II.
Riedel. - Tome II.
Rigaux. - Tome I.
Rigot L. - Tome I.
Rittinghausen. - Tome II.
Robert Eug. - Tome II.
Robespierre. - Tome I.
Robin P. - Tome II.
Robyns A. - Tome II.
Rocheftort H. - Tome II.
Rochet. - Tome II.
Rochette A. - Tome II.
Rodenbach. - Tome I.
Rodet. - Tome II.
Rogear A. - Tome II.
Roger. - Tome II.
Roger. - Tome II.
Rogers John. - Tome I.
Rogie P. - Tome II.
Rogier Ch. - Tome I. - Tome II.
Rolin H. - Tome I.
Rolin Jacquemyns. - Tome II.
Romain. - Tome II.

Roman L. - Tome II.
Rompf frères. - Tome II.
Rothermel. - Tome II.
Rothschild. - Tome I.
Röttgen. - Tome I.
Rouhette L. - Tome II.
Rouillier. - Tome II.
Rouillon. - Tome II.
Roupe. - Tome I.
Rousseau. - Tome I.
Rousseau E. - Tome II.
Rousseau J.-J. - Tome I.
Roussel J. - Tome I.
Roussel - Tome II.
Royer. - Tome II.
Rozier. - Tome II.
Ruffin. - Tome II.
Rutters. - Tome II.

S

Sabatier. - Tome II.
Sacré. - Tome I.
Sadoine. - Tome II.
Saillant. - Tome II.
Saintelette. - Tome II.
Saint-Féréol. - Tome II.
Saint-Paul. - Tome I.
Saint-Simon. - Tome I.
Sainte Beuve. - Tome II.
Salm (Prince de). - Tome I.
Samuel H. - Tome II.
Sand G. - Tome II.
Sas Martin. - Tome I.
Sas F. - Tome II.
Sassin. - Tome II.
Savage W. - Tome I.
Saxe-Cobourg (Prince de). - Tome I.
Schabelits. - Tome I.
Schäffle. - Tome II.
Schenk. - Tome II.
Scheppens. - Tome II.
Schepper. - Tome I.
Schinler. - Tome II.
Schmidt X. - Tome II.
Schoelcher. - Tome II.
Schoemackers. - Tome II.
Schollaert F. - Tome II.
Schoonhooghe. - Tome I.
Schuyts. - Tome II.
Schwitzguébel. - Tome II.
Sébert. - Tome II.

Sedyn. - Tome II.
 Seignobos. - Tome I. - Tome II.
 Sellier. - Tome II.
 Sellier C. - Tome II.
 Senault. - Tome I.
 Serane. - Tome II.
 Seron. - Tome I.
 Seron G. - Tome II.
 Serraux. - Tome II.
 Serrure. - Tome II.
 Serviant. - Tome II.
 Serwy G. - Tome II.
 Serwy V. - Tome II.
 Simonet. - Tome II.
 Simonis. - Tome II.
 Simons R. - Tome II.
 Sirtaine. - Tome II.
 Slingeneyer. - Tome I.
 Snoy. - Tome II.
 Sody. - Tome II.
 Soemer. - Tome II.
 Solau. - Tome II.
 Songeon. - Tome II.
 Spehl. - Tome II.
 Spilleux G. - Tome II.
 Spilthoorn L. - Tome I.
 Splingard Pierre. - Tome II.
 Splingard R. - Tome II.
 Staatghe S. - Tome II.
 Standaert C. - Tome II.
 Steens Eug. - Tome II.
 Steiner Max. - Tome I.
 Sterkx. - Tome II.
 Stevens Eug. - Tome II.
 Stielemans. - Tome II.
 Stouffs. - Tome II.
 Struyf. - Tome II.
 Surlet de Choquier. - Tome I.
 Swolf. - Tome II.

T

Tabarant. - Tome II.
 Tack P. - Tome II.
 Taillade. - Tome II.
 Taillet Ch. - Tome II.
 Talandier. - Tome II.
 Talleyrand. - Tome I.
 Tantôt frères. - Tome II.
 Tardieu Eug. - Tome II.
 Taste J. - Tome II.
 Tays P. - Tome II.

Tedesco V. - Tome I.
 Teirlinck. - Tome II.
 Tercelin. - Tome II.
 Tesch. - Tome II.
 Teurlinckx E. - Tome II.
 Texier. - Tome II.
 Théodor. - Tome II.
 Thiberghien. - Tome II.
 Thirifocq. - Tome II.
 Thonar Michel. - Tome II.
 Thonissen. - Tome I. - Tome II.
 Thoré. - Tome II.
 Thorne W. - Tome II.
 Thys. - Tome II.
 Ticque. - Tome II.
 Tiekens. - Tome I.
 Tielemans. - Tome I. Tome II.
 Tielens. - Tome II.
 Tienpont. - Tome II.
 Tilmont. - Tome I.
 Timmermans. - Tome I.
 T'Kint de Roodenbeeke. - Tome II.
 Tobias J. - Tome I.
 Tobie. - Tome I.
 Tolain. - Tome II.
 Tonley. - Tome I.
 Tordeur. - Tome II.
 Toussaint. - Tome I.
 Trazegnies. - Tome I.
 Treignies. - Tome I.
 Trélat. - Tome I.
 Tricot. - Tome II.
 Tridon Gust. - Tome II.
 Tripp (Général). - Tome I.
 Troclet. - Tome II.
 Tytgat. - Tome I.

U

Urbain Ar. - Tome II.

V

Vallès J. - Tome II.
 Van Artevelde. - Tome I.
 Van Beecelaere. - Tome II.
 Van Bellinghen. - Tome II.
 Van Bemmelen. - Tome II.
 Van Beveren Edm. - Tome II.
 Van Bevervoorde. - Tome II.
 Van Caloen. - Tome II.
 Van Camp. - Tome I.

- Van Caubergh Ad. - Tome II.
Van Coillie. - Tome II.
Van Cutsem. - Tome I.
Van de Kerchove. - Tome II.
Van den Abeele. - Tome II.
Van den Berghe. - Tome II.
Van den Bulke. - Tome II.
Vandendorpen D. - Tome II.
Vandendriesche. - Tome I.
Vanden Heuvel. - Tome II.
Vanden Houte. Tome I.
Vandenhoute A. - Tome II.
Vandenpeereboom. - Tome II.
Vander Bruggen. - Tome II.
Vanderdonck. - Tome II.
Vanderkindere L. - Tome II.
Vanderlinden (d'Hoogvorst). - Tome I.
Vanderlinden. - Tome II.
Vanderlinden G. - Tome II.
Vandermeeren. - Tome I.
Vandersmissen (Général). - Tome I. -
Tome II.
Vander Steen. - Tome II.
Vanderstraeten. - Tome II.
Vandervelde Em. - Tome II.
Vandervelde Lalla. - Tome II.
Vanderzande. - Tome I.
Vandewatine. - Tome II.
Vandeweyer. - Tome I.
Van Dievoet. - Tome II.
Vandrom. - Tome II.
Van Geel. - Tome I.
Van Goethem. - Tome II.
Van Goitsnoven. - Tome II.
Van Gyseghem F. - Tome II.
Vanhalen. - Tome I.
Van Hassel. - Tome II.
Van Hoorde. - Tome II.
Vanhoorebeeke. - Tome I.
Vanhumbeek P. - Tome II.
Vankwalie..- Tome I.
Van Labeke. - Tome I.
Van Laethem. - Tome II.
Vanlair. - Tome II.
Van Langendonck. - Tome II.
Van Linden. - Tome I.
Van Loey-Nouri (Mme Vve). - Tome II.
Van Loo. - Tome II.
Van Loo J.B. - Tome II.
Van Looche. - Tome I.
Van Maenen. - Tome I.
Van Meenen. - Tome I.
Van Mol. - Tome II.
Van Montagu. - Tome I.
Van Mulders. - Tome I.
Van Muysen. - Tome I.
Van Omissen. - Tome I.
Van Overbergh Cyr. - Tome II.
Van Praet. - Tome I.
Van Put. - Tome II.
Van Renterghem. - Tome II.
Van Ryswyck. - Tome II.
Van Schaflingen. - Tome II.
Van Schoor. - Tome I. - Tome II.
Van Snick. - Tome I.
Van Wambeeke. - Tome II.
Vanwedeman. - Tome II.
Vanzutendael. - Tome II.
Varlin Eug. - Tome II.
Vaughan E. - Tome II.
Vauthier. - Tome I.
Vautier. - Tome II.
Verbaere. - Tome I.
Verbauwen. - Tome II.
Verbeek. - Tome II.
Verboekhaven. - Tome I.
Verhaegen. - Tome I.
Verhaegen Arth. - Tome II.
Verhaelebeek. - Tome II.
Verheidt G. - Tome II.
Verheyen. - Tome II.
Verheyen. - Tome II.
Verrassel. - Tome I.
Verrycken Laurent. - Tome II.
Verstegen. - Tome II.
Verteneuil. - Tome I. - Tome II.
Vésinier P. - Tome II.
Veydt Max. - Tome I. - Tome II.
Vier. - Tome II.
Vigoureux M.
Vilain XIII. - Tome I.- Tome II.
Vincent de Paul. - Tome I.
Vinck F.
Vinck L. - Tome II.
Violard. - Tome II.
Visart L. - Tome II.
Vivier. - Tome II.
Vléminkx (Dr). - Tome II.
Vogler. - Tome I.
Voglet C. - Tome I.
Voglet P. - Tome II.
Volders Jean. - Tome II.
Volkaert. - Tome II.
Von Bornstedt. - Tome I.

Von Westphalen. - Tome I.
 Voortman. - Tome I.
 Voste P. - Tome I.
 Vues. - Tome I.

W

Wagener. - Tome II.
 Waldeck-Rousseau - Tome II.
 Walewsky. - Tome II.
 Wallen. - Tome I.
 Wanderpepen. - Tome II.
 Wagnies. - Tome I.
 Wargny. - Tome I.
 Warnant. - Tome II.
 Warnots L. - Tome II.
 Warnotte. - Tome II.
 Warocqué.
 Wasseige. - Tome II.
 Watillon - Tome I.
 Watteau. - Tome II.
 Wauters. - Tome II.
 Wauters Alph. - Tome I.
 Wauters frères. - Tome I.
 Wauvermans P. - Tome II.
 Weekmans. - Tome II.
 Weizenbruch. - Tome II.
 Weld N. - Tome I.
 Wenkenne P. - Tome II.

Wéry A. - Tome II.
 Wets. - Tome II.
 Wettinck. - Tome II.
 Weustenraad. - Tome I.
 Weydemeyer. - Tome I.
 Wheeler. - Tome II.
 Wiener. - Tome II.
 Wierth. - Tome I.
 Willems. - Tome II.
 Wilmart J. - Tome II.
 Wilmet. - Tome II.
 Winne. - Tome II.
 Winterer (Abbé). - Tome II.
 Wodon P. - Tome II.
 Woeste Ch. - Tome II.
 Wolff J. - Tome I.
 Wolff W. - Tome I.
 Wormhout Alph. - Tome II.
 Wouters et Cie. - Tome I.
 Wuillot. - Tome I.
 Wuinne. - Tome II.
 Wyns de Rocour. - Tome I.

Z

Zaleski. - Tome I.
 Zannequin. - Tome I.
 Zoude. - Tome I.

Louis Bertrand (1869-1937) ¹
député socialiste de Bruxelles

Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique depuis 1830.

TOME DEUXIÈME (1907)

Troisième partie : “De 1850 à la Chute de l’Internationale”

Bruxelles : Dechenne et Cie
Paris : Édouard Cornély et Cie,
1907, 700 pages.

[Retour à la table des matières](#)

¹ Louis Bertrand (1869-1937), ouvrier marbrier, membre du Parlement Belge (1894-1926), est un des fondateurs du Belgische Werklieden Partij (BWP - Parti Ouvrier Belge) en 1885. Les archives personnelles de Louis Bertrand sont conservées à l'Institut Émile Vandervelde, à Bruxelles <http://bold.belnet.be/BOLD/HTML/FR/iev.html>

Dans l'édition papier de 1907
apparaît à la page iii du tome I

la gravure suivante

Louis Bertrand

téléchargeable sur le site web **Les Classiques des sciences sociales**,
section Auteurs classiques : sous Louis Bertrand, député socialiste de Bruxelles.

[Retour à la table des gravures](#)

[Retour à la table des matières](#)

À tous ceux qui, en Belgique, depuis 1830,
ont lutté et souffert pour la Démocratie et le Socialisme,

CE LIVRE EST DÉDIÉ.

[Retour à la table des matières](#)

ERRATA

Page 101 du tome II. - M. Emile Boulard (l'un des fils de feu Jules Boulard, de Mons), que nous avons indiqué, comme disciple de l'Ecole de Colins, nous prie de constater qu'il y a là une erreur: il n'a jamais adhéré à la doctrine de Colins dans son intégralité et n'est pas, en conséquence, un disciple de son École.

Pages 322 et suivantes du tome II. - Il est question de la catastrophe survenue le 17 avril 1879 au charbonnage de l'Agrappe, à Frameries. D'après les journaux de l'époque, l'explosion de grisou à ce charbonnage se serait produite «par le contact du grisou sortant du puits aux foyers des machines se trouvant, contrairement à un arrêté du 1er mars 1850, à une distance peu éloignée du puits.» Il y est dit aussi que l'enquête tourna en faveur des exploitants.

M. Émile Harzé, ancien directeur des mines du département de l'industrie et du travail, m'a écrit à ce sujet une longue lettre datée du 7 janvier 1907 et qui fut publiée en outre dans le journal Le Ralliement du 16 du même mois, et dans laquelle il proteste de la bonne foi et de l'impartialité des ingénieurs ayant fait cette enquête.

«C'est en souvenir de ces personnes, écrit M. Harzé, que je me réserve de publier les observations précédentes sous la forme d'une lettre ouverte, nonobstant votre bonne foi, que je ne viens pas mettre en doute.

«Il y a plus. Non relevées, ces allégations dans une œuvre historique remarquée, laisseraient s'accréditer cette erreur propagandiste, qu'il a fallu l'arrivée, que j'ai saluée, du Parti ouvrier à la Chambre, pour que des enquêtes sérieuses soient faites à la suite d'accidents miniers, pour que de nouvelles mesures de sécurité soient imposées comme conséquence de l'étude scientifique de ces événements douloureux, enfin pour que les règlements ne soient pas impunément violés.»

Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique depuis 1830.
Tome II (1907)

Troisième partie

De 1850 à la Chute de l'Internationale (1874)

[Retour à la table des matières](#)

Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique depuis 1830.
Tome II (1907)

Troisième partie : De 1850 à la Chute de l'Internationale (1874)

Chapitre I

Situation générale de l'Europe de 1850 à 1874

- La république française étouffée par Louis Napoléon. - Le coup d'état du 2 décembre 1851. - L'Europe. - Réaction en Europe. - L'Église catholique. - Le libéralisme. - Le socialisme. - Grande prospérité économique. - Le socialisme se réveille vers 1860.

Dans l'édition papier de 1907 apparaît à la page 1

la gravure suivante, no 39 : [César de Paepe](#)

téléchargeable sur le site web [Les Classiques des sciences sociales](#),
section Auteurs classiques : sous Louis Bertrand, député socialiste de
Bruxelles.

[Retour à la table des gravures](#)

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons vu comment la révolution du 24 février 1848 échoua et quelles furent les causes principales de cet échec. Dès le début, la lutte s'engagea entre les socialistes et les républicains bourgeois formalistes. Le suffrage universel, à son tour,

donna une arme terrible aux mains des paysans ignorants auxquels on persuada qu'en travaillant au succès des Rouges, l'on avançait l'heure du partage des biens.

Le 10 décembre 1848, Louis Napoléon se fit élire président de la République par cinq millions et demi de suffrages sur sept millions de voix émises. Son mandat était de quatre ans et il n'était pas rééligible. Le 2 décembre 1851 eut lieu le coup d'État; Napoléon fit emprisonner et déporter les principaux chefs du parti républicain et, cette besogne accomplie, il convoqua un sénatus-consulte qui le proclama empereur héréditaire...

Napoléon III rétablit ainsi la monarchie en s'appuyant sur le suffrage universel qui, sans liberté de la presse, de réunion et d'association, est une dérision. Le peuple était nominalement souverain. Il y avait une Chambre élue par lui, mais cette Chambre n'était là que pour approuver ce que demandaient l'Empereur et ses ministres. La Chambre, en effet, n'avait le pouvoir ni d'élire son président, ni de faire son règlement, ni de présenter un amendement aux lois qu'on lui présentait à voter, ni de modifier le budget, car elle devait accepter ou rejeter en bloc le budget de tout un ministère. Ses débats n'étaient publiés que sous forme d'un compte rendu officiel et la session ne durait que trois mois ¹.

Tous les citoyens étaient électeurs, mais en fait il n'y avait que les candidats officiels qui avaient des chances de se faire élire. Les candidats de l'opposition n'avaient aucun moyen de lutter efficacement, les réunions électorales étant interdites, sous prétexte qu'elles étaient contraires à la liberté des électeurs! La distribution des bulletins de vote était interdite et, à partir de 1858, tout candidat aux élections législatives était obligé d'envoyer d'avance et par écrit un serment de fidélité à l'Empereur.

Ce n'est pas tout. Les circonscriptions électorales étaient réglées, par un simple décret, pour cinq années et arrangées de façon à donner la majorité au candidat officiel.

La presse politique n'avait aucune liberté d'allure: tous les journaux étaient soumis à la censure des préfets et, pour en fonder un nouveau, il fallait une autorisation. La liberté individuelle était inscrite dans la Constitution, mais en fait la police faisait surveiller tous les mécontents et les faisait arrêter au moindre soupçon. Ce système odieux de gouvernement dominait le pays de telle façon que, de 1857 à 1863, il n'y eut que cinq députés de l'opposition qui parvinrent à se faire élire.

Cela dura jusqu'en 1869, époque où l'Empire devint libéral.

En 1870, la guerre franco-prussienne aboutit à Sedan. Le 4 septembre, la République fut proclamée à Paris. Après un long siège, Paris capitula, la paix fut signée et, la République étant en danger, Paris se leva et proclama la Commune qui fut étouffée dans le sang pendant les terribles journées de mai 1871.

Pendant près de vingt ans, le système politique autoritaire, absolutiste de l'Empire français donna le ton à l'Europe et, après la secousse démocratique de 1848, la réaction y reprit le dessus.

¹ Voir *Histoire de la Civilisation contemporaine*, par Ch. Seignobos.

Cette période de réaction politique, de deuil de la liberté, fut caractérisée par une expansion économique et industrielle considérable. Ce fut l'époque des grandes entreprises de chemins de fer, du développement de l'industrie. Il s'ensuivit une grande prospérité économique. Certains déclarèrent que cette prospérité était due au régime impérial. Ce qui est plus vrai, c'est que ce régime subsista si longtemps à cause de la prospérité industrielle et commerciale, qui améliora la condition matérielle du peuple par l'augmentation des salaires ¹.

Néanmoins la réaction fut terrible en Europe pendant ces années. La France semblait dominer les autres nations et, au fond, les gouvernants de tous les pays ne demandaient pas mieux que de suivre son exemple.

L'Église, elle, après avoir, en 1848, béni les arbres de la liberté et vanté la république, vint en aide à la réaction. Cela était conforme à ses traditions et favorisait ses intérêts. Elle se fit payer son concours et n'en devint que plus forte, plus puissante. L'enseignement mis entre ses mains devait, dans sa pensée, lui assurer un long avenir de domination sur les âmes et sur les corps par-dessus le marché.

Le libéralisme bourgeois faisait le mort. Il n'eut garde de prendre la défense des peuples opprimés, de réclamer la liberté. Il se contentait de jouir des avantages matériels du régime. La bourgeoisie s'enrichissait et n'en demandait pas davantage.

Pendant la période des vingt et quelques années que nous allons décrire, on vit se développer un mouvement nouveau, celui du principe des nationalités.

Le principe de la souveraineté de la nation donna ainsi naissance à celui des nationalités, qui veut que chaque nation forme un État indépendant et se gouverne lui-même.

Jusque-là, les États s'étaient constitués au hasard des successions et des conquêtes, sans préoccupation des différences de race, de langue, de mœurs des peuples que l'on accouplait ainsi.

On vit ainsi, d'une part, de petits États incorporés à de grands pays, tels la Grèce, la Serbie, la Roumanie, la Bulgarie, rattachés à l'Empire turc; telle l'Autriche dominant la Hongrie, la Bohême; l'Angleterre dominant l'Irlande, et la Russie, la Pologne. D'autre part, certains peuples de même race, parlant la même langue, ayant les mêmes mœurs, étaient cependant divisés en petits États. Tel était le cas de l'Allemagne et de l'Italie.

Près de vingt années furent consacrées à la défense du principe de nationalité et à la lutte pour sa réalisation.

Cette lutte aboutit finalement à créer l'unité italienne et l'unité allemande.

Le socialisme, lui, étouffé en Europe en 1850, se releva peu à peu et tenta de se réorganiser vers l'année 1860.

¹ En Belgique, dans l'industrie houillère, qui peut être prise comme indication générale, le salaire annuel, qui était de 464 francs en 1850, monta à 725 francs en 1860 et 878 francs en 1870. Le nombre de chevaux-vapeurs qui était en 1850 de 65,930 monta en 1870 à 348,246.

Peu de temps après, les efforts isolés se combinèrent et l'Association internationale des travailleurs fut constituée.

Le libéralisme se réveilla en même temps et la lutte recommença alors contre la réaction politique d'une part et contre la puissance capitaliste d'autre part.

*
* *

Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique depuis 1830.
Tome II (1907)

Troisième partie : De 1850 à la Chute de l'Internationale (1874)

Chapitre II

La politique belge de 1850 à 1874

Après la tourmente de 1848. - L'ère des économies. - Les droits de succession. - vive résistance à la chambre. - Le sénat fait échouer le projet. - Dissolution. - Diverses crises ministérielles. - Le cabinet de Decker de 1855. - La loi des couvents. - Émeutes. - attitude du «prolétaire» de Nicolas Coulon. - La loi est retirée. - Ministère frère-Rogier. - Politique réactionnaire. - Mort de Léopold 1er. - Avènement de Léopold II. - Chute du ministère libéral. - «Soulagement universel». - Le ministère clérical. - Les langrandistes. - Émeutes libérales. - Les élections communales de 1872. - Résumé de la politique clérico-libérale.

[Retour à la table des matières](#)

Le ministère libéral du 18 août 1847, qui devait pratiquer une politique nouvelle, inspirée du programme du Congrès libéral de 1846, se perdit, nous l'avons vu, dans une politique incolore, réactionnaire. Il fut surpris par les événements de 1848 et sauva le régime oligarchique dont il était l'émanation et qu'il désirait conserver à tout prix, en faisant quelques réformes dont la plus importante consistait en l'abaissement du cens électoral au chiffre minimum prévu par la Constitution.

Après la tourmente, le gouvernement voulut faire des économies. M. Frère proposa de réduire à vingt-cinq millions le budget de la guerre. La situation financière était mauvaise et le 6 novembre 1848, M. Frère-Orban déposait un projet de loi frappant d'un droit les successions en ligne directe.

Ce projet, juste et modéré cependant, fut très mal accueilli, même par la majorité. «Sur tous les bancs des deux Chambres, dit Thonissen, les amis du cabinet déclaraient hautement qu'ils repousseraient un système qui semblait mêler les dépenses du fisc au deuil des familles!» En vérité, ce que voulait la majorité des Chambres, c'était empêcher le gouvernement de frapper la richesse acquise, même dans une minime proportion. Elle voulait continuer à prélever sur les petits, sur les classes pauvres, les millions nécessaires à l'État.

Frère-Orban fut vivement attaqué à cette occasion. On alla même jusqu'à le traiter de socialiste, de partageux.

Envoyé en section, le projet de loi sur les successions en ligne directe fut rejeté à une immense majorité et la section centrale le rejeta à son tour par cinq voix contre une.

Le ministère exigea cependant un débat public. La discussion dura pendant sept séances. L'échec du ministère n'était pas douteux lorsqu'un député libéral proposa l'ajournement du débat jusqu'au moment où les budgets de 1850 auraient fait connaître les besoins réels du trésor.

On croyait généralement que cet ajournement était un moyen détourné pour sauver le ministère, qui s'inclinerait. Il n'en fut rien. Le projet revint en discussion le 8 mai 1851. Le rétablissement du serment pour les déclarations de successions fut rejeté par 52 voix contre 39.

À la suite de ce vote, le ministère remit sa démission au roi. Celui-ci tenta en vain de constituer un nouveau cabinet. Tous les députés libéraux auxquels il s'adressa refusèrent. Les ministres reprirent donc leurs portefeuilles et le projet sur les successions - le gouvernement renonçant au serment - fut adopté à la Chambre par 57 voix contre 27.

Mais il restait à convaincre le Sénat.

Cette assemblée oligarchique, plus réactionnaire encore que la Chambre, rejeta le projet par 33 voix contre 18 ¹.

¹ En classant les 51 sénateurs d'après leur qualité, depuis le prince jusqu'au bourgeois, on trouve le résultat suivant:

Pour la loi		Contre la loi	
Prince	0	Prince	1
Duc	0	Duc	1
Marquis	0	Marquis	1
Comte	1	Comte	6
Vicomte	1	Vicomte	1
Barons	5	Barons	7
Chevalier	1	Chevalier	3
Nobles sans titres	0	Nobles sans titres	8
Bourgeois	10	Bourgeois	5
Total	15	Total	33

À la suite de ce vote, le Sénat fut dissous. Il s'était rendu très impopulaire. La presse et les associations politiques menèrent une vigoureuse campagne qui produisit son effet, car le nouveau sénat adopta le projet sur les successions par 45 voix contre 6, le 27 novembre 1851.

Cet exemple, mieux que tout autre, montre combien les Chambres étaient réactionnaires.

*
* *

Aux élections de 1850, les catholiques avaient gagné quelques mandats. En 1852, douze sièges furent encore gagnés par eux. La majorité de la Chambre restait libérale, mais il devenait difficile de gouverner, car cette majorité comptait dans son sein des gens qui n'avaient du libéral que l'étiquette. Aussi le cabinet donna-t-il à nouveau sa démission, à la date du 9 juillet. Une fois de plus, il ne se trouva personne à gauche pour accepter de former un nouveau ministère. La crise se prolongea jusqu'au 17 septembre. Frère-Orban se retira alors du cabinet et fut remplacé par M. Liedts, gouverneur du Brabant. Mais une nouvelle crise ministérielle se produisit à la rentrée des Chambres, la majorité ayant voté contre le candidat du gouvernement à la présidence. Le 31 octobre, un ministère libéral très modéré fut constitué par M. de Brouckère.

Le nouveau cabinet fit voter une loi réprimant les offenses envers les souverains étrangers, loi qui fut renforcée encore en 1858. Ces offenses ne furent plus considérées comme un délit politique.

C'est également sous le règne de ce ministère que se conduisit la convention d'Anvers, en vertu de laquelle le clergé avait la haute main sur l'enseignement moyen, comme il l'avait déjà sur l'enseignement primaire. La ville d'Anvers s'interdisait désormais de faire usage, dans les écoles, de livres contraires à la religion catholique.

Après le Coup d'État de 1851, de nombreux proscrits français étaient venus s'établir en Belgique. Napoléon III, fort mécontent de cette situation, chercha des difficultés à la Belgique au moment du renouvellement des traités de commerce. La France voulut imposer des droits d'entrée sur la houille et les fontes, ce qui devait nuire à ces deux industries belges. Pour rentrer dans la bonne grâce du gouvernement impérial, M. de Brouckère fit voter la loi frappant de peines sévères les offenses dirigées contre les souverains étrangers.

Satisfait du marché qui lui était offert, Napoléon consentit à faire des concessions à l'industrie belge.

Ce fut également sous le ministère de Brouckère que l'on réorganisa l'armée, dont l'effectif fut porté de 80,000 à 100,000 hommes.

La politique réactionnaire du ministère mécontenta bientôt les libéraux. Les ministres sentaient que leur situation devenait impossible, d'autant plus que chaque élection apportait un contingent de forces nouvelles au parti catholique. Ils donnèrent

leur démission le 3 mars 1855 et le roi nomma un nouveau ministère clérical mitigé de doctrinaires, avec M. de Decker comme chef.

Le nouveau cabinet ne devait pas rester longtemps aux affaires. Il se signala surtout pas une série de mesures réactionnaires.

C'est ainsi qu'au début de l'année 1857, une circulaire ministérielle prescrivit que les dépenses pour l'enseignement primaire ne pouvaient plus s'accroître et qu'il était nécessaire de les réduire aux termes de la loi de 1842. Cette même circulaire stipulait qu'en ce qui concerne les secours aux anciens instituteurs et veuves d'instituteurs ne recevant pas de pension des caisses de prévoyance, on devait se borner à venir en aide aux plus nécessiteux. Enfin, une grande économie était recommandée dans les dépenses des écoles gardiennes et d'adultes.

Or, l'État dépensait à ce moment moins de deux millions pour l'enseignement primaire!

Par contre, il dépensait 42 millions pour une armée dont il est interdit au pays de faire usage, puisqu'il est neutre. La même année le gouvernement faisait voter un crédit de 250,000 francs pour la dot de la princesse Charlotte.

*
* *

Mais des événements très graves se préparaient.

Le ministère déposa un projet de loi sur la charité. Ce projet fut baptisé par les libéraux: *Loi des couvents*, parce que le gouvernement proposait d'accorder la personification civile aux établissements religieux qui s'occupaient de charité.

La discussion fut très vive à la Chambre. La presse libérale attaqua violemment le gouvernement et lui reprocha de vouloir faire renaître la main-morte. Le journal de Louis Labarre, *Le Drapeau*, fit chorus avec le parti libéral et courut sus aux cléricaux.

Par contre, Coulon, dans son journal le *Prolétaire*, conseilla aux travailleurs de se désintéresser de cette lutte entre deux partis bourgeois.

Voici ce qu'écrivit le *Prolétaire* dans son numéro du 9 mai 1857:

«Que le peuple belge tourne en ce moment ses regards vers le palais législatif. Que les prolétaires portent pour un instant leur attention sur la grande officine, où les mandataires des électeurs à 0 florins ont établi leur siège: ils pourront y contempler la lutte qui se livre entre les deux partis qui fractionnent le pays... *légal*.

«Que les travailleurs suivent attentivement cette discussion sur *l'organisation de la charité*, qu'ils examinent les discours prononcés, qu'ils méditent les paroles proférées, et à travers les artifices du langage, ils verront que l'on pose comme chose certaine, immuable, *l'éternité de la misère et du paupérisme!*

«Catholiques et libéraux, pas plus les uns que les autres, ne veulent rien changer aux conditions actuelles du prolétariat; représentants du privilège, ils en veulent le maintien quand même; et si la lutte prend des proportions si grandes, c'est que ces messieurs se disputent le monopole si doux à leurs yeux: *de nous faire l'aumône!!!*

«Le bilan des classes ouvrières en Belgique a été sous les yeux de la Chambre dans le cours de la discussion. Il est effrayant. L'accroissement de la misère et du paupérisme a pris de telles proportions que les privilégiés sentent qu'il faut de toute nécessité donner au peuple un os à ronger, jeter quelques miettes dans la *gueule du monstre!* car

*On n'arrête pas le murmure
Du peuple, quand il dit: J'ai faim!*

«Dans le cours de la discussion, nos honorables invoquent l'intérêt des pauvres; ils cherchent à faire croire que toutes leurs sympathies sont acquises aux classes déshéritées.

«Que M. de Liedekerke (catholique), appelant les adversaires du projet de loi au pied de la croix, leur dise que le «paupérisme, la mendicité et les peines exorbitantes contre le vagabondage datent de la réforme».

«Que M. Tesch (libéral), lui répondant, dise à son tour que ce sont de graves erreurs, que tout cela existait avant, et a persisté après la réforme, qu'aux XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles, l'opinion de tous les écrivains est que le seul remède au paupérisme, à la mendicité, au vagabondage, est dans la centralisation des secours, etc., etc.»

«Que ces messieurs s'accusent mutuellement d'intolérance, d'exclusivisme, de ne travailler que dans l'intérêt de leur domination politique, rien ne doit nous étonner; il en est ainsi chaque fois que le *clérical* entre en lice avec le *libéral*. Que signifient au fond tous ces discours? Rien.

«On se disputera pendant longtemps de cette façon sans avancer en rien la solution du problème social.

«En un mot, toute cette discussion qui fait tant de fracas et qui tient en haleine les budgétivores de toutes nuances, peut se résumer ainsi: *La misère est un mal inhérent à la nature humaine*. Il n'est qu'un moyen capable d'arrêter la marche ascendante du paupérisme: L'AUMÔNE!!!

«Quant à ce qui est de le détruire, c'est autre chose fi donc! Ces messieurs n'y pensent même pas. Ils savent fort bien, libéraux et catholiques, que la destruction de la misère, entraînerait *fatalement* l'anéantissement de leurs privilèges.»

Le 26 mai, les deux premiers articles du projet étaient adoptés par la Chambre. Des manifestations violentes se produisirent aussitôt dans les rues à Bruxelles, à

Liège, à Anvers, dans toutes les villes et les centres industriels. À Jemappes, on alla jusqu'à mettre le feu à un couvent de Petits-Frères.

Tous les soirs, à Bruxelles notamment, des troubles graves éclataient devant les locaux des journaux catholiques et devant les couvents de jésuites, de capucins, etc.

Le 1er juin, l'émeute avait été plus violente encore et la troupe avait été placée à divers endroits de la ville. Le Parc, la rue Royale, les places des Palais et Royale, tout le quartier du ministère, ce qu'on appelle aujourd'hui la «zone neutre», avait été balayé par des charges de gendarmes et de cavalerie. Le sang avait coulé et septante arrestations avaient été faites ¹.

Le lendemain, Coulon lança un manifeste aux ouvriers. En voici le texte:

«Bruxelles, le 2 juin 1857.

«L'émeute a grondé ces jours derniers dans les rues de Bruxelles.

«Après avoir possédé le pouvoir pendant sept ans, et n'ayant ni pu ni voulu faire le bien, le libéralisme, devenu par ses propres fautes et son incapacité minorité parlementaire, de majorité qu'il était, en est réduit aujourd'hui à jouer le rôle d'émeutier.

«Rien de plus drôle que l'aspect de cette foule d'agitateurs à gants jaunes et à l'habit fin. Ces messieurs ne dédaignent plus de fouler les pavés de nos ruelles tortueuses; mais, nenni, le travailleur ne bougera pas; il ne risquera plus sa vie pour soutenir une cause qui n'est pas la sienne.

«Les moines veulent vous escamoter vos héritages, messieurs? cela doit vous mécontenter fortement, il est vrai; mais que diable voulez-vous que l'ouvrier ait à voir ou à démêler dans cette affaire-là? Il est déshérité depuis longtemps et vous êtes les premiers à repousser toute revendication de sa part.

«Que ce soit moine ou laïc qui mange le gâteau qu'il a produit, s'il ne peut en dîner lui-même, le peuple se moquera de la dispute.

«Robert-Macaire hurle parce que Tartuffe veut s'emparer de ses larcins.

«Querelle de filous! voilà tout.

«AUX PROLÉTAIRES

«Nous l'avons dit dans notre dernier numéro, nous le répétons plus haut, la question qui agite si profondément le pays légal, est exclusivement une question *bourgeoise* et à laquelle le travailleur est *complètement* désintéressé.

«Pour les libéraux, pour les bourgeois, il est évident que la loi sur la charité a une certaine importance, et nous comprenons la résistance qu'ils opposent à son adoption.

¹ C'est à propos de ces émeutes que le Bien public de Gand parla de «Canaille libérale».

Il est positif que l'influence politique des libéraux serait perdue en même temps qu'ils seraient lésés dans leurs intérêts si la loi était en vigueur.

«Nous ne saurions trop le répéter, le prolétaire, lui, est déshérité en naissant; vivant au jour le jour par son travail, il ne veut pas plus de l'*aumône* cléricale que de l'*assistance* philanthropique du bourgeois.

«Le travailleur, en s'abstenant, a compris instinctivement la position qui lui est faite; il a senti que la querelle entre libéraux et cléricaux n'était pas la sienne et que, pour lui, l'avantage qui pouvait en résulter, serait... *de payer les pots cassés*.

«Le peuple a montré du tact. Il a bien fait. Ce n'est pas tout.

«Bien que les hostilités soient suspendues par l'ordonnance royale qui ajourne indéfiniment les Chambres, rien n'est changé, au contraire; la situation n'en est que plus grave et voici comment

«Si le pouvoir avait eu l'intention de céder, déjà ou aurait appris la retraite du ministère, ce qui impliquerait le retrait de la loi et la dissolution des Chambres; mais il n'en est rien.

«Le gouvernement, encouragé probablement par les *conseils diplomatiques*, montre l'intention de passer outre et de poursuivre sa marche; les mesures qu'il vient de prendre, telles que la concentration de troupes nombreuses dans la capitale et ses environs, le rappel de plusieurs classes de permissionnaires, ainsi que le commandement de la division militaire de la province, remis au général Chazal dont on connaît l'esprit, sont des symptômes non équivoques des projets qui se mitonnent en haut lieu.

«Ces jours derniers, on a montré une certaine modération envers les bourgeois lorsque ces messieurs criaient: À bas la calotte! mais il n'en serait pas de même si les prolétaires, cédant aux excitations de la bourgeoisie, fournissaient le prétexte à la répression.

Dans l'édition papier de 1907 apparaît à la page 13

la gravure no 40 :

DE DECKER, Chef du Cabinet de 1855

téléchargeable sur le site web **Les Classiques des sciences sociales**,
section Auteurs classiques : sous Louis Bertrand, député socialiste de
Bruxelles.

[Retour à la table des gravures](#)

«Ceux-là ne seraient pas épargnés!

«Ouvriers, nos frères, vous avez fait preuve de sagacité, de prudence, au milieu des troubles; soyez vous-mêmes

«*Ne vous laissez pas entamer!*

«**RÉSERVEZ-VOUS POUR LA BELLE!**»

*
* *

Beaucoup de démocrates et de socialistes belges prirent cependant part à ces manifestations. Nous pouvons citer entre autres Eugène Steens et Guillaume Brasseur, mécanicien, aujourd'hui conseiller communal ouvrier à Ixelles. Ils furent même arrêtés et condamnés de ce chef, je pense.

Le Roi intervint alors. Il écrivit à ses ministres une lettre qui fut aussitôt rendue publique. Il y disait notamment: «Sans me livrer à l'examen de la loi en elle-même, je tiens compte, comme vous, d'une impression qui s'est produite à cette occasion dans une partie considérable de la population. Il y a, dans les pays qui s'occupent eux-mêmes de leurs affaires, de ces émotions rapides, contagieuses, se propageant avec une intensité qui se constate plus facilement qu'elle ne s'explique, *et avec lesquelles il est plus sage de transiger que de raisonner.*»

Les Chambres furent ajournées et la loi des couvents retirée.

Le pays redevint tranquille.

Des élections communales eurent lieu en octobre. Ces élections prouvèrent que les projets du parti catholique soulevaient dans le pays une certaine répulsion. C'est alors que le ministre De Decker se retira du pouvoir, motivant sa retraite par des raisons très sensées

«J'ai la majorité dans les Chambres, disait-il, mais je ne suis pas sûr qu'elle s'appuie sur la majorité de la nation. Or, *c'est une des positions les plus dangereuses que l'on puisse faire à un pays constitutionnel que de le gouverner avec une majorité qui peut être accusée de ne plus représenter, fidèlement les sentiments et les vœux de la nation.*»

Un ministère Frère-Rogier fut constitué et les Chambres dissoutes. Les élections eurent lieu le 1^{er} décembre. Elles furent un écrasement pour les catholiques: 26 cléricaux sortants furent battus et la nouvelle Chambre se composa de 70 libéraux et de 38 catholiques seulement.

*
* *

Le nouveau cabinet ne resta pas inactif. Sa première préoccupation fut de doter Anvers de fortifications nouvelles.

La Chambre se montra hostile à la proposition et le gouvernement dûit retirer le projet. Mais il retira en même temps d'autres projets de travaux publics, parmi lesquels il y en avait de très urgents.

La discussion fut très vive. Un député d'Anvers, M. Loos, fut traité de *menteur* par le ministre de la guerre, le général Renard. Et comme la Chambre protestait, M. Frère se leva pour excuser le général en disant:

- «Songez, messieurs, que c'est un soldat qui vous parle!»

En 1859, le ministère parvint cependant à faire décider par le Parlement la création du camp retranché d'Anvers. Il avait aussi fait voter, à l'unanimité, la loi sur la contrainte par corps en vertu de laquelle, pour 200 francs de dette, un homme pouvait être arrêté et enfermé dans une prison pendant cinq années!

À la demande de M. Defré, la Chambre discuta en 1859 une proposition tendant à instituer l'instruction obligatoire. M. Rogier s'en déclara partisan, en principe, mais il refusa l'adhésion du gouvernement et la proposition fut rejetée.

Le nouveau cabinet fit voter successivement l'abolition des octrois ¹, la suppression de l'échelle mobile des céréales, abandonnant ainsi le système protectionniste. En 1863, il fit voter la convention portant l'affranchissement de l'Escaut.

Les élections de 1863 furent mauvaises pour les libéraux et leur majorité fut réduite fortement. Ils accusèrent les catholiques de tricheries électorales. La vérification des pouvoirs se poursuivit pendant un mois! De nouvelles élections ayant été décidées à Bruges, les libéraux furent battus. Bientôt la majorité libérale ne fut plus que de deux voix et, pour comble de malheur, un député devenu malade, ne put plus assister aux séances de la Chambre. C'est alors que la droite se mit en grève, empêchant le Parlement de délibérer.

Les Chambres furent alors dissoutes et la majorité libérale atteint 12 voix.

Au mois de décembre 1865, Léopold I mourut et son fils aîné, le duc de Brabant, le remplaça.

Le jour de son installation, Léopold II déclara qu'il n'avait jamais fait de distinction entre les Belges. Il ajouta, plus loin, que de grandes choses avaient été réalisées en Belgique depuis 1830: «Mais l'édifice dont le congrès a jeté le fondement peut s'élever et s'élèvera encore. Mon sympathique concours est assuré, dit-il encore, à tous ceux qui dévoueront à cette œuvre leur intelligence et leur travail.»

De 1866 à 1870, diverses lois importantes furent encore votées, notamment le Code pénal, qui consacra la liberté des coalitions, des lois sur la répression des fraudes électorales, etc.

Mais le cabinet libéral était fortement battu en brèche. On l'accusa d'être anti-démocratique et, en 1870, la majorité passa à droite. La chute du gouvernement libéral de 1857 fut saluée par l'*Indépendance* du mot «Soulagement universel».

¹ Les catholiques combattirent le projet au nom des intérêts des campagnes et de l'indépendance financière des villes.

De son côté, voici comment le journal *l'Internationale* apprécia cet événement, dans son numéro du 19 juin 1870:

«La ménagerie ministérielle va, paraît-il, changer de personnel au lieu des singes libéraux, nous aurons des chiens savants catholiques. Pour nous, cela est indifférent; cependant, comme nous jugeons le spectacle, nous ne sommes pas fâchés de voir, pour quelques jours, la nouvelle collection de bipèdes que la direction de l'établissement va offrir à notre curiosité.

«Les libéraux, accoutumés au pouvoir depuis treize ans, jettent feu et flamme; tant mieux! Les catholiques, exaspérés de l'affaire Langrand, sont en ébullition; tant mieux!... Tout ce qui peut exciter catholiques et libéraux à s'empoigner, à se détruire, à s'exterminer, est pour nous le bienvenu. Si toute cette bourgeoisie pouvait se dévorer jusqu'à ce qu'il n'en reste plus qu'une mâchoire, ce serait splendide!

«En attendant, toute notre politique à l'égard des partis consiste à dire: Kiss! kiss!!»

En général, il y eut peu de regrets à la chute du ministère Frère-Bara. Par leur politique incolore, sans énergie, sans volonté, ils avaient mécontenté tout le monde, y compris leurs meilleurs amis.

Un ministère clérical fut donc constitué sous la présidence de M. d'Anethan. Peu de jours après, la guerre éclata entre la France et la Prusse.

Au mois de novembre 1871, on annonça la nomination, au poste de gouverneur du Limbourg, de M. De Decker, l'ancien chef de cabinet de 1855, compromis dans les affaires financières de Langrand-Dumonceau. Aussitôt de vives protestations se firent entendre. On cria: *À bas les voleurs!* Des gardes civiques allèrent même jusqu'à crier, devant le palais du roi: *Au balcon, roi d'carton!*

Le ministère dut donner sa démission et lors de la discussion à la Chambre, au sujet de la nomination du nouveau cabinet présidé par M. Malou, un député catholique, M. Dumortier, qui avait été appelé par le roi, déclara que Léopold lui avait dit:

«J'aime mes ministres, je leur suis très dévoué, je leur suis très attaché, mais ils ne répriment pas l'émeute et je ne puis pas laisser ma capitale dans l'état où elle se trouve; et puisque l'émeute n'est pas réprimée, il faut bien que je tâche d'arriver au calme par les moyens que la Constitution met à ma disposition.»

Le ministère catholique fit voter une loi abaissant le cens communal et provincial, augmentant ainsi le nombre des électeurs communaux de 100,000 et portant celui des électeurs provinciaux de 168,000 à 220,000.

Les élections communales de 1872, qui eurent lieu sous le nouveau régime électoral, furent surtout favorables aux libéraux, principalement dans les villes.

Le journal *l'Internationale* les apprécia comme suit:

«En Belgique, la lutte a été vive entre les bourgeois catholiques et les libéraux à l'occasion des élections communales. Les catholiques, qui possèdent le pouvoir

exécutif et représentent à la Chambre la majorité rurale, espéraient, grâce à la loi récente qu'ils avaient décrétée, et qui augmentait, leur semblait-il, dans une forte proportion, leurs forces électorales, escalader le pouvoir communal, force suprême. Leurs espérances ont été déçues; jamais défaite n'a été plus complète. Dans toutes les villes les plus importantes, ils ont été battus à plate couture; ils ont été renversés là même où ils semblaient devoir se perpétuer et pouvoir à jamais braver l'élément libéral. Malheureusement pour nous, prolétaires, c'est bonnet blanc et blanc bonnet; les succès de nos libéraux ne sont pas des victoires pour la justice, la liberté et l'égalité n'y ont rien gagné.»

De 1870 à 1874, le ministère catholique fit voter plusieurs lois, notamment une portant suppression de l'impôt sur les débits de boissons alcooliques, dans le but de réduire le nombre des électeurs cabaretiers; une autre loi sur les fraudes électorales ayant pour but de garantir le secret du vote; une troisième loi sur la rémunération des miliciens, enfin diverses lois portant rachat de chemins de fer concédés.

Pour nous résumer sur la politique suivie par les deux partis qui occupèrent le pouvoir de 1850 à 1874, nous pouvons dire que si la lutte entre libéraux et catholiques pour la conquête du pouvoir fut souvent âpre et violente, au fond, pour tout ce qui avait trait aux intérêts économiques et financiers de la bourgeoisie, ils ne cessèrent pas d'être d'accord. Ils le furent aussi pour maintenir la grande masse de la population en dehors de la vie publique, en lui refusant systématiquement tout droit politique.

Le gouvernement de M. Frère-Orban, avec l'étiquette libérale, représentait souvent le libéralisme sans la liberté, comme après 1871, on connut, pendant quelques années en France, la République sans républicains.

On alla très loin dans cette voie. Ainsi, le ministère interdit un jour à ses fonctionnaires de publier quoi que ce soit sans l'autorisation des ministres. Cette décision frappa plusieurs fonctionnaires publicistes, M. M. Ducpétiaux et d'autres.

Voici un autre fait, tout aussi caractéristique: En 1858, un cabaretier de Malines, Charles Félix, avait affiché dans son cabaret une gravure que l'on déclara avoir une *tendance à avilir la religion*. Il fut poursuivi et condamné. Et ce jugement fut confirmé par la 4^e chambre de la Cour d'appel de Bruxelles, qui se basait sur un arrêté-loi du 23 septembre 1814.

La politique doctrinaire de M. Frère mécontenta les plus fermes libéraux. Les uns combattirent cette politique funeste, les autres se retirèrent de la lutte. Tel fut le cas de M. Wanderpepen, député libéral de Thuin qui, en mai 1858, donna sa démission parce que le gouvernement se montrait trop réactionnaire.

*
* *

Est-il besoin d'ajouter que si les intérêts populaires furent sacrifiés par les libéraux et par les catholiques, par contre ceux de la bourgeoisie, de la grosse bourgeoisie surtout, ne furent jamais oubliés.

Une nouvelle féodalité, la féodalité industrielle et financière se constitua avec le concours bienveillant des pouvoirs publics. Les richesses du sous-sol, propriété nationale, collective, furent concédées à des sociétés anonymes ou des particuliers, sans aucun égard pour les droits de l'État ou pour ceux des ouvriers qui, au prix de leur sueur et de leur sang, allaient faire fructifier ces richesses.

Après les concessions de mines, vinrent les concessions de chemins de fer. Puis, quand les heureux concessionnaires eurent tirés de beaux bénéfices de ces entreprises, l'État les leur racheta à des prix souvent exorbitants.

Le crédit public, par la création de la Banque nationale qui avait le privilège d'émettre des billets de banque, au lieu d'être une entreprise de l'État, organisant l'escompte au prix de revient, fut donné à une société qui, depuis un demi-siècle, a gagné plusieurs centaines de millions prélevés sur le travail national.

Et pour donner plus de force, plus de puissance aux entreprises capitalistes, l'oligarchie bourgeoise, maîtresse du pouvoir politique, décréta une loi sur les sociétés qui laisse aux spéculateurs et aux lanceurs d'affaires une liberté absolue. Les financiers malhonnêtes ont ainsi toute faculté pour exploiter et ruiner l'épargne.

Souvent même, alors que des financiers vont trop loin et tombent sous l'application des lois, des juges complaisants, stylés par un Parquet bien docile ferment les yeux et, quand ils sont obligés d'agir, ils s'en tirent en faisant traîner l'instruction qui alors se termine en faisant bénéficier ces financiers voleurs d'une ordonnance de non-lieu.

Bien plus, des financiers qui souvent ont mérité le bagne reçoivent des distinctions honorifiques, voire l'ordre de Léopold!

Cela rappelle ce quatrain célèbre:

*L'Histoire nous dit qu'autrefois
On pendait les voleurs aux croix;
Les temps sont devenus meilleurs;
On suspend les croix aux voleurs...*

*

* *

Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique depuis 1830.
Tome II (1907)

Troisième partie : De 1850 à la Chute de l'Internationale (1874)

Chapitre III

Les Proscrits réfugiés en Belgique. Leur influence

- Les proscrits de 1848-1849. - Les proscrits du coup d'État. - Célèbres personnalités. - Félix Delhasse et J.-N. Colard protecteurs des exilés. - La vie des proscrits à Bruxelles. - Proscrits relégués en province. - Victor Considerant à Laroche et à Bouillon. - Zèle intempestif des policiers. - Le roi et la sûreté. - Nombreuses expulsions. - le colonel Charras et Charles Rogier. - Considerant et l'entreprise du Texas. - P.-J. Proudhon à Bruxelles. - Vives polémiques. - Proudhon quitte la Belgique. - «La rive gauche». - Expulsion de ses rédacteurs. - Maurice Rittinghausen en Belgique. - Alexandre Herzen et la «cloche». - Influence des proscrits de 1848-1851 en Belgique. - La proscription de 1871 - Attitude odieuse du gouvernement belge.

[Retour à la table des matières](#)

La Belgique, par sa situation géographique, ses libertés et sa réputation d'hospitalité, a depuis un siècle servi de refuge à un très grand nombre de proscrits.

Ce n'est pas le lieu ici de parler longuement des faits et gestes des réfugiés français, allemands, italiens, polonais, russes et autres qui vinrent demander l'hospitalité à notre pays, après les tourmentes politiques qui frappèrent leur patrie respective. Cette histoire a été faite d'ailleurs pour ce qui concerne les proscrits du coup d'État de 1851¹. Nous pensons cependant qu'il est utile de noter ici l'influence que certains proscrits, pendant leur séjour en Belgique, ont pu exercer sur nos concitoyens, sur leurs idées et sur leurs mœurs.

¹ A. DE SAINT FÉREOL. Les Proscrits français en Belgique.- Bruxelles, 2 vol., 1870. P. WAUVERMANS. Les Proscrits du Coup d'État en Belgique. - Bruxelles, 1892.

Les événements qui se produisirent en Europe en 1848 et en France plus spécialement avant et après le Coup d'État du 2 décembre 1851, amenèrent en Belgique un assez grand nombre de réfugiés politiques.

Déjà antérieurement, Bruxelles avait servi de refuge aux proscrits de la Restauration et parmi eux se trouvaient les plus célèbres conventionnels, les régicides, sans compter Buonarrotti dont nous avons parlé au début de notre ouvrage.

Après la Révolution de Paris, en juillet 1830, et jusqu'à la veille du 24 février, de nombreux républicains et socialistes vinrent se réfugier ici. De ce nombre furent Cabet, Emile Labrousse, Félix Mathé, Imbert - que nous avons retrouvé à l'*Association démocratique* et dont il fut beaucoup question lors du procès de *Risquons-Tout*, - Delescluzes, Clément, Lemonnier et beaucoup d'autres poursuivis pour délits de presse, complots, participation à des sociétés secrètes, etc. À côté de ces Français, il faut citer des Polonais comme Lelewel qui habita rue des Éperonniers¹; des Allemands comme Karl Marx, Frédéric Engels, Rittinghausen; des Italiens, des Russes comme Michel Bakounine et Alexandre Herzen.

Mais les proscrits de la République de 1848 et du coup d'État furent, de tous, les plus nombreux. On sait qu'après les événements du 15 mai 1848, Louis Blanc et Causidière furent mis en accusation. Louis Blanc se réfugia en Belgique. Signalé et reconnu à Gand, l'ancien membre du gouvernement provisoire fut arrêté et transporté à la prison communale, «*de Mammeloken*», où il eut le temps de méditer sur la valeur de l'hospitalité belge. Quelques jours pins tard, il fut dirigé sur Ostende et de là en Angleterre, où il séjourna longtemps et fut correspondant de l'*Étoile belge*. Après le 13 juin 1848, où une soixantaine de députés se réunirent au Conservatoire des Arts et Métiers pour délibérer sur les mesures à prendre après le vote de l'Assemblée Nationale contre la République romaine, des poursuites furent intentées et un grand nombre de républicains et de socialistes, pour y échapper, durent quitter la France.

Parmi ceux qui vinrent en Belgique, citons Ledru-Rollin, Martin Bernard, Etienne Arago, Victor Considerant, Boichot, Ratier, etc. La plupart de ces hommes politiques, dès leur arrivée ici, furent invités par le ministère libéral d'alors de quitter le pays et ils se rendirent à Londres, accompagnés de M. Gilon, bourgmestre de Saint-Josse-ten-Noode. V. Considerant, ami de Charles Rogier, fut autorisé cependant à rester en Belgique, mais à condition de rester tranquille et d'aller vivre dans les Ardennes, à Barvaux, sur l'Ourthe. Thoré, rédacteur de la *Vraie République*, vint aussi en Belgique et devint l'ami intime de Félix Delhasse qui l'hébergea. Celui-ci, en souvenir de Thoré, publia, en 1893, en trois gros volumes, les *Salons* du célèbre critique d'art, qui avaient paru pour la plupart dans l'*Indépendance belge* et dans quelques journaux de Paris².

Émile Leclercq, qui publia en tête de cet ouvrage un avant-propos, dit en parlant de Thoré:

«Un principe d'une hétérogénéité parfaite le conduisait dans les voies droites, en politique, comme en arts. Il y a cinquante ans, il luttait déjà pour les idées et les principes qui sont le fonds des disputes actuelles, dans tous les champs de l'activité

¹ Une plaque commémorative figure sur la maison qu'habita le célèbre patriote polonais.

² THORÉ-BÜRGER. Les Salons, études de critique et d'esthétique. Lamertin, édit., Bruxelles.

humaine. Il a été en relations avec tout ce que Paris comptait d'hommes marquants avant 1848 et jusqu'en 1852: Proudhon, Laménais, Michelet, George Sand, Arago, Sainte-Beuve, etc. Et voici comment Proudhon, cet austère, ce paysan brutal, appréciait Thoré:

«Vous, vous êtes toujours plein de verve; vous pensez, vous écrivez, vous agissez, vous vivez, vous ne désespérez pas dans ce temps où il y a de quoi désespérer, vous êtes invincible.

En 1868, Sainte-Beuve écrivait à Thoré:

«Il me semble que le vieux Bürger n'en est pas moins jeune que le jeune Thoré. Il a le feu d'autrefois avec la concentration et la portée que donne l'expérience.»

Cantagrel, l'ami de Considerant, Serviant, Songeon, le Colonel Périer, arrivés peu après, purent également rester en Belgique, le gouvernement recula devant de nouvelles expulsions, les premières avant fait beaucoup de bruit et soulevé de nombreuses protestations.

Parmi les autres réfugiés qui trouvèrent ou cherchèrent un asile en Belgique, il faut encore citer A. Barbès¹, Raspail, Blanqui, Félix Pyat, Cœurderoy, Boichot, Deluc et le doux poète Lachambeaudie.

On évalue à plus de 800, le nombre de proscrits français qui, de 1848-1851, se réfugièrent chez nous. Un certain nombre furent autorisés à résider, mais à la condition expresse d'habiter la province. C'est ainsi que le docteur Gambon fut relégué à Termonde. Il y put pratiquer et soigner beaucoup de pauvres gens. Il fut même condamné un jour à une amende que payèrent ses juges. Gambon mourut à Termonde. Texier habita Tubize. Rozier, le Mistral de l'Aveyron, séjourna à Nivelles. Joigneaux, l'agronome, et le docteur Moreau vécurent à Saint-Hubert.

À Louvain s'installèrent Laboulaye, David, etc.

Anvers reçut plusieurs proscrits qui furent très bien accueillis par Ad. De Boe, Victor Lynen, banquier; De Harvent, Dumoulin, de l'*Opinion*.

Faut-il citer Victor Hugo, Schoelcher, E. Deschanel, Pascal Duprat, Madier de Montjeau, Bancel, Chalemel-Lacour? N'oublions cependant pas la citoyenne Sébert.

La citoyenne Sébert était blanquiste en politique et Raspailliste en médecine. Expulsée de France après le coup d'État, elle fut condamnée à l'emprisonnement pour sa participation dans les sociétés secrètes. Elle habita une maison de la Grand'Place, la maison même où Victor Hugo a écrit, dans une modeste chambre, *Napoléon-le-Petit*. Elle y tenait un petit débit de tabac et cigares à l'enseigne du *Petit Gavroche*. C'est chez elle, dit de Saint-Féréol, que se réunissaient les purs du socialisme². Les

¹ Barbès, libéré en France, voulut rester. C'est Nicolas Colard qui alla le chercher. Il parvint à le faire entrer en Belgique, mais aucune démarche ne réussit à décider le gouvernement libéral à l'autoriser à vivre ici. Il s'en alla à La Haye où il trouva d'autres frères de proscription. Il mourut en 1870, quelques jours avant la déclaration de la guerre.

² Après la guerre, la citoyenne Sébert habitait encore Bruxelles; elle était devenue incapable de gagner sa vie. Léon Defuisseaux, qui avait protesté à la Chambre contre l'expulsion de Victor

proscrits français, surtout ceux du coup d'État, eurent ici de nombreux amis et de chaleureux défenseurs.

Parmi eux, il faut citer Ch. de Brouckère, Tielemans, les docteurs Vleminckx, Moeremans, Limauge, Graux, Feigneaux qui devint le beau-père d'Émile Deschanel. Citons encore Félix Delhasse, très hospitalier surtout pour les socialistes, Adolphe Demeur, l'échevin Devadder, Quetelet, De Linge, Rachez, Dupuis, Wiener, Cassel, Mottet, de Verviers, beau-frère de Nicolas Colard, de Sélys-Longchamps, Nicolas Goffin, le docteur Quinet, de Quiévrain, les frères Bayot, le pharmacien Van Becelaere, Van Goitsnoven, Ch. Potvin, Louis Labarre, les deux frères Deneck, Gendebien, Bourson, du *Moniteur*, François Haeck, etc.

Le bourgmestre de Brouckère protégea souvent les proscrits. Il lui arriva même un jour d'offrir sa démission de bourgmestre au Roi, déclarant qu'il abandonnerait son poste si M. Hody, administrateur de la Sûreté publique, n'était pas immédiatement destitué, pour avoir abusé de ses pouvoirs à l'égard de deux proscrits, MM. de Buchy et Blanchi. M. Hody fut invité à donner sa démission et fut remplacé dans ses fonctions par M. Verheyen.

Les proscrits fréquentaient de préférence certains cafés: Les *Mille Colonnes*, place de la Monnaie, le *Café des Arts*, 1e *Messenger de Louvain*, rue de la Fourche, le *Café de l'Industrie*, rue des Bouchers, la *Renaissance*, au passage Saint-Hubert, le *Pot d'Or*, rue Villa-Hermosa, la *Mère Moreau*, rue de la Tête-d'Or.

Dans l'édition papier de 1907 apparaît à la page 25

la gravure no 41 : [J. B. NOTHOMB](#)

téléchargeable sur le site web [Les Classiques des sciences sociales](#), section Auteurs classiques : sous Louis Bertrand, député socialiste de Bruxelles.

[Retour à la table des gravures](#)

Un grand nombre de réfugiés n'étaient guère riches. Ils dînaient dans des restaurants à bon marché, à 60 ou 75 centimes. Les plus huppés mangeaient à table d'hôte, au *Grand Café*, rue des Éperonniers. On remarquait parmi eux Victor Hugo, Edgard Quinet, Hetzel, Deschanel, Joigneaux, Michel (de Bourges), Fleury, Laussadot, Arnaud (de l'Ariège), Emile de Girardin, Noël Parfait.

Ce dernier avait été pris comme secrétaire par Alexandre Dumas, qui vint aussi habiter Bruxelles, pendant une couple d'années et se disait proscrit... par ses créanciers!

Le gouvernement belge, on le sait, ne fut pas très hospitalier pour les proscrits français; ce fut surtout le cas pour les ministres libéraux qui usèrent souvent de procédés regrettables à l'égard des réfugiés politiques.

Hugo, écrivit un jour au poète pour lui demander un secours pour la citoyenne Sébert. Defuisseaux reçut de Victor Hugo une lettre fort aimable, mais pas un sou...

C'est ainsi qu'un jour Bianchi, dont nous avons déjà parlé, étant venu à Bruxelles, fut arrêté moins de trois heures après son arrivée, et conduit en prison, les menottes aux mains.

Bianchi avait été rédacteur d'un journal républicain de Lille, et on le soupçonnait d'avoir trempé dans l'affaire de *Risquons-Tout*. De Brouckère, prévenu, le fit sortir de prison et partir en Angleterre.

Félix Pyat fut également expulsé parce qu'il ne s'était pas déclaré à la police.

Coeurderoy le fut parce qu'il s'était fait inscrire au bureau des étrangers, sans passer par l'Hôtel de Ville.

On expulsa le colonel Charras parce qu'il agissait trop, Etienne Arago parce qu'il écrivait trop et Ch. Lagrange parce qu'il parlait trop!

Attibert, échappé de Cayenne, fut expulsé à son tour. Il revint un jour en Belgique, poussé par la misère et ayant trouvé du travail à Laeken. Bientôt reconnu, on le condamna à trois mois de prison.

Morel, ancien instituteur, vendait des journaux au Passage Saint-Hubert. On l'expulsa et le ministre Tesch le calomnia en outre à la Chambre, lors d'une interpellation sur les expulsions d'étrangers.

Ce fut sous le ministère H. De Brouckère-Faider que Charras fut expulsé. Lors de l'arrivée au pouvoir du ministère Vilain XIII, De Decker, Charras fut autorisé à venir à Bruxelles pour se faire traiter d'une maladie des yeux. Il revit Rogier qui le reçut fort bien et lui donna l'assurance que sa rentrée définitive en Belgique ne souffrirait aucune difficulté, aussitôt qu'il reviendrait aux affaires. Ce jour arriva peu de temps après. Charras fut autorisé à revenir à Bruxelles pour corriger les épreuves de son ouvrage sur la campagne de Waterloo. Il vit Rogier qui se montra très froid, très réservé. Le ministre pria Charras de retourner en Suisse, en attendant que le nouveau cabinet libéral fut plus raffermi. Charras se rendit à Bâle. Là, après un séjour assez long, il somma Rogier de tenir sa parole. Le ministre lui répondit par un refus.

Alors, Charras indigné, écrivit à Rogier une lettre qui fut rendue publique:

«Monsieur le ministre, dit-il, vous êtes un malhonnête homme; il y a entre nous une distance que je ne puis franchir maintenant, mais j'espère que je vous rencontrerai un jour, etc.»

Rogier renvoya la lettre avec quelques mots dédaigneux.

Répetons-le, car c'est de l'histoire, ce sont les ministres catholiques qui, à cette époque, se montrèrent les plus favorables aux réfugiés politiques.

Dans la séance de la Chambre du 30 janvier 1857, le ministre des affaires étrangères, Vilain XIII, en parla en ces termes élevés:

«J'éprouve pour les exilés une pitié profonde et une sympathie respectueuse due à la plus grande infortune qui puisse, dans tous les temps, atteindre l'homme. Quand je

puis donner aux exilés une preuve de ma sympathie, je n'y manque jamais. Je leur ai dit que ni leur nom, ni leurs antécédents politiques avant leur arrivée en Belgique ne leur nuiraient jamais vis-à-vis du gouvernement ¹.

Saint-Féréol écrit à ce sujet:

«...Eh! bien, le ministère dont les républicains ont eu le moins à se plaindre, le seul qui n'ait pas craint de prendre hautement leur défense, c'est celui dont faisaient partie les hommes de la droite.

«Tous les ministres libéraux que, pendant notre séjour en Belgique, nous avons vus au pouvoir, se sont, sans exception, montrés pour les étrangers en général, et pour les réfugiés politiques en particulier, durs, malveillants, injustes ².»

Il faut dire cependant que les proscrits eurent à la Chambre d'éloquents défenseurs sur les bancs de la gauche. À chaque expulsion, ils interpellaient le gouvernement et lui reprochaient amèrement son attitude. Tel fut le cas pour Orts, Guillery, Van Humbeek, Defré, Verhaegen et, plus tard, Léon Defuisseaux, Demeur, etc.

En 1865, à l'occasion du renouvellement triennal du vote de la loi de 1835 sur les étrangers, on publia une statistique des expulsions. Il en résulta que de 1835 à 1865 il y avait eu, en Belgique:

Étrangers expulsés pour défaut de papiers et de moyens d'existence.....	17,750
Conduits à la frontière par suite de condamnations	6,074
Conduits à la frontière par feuilles de route	5,899
Séjour interdit	9,780
Expulsions pour causes politiques	75
Expulsions pour condamnations et pour avoir compromis la sûreté publique.....	2,178
Sans arrêtés, pour motifs politiques (1848-1852).	684
Total	42,445

*

* *

Les deux Belges qui assurément se montrèrent les plus dévoués aux proscrits français de 1848 et 1851, furent J.-N. Colard et Félix Delhasse.

Colard avait été simple ouvrier tailleur à Paris. Il y devint républicain, membre de la Société des Familles et y connut Barbès.

Rentré en Belgique, il y ouvrit le premier magasin de confections et fit fortune. Peu après, il étendit ses affaires en province, eut deux maisons à Bruxelles, l'une rue

¹ A. de Saint-Féréol, Tome II, pages 42-43.

² Raspail habita Boitsfort, loin du monde et du bruit et y rédigeait son Manuel de la santé et sa Revue de Pharmacie et de médecine. Il fut question un jour de l'expulser. M. Vilain XVIII le protégea. Il lui offrit l'hospitalité dans sa maison, lui député catholique, et le gouvernement renonça à l'expulsion.

de la Madeleine et l'autre rue Neuve, puis des succursales à Gand, Anvers, Liège, Charleroi. Malgré sa situation, Colard resta toute sa vie le compagnon de ses ouvriers était un patron bienveillant et juste, rétribuant toujours le travail à un taux supérieur à celui payé par ses concurrents, accueillant avec bienveillance les réclamations et venant en aide à ceux de ses ouvriers qui étaient frappés par le malheur.

Félix Delhasse, nous l'avons déjà dit, fut très lié avec un grand nombre de proscrits qui étaient fraternellement reçus dans son hospitalière demeure de la chaussée de Haecht, à Schaerbeek.

Dans la proscription, les Phalanstériens se tenaient à part. Ils se réunissaient à Bruxelles, chez Deguelle, et y prenaient le thé. On y rencontrait souvent Cantagrel, De Thon et d'autres.

Victor Considerant, le plus connu d'entre eux et dont la propagande, avant 1848, avait produit quelques «ravages» dans de nombreuses cervelles bourgeoises, avait été autorisé à rester en Belgique, à condition d'aller s'enfermer dans un trou de province. Il vécut à Laroche, un trou charmant du reste!

Ce fut au mois de juillet 1849 que Considerant revint en Belgique. Il se rendit immédiatement à Spa, chez Alexandre Delhasse, qu'il avait connu en 1847, lors de sa tournée de propagande ici. Mais un commissaire de police voulut faire du zèle; il fit surveiller de près Considerant qui s'en plaignit à Rogier dans une lettre du 3 août ¹.

Sur un ordre donné de Bruxelles, le commissaire spadois dut se départir de sa surveillance. Considerant quitta cependant Spa et alla s'établir à Laroche, où sa femme et sa belle-mère Mine Vigoureux, allèrent bientôt le rejoindre. Considerant passa l'hiver 1849-1850 à Bruxelles. Il ne se montra que fort peu, du reste, ne fit aucune conférence publique et cela pour ne pas mécontenter l'administrateur de la sûreté! Néanmoins, celui-ci n'était pas rassuré. Songez donc Considerant comptait de nombreux amis à Bruxelles, il était reçu chez eux. Il devait nécessairement leur chauffer la tête en leur parlant de ses rêves phalanstériens. M. l'administrateur s'en plaignit dans ses rapports. «Le roi, dit M. Discailles, le roi qui lit tous les jours les rapports de la sûreté, finit par demander au cabinet l'éloignement de Considerant... - Qu'il retourne dans l'Ardenne! - Il y retournera à la belle saison. - Le plus vite sera le mieux!... -»

Dans une lettre du 23 mars 1850, au ministre de l'intérieur, Considerant s'amuse fort orgueilleusement des terreurs qu'il avait inspirées à l'administrateur de la sûreté publique et que celui-ci réussit à faire partager par le roi lui-même: «Je suis logé place des Barricades!... des Barricades est-ce assez significatif? Je vais notoirement au café, et quel café? le café des *Trois Suisses*!... J'y joue aux échecs, jeu symbolique, perfide et révolutionnaire, qui n'est qu'une conspiration permanente contre les rois et les reines, un jeu où l'on ne gagne qu'en faisant le monarque prisonnier et souvent le prince est vaincu et maté par un simple pion, un vil prolétaire!... Je vais vous voir, corrompant, rongé par la trahison ainsi, petit à petit, la plus ferme colonne de l'ordre sur la terre qui m'a réchauffé dans son sein... est-il possible de se montrer plus serpent et serpent plus venimeux?...» Mais quelque coupable qu'il soit, dit M. Discailles, Considerant ne veut pas être pour les autorités «un cauchemar incessant et

¹ Ernest DISCAILLES. Le socialiste français Victor Considerant en Belgique. Bulletin de l'Académie, 1895.

cruel» et il a résolu de les débarrasser de lui, en quittant Bruxelles dès le commencement d'avril au lieu d'attendre muai et la belle saison, comme il en avait l'intention. Il ne demande qu'une faveur c'est de pouvoir résider à Bouillon plutôt qu'à Laroche. «Car Laroche est tout ce qu'il y a de plus village perdu au milieu des Ardennes; une femme presque toujours malade et une mère âgée, sont encore de quelque considération pour mon cœur de pierre. C'est qu'on a beau être plongé dans les monstruosité socialistes, on ne dépouille jamais complètement l'humanité. On m'a parlé de Bouillon comme d'une petite ville abritée du nord, recevant les rayons du soleil bienfaisant, la Nice ou les îles d'Hyères de la Belgique.»

Mais les policiers ardennais avaient informé la sûreté que dans les mois d'août à octobre 1849, Considerant avait fait beaucoup d'excursions dans le pays. On semblait l'accuser d'avoir fait de la propagande dans le Luxembourg, dans le but d'envahir la France. Il n'en était rien cependant, car il passait la plus grande partie de son temps à pêcher à la ligne. Il allait souvent, dans ce but, à Bouillon qui possède, disait-il, une rivière fertile en truites et même en saumons. Le gouvernement lui avait alors remis un permis de séjour pour Laroche par Bouillon. Mais la police de M. Bonaparte, président de la république, veillait et se plaignit. Bouillon était trop près de la frontière. Et alors la bonne sûreté publique fit savoir d'urgence à Considerant qu'il avait à partir pour Laroche, dans les trois jours, à peine d'être expulsé! Seulement, là même on ne le laissa pas tranquille! On l'obligea à soumettre tous les quinze jours son permis de séjour au bourgmestre qui était chargé de faire rapport au gouvernement sur sa conduite. Fallait-il que nos dirigeants eussent peur pour agir de la sorte! Dans une nouvelle lettre à Ch. Rogier et que cite encore Discailles, Considerant se récrie:

«Surveiller ma conduite à Laroche, capitale des genêts et des bruyères, c'est trop fort! Mais je travaille dans ma chambre jusqu'à trois heures, après quoi je pars pour la pêche et je ne rentre que pour me coucher... Ceci sort des limites policières vulgaires et s'élève au bête, au grotesque, au bouffon du septante-septième degré...»

Ce n'est pas tout, continue M. Discailles. On a constaté qu'il aime à causer. Or, il est très brillant causeur; c'est un charmeur, dans la conversation comme dans la chaire du conférencier. S'il allait prêcher la république à Laroche! Veillons au salut de la monarchie, s'est dit la Sûreté. Empêchons le montagnard de contaminer son entourage:

«Il y a ici un jeune agent-voyer, tout ce qu'il y a de plus inoffensif et de plus taciturne. Il dit un mot ou un mot et demi par heure en moyenne. Roger (c'est son nom), vient quelquefois à la pêche avec moi, ou bien je vais avec lui régler un niveau, voir une route. Il est pensionnaire dans notre auberge. C'est mon seul compagnon, si j'excepte quelques gamins à qui je donne des hameçons et qui m'aiment beaucoup. Eh bien! je ne suis pas ici depuis huit jours, que nous apprenons qu'ordre a été donné aux quatre gendarmes, qui ont mis trois quarts d'heure à épeler mon permis de séjour - de surveiller ce fonctionnaire à cause de ses rapports avec moi!...»

*
* *

Si nous avons insisté sur toutes les tracasseries dont un proscrit doux, paisible, rêveur comme Considerant, fut la victime, c'est dans le but de montrer ce que valait en réalité et ce que vaut encore l'hospitalité belge, surtout à cause des fonctionnaires

de la Sûreté. Ceux-ci, nous en avons fait l'expérience depuis, semblent ne désirer qu'une chose: avoir le moins d'étrangers possible en Belgique, pour avoir à faire le moins de besogne possible.

Telle semble être leur idée de derrière la tête et c'est ce que me dit un jour M. De la Tour, lors d'une visite que je lui fis, comme député, en faveur d'un socialiste italien qu'il voulait expulser. Et toutes ces tracasseries policières se passaient en 1849 et 1850, au moment où la république existait encore et que Louis Napoléon en était le président. Jugez de ce que cela devait être après le Coup d'État!

De 1850 à 1851, Considerant alla habiter Namur. C'est là qu'il conçut son projet de colonisation au Texas, non seulement pour les phalanstériens, mais aussi pour les adeptes de toutes les écoles socialistes. Cette entreprise du Texas fut des plus malheureuses. Considerant y laissa une partie de ses illusions, sans compter une partie de son avoir et l'argent de ses amis, notamment de André Godin, le fondateur du Familistère de Guise. Considerant partit au Texas par Anvers, le 24 novembre 1852. Il revint dix mois plus tard, convaincu que les régions qu'il avait visitées étaient l'idéal rêvé pour l'établissement d'un Phalanstère. Sa propagande commença alors d'une manière très active. Sa brochure vantant l'entreprise se terminait par une considération qui lui fut souvent reprochée: il déclarait que cette colonisation du Texas allait débarrasser l'Europe de beaucoup de socialistes de toutes les écoles! La réclame qu'il fit en faveur de l'entreprise du Texas est des plus curieuses, des plus suggestives:

«L'École phalanstérienne avec ses hommes, ses ressources, ses capitaux, dit-il, sans repousser le concours des personnes qui trouvant l'affaire belle après en avoir pris une connaissance détaillée, s'y voudraient joindre, a entrepris, sur ma proposition, la formation d'une colonie européenne-américaine au Texas... Le but est de fonder, dans un pays superbe, où les terres les plus fertiles sont encore à 2 fr. 50 l'hectare, un champ d'asile ouvert à ce que nous appelons, nous, la Poussée progressiste de l'humanité au XIX^e siècle et qui, sous le nom de Socialisme, épouvante tant de gens en Europe où, j'en conviens, la solution est des plus difficiles. Tous les gouvernements et toutes les respectabilités sociales sont éminemment intéressées au succès de l'entreprise, et les honnêtes gens, s'ils ont de l'argent et du patriotisme, doivent s'empresse de nous prêter leur concours.»

Après avoir indiqué où l'on pouvait envoyer les souscriptions, il annonce au public et à ses amis, qui ne savent pas encore au juste où en sont les choses au moment où il écrit (30 août 1854): 1° que la Société de colonisation est fondée au capital de 1 million de dollars (environ 5,400,000 francs) (article 8 des statuts); 2° que la constitution de la Société (article 16) sera déclarée, quand les souscriptions après publication desdits statuts, s'élèveraient à 5,400,000 francs; 3° que déjà les souscriptions annoncées comme prêtes montent à 600,000 francs, à très peu de chose près; 4° que, les capitaux disposés à commencer leur liquidation en Europe pour s'engager d'ici à deux ou trois ans dans la colonisation, pouvaient s'évaluer déjà au moins à trois millions de francs, etc., etc.

Il y eut trois départs pour le Texas. Le premier par Anvers, le second par le Havre et le troisième par Brême ou Hambourg.

Parmi ces colonisateurs, il y eut plusieurs Belges qui ont presque tous disparu aujourd'hui. On cite notamment un ingénieur-architecte de Mons, Cousin, trois Tournaisiens, l'artiste-peintre Haghe, l'agronome Crespel, accompagné de son fils

Victor Crespel, qui était âgé alors de 17 ans et l'industriel chansonnier, Adolphe Le Roy, un Bruxellois, François Haeck, etc., M. Victor Crespel, qui habite aujourd'hui Schaerbeek et est juge au tribunal de commerce de Bruxelles, membre actif de la *Société des Voyageurs* et rédacteur du journal *le Voyageur*, nous a raconté en détail les péripéties de ce voyage qu'il serait trop long de raconter ici.

M. Ernest Discailles, dans l'intéressante étude dont nous avons déjà parlé, rappelle les principaux incidents de ce voyage au Texas. M. Crespel lui avait dit que les chefs de cette entreprise étaient de bonne foi et qu'eux aussi y ont laissé et leur argent et leurs illusions. Et le professeur de Gand ajoute :

«Pour l'argent, c'est bien certain. Pour les illusions, c'est autre chose. Ni le départ de la plupart des compagnons, ni les difficultés que lui suscitèrent les planteurs du Texas (surtout au moment de la guerre de sécession), ni les déceptions que lui causait à chaque instant la mise en pratique d'un système qui ne tient pas suffisamment compte des besoins et des instincts de l'homme, rien ne put enlever à Crespel ses illusions. Comme le Ruy-Blas du poète, il continue à marcher vivant, dans son rêve étoilé.»

*
* *

Ce ne fut qu'en 1858 que P.-J. Proudhon vient s'établir en Belgique. Il s'installe d'abord rue du Chemin de fer, 28, sous le nom de Dufort, professeur de mathématiques. Peu de temps après, il alla habiter Ixelles, rue du Conseil, 81, un appartement qu'il paya à raison de 30 francs par mois. C'est à Bruxelles qu'il écrivit son plus important ouvrage : *La Justice dans la Révolution et dans l'Eglise*. Il y publia également les *Majorats littéraires*, les *Démocrates assermentés*, la *Capacité politique des classes ouvrières*, etc.

«Polémiste agressif, entier, la plume à la main, Proudhon, dit Saint-Féréol, n'avait point dans la conversation le ton tranchant, provoquant, acerbé qu'on lui supposait. Il était chez lui, simple, bienveillant, d'un commerce agréable, d'un abord facile; mais peu de proscrits pouvaient l'apprécier dans l'intimité. Si tous admirent en lui le grand écrivain, le penseur profond, le brillant journaliste, beaucoup avaient peu de sympathie personnelle pour l'homme politique à qui ils reprochaient d'avoir, en marchant droit devant lui, et en frappant à gauche comme à droite, - le plus souvent à gauche, - fait beaucoup de ruines sans rien produire de solide, d'avoir trop mêlé, dans son œuvre, le bien et le mal, et attaqué sans motifs légitimes les républicains de 93 et de 48 dont la démocratie, malgré tout, gardera la mémoire.»

Proudhon travaillait beaucoup et ne s'occupait pas de la politique belge. Il collaborait cependant à l'*Office de publicité*, journal de la maison de librairie Lebègue. En 1862, au moment où l'unité italienne s'accomplissait sous le regard de Napoléon III, il publia dans l'*Office de publicité* (numéro du 7 septembre 1862), un article dans lequel il signalait le danger résultant pour la France de la constitution d'un grand royaume en Italie. Cet article se terminait par ces mots :

«Osez, sire, et le Rhin, le Luxembourg, la Belgique, toute cette France teutonique, ancien patrimoine de Charlemagne, est à vous. Elle vous est due par titre impérial et

comme indemnité de ce que vous venez de faire à la requête de l'Europe pour l'Italie. La Belgique vous attend, il faut le croire. Là comme chez nous, plus encore que chez nous, le peuple règne et rêve, la bourgeoisie digère et ronfle, la jeunesse fume et fait l'amour, le militaire s'ennuie, l'opinion reste vide et la politique s'éteint.»

C'était là une simple boutade, mais cet article souleva des tempêtes L'ancien phalanstérien, Louis Defré, publia un pamphlet contre Proudhon, au nom de la patrie belge outragée. Des démonstrations hostiles eurent lieu sous les fenêtres de la maison habitée par le publiciste français, qui finit par quitter la Belgique.

*
* *

À vrai dire, les proscrits du Coup d'État, pour la plupart des républicains bourgeois, ne frayaient point avec les démocrates-socialistes belges, surtout avec les ouvriers.

Le journal *le Prolétaire*, de Nicolas Coulon, ne les ménageait pas du reste et il possédait un correspondant parisien qui ne laissait échapper aucune occasion pour attaquer les «burgraves de la Révolution» et principalement les hommes de Février et les vainqueurs de Juin.

Au mois de juin 1857, notamment, *le Prolétaire* ayant attaqué à nouveau les «républicains de salons», plusieurs de ceux-ci - L.-M. Mallot, A. Delabarre, A. Depuischault - écrivirent à Coulon pour protester contre ces attaques.

La lettre de Delabarre, - celui-ci était photographe rue Fossé-aux-Loups, entre le boulevard du Nord et la rue Neuve, - est intéressante à reproduire. La voici :

«Bruxelles, le 29 juin 1857.»

«Citoyen Coulon,

«Votre numéro du 17 de ce mois contient une correspondance particulière qui n'est autre chose qu'une série d'invectives contre la bourgeoisie.

«Comme je ne sais pas au juste où finit la bourgeoisie et où commence le prolétariat, je ne sais si je dois prendre pour moi une partie de ces gracieusetés. Là n'est pas la question, car mon dévouement est acquis *quand même* à votre estimable journal. Mais tout ce que j'entends dire autour de moi prouve que si vous continuez dans cette voie fatale, vous vous priverez de l'appui matériel d'un assez grand nombre de bourgeois, qui pour n'avoir pas les mains *calleuses*, n'en sont pas moins des démocrates très avancés, et surtout très décidés à ne pas recevoir plus de coups de *trique* du *prolétaire* qu'ils n'ont reçu de coups de cravache de M. Bonaparte.

«Les injures ne sont pas des raisons: vous avez trop de bon sens pour ne pas le comprendre. C'est pourquoi, dans l'intérêt de votre journal qui, par la publicité, peut devenir un organe précieux de la démocratie, je me permets une observation sur la responsabilité que vous acceptez en insérant des correspondances, qui ne tendent qu'à

désunir le parti au moment même où nous avons besoin de toutes nos forces pour anéantir le despotisme. Seulement le despotisme en blouse ne me paraît pas préférable au despotisme en habit noir.

«Salut et fraternité.

«A. DELABARRE.»

Le *Prolétaire* répondit en reprochant, aux républicains bourgeois de 1848, les fautes commises:

«Le peuple (de février), écrivait le *Prolétaire*, avait en trois jours affranchi la France, brisé la royauté *sous toutes ses formes*, fondé la république, posé la question du travail, la vraie, la seule question révolutionnaire de notre époque. Généreux et magnanime dans son triomphe, autant que désintéressé dans ses aspirations, il ne se réserva rien, lui à qui tout appartient; lui qui venait de tout reconquérir au prix de son sang; il confia la garde de ses intérêts à ses *frères aînés en révolution*, et afin de leur donner le temps nécessaire pour organiser et consolider sa victoire, il mit à leur service trois mois de misère.

Dans l'édition papier de 1907 apparaît à la page 37

la gravure no 42 : [Le colonel Charras](#)

téléchargeable sur le site web [Les Classiques des sciences sociales](#), section Auteurs classiques : sous Louis Bertrand, député socialiste de Bruxelles.

[Retour à la table des gravures](#)

«Comment ont-ils répondu à cette confiance du peuple, ces grands citoyens bourgeois, eux qui ne se disaient préoccupés que du soin d'assurer son bonheur? Quelles grandes mesures ont-ils prises pour améliorer sa condition? Quelles réformes ont-ils tentées? En un mot, qu'ont-ils fait pour organiser la révolution, pour faire respecter la république?

«Ils avaient pour mission de faire connaître et aimer la république, surtout dans les campagnes, et ils lui ont aliéné le cour des paysans par l'*impôt des 45 centimes*.

«La révolution de février, ayant ranimé l'amour de l'indépendance et de la liberté chez tous les peuples du continent ils ont refoulé ces aspirations, ces sentiments, en reconnaissant, par la publication d'un manifeste trop fameux, les traités de 1815, œuvre de la *sainte alliance* des rois!

«Ils n'existaient que par la volonté du peuple, ils disaient ne vouloir reconnaître d'autre souverain que le peuple, et ils lui déniaient le droit d'intervenir dans leurs affaires, en répondant aux délégués de la pacifique manifestation du 17 mars, qui

venaient leur transmettre les doléances du souverain «qu'ils ne pouvaient délibérer sous la pression du peuple!!»

«La révolution avait posé le problème du prolétariat ils étaient chargés de le résoudre, tout au moins de l'étudier; ils ont répondu en lançant, le 10 avril, au cri de: *Mort aux communistes!* les bourgeois contre les prolétaires.

«La démocratie leur demande à grands cris de ne s'appuyer dans les relations internationales, que sur le principe de la solidarité des peuples; ils ont répudié ce principe si éminemment républicain, en répondant par la prison, à ceux qui, le 15 mai, étaient venus à l'Assemblée réclamer l'appui de la France républicaine en faveur de la Pologne.

«Enfin, que vous dirai-je? Ils avaient accepté la mission d'organiser les forces révolutionnaires, de consolider les institutions républicaines et, mandataires infidèles, ils n'ont usé de leur mandat, que pour tromper les espérances du peuple et renouer, une à une, toutes les *mailles* de la lourde chaîne que nous avons brisée le 24 février.

«Et lorsque, fatigué de tant de déceptions, las d'être victime de la trahison des uns, de l'ineptie des autres, le peuple voulut ressaisir son bien, *il était trop tard; le lion était muselé. Le chacal seul était libre.* On ne laissa au premier que l'alternative de subir le joug ou d'avoir recours à de nouvelles barricades. Son choix ne pouvait être douteux il se décida pour la lutte. C'était ce que demandaient *ses généreux amis chargés d'assurer son bonheur*; ils espéraient en finir une bonne fois avec cette *engeance de socialistes, ces barbares du XIX^e siècle.*

«La lutte s'engagea donc, lutte gigantesque s'il en fut jamais, et dans laquelle l'héroïsme et l'abnégation des prolétaires n'eurent d'égal que la lâcheté et la barbarie des bourgeois!

«Rien ne fut épargné de la part de ces *modérés et honnêtes républicains* pour réduire ces *féroces prolétaires*, qui osaient se plaindre que les promesses de février n'avaient pas été tenues: Calomnies infâmes, odieux guet-apens, assassinats nocturnes, massacres de prisonniers, etc., etc.

«Nous succombâmes, vaincus par le nombre! La moitié de la France était accourue à la voix de nos *bons gouvernants* pour écraser, anéantir «*cette horde de sauvages, de forçais*» libérés, de bandits, qui ne rêvaient que le *pillage et l'incendie!!!*»

«C'est ainsi que les chefs de cette république, conquise par nous, nous désignaient à la mansuétude de nos concitoyens.»

Peu de temps après, Félix Pyat et Talandier vinrent se plaindre à leur tour de l'attitude du *Prolétaire* vis-à-vis des républicains bourgeois. Il est vrai que le journal ouvrier belge s'était permis de traiter de «petite église» la commune révolutionnaire de Londres, dont Pyat était l'âme et dont Talandier s'était fait le défenseur. Ce dernier, ayant demandé de quel droit le *Prolétaire* se permettait de juger ainsi certains hommes et certains groupes, s'attira de la part de Coulon cette verte réplique: «Où prenez-vous, exclame notre contradicteur, le droit de parler ainsi? Fichtre! citoyen *fraternel*, savez-vous que vous êtes un drôle de pistolet! Comment, où nous prenons

le droit de parler ainsi? Mais sous notre casquette, sauf votre respect. Et si nous vous demandions, à vous, où vous prenez le droit d'être si spirituel et si poli, que répondriez-vous?»

*
* *

En 1865, quelques jeunes démocrates socialistes français, dont la plupart avaient assisté au Congrès des Etudiants de Liège et qui rédigeaient à Paris le journal *La Rive gauche*, qui avait été poursuivi à diverses reprises, vinrent publier leur feuille de combat à Bruxelles, aucun imprimeur parisien n'osant plus prendre encore cette responsabilité.

Les principaux rédacteurs de la *Rive gauche* étaient A. Rogeard, l'auteur des *Propos de Labienus*, A. Cournet, R. Luzarche, Gustave Flourens, Charles Longuet, G. Mulot, P. Lafargue, Gustave Tridon, Pierre Denis, P. Vésinier, etc.

La *Rive gauche* s'intitulait: *Journal international de la jeune république*. Cette feuille attaquait l'Empire avec une grande âpreté, et publiait des articles de combat. Ses rédacteurs furent expulsés l'un après l'autre et le journal cessa de paraître le 5 août 1866.

Il nous reste à noter ici quelle influence les diverses catégories de proscrits français eurent sur l'esprit de notre pays.

Nous l'avons déjà dit il était formellement interdit aux réfugiés français de s'occuper de politique active. Quelques-uns d'entre eux cependant, par leur seule présence, par les relations qu'ils s'étaient créées, firent tomber bientôt les préventions que l'on avait à leur égard, et firent reconnaître que les républicains, les rouges, étaient des hommes comme les autres et qu'en somme ils pourraient bien avoir raison. Plusieurs proscrits collaborèrent à des journaux et à des revues. Pascal Duprat fonda la *Libre Recherche*, revue de valeur, Tavernier écrivit dans l'*Observateur*, Charles Péan dans le *National* qui succéda à la *Nation* de Louis Labarre, Deschanel, Thoré, Camille Bérù, Aubanel, collaborèrent activement à l'*Indépendance*, E. Arago et Madier de Montjeau à la *Nation*, Vésinier à la *Tribune du Peuple* et Proudhon à l'*Office de Publicité*.

Edgard Quinet publia ici, pendant son séjour, les œuvres de Marnix de Sainte Aldegonde et d'autres ouvrages anticléricaux. Les Phalanstériens firent paraître plusieurs ouvrages aussi et V. Considerant des brochures sur l'impôt, la législation directe, etc., etc.

Ce furent enfin les proscrits français qui introduisirent chez nous la mode des conférences. Deschanel, Bancel, Madier de Montjeau, Chalemel-Lacour, Pascal Duprat et d'autres propagèrent par ce moyen, mirent à la portée de tous, la philosophie, l'économie politique, l'histoire, la littérature, les sciences et d'autres connaissances humaines. Ces conférences et ces cours obtinrent un grand succès dans les milieux bourgeois à Bruxelles, à Anvers et à Liège et aussi parmi la jeunesse universitaire..

Mais à côté des proscrits français dont nous venons de parler, il y en eut appartenant à d'autres pays des Italiens, des Espagnols, des Allemands, des Hongrois, des Polonais, des Russes, en assez grand nombre; c'est ainsi que Mazzini, Kossuth, Jacoby, Ludwig, Lellewel, Rittinghausen habitèrent la Belgique.

Maurice Rittinghausen vécut longtemps en Belgique et il y mourut. Il était né à Hüchaswagen, province du Rhin, le 12 novembre 1814. Il fut le promoteur de la législation directe par le peuple. Il participa aux travaux du Parlement de Francfort, en 1848, et fut membre socialiste du Reichstag allemand. C'était un homme de valeur et de caractère. Souvent il disait:

«Je plains celui qui n'a point d'idéal, car il ne possède rien qui puisse le consoler dans les mille chagrins dont l'existence est parsemée.»

Son idéal était socialiste. Toute sa vie fut consacrée à l'étude des moyens les plus propres de réaliser la plus grande somme possible de bien-être, de justice, de liberté, de bonheur pour tous.

De bonne heure, Rittinghausen proposa l'idée de la *législation directe*¹. Il fut aussi un des premiers adeptes de l'*Association internationale des travailleurs* et participa à ses principaux congrès.

Au congrès tenu à Bâle, en 1869, Rittinghausen s'exprima comme suit:

«Vous allez vous occuper longuement des grandes réformes socialistes que vous croyez nécessaires pour mettre fin à la déplorable situation du monde des travailleurs. Est-il donc moins nécessaire de vous occuper des *moyens d'exécution* par lesquels vous devez accomplir ces réformes? J'entends dire à beaucoup d'entre vous que vous voulez atteindre votre but *par la révolution*. Eh bien, citoyens, la révolution, comme fait matériel, n'accomplit rien. Si vous ne parvenez pas à formuler, après la révolution, par la législation, vos demandes légitimes, la révolution périra misérablement comme celle de 1848; vous serez la proie de la réaction la plus violente et vous aurez de nouveau à subir des années d'oppression et de honte.

«Quels sont donc les moyens que la démocratie devra employer pour réaliser ses idées? La législation par un seul ne fonctionne qu'à l'avantage de cet homme et de sa famille; la législation par un groupe de bourgeois appelés représentants, ne sert que les intérêts de cette classe; ce n'est qu'en prenant lui-même en mains ses intérêts par la législation directe que le peuple peut les faire prévaloir et établir le règne de la *justice sociale*. J'insiste donc pour que vous mettiez à l'ordre du jour de ce congrès la question de la *législation directe par le peuple*.»

Et plus loin, pages 91 et 92, remontant à l'origine de la propriété, Rittinghausen établit que la société n'a pas volontairement introduit la propriété particulière du sol; collective d'abord, la propriété n'est devenue individuelle que par la violence et l'usurpation. «De là les plus grands malheurs sociaux. Tout homme a un droit indiscutable au sol, le travail humain devant s'exercer sur la matière. Si cet *instrument de*

¹ Ce volume fut publié en français en 1850. Après sa mort, Madame la baronne Létang, dans la demeure de laquelle le socialiste allemand mourut à Ath, publia une nouvelle édition à l'Office de Publicité, à Bruxelles.

travail qu'on appelle le sol est entre les mains d'un petit nombre seulement de détenteurs, le grand nombre devient fatalement la victime de l'exploitation de ce petit nombre; et il est obligé de subir, vivant au jour le jour de son travail quotidien, les conditions des propriétaires qui, eux, peuvent attendre.»

Rittinghausen fit de longs efforts pour entraîner les Belges dans la voie de la législation directe; il leur conseilla souvent de passer par dessus l'étage du suffrage universel et de demander d'emblée la législation directe par le peuple. Mais déjà avant 1850 il avait aidé à propager les idées socialistes en Belgique, en collaborant aux journaux du parti.

Il connut César De Paepe, Van Beveren, Brismée, tous les anciens vétérans du socialisme belge. De 1840 à 1860 surtout, il fit à Bruxelles de longs et fréquents séjours; il y avait de nombreuses relations dans le monde des savants et de la presse, qui rendaient ce séjour agréable et plein d'émulation pour un homme politique.

À Bruxelles comme ailleurs, il vécut en publiciste, mettant toutes les forces de son esprit et de son savoir au service du socialisme. L'intérêt que lui offrait le séjour de Bruxelles se trouva encore accru quand ses amis de France y vinrent en masse, dans de tristes circonstances il est vrai, à la suite du Coup d'État. Parmi ceux qu'il fréquentait journellement à Bruxelles, citons Louis de Potter, ancien membre du gouvernement provisoire, qui l'avait pris en grande affection malgré la différence d'âge et bien des divergences d'opinion, Van Bommel, De Brouckère, le Hardy de Beaulieu, Bourson, rédacteur du *Moniteur*, Sulzberger, de l'*Étoile belge*. Parmi les Français: Victor Considerant, Cantagrel, Millière, Delescluze, Flourens, Proudhon, Ledru-Rollin, Arago, Pelletan, Madier-de-Montjeau, de Flotte, de Jouvencel; Godin, le fondateur du Familistère de Guise, Emile de Girardin.

À propos de Girardin, Rittinghausen racontait qu'un soir qu'il se rendait chez M. Bourson, il lui vint, avec une intensité frappante, le pressentiment qu'il y ferait la connaissance de Girardin, dont il ignorait en ce moment la présence à Bruxelles. Comme il entra dans le salon, Bourson s'avança vers lui, tenant un monsieur par la main. Avant qu'il eut eu le temps de faire la présentation, un cri s'échappa simultanément des deux poitrines: Girardin! Rittinghausen! alors qu'ils ne s'étaient jamais vus auparavant.

Souvent Rittinghausen déplora que sa qualité d'étranger ne lui permit pas de jouer un rôle actif, public, dans le parti socialiste belge. Un jour que les socialistes de Verviers l'avaient convié à aller donner une conférence chez eux (en 1872, je crois) la police l'empêcha de parler et il dut regagner Cologne le soir même. Ainsi son influence se limita à ses écrits et à des relations personnelles.

En Allemagne, Rittinghausen fut un des premiers fondateurs du parti socialiste. Bien avant 1848, il fut un des premiers pionniers qui entreprirent de grouper cette petite poignée de socialistes, si clairsemés alors en Allemagne, d'en augmenter le nombre incessamment, par des écrits, des conférences et d'en former un noyau d'où sortit le parti formidable qu'on appelle aujourd'hui le Parti Social-Démocrate d'Allemagne.

En 1884, Rittinghausen dut subir une opération douloureuse qui ruina sa santé pour toujours. Il mourut à Ath, chez Madame la baronne Létang, le 29 décembre 1890.

Le Parti ouvrier belge se fit représenter à ses funérailles et une couronne fut déposée, en son nom, sur son cercueil.

*
* *

Alexandre Herzen publia à Bruxelles, de septembre 1862 à octobre 1865, son journal *La Cloche*, traduction des principaux articles du *Kolokol*, sous la direction de Léon Fontaine. Ce journal s'adressait à une élite seulement, et propageait les idées démocratiques et socialistes de Herzen, en ce qui concernait spécialement la Russie.

Mais de tous les proscrits qui passèrent en Belgique de 1849 à 1870, c'est assurément P.-J. Proudhon qui exerça le plus d'influence. Hector Denis, Guillaume De Greef, Victor Arnould, Eugène Hins et jusqu'à un certain point César De Paepe, P. Janson, Eugène Robert, furent proudhoniens. Le journal *La Liberté*, - nous parlons de la seconde, *la Liberté* socialiste rédigée principalement par Victor Arnould, De Greef et Denis, fut longtemps prudhonienne. Elle combattit, après le Congrès de Bâle où César De Paepe et les Allemands firent triompher l'idée collectiviste contre le mutualisme français, les idées qui avaient eu le dessus dans le grave et solennel débat sur la Propriété. C'est encore à l'influences des idées de Proudhon que plus tard, après le Congrès de La Haye, les Belges se prononcèrent, comme nous le verrons plus loin, contre l'*étatisme*, contre la participation des travailleurs aux luttes politiques et en faveur de l'autonomie, de l'anarchisme.

*
* *

En 1871, après la chute et l'écrasement de la Commune de Paris, de nombreux proscrits vinrent s'établir en Belgique et principalement à Bruxelles.

Le gouvernement belge, qui déjà ne s'était point montré fort tendre à l'égard des proscrits de 1848-1851, devint odieux, dès le début de mai 1871, en ce qui concerne les communeux.

Par une dépêche du 3 mai, l'administrateur de la sûreté publique, M. Berden, adressa aux gouverneurs de provinces une circulaire destinée aux bourgmestres, leur annonçant qu'à partir du 5 mai les formalités du passeport seraient rétablies en ce qui concerne les Français qui viendraient en Belgique. La circulaire ajoutait que le visa des passeports n'était pas obligatoire et que les Français dépourvus de passeports ou d'autres pièces justifiant leur identité, devaient être transférés à la frontière.

Le 23 mai, nouvelle circulaire. À partir du 25, le passeport dont les Français arrivant en Belgique devaient être porteurs, *ne serait valable que s'il était visé par un agent belge accrédité à l'étranger*. Cette dernière formalité fut supprimée le 17 juillet suivant.

Le 27 mai, alors que la Commune de Paris agonisait, la Sûreté publique publiait une liste des étrangers auxquels l'entrée de la Belgique était interdite. Cette liste comptait plus de 30 noms parmi lesquels les hommes les plus en vue du mouvement communaliste. La circulaire se terminait par ces mots «Quant aux étrangers renseignés dans la liste ci-jointe, ils devront, s'ils sont découverts, être mis à la disposition de la gendarmerie pour être transférés à la frontière de leur choix.»

Ces mesures exceptionnelles, prises à l'égard des vaincus de la Commune de Paris, aboutissaient, en définitive, à leur refuser en bloc l'hospitalité, les traitant tous comme de dangereux malfaiteurs, et non comme des proscrits politiques.

Cette attitude souleva de nombreuses protestations. Victor Hugo, proscrit lui-même, écrivit à l'*Indépendance* pour protester contre la décision du gouvernement belge:

«Je proteste, disait-il, contre la déclaration du gouvernement belge relative aux vaincus de Paris.

«Quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse, ces vaincus sont des hommes politiques.

«... Le gouvernement belge a tort de leur refuser l'asile.

«La loi lui permet ce refus, le droit le lui défend.

«Moi qui vous écris ces lignes, j'ai une maxime: *Pro jure contra legem*.

«L'asile est un vieux droit. C'est le droit sacré des malheureux.

«Au moyen âge, l'Eglise accordait l'asile même aux parricides.

«Quant à moi, je déclare ceci:

«Cet asile que le gouvernement belge refuse aux vaincus, je l'offre.

«Où? en Belgique.

«Je fais à la Belgique cet honneur.

«J'offre l'asile à Bruxelles.

«J'offre l'asile place des Barricades, n° 4.»

Le lendemain du jour où cette lettre fut publiée, dans la nuit du 27 au 28 mai, une bande de jeunes bourgeois et de femmes du demi-monde de la galanterie, allèrent manifester place des Barricades, devant la demeure de Victor Hugo. Ils crièrent: *À mort Victor Hugo! À la lanterne! À Cayenne! À Mazas!*

Le lendemain, Victor Hugo était expulsé de Belgique!

Malgré les mesures exceptionnelles que le gouvernement avait cru devoir prendre à l'égard des vaincus de l'insurrection parisienne, un certain nombre de «communards» vinrent en Belgique et s'y établirent pendant plusieurs années.

Il y eut des milliers de proscrits de la Commune qui vécurent en Belgique, et il y aurait un livre intéressant à écrire sur cette proscription, qui différerait tant de celle du Coup d'État. En 1851, en effet, les proscrits français réfugiés dans notre pays étaient en majorité des bourgeois, des hommes de lettres, des professeurs, des médecins, des hommes politiques. Les proscrits de la Commune, au contraire, s'ils comptaient parmi eux un certain nombre d'hommes ayant une origine bourgeoise: avocats, médecins, journalistes, négociants, ingénieurs, etc., ceux-ci ne formaient qu'une infime minorité et la grande masse d'entre eux étaient des travailleurs manuels. Cela caractérise bien la différence entre les deux proscriptions et les deux mouvements révolutionnaires de 1848 et 1871.

Parmi les membres de la Commune qui vinrent en Belgique et qui, pour la plupart, furent expulsés, citons G. Tridon, mort peu après son arrivée à Bruxelles, Lonclas, Martelet, Jourde, J.-B. Clément, l'auteur du *Temps des Cerises* et de tant d'autres chansons adorables et émouvantes, sans compter Jules Vallès, qui resta ici jusqu'en 1880, époque où l'amnistie générale fut votée en France.

Parmi les professeurs et les journalistes, notons Arthur Ranc, Edgard Monteil, Bazin, Tabaraud, Olivier Pain, Abel Peyrouton, Alfred Wall, Benjamin Gastinau qui écrivit ici *Voltaire en Exil*, Beaucheri, Poteau, qui, avec Ernest Vaughan, édita le journal *la Bombe* - éclatant tous les samedis - Leverdeys, l'auteur des *Assemblées parlantes*, Fernand Delisle qui publia une *Bible tintamarresque* et une *Histoire de France tintamarresque*, Daniel Pottier, l'artiste lyrique, J. de Meeus, qui fonda ici le *Moniteur industriel* qui eut pour principal rédacteur Ernest Vaughan, et enfin Georges Cavalié, dit Pipe-en-Bois. Ce malheureux sobriquet empoisonna l'existence de ce grand brave garçon, qui mourut huit jours après sa rentrée en France. C'est Jules Vallès qui lui avait donné ce surnom, - à la première représentation d'*Henriette Maréchal*, des frères de Goncourt, à la Comédie Française. Cavalié était un homme plein de cœur et d'esprit. Il est l'auteur d'une pièce: *À la Chaudière!* jouée au théâtre des Délassements; après bien des démarches, il parvint à obtenir la place de correcteur à l'*Express de Mulhouse*.

Citons aussi parmi les journalistes et professeurs: Galli, qui devint nationaliste; Riduet, mort en 1874; Delaporte, H. Prodhomme, Potel, ingénieurs; Cheradame, Chassaing et Charlemont, professeur. Parmi les anciens de l'*Internationale*, Emile Aubry, lithographe, Mondet, typographe, et Perrachon, bronzier.

Les blanquistes Granger, journaliste; Breuillé, actuellement rédacteur à l'*Aurore*; Cellier, marchand de vins; Mornas, Ledoux, et Guillaume, tailleurs de pierre, etc., etc.

Il y eut aussi, parmi les proscrits de la Commune qui vinrent s'établir en Belgique, un assez grand nombre de négociants, de comptables et d'employés de commerce.

Comptables: Francis Chaté, qui devint administrateur de la *Réforme*, à sa fondation, créa la société *Blanchisserie de Mon-plaisir* et mourut en 1893. C'était un brave cœur et un loyal camarade. L'auteur de ces lignes lui doit beaucoup ¹.

¹ Quand, chassé des ateliers de marbrerie pour ma propagande syndicale et socialiste, je fus dans la misère, Chaté me prit chez lui à la demande de Benoît Malon. J'y appris un peu de comptabilité. Chaté me payait 15 francs par semaine et il y perdait, j'en suis convaincu.

Bouit, qui fut employé au *Moniteur industriel* avec l'incomparable Ernest Vaughan, la plus belle nature d'hommes que je connaisse; Roachat, Grimonprez, Sorel, Faillet, Deneuvillers; Fontaine, qui cumulait les fonctions de comptable avec celle de souffleur au théâtre des Galeries Saint-Hubert, etc.

Citons encore parmi les négociants: Charles Taillet, qui devint bijoutier; brave cœur, excellent camarade, aimé de tous ceux qui l'ont approché. Acconin, directeur d'assurances; De Bock père, libraire; Sellier qui fit le journal l'*Économie sociale* et qui mourut à Dinant d'une maladie de langueur; Petit, horloger; Sassin, graveur; Bayeux-Dumesnil, marchand de vins; Sanglier, vannier; Grégoire, chemisier; Michevant, architecte; Personne, fabricant de fauteuils mécaniques; Tantôt frères, fabricants de stores mécaniques, qui créèrent cette industrie nouvelle à Etterbeek; Ch. Cordhonne, négociant en vins; Dangers, maroquinier; Béon, qui créa, à Bruxelles, la première crie aux poissons, aux Halles Centrales; Pegouric, qui habita Namur et fut tué par Abadie par accident, d'un coup de revolver; Thirifocq, qui conduisit la manifestation maçonnique du 29 avril 1871, à Paris et monta une maison de coupe, rue Saint-Jean.

Les ouvriers, nous l'avons dit, étaient fort nombreux maçons, tailleurs de pierres, typographes, ciseleurs, bijoutiers-joailliers, chapeliers, serruriers, sculpteurs, etc., etc.

Parmi eux se trouvaient des ouvriers belges qui avaient vécu et travaillé à Paris pendant des années: Emile Flahaut, marbrier¹; Charles Debuyger, mécanicien; De Bock, typographe; Huart, Dehaes, etc.

Dans l'édition papier de 1907 apparaît à la page 49

la gravure no 43 : [J.-N. Colard](#)

téléchargeable sur le site web [Les Classiques des sciences sociales](#), section Auteurs classiques : sous Louis Bertrand, député socialiste de Bruxelles.

[Retour à la table des gravures](#)

Les ouvriers français étaient fort nombreux à Bruxelles et aussi en province, et l'on était très surpris d'en trouver dans les plus petits coins du pays où il y avait une industrie. Citons, parmi les plus connus, Bellami, Grenier, Vanmol, Rodet, Vivier, Poelleux, Fourcaud, Marion, Castard, Deliot, Bernard, Lefèvre, Rouillier, cordonnier, vieux proscrit de juin 1848; Degeorge, Gayot, Fradin, Combault, Barré, Marion; Gustave Bazin, bijoutier, qui épousa la sœur de César De Paepe et participa à la fondation de la Chambre du Travail, de Bruxelles; Beauchard, Longier, Doyen, Taillade, Liberton, Lesueur, Prodhomme, Avenel, Delanne, Chalon, Lucas, Collin,

¹ À vrai dire, Flahaut ne participa point au mouvement insurrectionnel de Paris. Il quitta cette ville après l'armistice. Il fut cependant très mêlé au mouvement socialiste de la fin de l'Empire, fut délégué aux Congrès de l'Internationale de 1868 et 1869 et condamné pour sa participation à la grande Association. Dès sa rentrée à Bruxelles, il s'occupa activement d'organiser les ouvriers marbriers.

Collot, Libiollet, Dewarlez, David, Sibin, Guillot, Arène, Roussel, de Molinari, Marcilly, Cordier, Vieil, Chalin, Bienvenu, Morel, Leroux, Mairet, Thirifocq, etc., etc.

Les débuts de la proscription furent, terriblement pénibles. La plupart arrivaient ici sans ressources. Désiré Brismée, malgré sa pauvreté, ouvrit sa maison à tous, et toute la journée sa vieille compagne faisait du café et coupait des tranches de pain pour en rassasier les proscrits faméliques. Oh! ce que ces malheureux ont souffert, pendant les premiers temps de leur exil, est inimaginable!

Et à leurs souffrances physiques, il fallait ajouter encore les souffrances morales: la plupart étaient mariés. Ils avaient dû quitter leur femme et leurs enfants, sans ressources, eux aussi, au milieu d'une réaction sans bornes, d'une répression sans pitié!

Ceux des proscrits qui avaient un métier manuel, furent cependant assez vite casés, car le travail avait repris avec intensité après la guerre de 1870-1871. Mais les autres, les employés, les négociants, les journalistes, les professeurs, eurent à souffrir de la misère et de la faim.

Quelques mois après les Journées de Mai, les proscrits étaient déjà nombreux à Bruxelles; mais, à part quelques rares exceptions, tous s'ignoraient et restaient dans leur coin, vivant dans une certaine crainte d'être expulsés, car la police veillait; les proscrits étaient souvent appelés chez le commissaire pour fournir des renseignements concernant leur identité, et on les prévenait qu'à la moindre imprudence ils seraient expulsés. Cette peur de l'expulsion était d'ailleurs bien naturelle. Songez que beaucoup étaient sans ressources pour aller dans un autre pays. Et qui savait ce qui les attendait là?

Il y avait aussi la difficulté de la langue. En Belgique, du moins, on parlait le français. Puis encore, beaucoup de proscrits subissaient le contre-coup d'une année de lutte, de fièvre: la guerre, les misères du siège, les deux mois d'insurrection, la bataille des derniers jours de lutte, la convulsion avant l'agonie! Après cette année terrible, ils éprouvaient le besoin de rester tranquilles, de se laisser vivre, heureux encore, malgré leur douleur physique et morale, d'avoir échappé à la mort.

Les proscrits vivaient donc séparés, sans lien; cependant quelques rencontres dans les cafés ou les restaurants avaient fait lier connaissance à certains d'entre eux. Une vingtaine de communs se réunissaient le soir, au *Café des 24 Billards*, rue de la Fourche, mais sans autre but que de boire un verre de bière, de fumer une pipe et de causer.

Un drame poignant de la misère les décida à se grouper presque immédiatement. Un soir, un des réfugiés, en arrivant au *Café des 24 Billards*, apporta un journal relatant qu'un des proscrits, arrivé à Bruxelles depuis trois jours, étant à bout de force et mourant littéralement de faim, s'était jeté dans le canal et s'y était noyé. Tous se regardèrent et, instinctivement, se reprochèrent leur inaction coupable, prenant chacun une part de responsabilité dans la mort de leur malheureux frère d'exil.

Il fallait à tout prix empêcher le retour d'un drame semblable. Sur l'heure, après avoir pris les mesures pour l'enterrement du malheureux suicidé., les statuts d'une *Caisse de prêt mutuel et de solidarité* furent rédigés, et chacun versa une première cotisation mensuelle d'un franc. Bientôt, la *Caisse Mutuelle* compta 250 membres.

Elle ne disparut qu'en 1880, lors de l'amnistie, après avoir rendu de très grands services à de nombreux proscrits frappés par le malheur ou le chômage.

Ces affreux communards, que la bonne presse conservatrice avait dépeint sous les couleurs les plus sombres, qu'elle avait dit être des bandits et des assassins, furent admirables de dévouement pour leurs frères malheureux. Tous les jours, des listes de souscription circulaient en faveur de l'un ou de l'autre de ceux qui étaient dans le besoin. Et chaque semaine, à peu d'exception près, il y avait dans la salle du *Cygne*, Grand'Place, un concert au profit d'une *œuvre de solidarité* - on ne disait pas *charité* - et ces concerts, au prix de 25 centimes l'entrée, produisaient chaque fois 2 à 300 francs de bénéfice, c'est-à-dire de quoi sauver un ou deux infortunés.

Les proscrits de la Commune avaient l'esprit de solidarité très développé. Jamais aucun d'eux refusait sa part de sacrifice pour venir en aide à l'un de ses compagnons d'exil. Ils préféraient se priver de quelque chose. Parmi eux, il y en avait qui possédaient une certaine aisance, soit qu'ils recevaient de l'argent de leur famille restée en France, soit qu'ils occupaient une situation productive. Ceux-là partageaient fraternellement avec leurs camarades moins heureux. Et cela se faisait avec une délicatesse exquise et vraiment touchante. Ah! les braves gens, et comme leur exemple était réconfortant, et permettait d'espérer une humanité meilleure où l'égoïsme, l'affreux «chacun pour soi», ne serait plus qu'un mauvais rêve oublié depuis longtemps, comme la barbarie des premiers âges!...

*
* *

Il nous reste à parler de l'influence que la proscription de 1871 a pu exercer sur notre pays.

Cette influence, pour le dire d'un mot, a été bienfaisante. Elle a, sans aucun doute, développé l'esprit de solidarité parmi les ouvriers belges et les a, par là même, rendus meilleurs.

Les ouvriers parisiens travaillant ici sur les chantiers des bâtiments en construction ¹ dans les fabriques et les ateliers, y gagnaient généralement des salaires plus élevés que ceux payés aux ouvriers du pays.

Insensiblement, ils furent cause que les ouvriers belges réclamèrent une augmentation de salaire, se basant sur ceux payés aux Français. La hausse des salaires de 1871 à 1874 fut générale et il faut l'attribuer, pour une grande partie, à la prospérité de l'industrie, mais aussi, pour une autre partie, à ce fait que les ouvriers français avaient commencé à refuser de travailler au taux des salaires en usage à cette époque à Bruxelles.

Leur influence morale fut grande aussi. Dans nos ateliers, les ouvriers avaient peur du patron et du contremaître. Si deux ou trois causaient entre eux, le patron étant

¹ Toutes les maisons des nouveaux boulevards, du Nord à la gare du Midi, la Bourse et les rues avoisinantes, construites par la Compagnie Mosnier, furent faites en grande partie par des tailleurs de pierres et par des maçons français ou plutôt parisiens.

absent, aussitôt qu'il arrivait, ils couraient à leur établi, faisaient silence et n'osaient plus lever la tête....

Les ouvriers parisiens étaient plus libres, plus indépendants; dans des cas semblables, ils continuaient à causer et ne se gênaient nullement de discuter avec le patron. Cette attitude des ouvriers français releva certainement la dignité des ouvriers belges et atténua, dans une certaine mesure, leur esprit de soumission, leur veulerie à l'égard des patrons.

Voilà pour les mœurs en usage, dans les ateliers notamment.

Pour ce qui concerne les idées et l'esprit d'organisation, je pense que les proscrits français de 1871 ne nous ont pas appris grand'chose.

Pendant les vingt années qui s'étaient écoulées, de 1850 à 1870, les ouvriers français n'avaient guère joui ni du droit de réunion, ni de celui d'association, ni de la liberté de la presse. Il y avait à Paris une petite minorité d'ouvriers connaissant bien la doctrine socialiste et l'histoire du mouvement ouvrier en Europe, mais la masse n'était démocrate et socialiste que par instinct.

Parmi les proscrits instruits, hommes politiques, négociants, etc., les plus remuants avaient des tendances révolutionnaires très prononcées, ne croyaient point au triomphe du socialisme par les moyens légaux, estimant que le suffrage universel était une duperie, puisque pendant l'Empire, il n'avait pas donné des résultats favorables à la démocratie. Les Blanquistes, qui avaient un Cercle ou Comité d'action à Londres et des correspondants dans divers pays, avaient essayé ici de constituer des groupes secrets dont ils espéraient beaucoup, mais qui aboutirent à un fiasco complet.

D'autres proscrits favorisèrent la tendance autonomiste, anarchiste des socialistes italiens et suisses, tel Jules Guesde, par son *Catéchisme socialiste*, tel encore Paul Brousse, dans le *Révolté* de Genève d'abord, le *Travail* de Londres et Bruxelles ensuite.

Leurs idées triomphèrent pendant quelque temps dans l'*Association internationale des travailleurs*, à son déclin, mais en Belgique elles rencontrèrent une vive résistance de la part de quelques jeunes, qui finirent par faire triompher la méthode démocrate-socialiste d'Allemagne.

*

* *

Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique depuis 1830.
Tome II (1907)

Troisième partie : De 1850 à la Chute de l'Internationale (1874)

Chapitre IV

La Presse démocratique-socialiste de 1850 1874. Les Procès de presse.

Après la défaite. - La lutte continue. «La nation», de Louis Labarre. - «Le National», de Charles Péan. - Condamnation de «La Nation». - «Le drapeau». «Le bien-être social». - «La civilisation». - «Le prolétaire.», De Nicolas Coulon. Son programme radical. - Polémiques regrettables. - «La Tribune du peuple». - «L'Internationale». - «de Werker». «Le Mirabeau». - «La Liberté». - Autres journaux socialistes. - Procès de presse. - Condamnations de Coulon, Labarre et V. Hallaux pour offenses à Napoléon III. - Autres procès politiques.

[Retour à la table des matières](#)

Au début de l'année 1850, la démocratie socialiste belge, frappée par le pouvoir et abandonnée par ses partisans peureux, était bien malade.

En France, après les journées de juin, la bourgeoisie pensait en avoir fini avec le socialisme; elle le croyait noyé dans le sang. Cela n'empêchait pas cependant les défenseurs de l'ordre capitaliste de continuer leur campagne de calomnies contre les apôtres des idées de rénovation sociale. «Les socialistes, disait M. De Montalembert, sont des bêtes féroces dont il ne faut pas ouvrir la loge sous peine de les voir dévorer leurs semblables.»

En quels termes galants ces choses-là sont dites!

Les conservateurs belges semblaient, eux aussi, en avoir fini avec l'hydre du socialisme. La bourgeoisie avait fait bloc. Elle avait résisté aux revendications populaires. La police et la magistrature, sous les ordres de M. le procureur général de Bavay, avaient bien «travaillé» de leur côté. Les complots inventés de toutes pièces ou basés sur de simples suppositions avaient été suivis d'arrestations, et le jury bourgeois avait condamné à mort les plus énergiques défenseurs de la cause populaire.

Le manifeste inaugural de l'*Internationale*, en 1864, rappelle fort bien cette situation:

«... Après la défaite des révolutions de 1848, dit-il, toutes les associations et tous les journaux politiques des classes ouvrières furent écrasés, sur le continent, par la main brutale de la force; les plus avancés parmi les fils du travail s'enfuirent, désespérés, de l'autre côté de l'Océan, aux États-Unis, et les rêves éphémères d'affranchissement s'évanouirent devant une époque de fièvre industrielle, de marasme moral et de réaction politique.»

Cependant, en Belgique, quelques rares soldats de la cause démocratique et socialiste restèrent sur la brèche.

Les associations avaient disparu. Les réunions publiques et même privées étaient désormais difficiles. On avait peur du voisin. On n'espérait plus! ¹.

Mais, répétons-le, quelques hommes, sentinelles vigilantes, veillaient. Ils tinrent allumée, en ces heures de tristesse et de réaction, la flamme de l'idée. Ils continuèrent le bon combat par la plume, par le journal et par la parole, là où la chose était encore possible.

Au début de l'année 1850, il existait à Bruxelles cinq grands journaux quotidiens politiques: deux libéraux, l'*Indépendance* et l'*Observateur*, deux catholiques, le *Journal de Bruxelles* et l'*Émancipation*, un républicain à tendances socialistes, la *Nation*, dont nous avons déjà parlé plus haut.

La *Nation* était rédigée par Louis Labarre, Charles Potvin, le professeur Altmeyer et, plus tard, quelques proscrits français y collaborèrent aussi.

Louis Labarre naquit à Dinant en 1812. Il vint à Bruxelles en 1836 et s'y fit connaître par divers travaux politiques et littéraires. En 1839, à l'occasion de l'anniversaire des journées de septembre, il publia une virulente brochure contre le nouveau régime. Cet écrit débute par cette pensée:

«La Révolution belge est un événement qui a eu des victimes.»

La *Nation* était un journal bien fait, très vivant; il eut cependant la vie dure. On lisait si peu en Belgique, et le peuple, pour qui ce journal avait été fondé, ne lisait pas, était endormi!

¹ On voyait des mouchards partout. Le rôle des agents secrets n'avait été que trop visible pendant les événements de 1848-1849 et l'on se méfiait fort. Un quart de siècle plus tard, vers 1875, la crainte du mouchard existait toujours dans les organisations socialistes.

De grands sacrifices furent faits pour maintenir cette feuille de combat, luttant en pleine réaction européenne, pour la démocratie. Mais ce fut en vain; les pertes subies étaient trop considérables et les hommes riches faisaient défaut dans le parti démocratique.

Diverses combinaisons avec les imprimeurs d'autres journaux prolongèrent la vie de la feuille républicaine. Une assemblée des actionnaires de la *Nation*, tenue le 9 avril 1854, céda la propriété du journal à son rédacteur en chef Louis Labarre. Celui-ci transmit la propriété de la *Nation* à un démocrate de ses amis, Stappaerts, qui s'engageait à le publier à ses frais, tout en maintenant la direction politique absolue à Labarre. Stappaerts s'entendit alors avec l'imprimeur de l'*Écho de Bruxelles*, journal libéral, propriété de M. Nathalis Briavoine.

En janvier 1856, Labarre fut tout à coup dépossédé de la propriété de la *Nation* qui changea de titre et devint le *National*, sous la direction de M. Briavoine. Labarre continua à écrire dans le *National*, mais le 31 janvier 1856, ce journal publia une lettre de lui, disant qu'il n'était plus assez libre pour continuer la direction politique du journal et qu'il cessait d'y collaborer. Labarre fonda alors une nouvelle *Nation* imprimée chez Désiré Brismée, qui venait d'épouser la veuve Voglet, imprimeur.

Au mois d'avril 1854, les plénipotentiaires français, anglais, russes, prussiens, autrichiens, turcs et sardes, réunis au Congrès de Paris, sous la présidence du comte Walewski, ministre des affaires étrangères de Napoléon III, venaient de régler la question d'Orient et de signer le traité du 30 avril, terminant la guerre de Crimée. La publication du protocole de la séance du 8 avril produisit une vive émotion en Belgique. Le comte Walewsky y avait appelé l'attention du Congrès sur les excès de la presse belge à l'égard du gouvernement impérial, et son langage avait paru menaçant pour nos libertés constitutionnelles.

M. Auguste Orts interpella à ce sujet le gouvernement belge, dans la séance de la Chambre du 7 mai. Il demanda au cabinet s'il avait reçu l'invitation d'introduire dans la Constitution une réforme quelconque et, le cas échéant, quelle serait sa conduite.

Le vicomte Charles Vilain XIII, ministre des affaires étrangères, répondit en ces termes:

«L'honorable M. Orts désire savoir si l'un des gouvernements représentés au Congrès de Paris a demandé au gouvernement belge quelque modification à la Constitution. Aucune - L'honorable M. Orts me demande si le cabinet, dans le cas où une pareille demande lui serait faite, serait disposé à proposer à la Chambre quelque changement à la Constitution. - Jamais!»

Cette fière réponse fut accueillie par de vifs applaudissements sur les bancs de la Chambre et dans les tribunes, et cet enthousiasme se répercuta dans le pays entier.

Or, le jour même où l'interpellation de M. Orts avait lieu, la *Nation* publiait l'article que voici et qui mettait en cause la duchesse de Brabant, Marie-Henriette:

«Nous n'apprendrons pas au pays une nouvelle qui le surprenne fort, en lui disant que l'Autriche prête les deux mains à M. Bonaparte, et le pousse de toutes ses forces dans ses projets liberticides contre la Belgique.

«Une guerre pareille devait avoir pour auxiliaire et pour principal complice le gouvernement autrichien.

«Mais il est un détail que le pays ne doit pas ignorer et que voici: c'est Mme la duchesse de Brabant qui est, auprès du gouvernement belge, l'instrument le plus actif de la pression autrichienne. Nous ne craignons pas d'être démentis en constatant ce fait, et en reconnaissant un des fruits naturels du mariage de M. le duc de Brabant dans le mouvement décembriste, auquel se laisse aller en ce moment la Cour de Bruxelles.

«Cet infâme gouvernement d'Autriche a cru, en appuyant la brutale pression napoléonienne sur le nôtre, trouver l'occasion de détourner l'attention publique ardemment attirée sur la question italienne. Il a trouvé dans la jeune femme de notre prince héritier présomptif, l'influence réactionnaire nécessaire à son travail, et cette archiduchesse fait l'œuvre liberticide exigée contre sa nouvelle patrie.

«Quels beaux jours nous prépare l'avènement de ce jeune couple aux mains de la diplomatie autrichienne et du jésuitisme belge! En attendant, il travaille pour le coup d'État français, et s'essaye au gouvernement du pays, en demandant que la Constitution soit livrée au César des Tuileries, avant que le vingt-cinquième anniversaire de la dynastie n'ait été célébré.»

Cet article, écrit par Louis Labarre, fut poursuivi. Appelé devant le juge d'instruction, le rédacteur en chef de la *Nation* refusa d'en faire connaître l'auteur. Les poursuites furent dirigées alors contre l'imprimeur-éditeur, Désiré Brismée.

Celui-ci comparut devant la Cour d'assises le 17 juin 1856.

Il fut défendu par un avocat désigné d'office, M. De Glymes.

C'est le procureur-général de Bavay, en personne, qui siégea dans cette affaire et il s'éleva, avec rage, contre l'auteur de l'article qu'il disait être à la fois offensant et calomniateur

«La *Nation*, dit-il, est un journal révolutionnaire, qui travaille sans cesse au renversement de nos institutions et qui voudrait faire de Mme la duchesse de Brabant une nouvelle Marie-Antoinette. Il y a en Belgique des journaux respectables; mais il y a aussi des pamphlétaires qui veulent nous faire revenir au régime de 93 et dont le langage exige une répression rigoureuse.»

Me De Glymes s'associa à la réprobation soulevée par l'article, mais il soutint que cet écrit, faux et ridicule en lui-même, n'était après tout qu'une attaque contre le gouvernement autrichien et une appréciation politique de la position de la duchesse de Brabant. «D'ailleurs, ajouta-t-il, partant de si bas, l'attaque ne peut atteindre la princesse.»

Brismée, déclaré coupable par le jury, fut condamné à un an de prison et à 1000 francs d'amende; il subit sa peine, jusqu'au dernier jour, à la prison de Nivelles.

*
* *

On reprocha souvent à Louis Labarre de n'avoir pas pris la responsabilité de l'article dont il était l'auteur, mais Brismée répondit que c'était à sa demande que Labarre avait agi de la sorte. «Labarre en prison, disait-il, c'était la *Nation* par terre.» Et, il ajoutait, qu'au surplus, quelques mois auparavant, Labarre et Potvin avaient comparus devant la Cour d'assises pour des attaques contre M. Bonaparte - c'est ainsi qu'on appelait Napoléon III dans la presse démocratique de 1850 à 1870 ¹.

À la fin du mois d'août - Brismée avait été condamné le 17 juin - la *Nation* disparaissait.

Le *National*, qui parut dans les conditions que nous venons de rappeler, continua à être publié sous la direction d'un réfugié français, Charles Péan.

Le 7 décembre 1856, Labarre fonda un nouveau journal: *Le Drapeau*, qui arbora fièrement cette devise «*Nous maintiendrons!*».

Ce journal était imprimé chez D. Brismée, rue des Dominicains, 10. *Le Drapeau* était hebdomadaire et l'abonnement coûtait 15 francs par an, soit 30 centimes par numéro de 4 pages!

En tête du premier numéro nous lisons:

«Nous reprenons ici l'œuvre à laquelle, depuis nos années militantes, nous avons attaché notre existence, et donné tout ce que Dieu a mis en nous de foi dans la justice, et le peuple d'amour pour sa cause. Nous rendons à la Démocratie belge un champ de bataille assez large pour arborer le drapeau national, dans le fraternel faisceau de la Démocratie universelle.»

Le Drapeau eut comme principaux rédacteurs Louis Labarre et Charles Potvin, représentant l'idée républicaine, la démocratie pure. Parmi les autres collaborateurs, on cite Félix Delhasse, André et Brismée qui, eux, y représentaient surtout le socialisme, mais un socialisme modéré, conciliateur; tandis que le *Prolétaire*, de Nicolas Coulon, dont nous reparlerons plus loin, défendait le socialisme radical, révolutionnaire.

Dès son premier numéro, le *Drapeau* attaqua violemment le *National*, de Charles Péan.

Le Drapeau n'était pas très bien fait. De plus, son prix exagéré ne le rendait pas abordable aux bourses ouvrières et, d'ailleurs, il n'avait rien d'attrayant. La plus grande partie du journal était consacrée à la politique extérieure. On y trouvait de longues dissertations signées par Ledru-Rollin, Mazzini, Félix Pyat, etc. Puis des articles, trop longs et peu à la portée des ouvriers, sur l'économie sociale (crédit, crédit foncier, etc.) qui semblent avoir été écrits par François Haeck.

¹ Ch. Potvin et L. Labarre furent, en effet, poursuivis devant la Cour d'assises du Brabant et acquittés. Potvin, on le sait, devint conservateur du musée Wiertz, à Bruxelles, nommé par le Gouvernement libéral de 1878.

En novembre 1857, Louis Labarre quitta Bruxelles et transmit à Brismée la propriété du *Drapeau*. Le prix d'abonnement fut aussitôt réduit à 6 francs par an.

Mais la feuille démocratique ne devint pas plus intéressante. Elle publiait toujours de longues lettres sur la politique étrangère, des attaques contre M. Bonaparte, puis, pendant des semaines et des mois, des articles de trois à quatre colonnes sur les *Croix d'ordre et les distinctions honorifiques!*... En quoi cela pouvait-il bien intéresser les lecteurs d'un journal démocratique, je le demande?

En janvier 1858, à la suite de l'attentat d'Orsini, le *Drapeau* fut poursuivi à nouveau devant le jury du Brabant. Nous parlerons plus loin de ce procès.

Au mois d'avril de la même année, le *Drapeau* publia un article pour rappeler ce qu'était le Parti démocratique et pour déclarer qu'il était temps de l'organiser, que la propagande préliminaire des idées avait été assez longue:

«Le parti démocratique, dit le *Drapeau*, veut le pouvoir de tous, remplaçant le pouvoir d'un seul ou d'une partie de la nation, à l'exclusion de l'autre.

Dans l'édition papier de 1907 apparaît à la page 61

la gravure no 44 : [Pierre-Joseph Proudhon](#)

téléchargeable sur le site web [Les Classiques des sciences sociales](#), section Auteurs classiques : sous Louis Bertrand, député socialiste de Bruxelles.

[Retour à la table des gravures](#)

«Le parti démocratique a vu le pouvoir aux mains de l'aristocratie, et l'histoire lui a montré de quelle façon l'aristocratie pressurait le peuple et entendait la Liberté

«Le parti démocratique a vu l'aristocratie unie à l'église, partageant avec elle le pouvoir au détriment de la civilisation, et être forcée de céder à la bourgeoisie une part de ce pouvoir.

«Le parti démocratique a vu la bourgeoisie ivre de gloire et d'ambition, après avoir déplumé maints cimiers de barons, brûlé maintes généalogies, brisé maintes armoiries, se créer une autre noblesse, encenser un Bonaparte, laisser le deuil et la misère régner par toute l'Europe, et abandonner cette idole pour en élever d'autres, sans s'inquiéter de ce que le peuple devenait pendant ce temps.

«Et le parti démocratique, représentant ces misères du peuple, se leva, lui, en 1848, pour combattre les aristocrates, les prêtres et les bourgeois, mais retomba dans la poussière en 1852, sans lâcher pourtant l'ennemi qui l'avait fait choir par une manœuvre déloyale, et avec lequel il continue une lutte dont il sortira bientôt victorieux.

«Le parti démocratique représente la tolérance la plus grande, la liberté la plus large. Il veut qu'au mérite, au talent et à la probité seuls reviennent les honneurs, les

jouissances, et le droit de gouverner. C'est le parti de l'ouvrier dont le salaire est insuffisant à l'entretien de ses vieux parents, de sa femme et de ses enfants. C'est le parti des cours bons et honnêtes, des intelligences saines et vigoureuses, cours bons, aigris par l'injustice de la société, intelligences mûries par le malheur.

«C'est le parti de ceux qui s'indignent de voir que tout est favoritisme; que l'or remplace le talent et la probité; que le luxe insulte à l'indigence; que le cynisme est la seule auréole des physionomies; que le besoin, la faim jette les filles du peuple dans les serres de la prostitution; que le mensonge, affublé d'oripeaux, trône en place de la vérité; que l'inégalité des conditions sociales est le fait du hasard et non celui qui doit résulter du travail et du talent; que les prêtres continuent de violer les consciences; que les gouvernements sucent comme le feraient les vampires, le noble sang du peuple...»

Mais la situation matérielle du la feuille démocratique ne s'était pas améliorée. Le *Drapeau* était loin de faire ses frais, bien que ses rédacteurs ne fussent point rétribués. Aussi, le 18 décembre, ce journal cessa-t-il de paraître en recommandant à ses lecteurs, une autre feuille démocratique: *Le Bien être social*.

Ce dernier journal avait été fondé à la fin de l'année 1857. Il était imprimé chez Verteneuil, rue des Bouchers, 34. Lui aussi s'occupait beaucoup de politique étrangère et publiait des études trop longues ayant, pensons-nous, pour auteurs des proscrits du Coup d'État.

Un jour, le *Bien être social* avait parlé d'une union nécessaire entre tous les démocrates et les socialistes et dit qu'on faisait de la désunion lorsque l'on affectait un puritanisme, une raideur de principe à l'égard des autres. Il avait conclu que le *puritanisme est une hypocrisie de l'orgueil*.

Le *Prolétaire* releva ces termes, croyant qu'ils étaient dirigés contre lui.

Parlant du *Bien être social*, le *Prolétaire* le désigne comme suit «Un journal qui se dit révolutionnaire: le *Bien être social*.»

Il répond ensuite que ceux qui parlent comme l'a fait ce journal, ce sont les gens les plus vaniteux, les plus égoïstes, et de la pire espèce, de faux bonhommes, plein de fiel, dévorés de jalousie et pétris d'ambition!»

Le *Bien être social*, pour toute réponse, se borna à déclarer qu'il se refusait à polémiquer avec le *Prolétaire*...

*
* *

Nous ne devons pas oublier de parler aussi du journal *La Civilisation*, qui parut à Bruxelles de 1849 à 1851. Ce journal démocrate-socialiste avait comme principal rédacteur Henri Samuel. Il paraissait deux fois par semaine, le dimanche et le jeudi, et portait pour sous-titre: *Journal des améliorations pacifiques*.

Henri Samuel était un fouriériste. Le passage suivant, d'un de ses articles, donne une idée exacte de sa pensée:

«Il faut, sans devenir révolutionnaires ni téméraires, sortir de l'étroite arène où les passions de parti s'entre choquent depuis une vingtaine d'années et entrer enfin résolument dans une ère de progrès réel et pacifiquement réalisable; en un mot, il faut aller au devant de l'esprit révolutionnaire et le désarmer en lui accordant ce qui est juste et possible, ou rester désœuvrés à l'attendre, et puis être irrésistiblement emportés par lui.

«Telle est notre situation: il s'agit de choisir.»

M. Louis Hymans, dans un de ses ouvrages, parle comme suit du rédacteur de la *Civilisation*:

«Samuel, l'homme le plus doux et le plus inoffensif de la terre - un vrai mouton - avait la manie de poser pour le révolutionnaire.

«Il rédigeait, dans un galetas, situé au fond d'une cour, dans la maison actuelle de De Baise, Montagne aux Herbes Potagères, un petit journal intitulé *La Civilisation*, avec lequel il prétendait civiliser la Belgique, comme nous allons civiliser l'Afrique centrale. Ancien capitaine d'infanterie, il avait mordu, comme tant d'autres, à l'hameçon du phalanstère, et rêvé le perfectionnement de la société par la marmite commune et la caserne universelle. Proudhon a dit un jour: «J'ai connu un *préadamite* qui affirmait qu'il y avait eu des hommes avant Adam. Il est vrai que ce préadamite était un fouriériste.» S'il m'est permis de dire un mot au sujet de cette secte socialiste, je ferai remarquer que les disciples de Fourier étaient pour la plupart des gens convaincus, honnêtes et pauvres, autant d'esprit que d'argent.

«Par contre, les saint-simoniens étaient en général, des hommes d'une haute intelligence et d'un esprit cultivé, mais ils n'attachaient pas, comme on dit vulgairement, leurs chiens avec des saucisses, et tous sont arrivés à des positions influentes et grassement rétribuées. Leur religion n'a pas nui à leurs intérêts ¹.»

*
* *

Mais il est temps que nous parlions en détail du *Prolétaire*, le premier journal socialiste belge rédigé exclusivement par des ouvriers.

Le premier numéro fut imprimé le 23 septembre 1855 avec cette devise: *Plus de Privilège. Tout par le Travail.*

Il parut d'abord tous les quinze jours et l'abonnement annuel coûtait deux francs ².

¹ Louis HYMANS. - Types et Silhouettes. - Bruxelles 1877, chez Lebègue et Cie, page 214.

² Le Prolétaire fut imprimé d'abord chez Beugnies, rue des Minimes, 14; plus tard chez Fischlin, rue du Damier.

Nicolas Coulon, ouvrier tailleur, fut le principal rédacteur du *Prolétaire* et un autre ouvrier, Armand Bataille, y collaborait régulièrement.

Voici le texte de l'article-programme de ce journal ouvrier:

«En créant ce journal, notre but est d'appeler l'attention du peuple sur les questions sociales qui agitent aujourd'hui la société tout entière et d'apporter le résultat de nos recherches, afin de discuter les questions déclarées insolubles par tous les privilégiés.

«La plupart des écrivains qui se sont donné la mission d'éclairer le peuple, n'ont pas toujours tenu compte de l'ignorance dans laquelle sont plongées les masses, et, pour se montrer savants, ils ont montré le résultat de leurs investigations dans un style qui ne pouvait être compris par les ouvriers, ne sachant, pour le plus grand nombre, qu'un peu lire et écrire.

«Ouvriers nous-mêmes, il nous a paru qu'il serait de quelque utilité de publier un journal à la portée de tous, rédigé dans un style simple et clair, en évitant de nous égarer dans les discussions à perte de vue, sans fruits pour le peuple, qui très souvent n'est pas à même de les comprendre.

«Le *Prolétaire* combattrait les privilèges et les abus résultant d'une société mal organisée où les intérêts du producteur sont méconnus au profit des parasites et des spéculateurs, trompant sans cesse le peuple, cherchant à lui faire croire qu'il est bien heureux d'avoir à travailler pour eux sous peine de mourir de faim. Nous ferons justice de ces mensonges débités journellement; nous examinerons comment il se fait que, tout en reconnaissant que, sans travail il n'y a pas de société possible les classes oisives s'accaparent de la plus grande part du produit du travail. L'homme a des facultés physiques, morales et intellectuelles; pour qu'il puisse les exercer, il doit être débarrassé des obstacles qui s'opposent à la production et à la consommation, il faut que celui qui travaille jouisse entièrement du produit, du fruit de son labeur, sinon il est esclave; nous définirons donc les principes de liberté entière, absolue.

«Nous propagerons les principes républicains socialistes, nous attachant plus au fond qu'à la forme; c'est-à-dire que nous estimerons à leur juste valeur les panacées qui doivent, selon ceux qui les présentent, apporter de grandes améliorations dans la condition du travailleur, et qui ne sont après tout que d'impuissants palliatifs, dont la mise en pratique ne serait qu'une duperie pour le peuple, qui ne verrait aucun changement dans son existence; ce qui ferait dire après: *il n'y a rien à faire*.

«À l'ouvrier, ce pauvre Lazare de la société moderne, nous dirons: instruisez-vous, étudiez sans relâche afin de comprendre vos véritables intérêts; examinez avec soin tout ce qu'on vous présentera, voyez comment la répartition de la richesse publique se fait, étudiez le mal social, cherchez avec nous les remèdes à y appliquer, mettez-vous à même d'être un jour ce qu'on appelle des *hommes d'État* afin de pouvoir diriger vos affaires: et alors, l'horrible misère disparaîtra pour faire place au bien-être et à la liberté.

«L'application des principes que nous émettons, se fera peut-être longtemps attendre: peu importe, soyons calmes malgré nos souffrances, évitons les émeutes, elles sont toujours le prétexte de répressions, dont seul nous souffrons, et elles nuisent toujours au progrès.»

En tête du troisième numéro, un nouvel article-programme accentue encore les idées socialistes du journal. Citons :

«C'est au mépris de tout droit, de toute justice, que les privilégiés sont parvenus à faire travailler pour leur compte, la grande armée des producteurs et à consommer ce qu'ils prélèvent sur le travail d'autrui.

«En considérant la condition déplorable du peuple, on se demande par quel renversement des choses on est arrivé à ce résultat? Il faut que les obstacles qui s'opposent à ce que le producteur puisse consommer suivant son produit, soient bien difficiles à surmonter, sinon il pourrait participer aux jouissances de la vie, tandis qu'aujourd'hui il ne peut échanger sa sueur que contre un chétif morceau de pain.

«Les choses indispensables pour travailler sont les matières premières et les instruments de travail; le peuple n'ayant pas la facilité de se les procurer, est à la merci des détenteurs de ces objets de toute nécessité et doit subir les lois qu'ils font.

«Il résulte de cet état de choses que, pour quiconque veut travailler, tout est fermé; les détenteurs des instruments de travail et des capitaux se posent en maîtres et dictent des conditions aux travailleurs, et disent Vos bras m'appartiennent, pour quelques sous par jour. Si vous refusez de servir le joug que nous vous imposons, vous serez chassés; la faim vous obligera à revenir offrir vos bras à des conditions plus défavorables que celles obtenues par vous jusqu'à présent.

«Ajoutons à cela que le crédit est refusé au travail, car on ne prête qu'aux riches, aux grands exploiters qui, ne produisant rien, sont à charge aux travailleurs.»

La conclusion des idées exprimées par le *Prolétaire*, c'est que, pour mettre fin aux abus du régime actuel, il est indispensable que la société soit organisée de façon que les matières premières et les instruments de production, terre, machines, outils, etc., soient mis à la disposition des travailleurs. C'est ce que nous appelons aujourd'hui la socialisation des instruments de production ou la propriété collective des moyens de production.

Coulon et les rédacteurs du *Prolétaire* étaient communistes; mais leur communisme était quelque peu libertaire, anticentralisateur, antiautoritaire. Il prenait sa base dans l'organisation de la commune et l'autonomie de l'individu. Ce qui fait dire à C. De Paepe, dans l'étude dont nous avons déjà parlé, que Coulon peut être considéré, dans une certaine mesure, comme un précurseur des anarchistes modernes.

Dans la défense de leurs idées, Coulon et ses amis étaient loin d'être aimables. Ils affectaient même une certaine raideur qui déplaisait à beaucoup de gens, bien intentionnés cependant. Ils ne voulaient pas de demi-mesures croyant, très sincèrement du reste, qu'il est possible de changer la société en un tour de main, par un coup de force. Socialistes révolutionnaires, tous les autres démocrates et socialistes étaient à leurs yeux des bourgeois, des attardés, des endormeurs ¹.

¹ C'est un nommé Puraye qui, à tout propos, traitait d'endormeurs les rédacteurs de la Nation, du Drapeau, c'est-à-dire Labarre, Brismée et les autres. Ce Puraye finit par être un des intimes du Père Van Caloen, organisateur des confréries de Saint-François-Xavier...

Il y eut souvent des frottements entre les uns et les autres, et aussi des polémiques regrettables, surtout entre le *Prolétaire*, d'une part, la *Nation*, le *Bien-être social*, le *Drapeau* et le *National*, d'autre part.

L'attitude du *Prolétaire* souleva souvent des protestations fort vives, comme nous l'avons vu plus haut, de la part de quelques proscrits français. Il mécontenta aussi des démocrates bourgeois belges, comme Adolphe Bartels, l'auteur de l'*Histoire de la Révolution belge dans les Flandres* et qui fut un des principaux rédacteurs du *Débat social* de 1844 à 1849, qui écrivit un jour à Coulon une lettre qu'il est intéressant de faire connaître. Elle est datée du 12 janvier 1857:

«Je regrette beaucoup, mon cher M. Coulon, de devoir renoncer à l'abonnement de votre *Prolétaire*, que je regarde comme un danger pour la démocratie belge qui n'a plus aucun organe à Bruxelles.

«Quant aux républicains à la française, qui nous vantent dans le *National* le régime de Joseph II et de Guillaume II, comme à ceux de Paris, insurgés deux fois à Paris contre le suffrage universel et qui ont préparé, par l'anarchie, le despotisme d'un empereur, je ne puis pas plus marcher avec les uns qu'avec les autres. Veuillez donc cesser l'envoi du *Prolétaire* à mon adresse, et faire toucher le dernier trimestre de 1856 dont je vous reste redevable.

«Salut sincère.

«ADOLPHE BARTELS.»

Après la condamnation de Coulon, dont nous parlerons plus loin, le *Prolétaire* cessa de paraître. En janvier 1865 cependant, il renaît de ses cendres et annonce qu'il paraîtra à des époques indéterminées. Il prit cette fois pour devise: *Plus de privilèges - Travail et liberté*.

Voici en quels termes il annonça sa réapparition, le 7 janvier 1865:

«*Nous entrerons dans la carrière,*
«*Quand nos aînés n'y seront plus.*»

«D'accord avec nos anciens fondateurs du *Prolétaire*, nous en reprenons aujourd'hui la publication, en poursuivant la voie radicale tracée, il y a plusieurs années, par cet organe de la révolution.

«En continuant l'œuvre de nos devanciers, notre but est d'apporter notre contingent d'idées au service de la cause populaire: Saper les vieilles institutions sur lesquelles repose la société décrépite, à l'agonie de laquelle nous assistons; préparer les esprits pour le jour où la révolution - momentanément vaincue - reparaitra plus forte et plus majestueuse, reprendre sa marche ascendante, disant aux exploités, aux souffre-douleurs... Debout, prolétaires, debout! Voulez-vous être libres? Pulvériser

ce vieux monde pourri. Faites table rase de toutes ces institutions qui consacrent votre misère et votre servitude. Voulez-vous cesser d'être chair à exploitation et ne plus être conduits comme des troupeaux de brutes? En avant! Anéantissez tout privilège. Ne souffrez plus que le crime et l'iniquité règnent sur cette terre si longtemps arrosée de votre sang et de vos larmes! Voulez-vous être des hommes enfin? Suivez-nous et ne vous arrêtez que lorsque vous aurez jeté les fondements d'une société nouvelle, basée sur la justice et la liberté.

«Au nom de cette révolution, salut du prolétariat, nous faisons appel à tous ses enfants, nous les convions à travailler avec nous à la propagation des idées rénovatrices.

«Le *Prolétaire* est une tribune libre. Révolutionnaires qui voulez le bien-être de l'humanité, venez-y discuter les principes qui doivent régénérer la société; éclairons-nous mutuellement; traitons les questions sociales comme doivent le faire des hommes libres, mûs par l'amour de la justice et de la vérité; unissons nos efforts pour éclairer nos frères, plus malheureux que nous encore et qui végètent dans l'ignorance; faisons pénétrer quelques vérités utiles au sein du prolétariat; tâchons d'arracher ce pauvre Lazare à sa léthargie; faisons renaître l'espérance au cœur de ce triste déshérité; inspirons-lui la haine de l'oppression et relevons en lui le sentiment de sa dignité, hélas! trop méconnu; apprenons-lui à se connaître, à apprécier sa force et sa valeur; préparons-le, enfin, à se faire le maître de ses destinées, afin qu'au jour du triomphe populaire la révolution ne soit plus escamotée, et que le lendemain de sa victoire ne soit plus un jour de deuil et d'épouvante.

«Quel que soit le sort réservé à notre publication, si nous parvenons à jeter quelques germes féconds dans le champ des idées, à marquer une étape vers les régions supérieures où tend l'humanité, *advienne que pourra*, nous aurons la conviction d'avoir accompli notre devoir de révolutionnaires.

«Ce sera notre soutien et notre récompense.»

Appréciant les idées de Coulon et de son journal *Le Prolétaire*, De Paepe a pu écrire qu'au point de vue de la tactique socialiste, de la propagande à faire dans les masses, Coulon eut tort de vouloir brusquer outre mesure la marche du mouvement des idées et des faits, et de repousser trop souvent, voire de combattre comme dangereuses, certaines réformes politiques ou économiques dont la réalisation ne pouvait que rapprocher davantage du but, c'est-à-dire de l'émancipation intégrale des travailleurs.

De Paepe ajoutait:

«C'est ce qui lui fit méconnaître l'utilité provisoire et le rôle historique des progressistes et des démocrates bourgeois, surtout sous un régime monarchique et censitaire, comme le nôtre. Et, faute plus grave, c'est ce qui souvent le fit se séparer de mouvements populaires importants, - comme, par exemple, le mouvement contre la loi des coalitions ouvrières en 1858-59 - et le fit même tergiverser à entrer dans l'*Association internationale des travailleurs*, aux congrès de laquelle il prit part comme délégué, mais à laquelle il ne s'affilia jamais effectivement, quoi qu'on en ait dit. Il avait, en un mot, les défauts de ses qualités: caractère énergique, il ne comprenait point les tâtonnements et les demi-mesures; cœur droit, il préférait en toutes choses suivre la ligne droite; mais cela le conduisit parfois à vouloir «*le tout ou*

rien», comme on dit, et à se figurer que le *moins mal* est l'ennemi du *bien*. La vérité est que, presque toujours, le *moins mal* est un acheminement vers le *bien*. Bref, il était trop exclusivement révolutionnaire, pas assez évolutionniste, alors que dans l'histoire de l'humanité comme dans la nature, évolution et révolution ne sont que deux aspects d'une même chose, l'une préparant l'autre, en hâtant la marche ou l'accentuant.»

*
* *

Mais il nous faut revenir en arrière. En 1860, il n'existait plus, en Belgique, aucun journal socialiste, c'est-à-dire aucune tribune d'où la bonne parole pût pénétrer dans les masses populaires ou chez une élite.

Une association, *Le Peuple*, venait d'être constituée par quelques ouvriers et des étudiants, et cette association fonda un journal hebdomadaire, *La Tribune du Peuple*, dont le premier numéro parut le 12 mai 1861.

Voici le passage essentiel de l'article programme de ce nouveau journal:

«Le but de la *Tribune du Peuple*, organe de la Démocratie militante, est de faire comprendre à tous les membres de la société que la parfaite jouissance de leurs droits est impossible à atteindre tant que la Justice ne présidera pas à l'organisation sociale, tant que l'enseignement, par une réforme radicale, n'aura pas répandu la lumière parmi tous les hommes, tant que l'équilibre ne sera pas établi entre le capital et le travail, aussi longtemps enfin que l'égalité selon les lois de la nature n'aura pas détrôné le privilège.

«Convaincus que le développement de l'instruction aura pour résultat de donner au peuple un profond sentiment de sa dignité et de ses devoirs, persuadés d'ailleurs que c'est à la démocratie qu'il est réservé de déclarer la vie de l'homme sainte et inviolable, nous demandons que la peine de mort soit du reste abolie en matière politique, criminelle et religieuse.

«En économie politique, nous réclamons la réforme sociale.

«En politique, la souveraineté populaire exclusive.

«En religion, nous défendons le rationalisme d'où découlent deux grands principes qui dominent tous les autres: la liberté de conscience et le libre examen.»

La Tribune du Peuple, dont le prix d'abonnement annuel était de six francs, était imprimée chez D. Brismée, rue de la Prévôté, 9. Ses principaux rédacteurs étaient: Eugène Steens, qui écrivait pour chaque numéro un bulletin politique et social, - car il est à remarquer que pendant vingt ans, de 1850 à 1870, les démocrates socialistes belges donnèrent une grande importance à la politique extérieure; - César De Paepe, Désiré Brismée, Prosper Voglet, Félix Frenay, Em. Moyson, A. Evrard, H. Denis, P. Janson, G. De Greef, O. Delimal, Loriaux, etc. *La Tribune du Peuple* avait aussi des correspondants en province, à Namur, à Louvain, à Dinant.

Le journal consacrait, nous l'avons dit, une grande place à la politique étrangère et une plus grande encore à la propagande anticléricale; il rendait compte des enterrements civils qui avaient lieu à Bruxelles, et reproduisait les principaux discours lus sur la tombe des libres-penseurs décédés.

C'est dans la *Tribune du Peuple* que César De Paepe fit ses premières armes comme écrivain socialiste. Il y publia surtout des articles traitant des questions sociales.

Mais, encore une fois, ce journal n'était pas à la portée des intelligences ouvrières; il ne s'occupait pas assez de la vie courante, ne signalait pas les abus dont souffraient les travailleurs, n'attaquait pas assez vivement le gouvernement conservateur bourgeois.

Au mois de janvier 1866, la *Tribune du Peuple* devint l'organe de l'*Association internationale des travailleurs*, tout en restant le propriété de la *Société le Peuple*. Mais dans cette société, il y avait un groupe composé principalement de P. Esselens, Dellesalle et quelques autres, qui ne voulaient pas adhérer à l'*Internationale* et n'admettait point que la *Société le Peuple* lui cédât son journal. Or, ce journal avait des dettes. Il était redevable de plusieurs milliers de francs à son imprimeur Brismée. Cela n'empêcha point Dellesalle, Esselens et leurs amis, de publier une nouvelle *Tribune du Peuple*, qui n'eut que quelques numéros et disparut au bout de quelques semaines.

Dans l'édition papier de 1907 apparaît à la page 73

la gravure no 45 : [Maurice Rittinghausen](#)

téléchargeable sur le site web [Les Classiques des sciences sociales](#), section Auteurs classiques : sous Louis Bertrand, député socialiste de Bruxelles.

[Retour à la table des gravures](#)

Au moment où la *Tribune du Peuple* devint l'organe de l'*Internationale*, elle publia l'article suivant:

«Le journal s'efforcera de remplir, aussi complètement que possible le programme qu'il s'est tracé, à savoir combattre l'erreur et l'exploitation de l'homme par l'homme; poursuivre l'anéantissement de l'ignorance et du paupérisme; réclamer sans cesse les droits moraux et matériels du travailleur; attirer l'attention du bourgeois, sur la triste condition du prolétaire, afin d'engager bourgeois et prolétaires à travailler d'un commun accord à la destruction du bourgeoisisme et du prolétariat, signaler le mal social, en rechercher la cause et le remède; enfin, démontrer les dangers de la situation sociale actuelle, l'impossibilité de maintenir cette situation et la nécessité d'y remédier sous peine de mort sociale. Telles sont les tendances, tel a été et sera toujours le but de la *Tribune du Peuple*.

«Convaincus de cette vérité: que tous les cultes sont en désaccord avec la raison et ne sont que des instruments entre les mains de la classe exploitante pour comprimer la

pensée chez la classe exploitée et maintenir le peuple dans l'esclavage, nous continuerons à combattre les religions prétendûment révélées, et à hâter la chute inévitable de toutes hypothèses religieuses, incompatibles d'ailleurs avec l'esprit d'examen et les développements de l'intelligence.

«De plus, un double vote au sein de la société *Le Peuple* et au sein de la section belge de l'*Association internationale des Travailleurs*, vient de décider la fusion de ces deux associations, de manière que la section de l'*Association internationale* constitue aujourd'hui une section de la société *Le Peuple*. Il résulte de là, que la *Tribune du Peuple* étant la propriété de la société *Le Peuple* dont la section internationale est désormais une branche, notre journal se trouve être en Belgique l'organe officiel de la grande fédération des prolétaires du monde entier, qui s'est formée il y a environ deux ans sous le titre d'*Association internationale des Travailleurs* et qui compte déjà des sections en Angleterre, en France, en Espagne, en Italie, en Suisse, dans les différents Etats de l'Allemagne, en Pologne, en Belgique et même aux États-Unis.

«Donc, représentant de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre, ce journal est destiné à défendre les intérêts du prolétaire et à soutenir la cause de tous ceux qui gémissent sous le joug du capital, de tous les opprimés, de toutes les victimes de l'exploitation, c'est-à-dire des trois quarts au moins de la population, car c'est à peine s'il y a un quart qui vit dans l'aisance.»

La *Tribune du Peuple* resta hebdomadaire jusqu'au 31 décembre 1866, puis devint un organe mensuel; elle cessa de paraître à la fin de l'année 1868.

C'est alors que les sections belges de l'*Association internationale* décidèrent d'avoir un organe qui prit le titre de l'*Internationale* et dont le premier numéro parut à Bruxelles, le 17 janvier 1869.

Le nouveau journal socialiste était mieux fait que la *Tribune du Peuple*; il était surtout plus vivant, plus intéressant, plus à la portée de la classe ouvrière. Chaque numéro contenait trois rubriques: *Pilori des autorités*, le *Dossier de la justice*, les *Cahiers du travail*. Dans la première, l'*Internationale* signalait les nombreux actes de pression, les abus de toutes sortes dont les autorités: gendarmes, policiers, bourgmestres, etc., se rendaient coupables contre l'*Association internationale des Travailleurs*. La seconde rubrique dénonçait les abus de pouvoir, la partialité de la magistrature à l'égard de la classe ouvrière et spécialement des partisans de l'*Association internationale*. Enfin, dans les *Cahiers du travail*, renouvelés des cahiers du Tiers-État d'avant la Révolution française, le journal *L'Internationale*, tous en dénonçant les abus, les injustice qui se produisaient dans les ateliers, fabriques et autres établissements industriels, faisait connaître quelles étaient les revendications, les réformes réclamées par la classe des travailleurs.

Pendant un an et, demi, du début de l'année 1869 au mois de juillet 1870, l'*Internationale* fut un journal très bien fait, très instructif, très intéressant à lire, très vivant en un mot. Puis vint la guerre, la Commune, et les 4 pages de la feuille ouvrière furent consacrées presque uniquement à la publication des adresses, des manifestes que les sections de l'*Internationale* des divers pays s'adressaient mutuellement pour protester contre la guerre ou pour prendre la défense de la Commune, etc. Cela dura près d'une année et, chose inévitable, l'*Internationale* perdit de nombreux lecteurs. En 1871, après la chute de la Commune de Paris, le journal prit une nouvelle

allure qui devait encore lui faire tort. Qu'on en juge: Chaque numéro contenait une page de nouvelles extérieures sous le titre: *La Situation*. Une autre page du journal était consacrée à une étude historique sur la Commune de Paris, une troisième page contenait une correspondance de France et le restant était réservé à diverses communications, annonces de réunions, nécrologies, etc.

Et cela dura pendant plus de deux ans! À la suite du Congrès de La Haye, en 1872, l'*Association internationale des Travailleurs* périclita peu à peu et son organe officiel belge disparut, vers la fin de 1874 laissant une énorme dette à son imprimeur...

Mais pendant les trois ou quatre années où l'*Association internationale* eut le plus de succès auprès des masses, il y eut une efflorescence admirable de journaux socialistes, comparable à la période de 1848-1849:

Le *Werker*, de Philippe Coenen, parut à Anvers, en 1868 le *Mirabeau*, à Verviers, en 1868 également.

Puis vinrent les feuilles socialistes suivantes:

Vooruit et Peper en Zout, à Bruges;

Le *Devoir*, les *Cahiers du Travail*, d'Alfred Herman, et l'*Avenir*, du docteur Festraet, à Liège;

Le *Réveil* et l'*Éclair*, à Seraing;

Le *Prolétaire* et la *Science populaire*, à Verviers;

Le *Droit*, à Lodelinsart;

Le *Broedermin* (l'*Amour fraternel*), à Gand, rédigé par Van Loo et Leerens.

À Bruxelles, à part l'*Internationale* et la *Liberté* dont nous parlerons plus loin, il y eut une série de journaux qui arborèrent le drapeau socialiste et prirent la défense de l'*Internationale*

Le *Peuple belge*, quotidien, rédigé par Mulders auquel collaborèrent plusieurs réfugiés français et quelques démocrates belges, Charles Buls entre autres.

La *Ligne droite*, le *Radical*, l'*Harmonie sociale*, l'*Uylenspiegel*, de Léon Fontaine, la *Cigale*, le *Diable*, l'*Espiègle*, etc.

*

* *

Tous ces journaux bataillèrent ferme contre la politique doctrinaire, toute puissante alors, et en faveur des revendications ouvrières. Seulement, le parti démocrate-socialiste n'était ni assez puissant, ni assez riche pour faire vivre tant d'organes à la fois. Mieux eût valu concentrer tous les efforts, toutes les bonnes volontés, toutes les

ressources, pour fonder et faire vivre un ou deux journaux seulement. Il n'en fut rien et il arriva ce qui devait inévitablement arriver: ces journaux disparurent l'un après l'autre, au bout de peu de temps, sauf l'*Internationale* et la *Liberté*.

L'histoire de ce dernier journal est assez intéressante pour être rapportée brièvement ici. La *Liberté* a fait souvent parler d'elle et ce journal mérite d'avoir une place à part dans une histoire du mouvement démocratique et socialiste belge, à cause surtout des personnalités éminentes qui y collaborèrent.

En 1864, quelques jeunes avocats, parmi lesquels Edmond Picard, Charles Graux, Xavier Olin, Eugène Robert, Paul Janson, très liés d'amitié, se réunissaient le samedi soir dans un des box de la *Taverne Horton*, rue Villa-Hermosa, à Bruxelles. Ces jeunes membres du bureau étaient démocrates, adversaires, par conséquent, de la politique doctrinaire pratiquée par Frère-Orban, chef du gouvernement. Leur cercle avait pris le nom de *Cercle des Rabougris*.

Ils décidèrent de combattre la politique rétrograde et d'affirmer, en outre, les revendications démocratiques. Dans ce but, ils fondèrent un journal qui prit le titre: *La Liberté*, qui parut en 1865; son premier numéro contenait la déclaration suivante:

«Quoique pleins d'ardeur et de foi, nous hésiterions à nous lancer dans la carrière, si nous ne comptions sur le concours de tous les hommes de bonne volonté. Ils viendront à nous, ceux chez qui les calculs glacés de l'égoïsme n'ont point tari les aspirations magnanimes. Ils viendront à nous, ceux qui se dévouent à la recherche constante de la vérité et de la justice. Et cet appel que nous faisons à tous ceux qui pensent et qui luttent, sera également entendu de ceux qui souffrent de l'oppression et de l'iniquité.»

En 1866, à la suite du Congrès international des Etudiants, tenu à Liège, un meeting républicain, présidé par Léon Fontaine, eut lieu au local *Le Lion belge*, rue de la Tête d'Or. Des étudiants parisiens et des socialistes belges y prirent la parole, et ce meeting fit sensation, bien plus par suite des comptes rendu tronqués qui en furent publiés, que par ce qui y avait été dit réellement.

À la suite de cette réunion, un dissentiment éclata entre les rédacteurs de la *Liberté*. Les uns voulaient protester violemment contre le Congrès et le meeting. Les autres jugeaient que la protestation était inutile et sans dignité. Parmi ces derniers se trouvaient Eugène Robert, Paul Janson et Pierre Splingard qui se retirèrent du journal et fondèrent, quelques temps après, le journal le *Libre Examen*. La *Liberté* continua à paraître sous la direction de Picard, Graux et Olin auxquels vinrent s'adjoindre Buls, Vanderkindere, Demeur et Jottrand.

Ce journal attaqua avec une âpreté qui n'a point été dépassée, la politique doctrinaire et son chef suprême Frère-Orban. Il défendit avec la plus constante énergie la cause de la réforme électorale et la revision de l'article 47 de la Constitution, provoquant et encourageant ainsi un mouvement dans la classe ouvrière en faveur de la réforme électorale. Il alla même jusqu'à la note révolutionnaire, comme dans le passage suivant:

«... Rêver des constitutions immuables, c'est faire un rêve impossible et nier le progrès; elle ne saurait échapper à la loi de transformation. Seulement, lorsque

l'initiative de la réforme est prise par le pouvoir, il s'opère une revision paisible, régulière et légale; tandis que l'inertie des pouvoirs constitués oblige la nation à se soulever et à exécuter ses volontés par la force et la violence.»

La *Liberté* cessa de paraître le 30 juin 1867, mais pour renaître bientôt de ses cendres, avec un programme socialiste, reprise par ceux qui s'en étaient retirés et ayant comme principaux rédacteurs: Victor Arnould, Hector Denis, Guillaume De Greef, Oscar Van Goidsnoen, Emile Leclercq, Eugène Hins, Louis Claes, Pierre Splingard et Léon Fontaine.

Paul Janson et Eugène Robert, nous l'avons dit, avaient fondé, un an auparavant, le *Libre examen*, qui peu après fusionna avec la *Liberté*.

Le journal parut une fois par semaine, sauf en 1871, où il se fit quotidien, spécialement pour prendre la défense de la Commune de Paris lâchement calomniée par la presse bourgeoise ¹.

Les rédacteurs de la *Liberté* étaient démocrates et socialistes. Les plus influents furent, à coup sûr, Victor Arnould, Guillaume De Greef et Hector Denis. Ces trois hommes, de grande valeur, étaient des disciples de Proudhon. Leur socialisme n'était point celui qui triompha dans les congrès de l'Internationale à Bruxelles (1868) et à Bâle (1869).

De Paepe et les socialistes allemands, on le sait, firent admettre à ces deux congrès, contre les mutuellistes proudhoniens français, le principe collectiviste: l'appropriation collective de la terre et des instruments de travail. Une vive polémique surgit même après le congrès de Bâle, entre la *Liberté* et l'*Internationale*, De Paepe défendant dans ce dernier journal les théories qui avaient rallié la majorité dans ce congrès.

En même temps qu'ils étaient anticollectivistes, les rédacteurs de la *Liberté* combattaient l'organisation politique de l'État. Ils étaient autonomistes, fédéralistes et adversaires de la centralisation. À un moment donné, alors que dans certains milieux on bataillait en faveur du suffrage universel, la *Liberté* et ses rédacteurs firent campagne pour ce qu'ils appelaient «la Représentation du travail» par l'organisation d'une Chambre de Travail, constituée en dehors des organismes politiques existants. Ce sont ces idées, on le verra plus loin, qui triomphèrent en Belgique après le congrès de La Haye de 1872, qui donna le coup de grâce à l'organisation de la grande association internationale des travailleurs.

«Ce que nous voulons, disait la *Liberté*, c'est la *représentation du travail*. Que chaque branche de l'industrie ait ses assises qu'il y ait des assemblées générales de l'industrie minière, métallurgique, etc., etc. Là on arrêtera les mesures à prendre en commun pour le développement des mesures tendant à l'accroissement du bien-être des travailleurs de chaque catégorie. On assurera la répartition du travail, de façon à ce qu'il n'y ait point surabondance d'un côté et pénurie de l'autre.

¹ La *Liberté* devint quotidienne le mardi 18 avril 1871, et le resta jusqu'au 4 novembre de la même année. Le 12 novembre elle reparut, en grand format, comme organe hebdomadaire.

«Les agriculteurs fourniront le prix des denrées d'après l'évaluation de la récolte; assureront aux cantons ravagés une moyenne qui remplacera l'assurance; discuteront les systèmes tendant à augmenter la force de production de la terre, etc.

«Chacun de ces grands corps de l'État organisera un système de crédit réciproque entre ses membres.

«Au-dessus de tout cela, un grand conseil représentant les différents groupes pour concilier leurs intérêts divers, pour organiser le crédit réciproque entre les différents groupes.

«Voilà, autant que l'on en peut juger par ces quelques traits jetés à la hâte, comment nous entendrions le suffrage universel; hors de là, il nous semble n'avoir aucune signification; ce n'est plus qu'un mélange confus d'opinions individuelles et hétérogènes qui se trouvent représentées par un seul homme pour quelques milliers d'électeurs ¹.»

Quoi qu'il en soit, il faut rendre hommage au talent, au dévouement, au désintéressement des hommes de la *Liberté*, qui sacrifièrent à la cause du peuple et du socialisme les plus belles années de leur vie, et à ceux surtout qui, comme G. De Greef et H. Denis, refusèrent d'entrer dans les associations libérales, puis de là pénétrer à la Chambre, en reniant malgré tout une bonne partie de leurs convictions d'autrefois.

Pendant les deux mois que le mouvement communaliste resta maître de Paris, et après son écrasement par le gouvernement et l'armée de Versailles, alors que la presse conservatrice, tant libérale que catholique, déversait l'outrage et la calomnie sur les insurgés de Paris, d'autres journaux, avec un courage exemplaire, prirent la défense, d'abord des insurgés, ensuite des glorieux vaincus de Paris.

Parmi les journaux qui soutinrent la Commune et défendirent les communeux, il faut citer parmi les feuilles quotidiennes: *Le Peuple belge*, *Les Nouvelles du Jour*, la *Liberté* de Bruxelles, *l'Avenir* et le *Petit Courrier* de Liège; et parmi les journaux hebdomadaires: *l'Internationale*, la *Voix des Écoles*, de Bruxelles, le *Werker* d'Anvers, le *Réveil* de Seraing, le *Mirabeau* et *l'Union socialiste* de Verviers, le *Droit* de Charleroi, *l'Éclair* de Fléron, *l'Écho* d'Andenne-Seille, le *Noordster* d'Ostende et de *Stormklok* d'Anvers, à laquelle collabora l'avocat Max Bausart qui, plus tard, fut envoyé à la Chambre par les cléricaux d'Anvers.

*
* *

Les procès de presse furent assez nombreux de 1850 à 1874. Le plus important, celui qui eut le plus de retentissement, fut assurément celui qui suivit l'attentat d'Orsini.

¹ Voir *La Liberté* du 15 décembre 1867, dans un article intitulé: Les Parlements et la Représentation du travail.

Le jeudi soir, 14 janvier 1858, Napoléon III se rendait, en grande cérémonie, à l'Opéra de Paris, lorsque tout à coup des bombes furent lancées vers sa voiture. Plusieurs personnes furent blessées, mais l'Empereur ne fut pas atteint. Félix Orsini et Pierri furent arrêtés, poursuivis et condamnés à mort. Le 13 mars, ils furent exécutés sur la place de la Roquette.

À l'annonce de cet attentat, toute la presse conservatrice de Belgique profita de l'occasion pour crier à l'horreur et à l'abomination et pour s'aplatir devant le bénéficiaire du Coup d'État du 2 décembre. Trois journaux cependant le *Drapeau*, dans un article de Louis Labarre, le *Crocodile*, par la plume de Victor Hallaux, alors étudiant, et le *Prolétaire*, de Coulon, firent quelques réflexions au sujet de cet attentat. Ils ne glorifièrent point le régicide, mais ils montrèrent que lorsque l'on se met en dehors de la loi et que l'on viole son serment, comme l'avait fait l'auteur du crime du décembre 1851, on appelle fatalement sur soi des haines et des représailles.

Le *Drapeau*, dans son numéro du 17 janvier 1858, avait publié l'article suivant:

«Jeudi soir, M. Bonaparte se rendant à l'Opéra, des projectiles ont été lancés sur sa voiture. Plusieurs personnes ont été blessées. Lui n'a eu que son chapeau atteint.

«Les journaux accumulent autour de la nouvelle, toutes les épithètes qui leur tombent sous la main «épouvantable, exécration, etc.».

«Sans leur contester le droit de qualifier l'attentat comme cela pourra leur faire plaisir, et sans nous arrêter à discuter la sincérité de leur indignation, nous ferons remarquer à ces journaux que, pour notre part, nous ne connaissons point d'attentat plus exécrable que celui que fut commis, avec succès, dans la nuit du 2 décembre 1851, contre la liberté et la vie du peuple français.

«Oui, c'est chose effrayante à penser qu'à l'heure qu'il est, un peuple, pour conquérir sa liberté volée dans un guet-à-pens, en soit réduit au moyen suprême de l'assassinat d'un homme. Mais quoi de plus effrayant au monde, que d'avoir vu un peuple moralement et matériellement assassiné au profit de ce même homme?

«Avant de nous faire maudire les meurtriers, qu'on nous apprenne donc où est le meurtre le plus grand et le plus digne de nos malédictions. Jusque là, nous ne saurions voir dans des attentats de la nature de celui de jeudi soir, que ce que l'on appelle le *retour des choses d'ici-bas* avec l'avertissement à l'Élu de la Providence d'avoir toujours présente à la mémoire, cette parole de l'Écriture «Qui se sert du glaive périra par le glaive.»¹.

L'article écrit par Nicolas Coulon, dans le *Prolétaire* du 29 janvier, était plus long. En voici les passages essentiels:

«Une tentative, audacieuse, a eu lieu à Paris dans la soirée du 14 janvier. Quelques hommes héroïques, mûs par un ardent amour de la liberté, inspirés par le génie

¹ Le *Moniteur français*, quelques jours plus tard, publiait ces lignes:

«Au milieu de la réprobation universelle qui a excité l'attentat du 14 janvier, nous sommes indignés de voir un journal s'imprimant en Belgique, le *Drapeau*, dans son numéro du 17 janvier, approuver hautement l'assassinat de l'Empereur.

«Nous attendons la décision du gouvernement belge.»

des révolutions, ont cru pouvoir arriver d'un seul coup à l'anéantissement du despotisme européen, en essayant de briser «*la clef de voûte de l'édifice.*»

«Mais la fortune a trahi leurs espérances, et à l'heure où nous écrivons ces lignes, ces valeureux soldats de la cause républicaine, attendent au fond des cachots que la justice impériale leur fasse expier leur crime... de n'avoir pas réussi.

«Cette tentative a soulevé de la part de presque tous les journaux une tempête d'imprécations contre ses auteurs, en même temps qu'un concert tout à fait inattendu de plates adulations à l'adresse de celui que «la Providence a si visiblement» couvert de son égide...»

«Il faut, dites-vous, que tous les journaux sans distinction de parti, soient unanimes pour flétrir ces hommes de sang qui ne reculent devant rien pour satisfaire leur ambition?

«Mais alors, pourquoi, ô écrivains *impartiaux et désintéressés*, avoir, comme on dit, deux poids et deux mesures? Pourquoi condamner ceux-ci et absoudre ceux-là? Pourquoi enfin, ne les pas flétrir tous indistinctement?

«L'histoire contemporaine est assez bien fournie, ce nous semble, de cette sorte de gens. Nous en avons tous connu, nous en connaissons encore, qui sont à bon droit passés maîtres en cette matière, et dont les citoyens du 14 janvier pourraient bien n'être que les élèves. Nous en avons vu à Strasbourg en 1836, à Boulogne en 1840, qui sans autre mobile que leur ambition mesquine, appelaient les soldats aux armes et poussaient à la guerre civile; ils voulaient monter au pavois coûte que coûte, fut-ce même sur des monceaux de cadavres

«Et en décembre?... Chut! nous dit un ami en arrêtant notre plume: Craignez que la hardiesse de votre langage n'attire sur vous les foudres dont vos confrères viennent d'être menacés!

«Eh! qu'importe ce dont on nous menace. - Il est des moments dans la vie des nations, où le silence des citoyens est un déshonneur, une lâcheté!

«Eh quoi! tout ce que le vocabulaire des rues renferme de plus ignoble, de plus ordurier, aurait été ramassé par tous les sycophantes de *la grande presse, de la presse comme il faut*, pour être jetés à la face d'hommes tombés et vaincus, et nous n'aurions pas le droit, nous, d'apprécier à notre point de vue des événements tombés aujourd'hui dans le domaine de l'histoire?

«Citoyens d'un pays libre, nous aurions à redouter les suites de l'émission libre de notre pensée?

«Non, non! Et quoi qu'il puisse advenir, nous ne faillirons pas à ce que nous considérons comme un devoir, dussent toutes les foudres impériales s'appesantir sur notre tête. Et si nous sommes traînés devant les tribunaux., si la prison doit se refermer sur nous, nous aurons au moins acquis la certitude (ainsi que nous disons plus haut), que ce n'est plus à Bruxelles, mais à Paris que siège la justice de la *libre Belgique*; et que nous avons changé notre titre de citoyen belge, contre l'honorable qualification de SUJET DE BONAPARTE!!!»

*
* *

Louis Labarre, Nicolas Coulon et Victor Hallaux furent poursuivis devant la Cour d'assises. Hallaux fit défaut il avait quitté le pays et s'était réfugié à Londres. Il fut condamné par contumace. Il revint cependant quelques mois plus tard, pour être jugé contradictoirement et fut condamné à un an de prison.

Ce fut le 8 mars que Louis Labarre comparut devant la Cour d'assises du Brabant. Le rédacteur du *Drapeau* fut défendu par Me Adolphe Ladrie.

À la fin des débats, le président des assises ayant demandé à Labarre s'il n'avait rien à ajouter à sa défense, le rédacteur du *Drapeau* s'exprima comme suit:

«Cet article autour duquel ont retenti tant de foudres, je l'ai écrit sous la dictée de ma conscience. Mais j'ai cru m'y renfermer en même temps dans les plus étroites limites de la loi. Tout y porte la trace de la préoccupation où j'étais de ne pas enfreindre la loi de mon pays. Il aurait dû être interdit au ministère public de porter dans ma conscience une recherche inquisitoriale. Quelle que soit, sur l'empire français, mon opinion intime ou publique, j'ai respecté la loi de mon pays. Vous m'en accusez, il fallait m'en faire un mérite.

«Du reste, le ministère public, s'il ne se fait pas une juste idée de nos droits, se fait aussi une idée non moins fausse de nos devoirs.

Dans l'édition papier de 1907 apparaît à la page 85

la gravure no 46 : [Alexandre Harzen](#)

téléchargeable sur le site web [Les Classiques des sciences sociales](#), section Auteurs classiques : sous Louis Bertrand, député socialiste de Bruxelles.

[Retour à la table des gravures](#)

«L'écrivain, dans cette époque de transformation et de sanglantes luttes politiques, a à remplir une mission aussi grave, aussi solennelle, aussi inviolable aux yeux de la société que celle du ministère public lui-même. S'il est, lui, le défenseur des gouvernements étrangers, je suis un défenseur de la cause nationale et de la cause des peuples. S'il est l'organe de la loi, je suis un soldat de la liberté. Or, la loi et les empires passent; tous les hommes de notre génération le savent. Seule, la liberté a des droits imprescriptibles, parce que la liberté, c'est la justice universelle. «Avant nous, d'autres écrivains belges sont venus s'asseoir au banc des accusés. C'était sous le régime étranger. Alors aussi il se trouva un ministère public pour les accuser, pour demander leur condamnation. Mais qu'advint-il? Souvenez-vous de septembre! La loi étrangère tomba, le droit national triompha. Et ces ennemis de l'ordre de la veille étaient les grands citoyens du jour; ces ennemis des institutions nationales, étaient les fondateurs de la nationalité; ils étaient le gouvernement du pays! De ces hommes qui sont venus

s'asseoir au banc des accusés avant d'aller s'asseoir au fauteuil du juge, la magistrature belge s'honore encore aujourd'hui d'en compter dans son sein. Si vous aviez été l'organe de la loi hollandaise, auriez-vous requis la peine légale contre l'honorable M. Tielemans? C'est donc que vous auriez voulu faire condamner la veille, ce juge du lendemain.

«J'ai une question à adresser au ministère public. Si à l'époque de l'attentat rappelé dans mon article, vous aviez été l'organe de la loi française, auriez-vous poursuivi le violateur de la loi, l'homme au nom duquel vous me poursuivez aujourd'hui? Si vous aviez rempli ce devoir vous seriez proscrit. Si vous aviez forfait à votre devoir, vous seriez procureur général, peut-être ministre de la justice. Vous êtes un magistrat belge: vous auriez fait votre devoir, mais vous seriez proscrit. (*Mouvement dans l'auditoire.*)

«M. LE PRÉSIDENT. - Gendarmes, expulsez tout ceux qui donneront des marques d'approbation ou d'improbation.

«M. LABARRE. - Ces débats ont été longs: j'ai hâte d'en finir. Déjà une première fois j'ai comparu devant le jury brabançon pour la même cause. J'ai été acquitté. J'espère aujourd'hui être acquitté de nouveau. Mais si, grâce au vague effrayant de la loi, j'arrivais à être condamné, je sortirais d'ici le front plus haut que le ministère public, car il aurait remporté sur moi un triomphe oratoire au détriment de la liberté de notre pays et au profit du despotisme étranger.»

Labarre fut condamné à 13 mois de prison et 1,800 francs d'amende.

*
* *

Le lendemain, c'était au tour de Nicolas Coulon, rédacteur du *Prolétaire*, à comparaître devant le jury. La Cour était présidée par M. le conseiller Bosquet. L'avocat général Hynderix occupait le siège du ministère public. C'est Me L. Jottrand père, qui s'était chargé de la défense de Coulon.

À la fin des débats, le rédacteur du *Prolétaire* demanda à présenter au jury quelques brèves observations et il s'exprima comme suit:

«Messieurs, mon intention n'était point, tout d'abord, de prendre la parole dans ce débat, me reposant sur mon défenseur du soin de réduire à sa juste valeur, ainsi qu'il l'a fait, tout l'échafaudage si péniblement élaboré par le ministère public.

«Mais ce n'est pas seulement un procès pour offense envers la personne d'une majesté quelconque qui m'est fait, c'est encore et surtout un véritable procès de tendance, dirigé, bien plus contre les principes professés dans le journal le *Prolétaire* que contre l'article *officiellement incriminé*; l'acte d'accusation et le réquisitoire que vous venez d'entendre le prouvent surabondamment.

«En effet, que vous dit le ministère public pour influencer vos consciences, afin d'obtenir de vous un verdict de culpabilité, quand même? *«Bourgeois et propriétaires, vous avez devant vous un ennemi de la propriété et de la bourgeoisie.»*

«Puis viennent une foule de citations, toutes extraites d'articles du *Prolétaire*, vieux déjà de plusieurs années, comme si le ministère public *devait* ignorer que la Constitution garantit à tout citoyen belge la libre émission de sa pensée, et qu'il outrepassé son droit, lui, en incriminant le nôtre.

«Quoi qu'il en soit, on comprendra que devant une telle situation il m'est impossible de garder le silence; et puisque la discussion est portée sur ce terrain, je l'accepte, non pour justifier nos principes, ils n'en ont pas besoin, mais pour les faire connaître. C'est du reste un spectacle assez nouveau, et dont l'importance ne saurait être contestée, de voir, pour la première fois peut-être, la démocratie prolétarienne (car c'est bien les aspirations, les tendances et les principes du prolétariat qui sont ici en cause) *provoquée* à la discussion par l'un des représentants de la société officielle et conservatrice.

«Ah! sans doute, messieurs, le *Prolétaire*, ainsi que vous l'a dit M. l'avocat-général, n'est pas un organe ordinaire, il n'a pas été créé *précisément* pour *béatifier* l'ordre de chose existant; ses fondateurs n'ont pas et n'ont jamais eu la prétention de vous faire croire qu'ils sont les *amis* de vos privilèges, les *admirateurs passionnés* de cette société bourgeoise et capitaliste, vantée tout à l'heure par le ministère public comme un mode d'organisation.

«Non, messieurs, le *Prolétaire*, c'est l'avant garde d'une puissance nouvelle qui réclame, qui *veut prendre* sa place au grand soleil; c'est l'avènement à la vie sociale et politique de cette innombrable armée de producteurs, qui aujourd'hui ne jouissent d'aucun droit et sont les véritables parias de votre société.

«Ce que nous poursuivons, le but que nous voulons atteindre, c'est la transformation complète, absolue, d'un pareil ordre social, c'est la réédification d'un ordre nouveau basé sur LA JUSTICE ET LA LIBERTÉ.

«Or, remarquez-le, messieurs, ce n'est pas là faire la guerre aux hommes, *mais aux institutions*, que nous *affirmons* être mauvaises; ce n'est point aux bourgeois mais à la *bourgeoisie* que s'adressent nos attaques; mais le ministère public n'y regarde pas de si près, lui. Ne connaissant rien de nos principes, il confond tout.

«C'est ainsi qu'il parle de surexcitation des appétits désordonnés, comme s'il était besoin de surexciter les appétits de ceux dont la faim est un état chronique et permanent.

«Il parle également du communisme, qu'il assimile au partage des biens; je regrette vivement qu'un homme *qui a reçu de l'éducation*, ne connaisse pas même les choses dont il parle, et qu'il faille lui *apprendre* que communauté et partage des biens, brûlent de se trouver ici ensemble.

«Ceci du reste, messieurs, n'a rien de bien surprenant pour nous; la plupart de nos adversaires sont dans le même cas que M. l'avocat-général; ils proscrivent, ils con-

damnent au lieu d'examiner les doctrines que nous soumettons à la discussion, et ils n'en connaissent pas seulement le premier mot.

«Et messieurs, au lieu de nous condamner ainsi, que ne faites vous comme M. Jottrand, mon défenseur; il n'est pas prolétaire lui, il ne partage pas toutes nos idées et pourtant c'est avec une entière liberté que nous discutons ensemble, et il n'est pas le seul, croyez-le bien, qui en agisse ainsi; nous connaissons aujourd'hui bon nombre d'autres honorables exceptions qui sont sorties des rangs de la bourgeoisie, pour s'identifier et marcher avec le prolétariat.

«On vous dit que les ouvriers perdent leur temps, négligent leur travail pour lire les journaux qui répandent des doctrines *aussi monstrueuses*.

«Eh bien! s'il est un fait notoire et facile à vérifier, c'est que les ouvriers qui s'adonnent à l'étude, ceux surtout qui étudient «*ces doctrines monstrueuses*», sont généralement les plus moraux, les plus laborieux; et puis on oublie une chose, qui pourtant est élémentaire, c'est que plus les peuples sont éclairés, moins les révolutions sont sanglantes, témoin le peuple de Paris, en février 48.

«Que signifie aussi cette vieille sempiternelle rengaine qui consiste à représenter le parti révolutionnaire comme toujours excitant à la destruction, au pillage, etc.

«Eh bon Dieu, messieurs, vous le savez aussi bien que nous, c'était *aux cris de Vive le Roi!* que se faisaient les pillages de 1832. On nous parle de respect à la Constitution, mais au *Prado*, lorsque des citoyens sont réunis en vertu d'un droit écrit dans cette même Constitution, n'est-ce pas encore *aux cris de Vive le Roi!* que la salle fut envahie et les citoyens violemment dispersés?

«On nous parle des intérêts, de la dignité de la Belgique.

«Oh! messieurs, plus que personne, nous aimons l'indépendance de notre patrie, mais nous la voulons, non humiliée et avilie, mais fière et respectée; et quelque puissant que soit un voisin, eût-il à son service cinq cent mille bayonnettes, nous disons, nous autres prolétaires, qu'il ne peut rien contre la liberté et l'indépendance d'un peuple, quand ce peuple *veut* être indépendant et libre.

«Un dernier mot pour finir le ministère public vient de vous dire que nous poussions à la violence, que nous faisons appel aux mauvaises passions, que nous voulions entraîner les masses vers un bouleversement général, etc.

«Non, messieurs, non, telle n'est pas notre œuvre à nous; le despotisme fait *trop bien* cette besogne-là, par toute l'Europe, et nous dispense de nous en occuper nous-mêmes; notre tâche, à nous, *révolutionnaires prolétaires*, se borne à étudier la marche des choses, à la signaler à nos camarades, à leur indiquer la source du mal, la profondeur des plaies sociales.

«Quand nous disons, par exemple, que la vieille société capitaliste s'en va, qu'elle tombe en ruine, est-ce notre faute à nous, si vous ne le voyez pas, si l'égoïsme de votre situation vous ferme les yeux! Et parce que les premiers nous crions au feu, quand la maison brûle, vous nous accusez d'avoir nous-mêmes allumé l'incendie!

Pourtant nous ne faisons que constater un fait palpable que tout démontre, que tout rend inévitable.

«Messieurs, je le répète en terminant, nous sommes les *ennemis radicaux* de votre ordre social privilégié, mais nous laissons aux despotes, qui du reste s'en acquittent à merveille, le soin de préparer les voies à la révolution future.

«Nous nous préparons par l'étude, nous, afin de ne pas être pris au dépourvu, lors de la grande et suprême lutte que tout *annonce devoir être prochaine et inévitable!* Nous groupons les matériaux qui doivent servir à l'édification de la société future; telle est la tâche que nous nous sommes imposée, tel est le but que nous *voulons* atteindre.

«J'ai fini, messieurs; maintenant j'attends votre verdict, quel qu'il soit, avec le calme que donne la conscience du devoir accompli.»

LE PRÉSIDENT posa alors au jury la question de culpabilité. Celui-ci revint bientôt de la salle des délibérations avec un verdict affirmatif.

Après que l'avocat-général eut requis l'application de l'article premier de la loi du 2 décembre 1852, en appelant sur le prévenu Coulon toute la sévérité de la Cour, Me Jottrand réclama l'indulgence en faveur de son client, vu son inexpérience d'écrivain...

Aussitôt Coulon se leva et dit: «Pardon, j'ai parfaitement réfléchi et senti ce que j'écrivais!»

La Cour, après avoir délibéré, prononça un arrêt qui condamnait Jean-François-Nicolas Coulon, à 18 mois d'emprisonnement, à 100 francs d'amende et aux frais.

Le condamné fut immédiatement arrêté et conduit à la prison des Petits-Carmes.

Labarre se pourvut en cassation contre l'arrêt de la Cour. Mais son pourvoi fut rejeté et il fit également sa peine à la prison des Petits-Carmes, à Bruxelles, ainsi que Victor Hallaux.

Le gouvernement libéral proposa peu après une modification à la loi Faider, punissant les attaques contre les souverains étrangers. Elle rendit plus sévère la loi votée en 1852. Cette loi fut votée par la Chambre par 80 voix contre 10 et 4 abstentions.

*
* *

Plusieurs autres procès furent intentés aux journaux démocratiques, en vertu de cette nouvelle loi protégeant les souverains étrangers et spécialement l'Empereur du Coup d'État.

En 1866, ce fut le tour de Gillard, rédacteur du *Grelot*, accusé d'avoir offensé Napoléon III. Défendu par Paul Janson et Léon Defuisseaux, Gillard fut acquitté.

L'année suivante, nouveau procès, toujours pour le même crime d'offense envers l'Empereur des Français. Bachelery, malgré une brillante défense de Mes Janson et Robert, fut condamné.

Le journal satyrique illustré *l'Espiègle*, fut poursuivi un grand nombre de fois. En 1868, eut lieu son septième procès, pour avoir rendu compte d'un meeting dans lequel on avait passablement malmené l'Homme de décembre et principalement pour avoir reproduit un manifeste très violent de Félix Pyat ¹.

Le rédacteur de *l'Espiègle*, Odilon Delimal, fut défendu par Me Victor Arnould et Eugène Robert et l'imprimeur, M. De Somer, par Paul Janson.

Les deux accusés furent acquittés aux applaudissements du nombreux public qui suivit les débats.

Ce fut un des derniers procès politiques de cette période. L'Empire français, après avoir tenté de donner le change au peuple par l'étalage d'un faux libéralisme, allait succomber peu après dans la boue et le sang à Sedan.

*
* *

¹ Ce manifeste avait été également publié par le Journal de Bruxelles, l'Émancipation, l'Union, le Journal de Charleroi et l'Ami de l'Ordre, mais ces journaux ne furent pas inquiétés par le Parquet qui, une fois de plus, prouva ainsi qu'il avait souvent deux poids et deux mesures.

Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique depuis 1830.
Tome II (1907)

Troisième partie : De 1850 à la Chute de l'Internationale (1874)

Chapitre V

Le mouvement des idées socialistes

Le socialisme colinsien. - Le baron de Colins et sa doctrine. - Louis de Potter. - Agathon de Potter. - Principaux disciples de Colins. - Le cercle colinsien de Mons. - La nationalisation du sol. - Napoléon de Keyser, auteur de «Het Natuur-Recht». - Exposé des idées du cultivateur flamand. - François Huet. - «Le christianisme social». - Socialisme chrétien. - Émile de Laveleye.

[Retour à la table des matières](#)

La doctrine collectiviste, solution intermédiaire entre le communisme absolu et l'individualisme, semble être d'origine belge et c'est César De Paepe surtout qui en fut le principal propagateur dans les congrès de l'*Internationale*.

Le collectivisme, en ce qui touche la terre, fut cependant défendu longtemps avant en Belgique, par le baron de Colins et ses disciples, dont les principaux sont Louis de Potter et son fils Agathon de Potter.

De son côté, un paysan flamand, Napoléon De Keyser, publia, en 1854, un livre curieux dans lequel il défend également le principe de la propriété collective du sol.

Enfin, François Huet, un français, auteur du *Règne social du Christianisme*, qui professa à l'Université de Gand et eut pour disciple Émile de Laveleye, a, lui aussi, laissé quelque trace dans le mouvement des idées sociales en Belgique.

Parlons d'abord du socialisme colinsien ou rationnel.

Le fondateur du socialisme rationnel, le baron Jean-Guillaume-César-Hippolyte de Colins, naquit à Bruxelles, le 24 décembre 1783. À l'âge de sept ans, son père, le chevalier de Colins, le plaça chez un de ses amis, un savant vicaire de Dison, près de Verviers, chez qui le jeune Colins apprit les langues. À 18 ans, il désirait entrer à l'Ecole polytechnique; mais, comme tant d'autres jeunes gens de cette époque, il fut entraîné par la fougue guerrière et s'engagea comme volontaire dans un régiment de cavalerie de l'armée de Napoléon 1^{er}.

En 1811, nous le trouvons détaché à l'Ecole vétérinaire d'Alford où il fit des études scientifiques et s'occupa avec passion d'agriculture. Rentré à Paris, il devint un assidu des cours de la Sorbonne et du Jardin des Plantes.

En 1817, sous la Restauration, Colins revint habiter son pays natal, mais il quitta bientôt la Belgique pour se rendre aux États-Unis où il resta jusqu'en 1830.

De 1834 à 1844, fixé de nouveau à Paris, où il habitait une mansarde, il suivit les cours des cinq facultés de l'Université.

C'est en 1835 qu'il publia son premier ouvrage intitulé *Le Pacte social*, dans lequel il défend déjà la propriété collective du sol. En 1849, sous le titre de *Socialisme rationnel* ou *Association universelle des amis de l'humanité*, il publia une forte brochure dans laquelle il préconisait la constitution d'une association internationale des prolétaires.

La doctrine sociale de Colins, que son auteur a dénommée le socialisme rationnel, a des prétentions scientifiques. Elle est, dit-il, basée sur l'ensemble des connaissances humaines et est à la fois une nouvelle théorie des sciences, une nouvelle philosophie de l'histoire, un nouveau système social et même une nouvelle religion!

Au point de vue purement économique, le socialisme de Colins est essentiellement collectiviste, en ce sens qu'il réclame surtout l'appropriation commune du sol.

Colins publia encore d'autres ouvrages, notamment quatre gros volumes intitulés: *Qu'est-ce que la science sociale?*; *L'Économie politique, source des révolutions et des utopies prétendues socialistes* (3 vol.); *La Société nouvelle, sa nécessité* (2 vol.); *La Science sociale* (5 vol.), etc.

La lecture de ces ouvrages est passablement indigeste. L'auteur affecte de citer des passages de divers auteurs et de les faire suivre de quelques réflexions. Ses principaux disciples ont respecté la manière de leur maître et, eux aussi, dans leurs ouvrages, font d'abondantes citations et donnent ensuite leur appréciation.

Colins mourut à Paris, le 12 novembre 1859, à l'âge de 76 ans.

Le principal disciple belge de Colins fut assurément Louis De Potter, le membre du gouvernement provisoire de 1830.

On sait que De Potter, peu après la révolution de 1830, quitta la Belgique pour aller habiter Paris. En 1841, il publia le premier volume de ses *Études sociales* dont le second volume parut deux ans plus tard.

Les idées sociales de De Potter, dans ses premiers ouvrages, sont assez vagues; mais le système qu'il préconise semble se rapprocher beaucoup des idées auxquelles arrivait de son côté Colins.

En 1846, De Potter publia *La Justice et sa sanction religieuse, question d'ordre social* et c'est dans cet ouvrage que, pour la première fois, il fait allusion à Colins, mais sans le nommer. Il y dit, en effet, dans une note de la page 38, que son système philosophique et social est également celui de deux autres écrivains, «l'un de Paris, auteur de la *Science sociale*, manuscrit où tout est exposé, démontré à la dernière évidence, et du *Pacte social* qui a paru sans nom d'auteur, en 2 volumes il y a onze ans; l'autre Don Ramon de la Sagra, qui publia à Madrid, depuis 1844, une *Revue des intérêts matériels et moraux*»¹.

Dès ce moment, Louis De Potter doit être considéré comme disciple de Colins. Ses ouvrages postérieurs à 1846 sont conformes aux idées du socialisme colinsien. En 1848, De Potter publia sa brochure *Question des ouvriers*, puis *l'A. B. C. de la science sociale* et *La Réalité déterminée par le raisonnement*.

En 1850, paraît le *Catéchisme social*. Dans la préface de ce petit livre, l'auteur écrit:

«Je sais que la plupart des hommes craignent moins la souffrance qu'ils endurent, qu'ils ne reculent devant ce qu'il leur en coûterait de résolution et d'énergie pour s'y soustraire, et que la patience des malheureux est, pour ainsi parler, inépuisable. Beaucoup encore, et pendant longtemps, mourront à la peine avant qu'un seul ose demander pourquoi c'est à lui de mourir. Pendant longtemps, la voix isolée du petit nombre qui l'osera ira s'éteindre au bruit de la mousqueterie et au fracas des mitrallades.

«Et cependant justice se fera finalement: justice doit être faite. Ainsi le veut la suprême raison; et ses décrets, un peu plus tôt, un peu plus tard, reçoivent leur exécution.

«... Ce sera en vertu de la conviction devenue invincible, que l'organisation sociale réelle n'est pas une simple combinaison matérielle, une coordination purement mécanique, ou politique, ou économique; mais une œuvre toute intellectuelle, tant de la part de ceux qui la proposent que de la part de ceux qui y donnent leur assentiment et l'acceptent; une œuvre de liberté, par conséquent, exclusivement morale; une œuvre de conscience, basée sur la connaissance absolue de la vérité et sanctionnée par cette même vérité, savoir: que le dévouement à la société, à l'humanité, pendant la vie actuelle, sera immanquablement récompensé, dans une existence organique future,

¹ Colins commença son grand ouvrage intitulé *Science sociale* en 1842, et il en communiqua le manuscrit, par fragments, à Louis De Potter. Celui-ci y attachait une telle importance qu'il le copia entièrement de sa main. Colins a d'ailleurs écrit à ce sujet:

«À mesure que je composais ce travail sur la science sociale, je l'envoyais à M. De Potter, de Bruxelles, qui en prenait copie et s'en servait pour l'éducation de son fils, jeune homme fort distingué, alors étudiant, et depuis docteur en médecine.» (Colins, *Science sociale*, tome V, p. 244. Paris, 1857.)

comme l'asservissement aux passions égoïstiques, aux passions anarchiques, sera inévitablement puni.

«Il serait inutile, dans l'intention de réaliser cette œuvre, de faire appel à la violence; ce serait même nuisible: car toute violence ferait essentiellement dévier du but proposé, en soumettant sous une forme nouvelle l'intelligence à la force, tandis que le triomphe de la raison n'est pas autre chose que la soumission de la force à l'intelligence.

«La guerre des pauvres contre les riches, le dépouillement des riches par les pauvres, sont aussi stupides comme moyens de réforme sociale, que sont abominables et stupides en même temps, comme moyens de conservation, l'exploitation et l'oppression des pauvres par les riches, depuis que les pauvres n'acceptent plus le dénuement et l'esclavage comme d'inévitables nécessités. Oui, il y aura toujours des riches, puisqu'il y aura toujours des hommes plus actifs, plus habiles, plus soigneux que les autres; mais il ne doit plus y avoir de pauvres. Je m'explique: «Il ne doit plus y avoir d'hommes condamnés *par le seul fait de leur naissance*, à ne point avoir leur part des lumières qui nous ont été léguées par les générations dont la nôtre a recueilli l'héritage, et à dépendre pendant toute leur vie, pour se procurer les moyens de la soutenir misérablement, du bon ou du mauvais vouloir d'hommes plus heureusement nés qu'eux. Le retour et la consolidation de l'ordre sont à ce prix.»

Le *Catéchisme social* compte vingt chapitres s'occupant de la Société, de l'Ordre, de la Vérité, de l'Enseignement, de l'Homme, des Passions, de la Liberté, du Travail, de la Propriété, etc., etc.

Citons en quelques passages essentiels pour faire comprendre l'idée fondamentale des principes défendus par Louis De Potter:

«1. Qu'est-ce que le travail?

«- C'est l'essence même de l'homme; c'est la pensée.

«2. Comment entendez-vous cela?

«- Par la pensée, l'homme rapporte tout à lui-même. Chaque acte de son intelligence est un travail d'appropriation, au moyen duquel il cherche à faire converger quelque chose à son avantage.¹

«4. Le travail crée-t-il l'objet qu'il produit?

«- Le travail qui agit comme force, n'a pour effet que du mouvement, du changement.

«5. Il lui faut donc préalablement quelque chose qu'il puisse modifier?

«- Sans doute. Il lui faut indispensablement une partie du sol ou de ce qui provient du sol.

¹ Note du copiste: Il n'y a pas de troisième question dans l'édition imprimée de l'ouvrage qui a servi de base à cette numérisation. – GS.

«6. Le sol ou ce qui provient du sol suffit-il pour qu'il puisse y avoir travail?

«- Oui, à la rigueur; mais le travail peut être facilité.

«7. Par quoi?

«- Par des instruments, des outils, des choses *utiles* pour travailler.

«8. Quelle est l'expression qui résume ces choses?

«- Le mot *capital*.

«9. D'où naît le capital?

«- C'est le produit du travail passé. Le produit du travail de toutes les générations écoulées constitue la richesse sociale.

Dans l'édition papier de 1907 apparaît à la page 97

la gravure no 47 : [Colins](#) ¹

téléchargeable sur le site web [Les Classiques des sciences sociales](#),
section Auteurs classiques : sous Louis Bertrand, député socialiste de
Bruxelles.

[Retour à la table des gravures](#)

«10. Quelle est la condition essentielle du travail?

«- Pour que le travail soit libre, tout travailleur, tout homme, doit pouvoir disposer en propre d'une portion du sol ou de quelques produits du sol pour pouvoir l'y exercer.

«11. Qu'appellez-vous *travail libre*?

«- Celui qui n'a pour motif que la volonté du travailleur même, et pour but que son bien-être.

«12. Le travailleur non libre qu'est-il alors?

«- Un esclave. Le travail dépendant suppose une intelligence qui n'a eu que l'alternative de la prostitution ou de la mort.

«13. Que rapporte le travail?

«- Un salaire.

¹ «*Histoire d'un autre socialisme: l'École colinsienne 1840-1940*» d'Ivo Rens et William Ossipow, respectivement professeurs à la Faculté de droit et au Département de science politique de l'Université de Genève, est également disponible sur le site des "[Classiques des Sciences Sociales](#)". GS.

«14. En quoi consiste le salaire?

«- Rationnellement parlant, il devrait consister dans tout le produit du travail.

«15. Est-ce comme cela que les choses sont réglées?

«- Tout au contraire.

«16. Le travail n'est donc pas libre?

«- Non, puisqu'il y a des travailleurs qui sont privés de toute participation au sol.

«17. Comment les nomme-t-on?

«- Des prolétaires.

«18. Qui est ce qui met les prolétaires en état de pouvoir travailler?

«- Les propriétaires, en leur prêtant, soit une partie du sol, soit ce qu'il faut de ses produits, et souvent, en outre, du capital pour rendre le travail plus facile et plus fécond.

«19. Gratuitement?

«- Non certes; ce serait un manque de raisonnement, mais au plus haut prix possible.

«20. Quel salaire les prolétaires retirent-ils de leur travail?

«- Leur simple alimentation réduite au plus strict nécessaire.

«21. Ne pourraient-ils pas exiger davantage?

«- Dans l'état actuel de l'organisation sociale, ils ne pourraient l'obtenir.

«22. Pourquoi cela?

«- Une fois le sol entièrement aliéné aux individus, ceux qui sont exclus du partage ne peuvent travailler qu'à la merci et pour l'utilité ou l'agrément des possesseurs de ce moyen indispensable de travail...

«23. Comment le travail sera-t-il affranchi?

«- Par l'expropriation des propriétaires individuels du sol, pour cause de nécessité sociale et moyennant indemnité.

«24. Que deviendra la propriété du sol quand elle ne sera plus individuellement aliénée?

«- Elle appartiendra par indivis à la communauté.

«25. Et celle-ci comment en disposera-t-elle?

«- Conformément à la raison; c'est-à-dire, dans le but d'en retirer le plus d'utilité possible, pour en faire jaillir le bien-être de chacun et de tous.

«26. En partagera-t-elle les fruits?

«- Ce serait absurde. Celui qui y produit des fruits doit être stimulé dans son travail par la certitude que ces fruits seront son inviolable propriété.

«27. Et à qui permettra-t-elle d'en produire?

«- À celui qui lui en offrira le prix le plus élevé. Et celui-là même aura sa part de cette rente, en sa qualité de membre de la communauté.»

D'après Colins et De Potter, aux débuts de la société, et tant qu'il y a eu du sol à la disposition de chacun, l'établissement de la propriété foncière individuelle a eu son utilité et a même été nécessaire.

Mais plus tard, la propriété privée du sol créa le paupérisme, les non-propriétaires étant obligés d vendre leur force de travail à autrui, sous peine de mourir de faim. Dès ce moment, l'appropriation collective des terres s'imposait.

Ce but, d'après Colins et De Potter, peut être atteint par les mesures suivantes:

Entrée à la propriété collective de toute succession *ab intestat*, sans héritiers directs;

Établissement d'un impôt de 25 p.c. sur toutes les successions par testament, etc.

Déclaration que le sol et les grands instruments de travail, une fois entrés à la propriété collective, sont inaliénables.

Agathon De Potter, fils de Louis De Potter et disciple, lui aussi, de Colins, a écrit à ce sujet:

«Par l'ensemble de ces dispositions, l'entrée du sol et des grands instruments de travail à la communauté demanderait un temps très long pour être effectué complètement, mais du moins cette réorganisation de la propriété ne froisserait aucun intérêt acquis, car elle n'aurait pas d'effet rétroactif.»

Le même auteur ajoute:

«Mais on conçoit facilement que si l'on tarde trop longtemps à commencer l'œuvre de la transformation sociale, il pourra se présenter telles circonstances qui obligerait à donner au plus tôt satisfaction aux exploités, et forceraient à prendre des mesures qui lèseraient gravement les propriétaires, non seulement dans leurs propriétés, mais aussi dans leur existence ¹.»

¹ AGATHON DE POTTER. Revue trimestrielle, de Bruxelles, 1861.

*
* *

Colins et De Potter ont trouvé, dans la bourgeoisie belge, plusieurs disciples fervents et dévoués qui, depuis près de quarante ans, et aujourd'hui encore, ont fait de grands sacrifices pour répandre les idées du maître.

Agathon De Potter habite Bruxelles; il a publié de nombreux écrits dans le but de faire connaître le socialisme Colinsien ou rationnel et depuis plus de trente ans il dirige la revue de cette école: *Revue du Socialisme rationnel*, qui pendant les quinze premières années a eu pour titre la *Philosophie de l'Avenir*.

C'est à Mons surtout que l'Ecole de Colins groupa et groupe encore de fidèles disciples, parmi lesquels les notaires Mangin, de Mons, et Brouez, de Wasmes, les deux fils de ce dernier, Jules et Fernand Brouez ¹, Alphonse Cappel, Putsage, Emile Van Hassel, Auguste Heinerscheid, le docteur Loin, Bourlard ², père et fils, de Mons; Octave Berger, F. Guillaume, de Bruxelles.

Les Colinsiens français et belges ont fondé récemment une *Ligue pour la nationalisation du sol*, ligue internationale qui possède une section nationale dans plusieurs pays de l'Europe.

Les principes philosophiques et métaphysiques de l'école de Colins, sa façon d'exprimer et sa manière de présenter leurs idées a nui certainement au développement de sa doctrine.

Celle-ci n'a donc touché que peu de gens et elle n'a eu aucune action sur le peuple.

César De Paepe, cependant, dans sa longue carrière de propagandiste et d'écrivain, a parlé avec bienveillance du socialisme colinsien, surtout en ce qui concerne l'appropriation collective du sol; Dans la *Rive gauche* de 1866, dans la *Tribune du Peuple* et dans le journal l'*Internationale*, il a souvent exposé cette doctrine dans ses grande lignes; tuais à part le Cercle colinsien de Mons, le socialisme dit rationnel n'a guère eu de groupe organisé en Belgique et dans la masse populaire il n'a eu aucun écho.

*
* *

Napoléon De Keyser, né à Deynze, le 6 février 1806, fils de Adrien-François De Keyser et de Marie-Catherine Saey, son épouse, publia en 1854, à Bruxelles, imprimerie J.-H. Dehou, rue de la Grande-Ile, 6, un volume de 736 pages portant le

¹ Fernand Brouez fonda, en 1884, la revue mensuelle La Société nouvelle, qui publia de nombreux articles sur la doctrine de Colins. Cette revue cessa de paraître en 1896. Depuis 1905 les Colinsiens belges publient également, à Mons, un journal hebdomadaire, La Terre.

² **ERRATA :** Page 101 du tome II. - M. Émile Bourlard (l'un des fils de feu Jules Bourlard, de Mons), que nous avons indiqué, comme disciple de l'Ecole de Colins, nous prie de constater qu'il y a là une erreur: il n'a jamais adhéré à la doctrine de Colins dans son intégralité et n'est pas, en conséquence, un disciple de son École.

titre: *Het Natuer-regt*, etc. (Le droit naturel ou la justice comme nouvelle administration de la société). L'auteur s'attribue les qualités suivantes: Géomètre et cultivateur à Sleydinghe lez-Gand.

Nous avons essayé d'avoir quelques détails sur la vie de De Keyser et avons appris qu'il publia, peu après la révolution de 1830, un journal intitulé: *L'Enfant de la Révolution*. Il fut lié d'amitié avec Jacques Kats, de 1830 à 1848, et c'est chez le beau-frère de celui-ci que De Keyser publia son volume en 1854.

À Sleydinghe, on n'a pu nous dire ce que l'auteur de *Het Natuur-regt* devint. On nous a assuré qu'il avait quitté ce village vers 1850, étant devenu pauvre, sa propriété et ses meubles ayant dû être vendus. Il était parti sans indiquer le lieu de sa nouvelle résidence et on suppose qu'il s'était rendu dans le Nord de la France, où il serait décédé. Sa femme, Julia Du Bosch, est morte à Gand, année inconnue, dit le document officiel que nous avons sous les yeux.

La préface très courte du livre de De Keyser est datée de mars 1854, mais De Paepe prétend ¹ que ce livre avait été écrit depuis longtemps.

Het Natuur-regt est un exposé complet de réorganisation sociale. Nous allons résumer très brièvement les idées de ce socialiste flamand peu connu:

«La nature, dit De Keyser, - nous résumons, bien entendu - met à la disposition de tout être qui naît, tout ce qui est nécessaire à son existence, car donner la vie sans les moyens de la conserver serait rendre la création inutile.

«Les animaux, des êtres irraisonnables pourtant, vivent tous dans l'abondance, chacun se contentant du strict nécessaire.

Les hommes, au contraire, êtres doués de raison, de jugement pour apprécier la parfaite coordination des lois de la nature, vivent dans le désordre parce qu'une minorité s'accapare de ce qui est nécessaire à l'existence de tous, excluant ainsi la grande masse de l'héritage général: la Terre.

«Cette minorité s'adjuge donc tous les avantages de la création, obligeant les autres à lui servir d'esclaves.

«Les droits de propriété terrienne sont la cause du désordre qui règne dans la société, sont la cause de toutes les misères qui pèsent sur l'humanité.

«Mais ce petit nombre de possesseurs ne pouvant à lui seul dominer la grande masse des déshérités, ce sont les prêtres qui se chargent de dominer l'esprit, la raison du peuple, pour soumettre celui-ci à la privation de ses justes droits sur les biens de la terre.

«L'homme est étonné de ce qui existe et de ce qui l'entoure; il se sent pris de respect et de reconnaissance. C'est de ces sentiments que les prêtres se servent pour faire naître en lui toutes sortes de fausses idées au sujet d'un être suprême et comme le plus puissant moyen pour faire travailler l'homme lui-même à son triste sort.

¹ **Histoire du Socialisme**, par Benoit Malon, d'après une notice fournie à l'auteur par C. De Paepe.

«C'est pourquoi le parti oppresseur a, dans tous les pays du monde, de soi-disant religions qui font croire que les criants et injustes droits de posséder des terres sont institués par Dieu; que les déshérités doivent se soumettre à ces droits et que, d'ailleurs, la misère et tout ce qu'elle entraîne est agréable à Dieu.

«Le parti oppresseur qui est le même pour tous les pays, se compose donc des grands propriétaires et des prêtres.

«Les propriétaires, pour conserver l'injuste possession de leurs terres, soutiennent les prêtres qui trompent le peuple. Les prêtres, en récompense de leur malpropre besogne, sont tolérés par les riches et peuvent satisfaire leur soif d'orgueil et de domination.

«Ces deux partis, font les Gouvernements à leur idée, lesquels changent les lois de la nature en lois de toutes sortes qui pèsent sur le peuple; chargeant celui-ci de contributions qui frappent l'indispensable à la vie et faisant des lois enchaînant sa liberté.

«Beaucoup d'hommes périssent ainsi de privations; les autres vivent dans la misère et l'ignorance, ce qui n'était pas certainement le but de la création.

«Mais la justice et la vérité n'existent pas pour rester plus longtemps bannies de la terre.

«Chaque homme étant créé avec des besoins, et la nature lui ayant donné la terre pour, en cultivant celle-ci, satisfaire ces besoins, *c'est un droit naturel que chacun ait si part de la terre.*

«Donc pour satisfaire ce droit, il faudrait:

«1° Que chaque homme ayant atteint l'âge de 25 ans, ait le pouvoir d'employer pour son existence une partie de terre pouvant aller, en Europe, jusqu'à 1 hectare 25 ares.

«2° Le restant des terres et celles appartenant à des mineurs et à d'autres qui ne travaillent pas eux-mêmes la terre, seraient louées publiquement.

«Le produit de ces dernières, comme celui des premières, seront divisées suivant les qualités, en dix classes; il sera, après paiement des dépenses de l'État, partagé en parties égales parmi tous les habitants de l'État.

«Voilà la volonté de la nature exprimée en peu de mots pour pourvoir, avec les mêmes moyens, à l'existence de tous les êtres qu'elle appelle à la vie.

«Cette première condition de la vie satisfaite, tout le monde aura la faculté de s'instruire; des institutions d'enseignement seront érigées partout et tout le monde pourra, gratuitement, acquérir une instruction supérieure, l'instruction étant la grande tâche ininterrompue de la vie.»

Continuons et résumons la pensée de l'écrivain socialiste flamand:

Les droits de la nature, les largesses de la création ainsi obtenus, chacun en particulier s'élèvera à sa dignité d'homme et une société s'établira qui sera à la hauteur de la dignité de l'homme et des vues de la création.

Etre homme sur terre, voilà le titre que chacun a à faire valoir de la part de la nature.

Mais, demanderont les possesseurs, comment peut-on être assez osé de vouloir mettre la main sur des terres que nous avons gagnées à la sueur de notre front; et puis, il y a prescription, trentenaire, crieront-ils!

D'abord, on ne peut acquérir individuellement ce qui est la propriété de tous, c'est contraire à la volonté de la nature. Puis nous savons comment ces terres ont été acquises: quelques malins se sont d'abord emparés d'une contrée; quelques-uns des brigands furent désignés pour prendre le nom de prêtres et enseigner au peuple que leur chef était envoyé de Dieu et que c'était donc par la volonté de celui-ci que leurs terres étaient confisquées et d'ailleurs pour leur plus grand bonheur; le droit de la propriété était donc d'institution divine et ceux qui osaient le contester étaient considérés comme hérétiques, et supprimés.

Le système s'est étendu et le peuple a été définitivement dépouillé de son héritage naturel: la Terre.

Las de souffrir toutes les privations et de voir sa liberté enchaînée, il a tenté quelques révolutions, mais toujours le parti des oppresseurs sut faire tourner celles-ci à son profit: il criait plus fort que le Peuple, Liberté! Liberté! et pendant ce temps mettait la muselière au Lion, lui limait les griffes et le faisait rentrer dans sa cage: le Lion était dompté et plus malheureux que jamais.

L'arrivée du Christ inquiéta les oppresseurs pendant quelque temps. Son enseignement, basé sur la solidarité humaine, se répandit rapidement et menaça leur domination. Ils essayèrent d'abord de corrompre le Christ. N'ayant pu y parvenir, ils le crucifièrent, croyant tuer avec lui son enseignement. Ils s'étaient trompés; il avait fait un trop grand nombre de disciples qui s'étaient répandus dans toutes les contrées, portant partout la bonne parole.

Mais ils ne se laissèrent point démonter. Brûlant résolument ce qu'ils avaient adoré la veille, ils se déclarèrent plus grands partisans du christianisme que le Christ lui-même. Le Peuple s'y laissa de nouveau prendre et nous savons comment ils ont dénaturé ce bel enseignement basé sur le précepte: «Aimez-vous les uns les autres».

Il y a prescription trentenaire!

Elle est vraiment d'un bon tonneau!

Comme s'il pouvait y avoir prescription pour la spoliation!

D'ailleurs, supposons un instant qu'au lieu du système actuel: «la Terre à quelques uns», celle-ci ait appartenu jusqu'ici à la collectivité et qu'une loi vienne à être votée portant:

1° Toutes les terres appartiennent à nous, législateurs, et aux hommes de notre parti;

2° La misère, l'ignorance et le travail exténuant est le lot du Peuple;

3° Pour la sanction de cette loi, des religions seront inventées qui, bien que différentes pour chaque pays, tendront toutes, au nom de Dieu et par amour du Peuple, à tenir celui-ci dans le plus bas degré d'ignorance, afin de pouvoir mieux lui faire accroire que la présente loi est la volonté d'un Dieu de justice; que tout le monde doit se soumettre à cette loi, comme à toutes celles qu'il nous plaira de faire pour priver le Peuple de sa part dans les terres et charger celui-ci de contributions qui pèseront sur ses aliments, sur sa sueur, son travail, par la milice sur son sang, de telle façon que l'ouvrier fournira ses fils qui, comme soldats, tireront sur leurs parents, sur leurs frères, quand ceux-ci, poussés par la faim, se révolteront contre cette loi.

Le parti oppresseur qui, en 1852, édicterait pareille loi, n'aurait pas la peine d'inventer une prescription qui, après 30 ans de possession, reconnaîtrait la juste propriété des biens de la terre.

On devine le parti que ferait le Peuple, qui, jusque-là, aurait joui de ses droits de la nature et qui n'aurait pas été trompé sur ces droits, au gouvernement qui édicterait une telle loi.

La possession de la terre ayant l'injustice pour origine, ne saurait être respectée comme justice.

*
* *

Les possesseurs - nous continuons à résumer *Het Natuur-regt* - demanderont aussi ce qu'il adviendra, dans la nouvelle société, de l'industrie, du commerce, de la libre concurrence.

Parlons-en, de l'industrie telle qu'elle existe aujourd'hui, où l'ouvrier est réduit aux fonctions de bête de somme, partant le matin de chez lui à 4 heures pour y rentrer le soir à 10 heures, exténué, ne ressemblant plus à un être humain, et cela pour un salaire lui permettant à peine de se nourrir d'aliments dont parfois les bêtes ne voudraient pas.

Les produits de l'industrie sont montrés, prônés, vantés aux expositions, mais on a soin de cacher la misère des producteurs.

L'industrie telle qu'elle est comprise aujourd'hui, en réduisant l'homme à l'état de machine, tue l'humanité parce qu'elle tue l'esprit.

Quant au commerce, on voit de plus en plus le petit absorbé par le grand, et les produits sont exportés des pays où l'ouvrier manque du nécessaire.

Dans l'industrie comme dans le commerce, quelques capitalistes s'enrichissent, laissant leurs ouvriers dans le plus profond dénuement.

Pour ce qui est de la libre concurrence, tout le monde sait qu'elle se fait généralement sur le dos de l'ouvrier en réduisant encore et toujours son maigre salaire.

On se demandera peut-être aussi: l'ouvrier est-il mûr pour cette réforme et celle-ci obtenue ne va-t-il pas abuser de sa nouvelle situation?

D'abord, il ne faut pas être instruit ni préparé pour manger, première condition de la vie. Ensuite, pour ce qui est d'abuser de sa situation, la nature de l'homme est essentiellement bonne, le peuple l'a montré après la révolution de 1848: lors qu'il était maître, il s'est montré parfaitement clément.

D'ailleurs, tout le monde ayant son nécessaire, à qui le peuple pourrait-il encore s'attaquer?

D'aucuns, les moins mal intentionnés, préconisent l'intervention des gouvernements pour arriver par étapes aux réformes désirées.

Il n'y a pas à avoir confiance dans les gouvernements, c'est le parti oppresseur qui les nomme.

Et puis, quelles seraient ces étapes? Suffrage universel, Instruction obligatoire?

Mais dans la société actuelle, le suffrage universel serait une arme contre l'ouvrier, qui se trouve sous la domination du possesseur, du bon vouloir duquel sa maigre pitance dépend.

L'instruction obligatoire? jamais on ne l'obtiendra, l'ignorance étant le plus puissant levier de la domination capitaliste.

Alors quoi?

Le remède doit être cherché dans la nature même de l'homme.

«C'est la solidarité entre les hommes qui fera disparaître la société actuelle pour faire place à une société où tout le monde jouira du maximum de bonheur, conformément à la volonté de la nature.»

Puis l'auteur décrit quelle doit être l'organisation de la société nouvelle, basée sur la loi de la nature, et il entre à ce sujet dans des détails infinis.

La Terre, dit-il, serait divisée en États, provinces, districts, communes et sections de communes, ayant chacune la même superficie. Il serait formé des États-généraux de dix à quinze États réunis et ces derniers formeraient ensemble l'État du monde, à qui reviendrait l'administration supérieure de la société.

Chaque commune serait administrée par un Conseil composé de 25 membres élus. Les cinq personnes qui auraient eu le plus de voix après les 25 membres élus, seraient adjoints au Conseil, avec voix consultative, afin d'y représenter la minorité.

Tous les citoyens âgés de 25 ans seraient électeurs.

L'administration communale a pour devoir d'assurer par des soins paternels, à tout habitant de la commune, la jouissance de ses droits naturels:

«1° Le droit de vote;

«2° À tous ceux qui le désirent, l'usage de leur partie de terre;

«3° À chacun la part dans les produits généraux de l'État;

«4° À chacun les moyens d'acquérir l'instruction à tous les degrés; à cette fin prendre à cour le choix de professeurs actifs et capables;

«5° La garantie à chacun de la liberté qui ne peut être limitée que par l'abus.»

Voici comment N. De Keyser établit l'organisation de la propriété foncière:

«Chaque habitant, à l'âge de 25 ans, a droit à une partie de terre, par voie du tirage au sort. Les terres sont divisées en trois catégories:

«1re catégorie: de 1 hectare 25 ares

«2e catégorie de 50 ares;

«3e catégorie de 5 ares.

Dans l'édition papier de 1907 apparaît à la page 109

la gravure no 48 : [Émile de Laveleye](#)

téléchargeable sur le site web [Les Classiques des sciences sociales](#), section Auteurs classiques : sous Louis Bertrand, député socialiste de Bruxelles.

[Retour à la table des gravures](#)

«Celui qui n'accepte pas la terre qui lui sera échue par le sort, ne pourra se présenter à un autre tirage qu'après un délai de quatre ans. Aucun échange de terre n'est autorisé sans l'avis exprès de l'administration.

«L'État peut, de son côté, exploiter ses terres pour son usage.

«L'usage de la parcelle de terre est acquise pour la vie.

«À la mort de l'un des époux, il échoit au survivant et au décès de celui-ci à l'un des enfants d'après un tirage au sort.

«Sur chaque parcelle de terre, l'État construira une maison, dont celui qui a l'usage de la parcelle aura la jouissance moyennant les frais d'entretien.»

Mais cette division du sol en lots n'implique pas un retour à la propriété individuelle, car en échange le cultivateur aurait à payer une rente à la commune, en proportion des lots qu'il occupe et, après sa mort ou sa retraite, la terre reviendra de droit à la commune qui en disposera en faveur d'un autre citoyen, qui la cultivera à son tour, dans les mêmes conditions.

Tous les ans, les communes dressent le tableau de leurs habitants ainsi que des produits de leurs terres. Elles envoient ce tableau à l'administration du district, laquelle fait les mêmes opérations pour la province, laquelle fait à son tour la même chose pour l'État.

L'administration de l'État, après déduction des frais généraux, établit la part de chaque habitant dans les produits de la terre.

Chaque habitant et les parents pour leurs enfants mineurs jusqu'à leur entrée à la pension d'État, reçoit ce qui lui revient, tous les trimestres, chez le receveur de la commune.

De Keyser préconise en outre la suppression de la diplomatie et des barrières douanières, proclamant le libre échange absolu des produits.

Il supprime le service militaire et le remplace par ce qu'il appelle une Pension d'État, qu'il établit comme suit:

«Au lieu de préparer l'homme à l'exercice de la tuerie et de la dévastation, la nouvelle société prend les jeunes gens sous sa protection pour faire leur éducation.

«Ils entrent en pension d'État: l'homme de 17 à 25 ans, la femme de 15 à 21 ans.

«Les deux sexes emploient une moitié de la journée à l'étude des hautes sciences; l'autre moitié à des exercices corporels et à des travaux utiles pour l'État.

«Les travaux à exécuter par les pensionnaires de l'État consisteront en:

«1° La construction des maisons pour les habitants;

«2° Le travail des mines;

«3° La navigation pour chercher les objets indispensables;

«4° Le défrichement des terres, la construction de nouvelles routes, canaux, etc.;

«5° Pour les deux sexes, le service dans les établissements tels que les hôpitaux, hospices, etc.;

«6° Pour les femmes la couture, la préparation des aliments pour la pension d'État, et des travaux de culture en rapport avec leurs facultés.»

Le réformateur supprime également les tribunaux.

«Pas de lois écrites, dit-il, la justice sera l'unique loi. Tout acte contraire à la justice sera qualifié délit.

«Les jugements seront rendus par le Conseil communal assisté de 75 habitants de la commune à désigner par le sort.

«Justice rapide et gratuite.

«La punition consistera dans l'isolement du coupable; on lui montrera constamment le côté abject du délit.

«La nouvelle société étant basée sur la solidarité et tout le monde ayant le nécessaire pour vivre, il n'y aura plus ni de vols ni de crimes.

«Quant à la monnaie, elle sera en cuivre jusqu'à la valeur de fr. 0.50; le reste en papier.

«Chacun recevra, à sa majorité, sa part dans le capital à mettre en circulation.

«Il est défendu de posséder de l'or ou de l'argent.

«L'or et l'argent devront rentrer à l'État pour servir à la confection d'objets d'utilité publique.»

Concernant l'héritage, voici comment il s'exprime; nous résumons toujours, bien entendu:

La nouvelle société ne reconnaît pas le droit à l'héritage, ne reconnaissant à personne le droit de vivre qu'avec le fruit de son travail propre, personnel.

Tout le monde doit travailler.

On travaillera alternativement et à tour de rôle intellectuellement et manuellement, sinon les uns s'instruisent au détriment des autres et la science n'a rien à y gagner, par conséquent ce n'est plus au profit de la collectivité.

Le travail sera agréable, parce qu'il y aura diversion. D'ailleurs le travail est toujours agréable, mais ce qui ne le fait pas toujours aimer, c'est la passion de s'y soustraire parce qu'il y en a qui ne travaillent pas.

Il n'y aura plus de domestiques, car se louer comme domestique, c'est aliéner sa liberté, donc faire une chose contraire à la volonté du créateur.

Dans le chapitre *l'Industrie, le Commerce, les Associations coopératives*, De Keyser développe que «les moyens d'existence étant assurés à l'homme par la terre, celui-ci sera complètement indépendant. Cette indépendance lui donnera la complète liberté, laquelle lui sera d'ailleurs nécessaire pour pouvoir être responsable de ses actes.

Mais l'homme est né avec des dispositions spéciales d'esprit et de cœur. Ces dispositions, pour répondre au but pour lequel il a été créé, ont besoin de s'exercer et de s'étendre. Cet exercice et cette extension ne peuvent s'obtenir que par les relations des hommes entre eux, donc par l'association.

Ce sont des associations qui s'occuperont de l'industrie et du commerce, qui seront libres, c'est-à-dire que l'État ne pourra s'en occuper.

Ces associations coopératives, où toutes les facultés des associés se réuniront et tendront au même but, donneront des résultats merveilleux.

L'ouvrier au lieu d'être employé comme bête de somme, exécutera tour à tour toutes les parties du travail, et par l'instruction, l'esprit d'initiative, fera des découvertes dont la collectivité profitera.

L'industrie sera prise à cœur autant pour la science que pour les produits.

L'exécution du travail en commun amènera la juste et équitable répartition du produit du travail.

Ces associations n'existeront pas seulement pour le travail en commun, mais aussi pour réunir les capitaux nécessaires à l'industrie.

À la fin de sa pension d'État, chaque homme, outre sa ferme d'État, recevra une somme de 1,000 francs pour entrer dans la société.

L'argent étant déjà le fruit du travail, ne saura gagner de l'intérêt.

L'argent ne peut servir que pour être échangé contre les produits du travail.

*
* *

En résumé, Napoléon De Keyser estimait que c'est dans la socialisation de la terre que l'humanité trouvera sa délivrance, mettra fin à la misère et trouvera le vrai bonheur. L'existence de l'homme sera assurée par l'agriculture et les bénéfices qu'il réalisera dans l'industrie organisée coopérativement, lui donnera un supplément de bien-être.

Appréciant l'œuvre de De Keyser, César De Paepe, dans une note communiquée à Benoît Malon pour son *Histoire du Socialisme*, écrit ce qui suit:

«Le livre de De Keyser, malgré ses défauts de formes, acquiert une grande valeur si l'on tient compte du milieu d'où il est sorti et de l'époque où il fut conçu. Il est le seul exposé complet du socialisme qui ait paru dans les Flandres, et il est l'œuvre d'un homme du peuple, et qui plus est, d'un paysan. Publié seulement en 1854, il avait été écrit depuis longtemps par son auteur, dont il était en quelque sorte le testament politique et social. Il est encore peu compris, même parmi les socialistes flamands d'aujourd'hui, qui se sont bien plus inspirés des idées des socialistes allemands que de celles de leur compatriote. Quoi qu'il en soit, nous croyons que l'on peut à bon droit, considérer de Keyser comme un des précurseurs du collectivisme moderne. Comme trois autres des théoriciens socialistes de la Belgique, comme Colins, comme de Potter et comme Adolphe Bartels, il offre ce signe caractéristique, qu'il veut la propriété collective de certaines richesses, notamment du sol. De Keyser, tout en ne voulant pas du communisme dans le sens de la communauté de tous les biens

(instruments et produits), se distingue nettement de Bartels, Colins et de Potter, en ce qu'il veut la Commune propriétaire du sol et fait partir d'elle tout le mouvement qui doit transformer la société. Ce paysan communaliste et collectiviste, que l'on vit surgir tout d'un coup au milieu de la misérable population des Flandres, il y a un quart de siècle ¹, nous paraît un phénomène curieux et aussi intéressant qu'inattendu.»

*
* *

François Huet, qui fut professeur à l'Université de Gand de 1846 à 1850, a exercé une certaine influence en Belgique, par son enseignement. Il peut être considéré comme un des précurseurs les plus autorisés de la démocratie chrétienne en Belgique. Parmi ses élèves, il y en eut tout au moins un qui acquit une grande célébrité, nous voulons parler d'Émile de Laveleye.

Huet réunissait toutes les semaines ses amis et ses élèves et se livrait avec eux à des recherches, des études et des discussions d'ordre moral, économique et social.

Dans son volume *Types et Silhouettes*, Louis Hymans fait de lui le portrait suivant:

«Huet était français, un petit homme grêle et grêlé, presque imberbe, avec des petits yeux gris, un front énorme et un mince filet de voix qui vibrait en rendant des sons métalliques. Il n'y avait rien de séduisant dans sa personne, mais quand on s'était donné la peine de le connaître et de l'apprécier, on découvrait en lui un charme et une fascination qui venaient tout entiers de son éloquence et de sa probité.

«Il parlait comme un apôtre et vivait comme un cénobite. Vers la fin de son séjour à Gand, il épousa une femme d'un esprit distingué, française comme lui, et qui avait fait l'éducation des filles de M. le comte de Kerchove. Tous ceux qui ont connu Mme la baronne de Crombrughe, sa plus brillante élève, ont pu juger du mérite de l'institutrice.

«Huet professait une philosophie éminemment spiritualiste et libérale. Imbu des idées de Bordas Demoulin, il défendait la tradition cartésienne, gallicane et janséniste.

«Ses élèves l'ont continuée après lui et ont figuré dans les rangs du libéralisme gouvernemental. Quand je l'ai vu pour la première fois, en 1843, il n'avait que vingt-huit ans et n'était connu que par les succès qu'il avait remportés au concours général des lycées de France.

«Je l'ai retrouvé, en 1864, à Paris, où il termina sa carrière. Il était installé avec sa femme au second étage d'une maison de la rue d'Enfer, en face du Luxembourg, dont le troisième étage était habité par Proudhon, et il avait chez lui comme pensionnaire un beau petit garçon de dix ans, qui n'était autre que le prince Milan Obrenovitch, appelé depuis au trône de Serbie.

¹ De Paepe écrivit ces lignes vers 1878.

«François Huet est mort en 1869, et ses anciens élèves de Belgique ont contribué à lui faire ériger un monument au cimetière de Montmartre.

«Bien qu'il eût quitté notre pays depuis vingt ans, son souvenir était resté vivant dans le cœur de tous ceux qui l'avaient connu.»

La doctrine professée par Huet fut surtout précisée dans le *Règne social du Christianisme*, un livre qui fut publié à Paris, en 1853, et qui fut très répandu en Belgique.

On peut résumer cette doctrine comme suit:

Le Christ n'a pas seulement voulu fonder un royaume supra-terrestre. En prêchant la fraternité des hommes, son intention comportait nécessairement la création d'une société humaine, basée sur l'amour et la liberté. Huet croyait que le socialisme réalise toutes les aspirations chrétiennes, car, disait-il, cette doctrine constitue une transaction entre l'individualisme égoïste et le communisme anarchique inorganique. Le royaume de Dieu ne peut-être une réunion d'individus sans attache et sans lien: l'affection doit unir tous les êtres, et de ce sentiment découle l'idée de famille.

Mais la société n'est pas seulement une communion spirituelle. Elle doit avoir également une base économique, qui ne peut être autre chose que collective. Tout être humain a droit à sa personnalité et aux biens de la nature. Ceux-ci déterminent celle-là. La possession de biens terrestres assure à l'individu la liberté, et la liberté permet à l'homme de développer sa personnalité. Tout être humain peut donc prétendre, comme membre de la société, à des «avances naturelles», et comme individu, comme producteur, à des «avances acquises»

F. Huet distingue donc nettement entre les «biens patrimoniaux» et les «biens qui sont le fruit de l'activité personnelle.» Les premiers, toujours d'après Huet, doivent retourner à la collectivité après la mort de l'usufruitier. Les seconds forment la propriété absolue et complète de l'individu, qui en dispose au profit de parents et d'amis. Mais la transmission ne peut se faire plus d'une fois, et après ce premier usufruit testamentaire, les biens de jouissance retournent au patrimoine collectif.

Toute génération nouvelle aura ainsi à sa disposition une propriété héréditaire commune, qui lui permettra de suivre librement sa vocation. Par là Huet prétend unir l'individu à la collectivité, sans supprimer les ressorts individualistes de l'activité humaine. Grâce au patrimoine collectif, il existera une véritable assurance mutuelle de tous les êtres humains, et l'enfant du pauvre ne naîtra plus dénué sur la terre nue.

Pour arriver à l'établissement d'un pareil régime, il importe de préparer une période transitoire, qui sera caractérisée par le prélèvement d'un fort impôt progressif sur les successions. Ces recettes serviront à développer l'instruction et à rendre le prolétariat maître de ses instruments de travail. Alors, le «laissez faire» et le «laissez passer» de la bourgeoisie industrielle ne sera plus à craindre, car le règne social du christianisme aura commencé, les doctrines du *Sermon de la Montagne* gouverneront le monde.

Huet dut quitter l'Université de Gand en 1850. On l'avait accusé, auprès de Charles Rogier, ministre de l'intérieur, de républicanisme avancé et M. Discailles,

dans son livre sur Charles Rogier¹, dit que ce fut sur les instances de Léopold 1^{er}, priant Rogier de «rendre M. Huet à son pays», que celui-ci donna sa démission et rentra en France².

Détail curieux, à Paris, François Huet devint le précepteur du roi Milan de Serbie.

*
* *

Emile de Laveleye, bien qu'il fût professeur d'économie politique à l'Université de l'État à Liège, bien qu'il fût membre de l'Académie de Belgique, ami du roi Léopold II, qui le créa baron, a sa place marquée dans ce chapitre consacré au mouvement des idées socialistes en Belgique.

Disciple de François Huet, Émile de Laveleye s'est senti toute sa vie de son enseignement.

Dès 1847, dans un article publié dans la revue *La Flandre libérale*, il s'affirma l'adversaire du régime social existant, combattant la théorie manchestérienne du laisser faire, laisser passer et préconisant une meilleure organisation du travail dans le but de mettre fin à la misère et aux souffrances imméritées des classes laborieuses.

L'œuvre d'Émile de Laveleye est considérable. Son biographe, M. Ernest Mahaim³ estime que ses ouvrages, au nombre de trois cents, formeraient ensemble au moins cinquante volumes in-octavo.

Au point de vue social, ses deux principaux ouvrages sont le *Socialisme contemporain* et la *Propriété et ses formes primitives*, qui parurent d'abord tous deux sous forme d'articles dans la *Revue des deux mondes* et furent traduits dans plusieurs langues.

Ces deux ouvrages sont trop connus pour que nous les résumions ici. Ils ont été lus par l'élite de la bourgeoisie, car c'est surtout par la lecture du *Socialisme contemporain* que la plupart des bourgeois ont appris à connaître les doctrines socialistes, ce qui certainement n'est pas suffisant.

En 1849, de Laveleye était nettement socialiste. Il le déclare dans une lettre adressée à un de ses amis de Paris⁴. «Ma mère, dit-il, est désespérée de me voir *socialisé*; quant à moi, je voudrais venir vivre à Paris, vivre de pain et d'eau et travailler sous Proudhon, c'est l'avenir cela!»

Dans cette même lettre il écrit encore:

¹ Charles Rogier, par E. Discaillies, tome III, chap. IV.

² Dans ses *Études sur les théories économiques qui dominèrent en Belgique de 1830 à 1886* (Louvain, Ch. Peeters, 1904.) M. P. Michotte consacre quelques pages à F. Huet et à son élève et disciple d'Émile de Laveleye.

³ Revue d'Économie politique, 1892.

⁴ Voir dans la Bibliothèque Gilon, de Verviers Emile de Laveleye, Lettres et Souvenirs, 1894.

«Je suis devenu socialiste, non par originalité, ce n'est plus de mon âge, non par sympathie pour le peuple, je ne le connais pas: il me répugne, dans ce que j'en ai vu; mais par l'entraînement naturel qu'exerce une notion vraie sur une intelligence libre. L'idée d'égalité m'a paru une loi suprême qui peu à peu se réalise - j'en ai déduit la notion que l'existence du prolétariat m'a semblé violer. - La vue de l'injustice m'a imposé la loi de travailler à l'abolir. - Elle ne disparaîtra pas de si tôt, je le sais. - Disparaîtra-t-elle jamais, je l'ignore? - mais cela importe peu, mon devoir est de saisir la loi suprême et d'étudier par quelles réformes successives il est donné aux gouvernements de se conformer peu à peu au principe du droit que notre raison conçoit...»

Puis vient ce post-scriptum curieux:

«P.S. Eh bien as-tu lu Proudhon? Voilà un homme sérieux. C'est le seul que vous ayez en France. Quand on a lu ce gaillard-là, tout le reste vous paraît bien mesquin. Quel effet a produit le livre de Thiers? (il s'agissait sans doute du livre sur la Propriété). Je l'ai lu. C'est gentiment improvisé, mais il n'a pas saisi la question. Tout le côté économique lui a échappé; il n'y a vu que le point minime, le point de vue administratif. Contre le communisme, c'est très fort; mais il ne s'agit pas de cela! Qui donc est communiste après quinze jours d'étude? Qui est-ce qui nie que les fruits du travail sont au producteur? C'est précisément le contraire que lui soutient et qu'il fallait expliquer. L'oisiveté est contre nature. Pour vivre, il faut travailler. Par quel étrange renversement celui qui ne fait rien consomme-t-il le plus? Voilà le problème. Il n'a vu dans le socialisme que le rêve hardi de quelques hommes, il fallait y reconnaître le développement du principe égalitaire posé en 89 et qui, combiné avec la notion de l'industrie, fait le fond de votre situation. Les utopies renversées, reste le principe, l'idée. Vous êtes trop près pour juger de tout cela; la fumée des barricades vous aveugle!»

De Laveleye, malgré le milieu dans lequel il vécut, malgré ses goûts même, resta toujours sympathique au socialisme. Pour écrire son ouvrage *Le Socialisme contemporain*, il consulta plusieurs fois César De Paepe qui lui prêta une centaine de volumes! Mais il fut toujours très objectif, dans ses écrits, se bornant à exposer les idées et les faits, sans trop se prononcer ni dans un sens ni dans un autre, et c'est ainsi que ses principaux travaux parurent d'abord sous forme d'articles dans des revues souvent très conservatrices, telle la *Revue des Deux Mondes*.

De Laveleye mourut le 2 janvier 1892, à Doyon, province de Namur, à l'âge de 70 ans.

*

* *

Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique depuis 1830.
Tome II (1907)

Troisième partie : De 1850 à la Chute de l'Internationale (1874)

Chapitre VI

Le mouvement ouvrier, démocratique et socialiste de 1850 1864

Les démocrates découragés et dispersés. - Coopératives de production. - Associations ouvrières de secours mutuels.- Les sociétés de consommation. - La «Fraternelle» en 1852. - Fondation de «L'affranchissement» et des «Solidaires». - Premiers enterrements civils. - Premières candidatures ouvrières en 1857. - En 1860 on fonde l'association «Le peuple» à Bruxelles. - Propagande en province. - Grèves à Gand, au Borinage et à Bruxelles. - Troubles. Arrestations et condamnations. - Mouvement contre la loi des Prud'hommes, pour le suffrage universel et l'abolition de la conscription militaire. - Renaissance du mouvement démocratique.

[Retour à la table des matières](#)

Il semblait, en voyant l'enthousiasme qui entraînait l'élite de la bourgeoisie et de la classe ouvrière après le 24 février, que le mouvement démocratique belge allait entrer enfin dans une phase décisive et se constituer définitivement. Il y eut alors un entraînement vraiment irrésistible. On créait des associations démocratiques, des sociétés ouvrières, dans toutes les villes du pays. Personne ne pouvait se douter alors qu'un jour prochain toute cette organisation tomberait comme un château de cartes.

Il en fut cependant ainsi.

La révolution du 24 février avait trouvé le peuple parisien plein de foi et d'enthousiasme, mais sans aucune organisation, sans cadres, sans vue d'ensemble. Il en résulta que cette révolution fut accaparée par les politiciens bourgeois, démocrates et

républicains formalistes. L'instinct conservateur des bourgeois et des paysans reprit bientôt le dessus et le beau mouvement de 1848 fut peu à peu réduit à sa plus simple expression et une fois de plus la réaction triompha à nouveau.

En Belgique, on ressentit le contre-coup des événements qui se produisaient à Paris. Les échauffourées de Quiévrain et de Risquons-Tout avaient nui au mouvement démocratique; ces faits ayant été exploités par le pouvoir contre les démocrates et les socialistes, par l'invention d'un complot qui permit à M. le procureur-général de Bavay de compromettre et de faire condamner les démocrates et les républicains les plus décidés, les plus énergiques.

En 1849, cependant, l'organisation démocratique-socialiste se poursuivait. La presse était nombreuse et vivante. La propagande devenait active. De nombreux banquets populaires réunissaient des milliers de personnes. Les menées des policiers provocateurs au banquet du *Prado*, la complicité du parquet qui laissa ces méfaits impunis, qui, au lieu de donner suite à la plainte des démocrates brutalisés par les bandes soudoyées, inventa un nouveau complot et fit condamner à mort de nouvelles victimes de la haine gouvernementale et policière.

Il devenait compromettant de se dire démocrate, républicain ou socialiste, dans cette Belgique tant vantée, où l'on disait que:

*La liberté, pour faire le tour du monde
N'a pas besoin, de passer par chez nous!*

Ce qui était d'une belle hypocrisie!

Dans l'édition papier de 1907 apparaît à la page 121

la gravure no 49 : [L'imprimeur Verteneuil](#)

téléchargeable sur le site web [Les Classiques des sciences sociales](#),
section Auteurs classiques : sous Louis Bertrand, député socialiste de
Bruxelles.

[Retour à la table des gravures](#)

Les démocrates socialistes furent donc vaincus et le mouvement qui donnait tant d'espérance au point de vue du progrès social et de l'amélioration de la condition des travailleurs, périlait rapidement.

Les principaux organes socialistes disparurent l'un après l'autre. Le *Débat social* de Bruxelles, nous l'avons vu, cessa de paraître le novembre 1849. À Liège, dans cette même année, on vit les trois feuilles démocrates socialistes disparaître à tour de rôle: *Le Travailleur*, le 27 mai, *L'Ouvrier* en juillet et *Le Peuple* en décembre 1849.

Les journaux succombant faute d'un nombre suffisant de lecteurs, que pouvaient faire les associations démocratiques! Elles furent désertées et moururent elles aussi.

Nous avons rappelé ailleurs ¹ comment, en 1849 et 1850, se constituèrent à Bruxelles, à Liège et à Gand des associations coopératives de production d'ouvriers tailleurs, de cordonniers, de cigariers, d'imprimeurs, de menuisiers, etc. En 1852, il s'en constitua encore, mais la plupart n'eurent pas la vie longue, sauf l'*Alliance typographique* qui existe encore aujourd'hui.

Il y eut aussi, après 1848, un assez grand nombre de sociétés ouvrières de secours mutuels, organisées par profession. C'est ainsi qu'en novembre 1850, lors de la fondation à Bruxelles d'une association de consommation, on voit figurer, parmi les membres du Conseil d'administration de cette société, des ouvriers qui se disent membres de l'association des ouvriers tailleurs; d'autres de celle des typographes, des cordonniers, des marbriers, des cigariers, des mécaniciens, des selliers, des menuisiers, etc. Ces associations ouvrières ne pouvaient avoir d'autre but que le secours mutuel en cas de maladie, attendu que la loi interdisait les coalitions dans le but d'améliorer les conditions du travail.

En 1852, la société *La Fraternelle* de Bruxelles, fondée au lendemain de 1848, existait encore. Cette société avait pour but la propagation des principes démocratiques et socialistes. Parmi ses membres figuraient Gérard Mathieu, mort en décembre 1852, Coulon, Pellerin, Brismée et d'autres.

Mais après 1853, on n'entend plus parler de cette association.

Dans l'ordre chronologique, l'organisation démocratique et ouvrière revêtit en Belgique, après le 24 février 1848, les formes suivantes:

D'abord, des associations démocratiques, républicaines et socialistes, faisant la propagande, réclamant le suffrage universel et des réformes d'ordre politique.

Ensuite, à l'instar de ce qui se faisait à Paris, après la propagande pour l'organisation du travail, on vit se constituer ici des ateliers de production, composés d'ouvriers associés. Puis vinrent les sociétés de secours mutuels, ayant pour objet de soutenir leurs membres en cas de malheur, pour qu'ils ne soient pas obligés, pour avoir des secours, de s'adresser aux administrations charitables.

Enfin, parmi les membres de ces sociétés ouvrières, on prit l'initiative d'organiser des associations de consommation pour l'achat à bon marché de denrées alimentaires.

Malheureusement, ce mouvement, cet effort de la classe ouvrière manqua de consistance et, en peu de temps, les plus vaillants se sentirent découragés, abattus et ces groupes succombèrent l'un après l'autre.

Les promoteurs de ce mouvement d'émancipation s'étaient imaginé sans doute d'obtenir des résultats considérables en quelques semaines. Ils furent vite désillusionnés et manquant de persévérance, ils abandonnèrent la lutte.

¹ Histoire de la Coopération en Belgique. Tome I, page 203 et suivantes.

En 1854, l'organisation démocratique prit une autre direction par la fondation, le 21 août, de la société l'*Affranchissement*, qui poursuivait un double but: faire la guerre aux préjugés religieux et soustraire ses membres décédés aux cérémonies du culte.

À cette époque, le clergé catholique avait exclusivement la police des cimetières et était le dépositaire du matériel servant aux inhumations. Les enterrements civils étaient fort rares alors et le clergé employait tous les moyens pour y faire obstacle: violation de domicile, administration forcée des derniers sacrements, *coin* dit des *chiens* pour *enfouir* les libres penseurs, etc., rien ne lui répugnait pour exercer sa pression en toutes circonstances.

En 1852, un réfugié français nommé Dubief, avait déclaré vouloir être enterré sans le concours d'aucun culte. À sa mort, ses amis s'adressèrent aux détenteurs du matériel des inhumations qui le refusèrent formellement. L'heure annoncée pour le départ étant sonnée, la bière fut placée sur deux bâtons et les amis de Dubief purent rendre à ses restes les derniers devoirs ¹.

Plusieurs fois de suite, en 1852, 1853 et 1854, à la mort de Colin, de Janssens, de Gérard Mathieu ², de Pierre Delmotte et d'autres, les mêmes difficultés se produisirent refus de céder le matériel nécessaire aux enterrements, pression sur la famille, coin des réprouvés aux cimetières.

C'est alors qu'un groupe de démocrates et de libres penseurs décidèrent de ne plus s'exposer à la malveillance du clergé, en fondant une association qui leur permettrait de procéder, sans tracasserie aucune, aux funérailles de ceux qui ne voulaient pas passer par l'église. La société prit le nom de l'*Affranchissement*. Ses principaux fondateurs furent N. Coulon, D. Brismée, J. Pellerin, A. Bataille, S. Staage, Kevels, etc.

L'*Affranchissement* eut successivement son local aux établissements le *Pot Carré*, rue de la Fourche, à la *Bécasse*, rue au Lait et à la *Carpe*, marché aux Pommes-de-Terre.

En tête de ses statuts se trouvait la déclaration suivante, que nous tenons à reproduire comme un vrai document historique:

«Les discussions philosophiques et les découvertes de la science moderne ont dissipé les ténèbres qui trop longtemps obscurcirent l'esprit humain.

«Les religions, sapées par le progrès des idées, perdent peu à peu leur influence dans le monde.

«Les castes privilégiées, ébranlées dans leur domination séculaire, s'efforcent en vain d'entraver le développement de la raison; il ne leur reste plus d'autres appuis, pour maintenir leur autorité chancelante, que la force brutale et l'ignorance.

«C'est à la fédération des peuples et à la vulgarisation des sciences positives à faire disparaître les derniers vestiges des superstitions et des tyrannies du passé.

¹ Historique des sociétés rationalistes de la Belgique, par la société l'*Affranchissement*. Bruxelles, imprimerie D. Brismée, 1879.

² Écrivain socialiste qui fut rédacteur au *Débat social* et publia une brochure dont nous avons parlé: *Un Mot à Tous*.

«La société l'*Affranchissement* a pour mission d'accélérer, autant que possible, l'avènement de l'émancipation morale et matérielle de l'homme.

«Pour l'émancipation morale: Elle estime que l'étude des sciences naturelles, combinée avec l'enseignement professionnel, pourra, dans une large mesure, contribuer à former des citoyens libres et dignes.

«Pour l'émancipation matérielle: Elle admet que le travail seul a droit au bien-être; par conséquent, les Affranchis luttent sans cesse pour la conquête des droits jusqu'à présent méconnus du travailleur, afin de hâter l'avènement de la rénovation sociale.

«Enfin, voulant que les citoyens consacrent les principes de toute leur vie par une mort digne d'hommes libres, la société l'*Affranchissement* organise les enterrements civils de ses membres et de ses adhérents, montrant ainsi aux masses, qu'en secouant le joug des préjugés, on peut être accompagné honorablement par ses frères, les libres penseurs, jusqu'au champ du repos.»

Cette société acheta un matériel d'inhumation civiles, drap mortuaire, etc.

Mais le clergé continua la lutte en défendant ses privilèges. Au mois d'août 1856, la citoyenne Staatge étant malade, un prêtre accompagné de deux agents de police vint au domicile de la moribonde pour lui administrer de force les sacrements! La femme Staatge mourut et fut enterrée par les soins de l'*Affranchissement*. Mais lorsque le cortège arriva au cimetière, le fossoyeur était absent et les portes closes. Deux heures plus tard, impatientés, on décida de porter le corps chez le Bourgmestre de Bruxelles lorsque le fossoyeur consentit enfin à livrer l'entrée du cimetière.

Des scènes identiques se produisirent bien souvent encore et ce pendant des années. Un jour, le 14 mars 1859, à l'enterrement de Victor Crespín, le cortège funèbre, arrivé au cimetière, trouva encore la porte fermée. Après une attente qui dura de cinq jusqu'à neuf heures, la foule, furieuse de l'attitude du fossoyeur et de l'autorité, renversa les grilles et pénétra de force dans le champ du repos.

Ce scandale produisit son effet: l'autorité communale fut enfin émue et elle intervint. Elle révoqua le fossoyeur, fit rembourser les 22 francs que s'était fait payer le clergé pour ne rien faire, et décida que désormais un employé communal accompagnerait les enterrements civils pour faire respecter la loi.

Ce ne fut qu'une dizaine d'années plus tard que les administrations communales se chargèrent elles-mêmes du service des funérailles, en achetant le matériel nécessaire à ces cérémonies et en fournissant un personnel spécial, mettant ainsi fin au privilège de l'Église d'enterrer les morts.

En 1857, à la suite d'un différend ayant surgi au sein de l'*Affranchissement*, au sujet d'un projet de mutualité à créer entre les membres, en cas de maladie, une scission se produisit.

Les scissionnaires fondèrent une société ayant le même but et qui prit le titre: *Les Solidaires* et dont le premier comité fut composé comme suit: Ch. Verbeek, B. Loriaux, P. Restiaux, G. Brasseur, J.-B. Clément, Ed. Delparte, C. Mitchell, L. Luytgaerens et D. Brismée, secrétaire.

Au début, lors de la constitution d'un comité provisoire, Louis Labarre, C. Delcroix, C. Forest et C. Witterwulghé en faisaient partie.

*
* *

À la suite des émeutes de 1857 contre la loi des couvents, les Chambres furent dissoutes. De nouvelles élections eurent lieu le 10 décembre et c'est à cette occasion que quelques ouvriers socialistes, membres de l'*Affranchissement*, résolurent de proposer au corps électoral censitaire, quelques candidatures ouvrières.

Nicolas Coulon refusa d'être candidat à cette occasion, ne prenant pas, disait-il, cette manifestation au sérieux.

Pour lancer l'idée des candidatures ouvrières, un groupe nouveau avait été fondé sous le titre de *Société électorale des ouvriers de Bruxelles*.

L'idée de poser devant le corps électoral censitaire le principe des candidatures ouvrières était venue de Jean Pellerin. Trois candidats furent présentés: J. Pellerin, bottier; Bortinkx, cordonnier et S. Staatge, menuisier. À cette liste de trois ouvriers, on ajouta trois noms bien connus: Louis De Potter, ancien membre du gouvernement provisoire de 1830, Alexandre Gendebien et Lucien Jottrand.

Cette liste, est-il besoin de le dire, n'avait aucune chance de triompher, d'autant plus que le *Prolétaire* de Coulon recommandait l'abstention; le *Drapeau*, de son côté, déclarait que l'élection du 10 décembre devait se faire avant tout contre les cléricaux:

«Pour ceux de nos amis qui jouissent de leurs droits de citoyen, disait ce dernier journal, il n'y a aujourd'hui qu'un principe en jeu: l'anéantissement du catholicisme et l'élimination de ceux qui le représentent dans la législature...

«Ce qui importe en ce moment, c'est que le règne du catholicisme soit terminé. Après quoi, les jours du libéralisme aussi sont comptés. Du plus ou du moins d'obstacles qu'il opposera à la marche de l'esprit démocratique, dépend l'heure de sa propre fin plus ou moins prochaine. Il tombera, lorsqu'il aura fourni sa carrière de progrès ou de résistance. Il a le présent, comme le catholicisme a eu le passé.

«À la seule démocratie appartient l'avenir. Renversons le catholicisme.»

Le *National*, lui aussi, prêchait l'union avec les libéraux.

Le résultat des élections fut favorable aux candidats de l'association libérale. Quant aux candidats ouvriers et démocrates, ils réunirent un chiffre de voix dérisoire!

*
* *

Au mois de mai 1859 se constitua, à Bruxelles, une nouvelle société démocratique, sous le nom de *Cercle Fraternel*. D'après ses statuts, cette association avait pour but «la recherche, la défense et le triomphe de la vérité sociale, par le libre examen des idées.»

La profession de foi que tout nouveau membre devait signer se terminait comme suit:

«En résumé, la formule de la société à venir doit être: *Tous pour chacun, chacun pour tous.*»

Cette association ne paraît pas avoir eu de longs jours, car nous n'avons plus trouvé aucune trace d'elle.

Peu après, un groupe d'ouvriers et d'étudiants, pour la plupart membres de l'*Affranchissement* et des *Solidaires*, jetèrent les bases d'une nouvelle association qui prit le nom de: *Association de la démocratie militante. Le Peuple*. Le but de l'association était de constituer le parti républicain-socialiste et de pousser à la fédération des travailleurs. Cette Fédération ouvrière devait être composée des délégués des associations du pays, lesquels délégués formeraient le Comité permanent de l'Association. Telle fut d'ailleurs l'idée dominante chez les fondateurs de l'*Association le Peuple*.

Ses moyens d'action furent les meetings, les conférences, la distribution de journaux, de brochures, de chansons, tant à Bruxelles qu'en province.

À cette époque, la réaction continuait son œuvre en Europe et la démocratie semblait morte à jamais. Il faut donc rendre hommage au noyau d'hommes courageux qui ne désespérèrent point alors De Paepe, Brismée, Steens, etc., et qui fondèrent cette association permanente et un organe périodique: *La Tribune du Peuple*.

L'exemple de Bruxelles fut d'ailleurs suivi par quelques démocrates de province, qui constituèrent, à leur tour, des *cercles démocratiques* d'étude et de propagande à Louvain, Namur, Jumet, Marchienne-au-Pont et au Borinage. Charleroi eut aussi son association qui prit le titre de *Solidarité des ouvriers de Charleroi*. À Patignies (Namur) se constitua un *Cercle scientifique et fraternel* et, dans le Luxembourg, une société qui prit le nom de *Solidarité des cultivateurs ardennais*.

La situation qui était faite aux ouvriers et aux démocrates socialistes, vers l'année 1860, n'était guère facile. Au point de vue politique, les ouvriers n'étaient rien. En ce qui concernait leur condition matérielle, leurs droits étaient nuls: ils n'avaient aucun moyen légal de faire valoir leurs revendications, la grève constituant un délit, puni de prison!

Cependant, malgré l'interdiction légale de se coaliser, il arrivait souvent des cessations collectives de travail. C'étaient presque toujours des grèves de désespoir, faites sans plan préconçu, sans méthode, sans discussion préalable. Dans ces conditions, les grèves ne pouvaient pas être pacifiques, d'autant plus que, dès la première heure, l'autorité se mettait du côté des patrons et convoquait la garde civique et l'armée, dans le but de mâter les rebelles!

C'est à Gand, ville de fabriques, que le mouvement ouvrier se dessina le mieux vers 1856-1857.

En 1856, un mouvement fort intense se produisit dans le pays en faveur du libre échange. Les fabricants gantois provoquèrent une agitation contre cette réforme douanière et firent signer des pétitions par leurs ouvriers. Des meetings furent organisés et, dans ces réunions, les fabricants déclarèrent que si les droits protecteurs n'étaient pas maintenus, ils seraient forcés de diminuer encore les salaires ¹.

Les ouvriers, épouvantés, décidèrent de fonder des associations de métiers, à l'instar des travailleurs anglais. Il y eut alors des réunions secrètes dans des greniers et dans des caves et c'est de ces conciliabules que sortirent deux associations ouvrières celle des Tisserands et celle des Fileurs de coton ².

Il ne s'agissait là, dans l'esprit des ouvriers, que de maintenir le taux des salaires. Le drapeau des Tisserands portait ces mots: *God en de Wet (Dieu et la Loi)*.

De 1857 à 1861, il y eut à Gand trois grandes grèves.

Celle de 1857 fut à peu près générale dans les filatures et les tissages. Les ouvriers avaient quitté le travail en masse, et ce pour plusieurs motifs: d'abord, ils réclamaient une augmentation de salaire; ensuite l'abolition du règlement en vigueur qui les forçait à travailler le dimanche et à payer les frais d'éclairage et à supporter les dégâts qui survenaient aux machines.

Après six semaines de lutte, les ouvriers eurent gain de cause, mais quarante d'entre eux - les meneurs - avaient été arrêtés et conduits en prison, en vertu de la loi qui interdisait les coalitions. Vingt-cinq d'entre eux furent condamnés à des peines variant de huit jours à trois mois de prison. Enfin, le président et le vice-président des Tisserands furent condamnés à deux ans de réclusion, pour avoir écrit aux ouvriers de Roubaix, d'envoyer des secours pour les grévistes ³.

Deux années plus tard, en mars 1859, une nouvelle grève de tisserands survint dans trois fabriques. Le motif de la grève? Une demande d'augmentation des salaires et l'abolition du *truck system*.

Cette grève fut réprimée avec une rigueur implacable. Les ouvriers des autres fabriques se cotisaient chaque samedi à l'effet de venir en aide à ceux de leurs camarades qui luttaien pour de meilleurs salaires.

Le samedi 19 mars, les collectes avaient encore été faites.

L'argent ainsi recueilli fut déposé à l'estaminet: *Au Petit Chien noir (In het zwart hondeken)*, rue des Chartreux, où devait s'opérer la distribution.

¹ L'ouvrier fileur qui, au début de la renaissance de l'industrie cotonnière gagnait 30 francs par semaine, ne recevait plus que 13 à 14 francs en 1843. (Voir *Enquête* de 1843-1846.)

² Voir ÉMILE VANDERVELDE. - *Enquête sur les associations professionnelles d'artisans et ouvriers en Belgique*. - Bruxelles 1891.

³ Ils sortirent de prison en décembre 1858. Une grande manifestation fut organisée à leur honneur avec meeting au Spiegelhof, où devant 3,000 personnes, on prononça force discours, notamment un de Thys, délégué des Bronziers de Bruxelles, de Langlois, des Vlamingen Vooruit.

Le lendemain matin, dimanche, au moment où les ouvriers se réunissaient pour recevoir les secours qui leur étaient destinés, un commissaire de police, accompagné de nombreux agents se présenta au cabaret du *Petit chien noir*, muni d'un mandat du parquet, pour s'emparer de la caisse. Les ouvriers, indignés, firent une vive résistance et le commissaire fit appeler du renfort.

Le commissaire en chef, le bourgmestre et le substitut du Procureur du roi, M. Ad. Dubois, se rendirent à leur tour auprès des ouvriers pour leur conseiller d'accepter la situation, c'est-à-dire de ne pas résister.

Les ouvriers tinrent bon, répondant qu'ils défendaient leur bien.

Le parquet requit alors la gendarmerie qui fut accueillie par les huées de la foule, qui n'avait cessé de grossir. Des sommations furent faites et une charge opérée pour disperser les ouvriers.

Plusieurs de ceux-ci furent grièvement blessés. La police envahit alors le local où, après avoir rencontré une vive résistance de la part des ouvriers et du patron du cabaret dont on violait le domicile, elle s'empara de la caisse qui contenait environ 700 francs.

Cette attitude odieuse de l'autorité fut vite connue en ville toute la journée, de nouvelles collectes furent faites dans les lieux publics et elles produisirent en peu de temps bien au-delà de qui avait été pris aux fileurs.

Les faits que nous venons de citer se passaient en présence du bourgmestre de Gand et du substitut du Procureur du roi, M. Ad. Dubois.

Le parquet, dès le lendemain, fit arrêter d'un seul bloc soixante-dix tisserands, qui furent condamnés presque immédiatement après, afin d'influencer les grévistes.

Parmi les inculpés, il y avait le vice-président des tisserands, Paul Sedyn, qui fut condamné à nouveau à trois mois d'emprisonnement.

Les faits que nous rappelons d'après les journaux de l'époque ont été diversement racontés. Notre ami Anseele, dans son roman, *Sacrifié pour le Peuple*, et Emile Vandervelde, dans son livre *Le Socialisme en Belgique*, fait en collaboration avec Jules Destrée, accusèrent le bourgmestre libéral de Gand d'alors, M. Charles de Kerchove de Denterghem, d'avoir donné ordre de confisquer l'argent des grévistes.

Le fils de l'ancien bourgmestre, M. le sénateur Oswald de Kerchove de Denterghem, dans une brochure publiée en 1904, sous le titre: *La grève des tisserands gantois en 1859*¹ - *Souvenirs d'autrefois* - a rétabli les faits à l'aide de documents officiels desquels il ressort que l'ordre de saisir l'argent destiné aux grévistes avait été donné par l'autorité judiciaire à la police judiciaire, sans concert préalable avec M. le Bourgmestre de Gand. M. de Kerchove prouve ensuite que son père protesta aussitôt contre cette confiscation, dans une lettre adressée au Gouverneur et cette protestation est confirmée dans un rapport de ce dernier au Ministre de l'Intérieur.

¹ Éditeur Émile Bruylant, à Bruxelles.

*
* *

En 1861, les trois associations des tisserands, des fileurs de coton et des fileurs de lin constituèrent une *Fédération ouvrière gantoise*. Mais à peine cette Fédération fut-elle constituée, qu'elle se trouva engagée dans une nouvelle lutte contre les fabricants.

Les tisserands de la Gras-Fabriek de MM. Parmentier-Van Hoegaerden et Cie, la plus importante de la ville, se mirent en grève, en avril, pour obtenir une augmentation de salaires: un quart de centime par mètre de tissu ou 25 centimes par pièce de 100 mètres. Pour avoir raison de l'opiniâtre résistance de leurs ouvriers, les fabricants décidèrent de faire venir des ouvriers de Lokeren, de Loth et de Ruysbroeck, en leur payant des salaires supérieurs à ceux que réclamaient leurs ouvriers. Mais personne en ville ne voulut ou n'osa loger ces ouvriers étrangers et la direction fut obligée d'installer des dortoirs dans les fabriques ou les ouvriers restèrent claquemurés pendant quinze jours.

Bientôt le fonds de grève fut épuisé. Alors, plutôt que de voir leurs camarades en grève se rendre et rentrer à la fabrique la tête baissée, les ouvriers qui continuaient à travailler dans les autres fabriques décidèrent, malgré l'opposition de leurs chefs, de faire cause commune avec leurs camarades.

Dans l'édition papier de 1907 apparaît à la page 133

la gravure no 50 : [Victor Hallaux](#)

téléchargeable sur le site web [Les Classiques des sciences sociales](#), section Auteurs classiques : sous Louis Bertrand, député socialiste de Bruxelles.

[Retour à la table des gravures](#)

Le lendemain lundi, au coup de midi, tous quittèrent les fabriques, sauf chez Loesberghs où on les enferma. La foule, excitée, se rendit alors à la Gras-Fabriek et commença à battre les portes à coups de pierre et de poutres. Les ouvriers étrangers fort effrayés on le conçoit, se réfugièrent aux étages supérieurs où on les aurait certainement écharpés sans l'intervention de la garde civique.

La répression fut terrible. La garde civique poursuivit les ouvriers, les femmes et les enfants, jusque dans leur demeure. Il y eut de nombreux blessés.

La grève cependant ne se termina que huit jours plus tard, après l'échec d'une tentative de conciliation faite par le comité de l'association ouvrière.

Une quarantaine d'ouvriers furent encore arrêtés. Ils furent sévèrement frappés par les juges: Jean Bilkin et Ch. F. Demaere furent condamnés à trois ans de prison; P. Van Renterghem et F. Schoemacker à deux ans et les autres à un, trois, six ou neuf

mois d'emprisonnement! La plupart de ces malheureux avaient fait quatre mois de prison préventive!

Nous avons dit que les chefs de la Fédération ouvrière, Billen et Deridder entre autres, avaient déconseillé la violence, soutenant qu'elle ne pouvait aboutir à rien de bon pour les ouvriers. Après l'émeute, la presse bourgeoise attaqua surtout ces deux hommes. Elle dit aux ouvriers qu'ils avaient été trahis et que leurs chefs s'étaient bien gardés de se compromettre et de s'exposer aux coups. Ce langage perfide produisit cependant l'effet voulu. Les ouvriers désertèrent leurs associations et la *Fédération ouvrière gantoise* succomba. Seule l'Association des Tisserands resta debout, mais après avoir perdu la plus grande partie de ses membres.

Dans d'autres villes aussi, malgré les peines sévères qui frappaient les grévistes, les ouvriers délaissèrent souvent les ateliers dans le but de faire augmenter leurs salaires.

L'Association des typographes de Bruxelles, fondée en 1842 et qui, depuis lors, n'a pas cessé de fonctionner, fit plusieurs fois des tentatives pour améliorer la condition de ses membres. En 1857, elle provoqua une réunion avec les patrons imprimeurs, à l'effet d'augmenter les salaires. A. Fischlin, Aug. Jacquet et J. Dauby - ce dernier devint plus tard directeur du *Moniteur belge* - furent délégués auprès des patrons pour les convaincre du bien fondé des réclamations ouvrières.

Un grand nombre de patrons imprimeurs acceptèrent de payer la main-d'œuvre d'après un nouveau tarif. Quelques-uns seulement résistèrent, notamment M. Guyot. Les ouvriers de ceux-ci quittèrent l'atelier. Au bout de huit jours, l'entente s'établit et les typographes reprirent leur besogne.

Mais le parquet veillait. Il fit saisir le livre des procès-verbaux de l'Association ouvrière, et vingt-neuf membres furent poursuivis pour délit de coalition. L'affaire fut appelée le 19 mai 1858 devant le tribunal correctionnel de Bruxelles, présidé par M. Girardin. Mes Veydt et Delinge défendaient les accusés. Six d'entre eux furent acquittés; les autres furent condamnés à des peines variant de 40 à 20 francs d'amende¹.

La plupart des grèves qui surgirent de 1856 à 1866 eurent généralement pour motifs des demandes d'augmentation de salaires. D'autres eurent lieu pour protester contre certains règlements nouveaux que les patrons voulaient imposer à leurs ouvriers. Tel fut le cas d'une grève au Borinage, en juillet 1861. Cette grève, faute d'organisation et d'entente entre les ouvriers et par suite de l'attitude hautaine des directeurs-gérants qui ne voulaient pas s'abaisser à discuter avec leurs salariés, dégénéra bientôt en émeute.

*
* *

À partir de l'année 1861, ce fut surtout à l'*Association le Peuple*, de Bruxelles, que se concentra la propagande démocratique et socialiste.

¹ Histoire de l'Association libre des Compositeurs et Imprimeurs typographes de Bruxelles; Bruxelles, 1892, pages 25 et suivantes.

Au mois d'avril de cette année, une grande manifestation fut organisée en faveur de la Pologne martyrisée. Un meeting auquel assistèrent 1500 personnes, eut lieu en la salle du *Navalorama*, rue des Brigittines.

Le 26 août de la même année, un meeting eut lieu à Gand au profit des familles des ouvriers condamnés pour les faits de grèves rappelés plus haut.

En décembre, on s'occupa des élections pour le Conseil des prud'hommes. Des réunions publiques furent organisées et les orateurs populaires y protestèrent contre l'arbitraire de cette loi des prud'hommes et contre l'article 1781 du code civil. Généralement, dans ces réunions, on préconisait l'abstention en guise de protestation.

Au mois de février 1862, un nouveau meeting eut lieu à Gand. L'ordre du jour de cette réunion comportait trois objets exposés de la situation ouvrière à Gand; formation d'une association pour l'achat en commun de denrées alimentaires et, enfin, pétition à la Chambre pour protester contre la partialité du ministre de la Justice à l'égard des ouvriers condamnés à la suite des événements d'avril 1861.

Parmi les orateurs, nous remarquons les noms d'Émile Moyson, étudiant; Billen, De Ridder et Massin, ce dernier ouvrier peintre en bâtiment, que nous avons connu plus tard à Bruxelles.

En août, une grande réunion publique a lieu chez M. Rouillon, dans la salle des *Champs-Élysées*, au faubourg de Charleroi, sous la présidence du citoyen Émile Charpentier. On y constitua une association ouvrière dont le comité, composé de E. Charpentier, Florent Frère, Constant Bastin, Th. Bertrand, Ed. Castiau, Michel Lejeune et Hermant Ducarne, entra immédiatement en fonctions et décida d'organiser des réunions dans toutes les communes du bassin de Charleroi, à l'effet de grouper les ouvriers dans le but d'améliorer leur condition matérielle et d'obtenir des réformes d'ordre politique.

Visiblement, on sent à la lecture de la *Tribune du peuple*, le seul organe socialiste de cette époque, qu'il y avait alors un certain réveil dans l'opinion.

L'*Association le Peuple* se réorganisa. Son comité central fut composé de Félix Frenay, ouvrier doreur, poète à son heure, qui devint plus tard employé aux carrières de Quenast, puis directeur de l'hôpital Saint-Jean, à Bruxelles; César De Paepe, D. Brismée, Eugène Steens, Léon Fontaine, R. Loriaux, L. Luytgaerens. Un comité de propagande par les conférences, les meetings, journaux et brochures fut composé de Willems, Maetens, G. Borckmans père et fils.

L'année 1863 fut témoin d'une grande activité. L'*Association le Peuple* organisa une série de réunions pour y discuter le manifeste des Égaux et le système communiste de Babeuf. Dans d'autres réunions, on discuta la question de la propriété.

Dès le mois de janvier, une agitation se produisit en faveur de la réforme électorale. Une première grande réunion publique eut lieu à la *Maison des Brasseurs*, chaussée de Louvain, à Bruxelles.

Simon Staage, menuisier, présidait. Parlèrent en faveur du suffrage universel: P.-J. Winne, professeur; Prosper Esselens, le condamné du *Prado*; Kevels, Brismée, Puraye et Splingard.

Mais une note discordante s'y fit entendre. Voici Nicolas Coulon et Jean Pellerin qui se lèvent. Ils combattent le suffrage universel et l'instruction obligatoire! Le suffrage universel disent-ils, voyez ce qu'il produit en France! L'instruction obligatoire? Mais c'est la misère qui oblige les travailleurs à envoyer leurs enfants à l'atelier et à la fabrique! Ce qu'il faut, ce n'est pas améliorer la société bourgeoise qui est pourrie, c'est la révolution!...

Le mois suivant, nouveau meeting, en la salle des *Trois Rois*, rue Haute.

Brismée, De Paepe et Odilon Delimal, Vuilmet et Kevels réclament le suffrage universel; Pierre Splingard le suffrage universel éclairé. Mais Coulon est encore là; il combat à nouveau le suffrage universel, disant que ce qu'il faut aux ouvriers c'est, en premier lieu, du pain!

En mars, il fut de nouveau question de la Pologne. Un grand meeting fut organisé à l'effet d'émouvoir l'opinion publique en faveur de la nation martyre et de ses nobles défenseurs. Le meeting eut lieu et l'on y entendit de nombreux discours, prononcés par des hommes appartenant à divers partis. Il fut décidé, finalement, de nommer un comité chargé de recueillir des secours pour les Polonais. On proposa de composer ce comité de démocrates, de libéraux et de catholiques: les députés Coomans et Dumortier, et cette idée fut acclamée!

Mais l'*Association le Peuple* se réunit quelques jours plus tard et décida de refuser toute alliance avec les bourgeois libéraux et cléricaux. Un comité démocratique fut fondé en faveur de la Pologne. Il fut composé de Léon Fontaine, Félix Frenay, Georges Janson, Eugène Steens et d'autres.

Quelques semaines plus tard, un nouveau courant d'opinions se produisit contre l'organisation militaire et, spécialement, contre la conscription. À cette époque, le député catholique Coomans venait de combattre vigoureusement à la Chambre notre régime militaire, basé sur la conscription. Ces idées trouvèrent de l'écho dans les masses ouvrières et parmi les paysans.

Dans le meeting dont nous parlons, la plupart des orateurs démocrates protestèrent contre le régime de la conscription et du remplacement militaire. Comme meilleur moyen d'y mettre fin, ils préconisèrent la conquête des droits politiques, le suffrage universel. Mais ici encore ils rencontrèrent sur leur route Pellerin et Coulon, qui allèrent dans les meetings déclarer que ce n'est pas avec des paroles et des discours que l'on ferait cesser les injustices dont se plaint le peuple, mais par la révolution!

Ce fut en 1863, également, le 26 décembre, qu'eut lieu à Patignies, dans la province de Namur, le fameux meeting qui eut tant de retentissement dans la famille démocratique d'alors.

Quatre orateurs y prirent la parole, devant un public campagnard: De Paepe, Brismée, Steens et Joseph Henry, ce dernier un socialiste ardennais qui émigra quelques années plus tard aux États-Unis.

Le discours de César De Paepe dura trois heures! Il fut reproduit en entier en brochure et forme un petit volume! Après le discours du jeune socialiste, un certain clérical de l'endroit, M. Wasseige, prit la parole pour faire la contradiction. Quand Steens lui répliqua, il essaya, à plusieurs reprises, d'ameuter les villageois présents à la réunion, mais ceux-ci le firent taire!

Bref, au début de l'année 1864, l'organisation démocratique et la propagande faisaient de sérieux progrès. De plus, le mouvement flamand venait d'entrer lui aussi dans la voie de l'action et de la démocratie. Déjà en avril 1859, un grand banquet flamand avait eu lieu à Bruxelles à la salle du *Cirque* (Alhambra), et avait réuni une élite de 300 convives. De nombreux discours y avaient été prononcés par des hommes de valeur: Lucien Jottrand, le romancier flamand Dautzenberg, Van Bemmelen, l'étudiant Willems, le président des Fileurs gantois, Billen, Charles Potvin, le typographe Verbruggen, Gerrits, d'Anvers, etc., etc.

Tous avaient déclaré que, pour réussir, le mouvement flamand devait s'occuper du peuple et être démocratique.

Les catholiques, à leur tour, fatigués d'être en minorité au Parlement depuis 1857, essayèrent avec le programme de M. Dechamps, d'attirer à eux l'élément démocratique de la population.

De son côté, la jeunesse libérale, mécontente de la politique doctrinaire, commençait à ruer dans les rangs et à faire de l'opposition au gouvernement de M. Frère-Orban.

C'étaient là autant de signes précurseurs d'un grand mouvement d'idées. Ce mouvement d'ailleurs était l'écho de celui du dehors. En Angleterre, en Allemagne, en France, en Italie, en Suisse, le peuple semblait se réveiller à son tour et être prêt à recommencer la lutte pour la démocratie.

Enfin, un événement considérable venait de se produire à Londres: la constitution de l'*Association internationale des travailleurs*.

*
* *

Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique depuis 1830.
Tome II (1907)

Troisième partie : De 1850 à la Chute de l'Internationale (1874)

Chapitre VII

Le jeune libéralisme. - Le Mouvement pour la réforme électorale de 1866 à 1870

Le jeune libéralisme. - Meetings pour la réforme électorale. - Proposition de J. Guillery. - Le savoir lire et écrire. - Adelson Castiau. - Ses «lettres démocratiques» et sa brochure sur «la souveraineté nationale». - Polémiques avec «La Liberté». - Le Manifeste des ouvriers. - Discussion à la Chambre. Projet du gouvernement. - provocation et défi. - Attitude odieuse de frère-orban. - Les élections communales de 1869. - Le parti libéral démocratique. - Son programme. Élections législatives de 1870. - Les candidatures de Buls, Graux et Picard. - La réforme électorale de 1871.

[Retour à la table des matières](#)

Le «jeune libéralisme», c'est-à-dire le libéralisme progressiste, était prédominant à la *Société l'Alliance* vers 1846. C'est lui qui décida la convocation du Congrès libéral et fit admettre un programme que les chefs du libéralisme officiel, doctrinaire, trouvèrent trop radical.

Lors des événements de 1848, l'*Alliance* qui aurait pu agir dans le sens républicain ou tout au moins démocratique, manqua d'énergie et de courage. Elle se tint tranquille, puis disparut, laissant l'*Association libérale* doctrinaire maîtresse à Bruxelles.

Aux élections du 14 juin 1850, l'*Alliance* n'existait plus. Les démocrates se réunirent alors à *La Louve*, Grand'Place à Bruxelles et lancèrent un appel à tous les électeurs indépendants, ne faisant partie d'aucune association électorale.

Le président de *La Louve* était le notaire Heetveld; son secrétaire n'était autre que Victor Capellemans, rédacteur du journal catholique l'*Émancipation*.

Les démocrates furent battus par les candidats de l'Association libérale et le silence se fit de nouveau dans les rangs épars du jeune libéralisme belge.

En 1858, un député de Bruxelles, M. Anspach, mourut. Le *National* préconisa alors la candidature de Louis Defré, ancien phalanstérien et républicain, qui depuis quelque temps, sous le pseudonyme de Joseph Boniface, avait publié un certain nombre de brochures anticléricales.

Présenté à l'*Association libérale*, Defré fut accepté comme candidat et fut élu. Dans son discours-programme, il renia ses anciennes idées républicaines et déclara poser sa candidature à la Chambre pour réaliser les trois réformes suivantes: Revision de la loi de 1842 sur l'instruction publique, instruction obligatoire et réduction des dépenses militaires.

Le succès de Louis Defré donna l'espoir que l'*Association libérale* de Bruxelles s'engageait dans une voie démocratique. Ce fut alors que d'autres «jeunes libéraux» décidèrent d'entrer à cette association; à leur tête se trouvait l'avocat Funck, un ancien républicain de 1848, lui aussi.

Mais la vieille garde doctrinaire veillait et elle n'accepta dans son sein le virus progressiste qu'à dose homéopathique.

Nous avons vu, dans le chapitre précédent, comment naquit le mouvement pour la réforme électorale. Cette agitation continua l'année suivante.

Le 2 juillet, 1864, au *Lion belge*, rue de la Tête-d'Or, eut lieu un grand meeting public en faveur de la réforme électorale. On y décida de continuer la lutte et d'organiser un vaste pétitionnement en faveur de la réforme. Des réunions identiques eurent lieu dans les principales villes de province et des milliers de personnes y acclamèrent le suffrage universel.

Déjà le chef du parti catholique, M. Dechamps, dans la séance de la Chambre du 3 juin 1864, avait donné lecture d'un programme dans lequel il demandait l'abaissement modéré du cens pour les élections communales et provinciales.

Dans la session de juillet 1864 du Conseil provincial du Brabant, divers vœux en faveur de la réforme électorale furent déposés. La plupart des membres se déclarèrent partisans d'une réforme ayant la *capacité* pour base. D'autres réclamèrent le suffrage universel: MM. Franqui, Bochart, Latour, - M. Demeur, le savoir lire et écrire.

Le rapport de M. Watteau, sur ces diverses propositions, concluait à l'émission des vœux suivants:

«1° Uniformité du cens pour tout le royaume et abaissement considérable du taux actuel pour les élections provinciales et communales;

«2° Suppression du cens électoral si la Constitution vient à être révisée;

«3° Indemnité à l'électeur qui doit se déplacer pour prendre part à l'élection;

«4° Organisation du vote par ordre alphabétique;

«5° Interdiction, à partir du 1er janvier 1866, de porter sur les listes électorales, sans exception, tout nouvel électeur qui n'aura pas été reconnu capable de lire et d'écrire;

«6° Admission immédiate aux élections provinciales et communales, sans condition, des personnes désignées dans l'article 7 de l'arrêté du 10 octobre 1830, des instituteurs diplômés et des citoyens inscrits sur les listes des jurés.»

En 1865, une autre société électorale, le *Meeting libéral* de Bruxelles, discuta à plusieurs reprises la question de la réforme électorale. Dans sa séance du 12 avril, elle entendit un jeune conférencier français, Gustave Flourens, qui fit sur le suffrage universel un brillant discours dont voici la conclusion:

«Cette réforme politique (le S. U.) est imminente et sera la source de toutes les autres. La Révolution de 1848 a échoué, pour n'avoir pas compris que la réforme politique devait précéder la réforme sociale, celle-ci découlant néanmoins de l'autre sans violences et sans secousses.»

L'année suivante, le 22 novembre 1865, un député de Bruxelles, M. Jules Guillery, avait déposé une proposition de loi réclamant l'électorat pour la province et la commune, pour tous ceux qui, payant 15 francs d'impôts, savaient lire et écrire.

*
* *

C'est en 1864 également qu'Adelson Castiau, l'ancien député de Tournai, qui démissionna en 1848, publia ses fameuses *Lettres démocratiques*.

Il y réclamait plus énergiquement que jamais le suffrage universel «sans lequel, disait-il, la Constitution n'est qu'une hypocrisie et un mensonge.»

En 1867, Castiau publia une nouvelle brochure: *Souveraineté nationale et Suffrage universel, - l'Impôt et l'Armée*.

«...Il a urgence aujourd'hui, disait-il, de déclarer si quelques milliers de censitaires, qui se sont substitués à la nation, conserveront à perpétuité le privilège de faire et d'appliquer les lois, de voter les impôts, les emprunts et le contingent de l'armée, de se partager le budget, de se soustraire au service militaire, et en frappant d'indignité politique la presque universalité des citoyens, de disposer, sans leur mandat, de leurs personnes, de leurs biens et des destinées du pays...

«... Après la cause de l'indépendance nationale, il n'en est pas de plus grande et de plus juste que celle de l'émancipation politique de l'universalité des citoyens...»

Cette brochure eut un énorme retentissement. Elle attaquait avec une grande violence la politique doctrinaire. Aussi fut-elle fortement critiquée par la presse libérale, l'*Indépendance* en tête. Castiau répondit à l'*Indépendance*. Il écrivit aussi au *Libre examen* et à la *Liberté* pour répondre à certaines appréciations de ces journaux. La *Liberté* de 1867 était devenue socialiste avec Arnould, Denis, De Greef, etc. Elle avait critiqué ce qu'elle appelait «la politique idéaliste, fantaisiste, formaliste de M. Castiau», ce qui lui avait valu une lettre de l'ancien député.

Dans son numéro du 15 décembre, la *Liberté* revint à la charge, dans un article, intitulé: *Les Deux politiques* et qui se terminait par cette déclaration, qui constituait une véritable profession de foi proudonienne:

«Puisque M. Castiau désire de notre part une profession de foi catégorique, nous irons même plus loin que lui; nous dirons que le principe de souveraineté, sous quelque forme qu'il se présente, fût-ce la souveraineté de la nation, est incompatible avec les réformes économiques que nous travaillons à répandre.

«D'après nous, le principe mutuelliste est le pivot des sociétés futures; il rejette toute supériorité, toute souveraineté.

«L'unique problème à résoudre consiste à garantir la liberté de tous les individus et de tous les groupes par l'application du mutuellisme à tous les phénomènes de la vie sociale et à réduire ainsi à néant le rôle des gouvernements.

«En effet, moins il y a de garanties, plus il y a de pouvoir; élevons le mutuellisme à sa plus haute puissance et la politique autoritaire est morte.

«Fédéralisme et Mutuellisme, voilà notre politique!»

C'est cette politique qui triompha quelques années plus tard, dans l'*Internationale*, et acheva de la disloquer. Quant à ses principaux protagonistes V. Arnould, Paul Janson et Eugène Robert, ils en reconnurent eux-mêmes l'inanité en entrant plus tard à l'Association libérale et, par elle, à la Chambre des représentants.

*
* *

Mais il nous faut revenir en arrière et reprendre le récit du mouvement pour la réforme électorale, au début de l'année 1865.

La *Liberté*, rédigée alors par MM. Charles Graux, Edmond Picard, P. Janson, X. Olin, Eug. Robert et Pierre Splingard, combattait la politique doctrinaire et se prononçait pour une large réforme électorale. Dans son numéro du 25 juin 1865, s'adressant aux membres de la Chambre, elle écrivait

«La Constitution est, il est vrai, une grande et belle œuvre; nous vous avons reproché maintes fois d'en méconnaître les principes; cette espèce de culte platonique que vous professez pour elle, ce caractère d'immuabilité que vous lui attribuez, prouvent une fois de plus que vous ne la comprenez pas, et si la noble et généreuse assemblée, fille légitime de la révolution, qui la vota, rentrait aujourd'hui dans l'enceinte où vous la remplacez, elle gémirait, en voyant combien ses descendants sont chétifs et timides. Rêver des constitutions immuables, c'est faire un rêve impossible et nier le progrès; elles ne sauraient échapper à la loi de transformation. Seulement, lorsque l'initiative de la réforme est prise par le pouvoir, il s'opère une revision régulière, légale et calme; tandis que l'inertie des pouvoirs constitués oblige la nation à se soulever et à exécuter ses volontés par la force et la violence...»

Le mouvement de propagande s'accroît. Dans le cours de l'année 1865 et l'année suivante, le nombre de meetings organisés en faveur du suffrage universel fut considérable. Il eut pour initiateurs des ouvriers, des démocrates bourgeois et des socialistes. Mais si à l'origine, comme nous l'avons vu, les premières réunions publiques furent organisées par les socialistes de l'*Association Le Peuple*, dans la suite, le mouvement de réforme électorale échappa aux socialistes, ceux-ci, voyant au delà, poursuivaient la réforme sociale, même par l'emploi des moyens révolutionnaires.

Dans l'édition papier de 1907 apparaît à la page 145

la gravure no 51 : [Paul Janson](#)

téléchargeable sur le site web [Les Classiques des sciences sociales](#), section Auteurs classiques : sous Louis Bertrand, député socialiste de Bruxelles.

[Retour à la table des gravures](#)

L'Internationale venait de se constituer en Belgique. Elle organisa, à son tour, de nombreux meetings tant à Bruxelles qu'en province sur la réforme électorale. Ses orateurs, De Paepe lui-même, déclaraient que le suffrage universel ne changerait pas grand-chose à la condition des travailleurs, ceux-ci n'étant pas libres, mais qu'ils consentaient quand même à faire campagne en faveur du S. U., comme protestation contre l'ordre établi. Tel était le thème des discours de De Paepe, Steens, Brismée, P. Splingard, et d'autres. Quant à Pellerin et à Coulon, tout en maintenant leur opinion radicale sur le S. U., ils ne le combattaient plus, mais déclaraient qu'il était un simple instrument, ce que les socialistes n'ont d'ailleurs jamais contesté depuis lors, au contraire.

Le 17 décembre 1865, Léopold II était monté sur le trône. Dans son discours inaugural, il déclara que «l'édifice dont le Congrès a jeté les fondements peut s'élever et s'élèvera encore.»

Ces paroles furent interprétées dans un sens favorable à la revision constitutionnelle. C'est ce qui fit dire à la *Liberté*, le 7 janvier 1866:

«La question de la réforme électorale est à la veille de se poser nettement devant l'opinion et le pays. Il faut reconnaître que jamais les circonstances n'ont été plus

favorables. Les événements récents ont donné à plusieurs une leçon dont il importe de ne pas perdre le bénéfice. L'attitude de nos populations a déjoué les sinistres prédictions du dehors. Mais elle a aussi prouvé que l'amour de l'ordre et l'attachement à nos institutions n'étaient pas l'apanage du *pays légal*. Ce ne sont point seulement les acclamations des censitaires qui ont salué les premiers actes du règne. Il est une foule de belges qui ne peuvent faire acte de citoyen que dans la rue, qu'on écarte du scrutin, mais que l'on appelle et que l'on choie à l'heure des manifestations populaires. Qu'est-ce donc qu'ont pensé les timides et les peureux en contemplant le calme et le patriotisme de ces masses? Elles sont accourues là où on les conviait; elles ont parlé le seul langage qu'elles pouvaient faire entendre, et en criant «Vive le Roi» ne disaient-elles pas aussi, et surtout «Vive la Nation, Vivent nos Libertés?» Pourquoi hésiterait-on désormais à leur laisser au moins le droit d'exprimer par leurs votes les sentiments qui éclatent dans leurs *cris*?»

Un meeting ouvrier était annoncé pour le 15 janvier 1866, dans la salle de la *Belle-View*, rue Haute. Le comité organisateur du meeting était composé entièrement d'ouvriers. Il avait préparé un exposé de la question électorale dont il fut donné lecture. Cet exposé concluait au suffrage universel, sans aucune restriction, pour la commune et la province, et renfermait un éloge à l'adresse de la proposition récente de M. Guillery.

Ce meeting, très mouvementé, eut un grand retentissement. Il avait mis aux prises les ouvriers et les démocrates partisans des moyens légaux et les révolutionnaires. La *Tribune du Peuple*, organe de l'*Association internationale (les travailleurs)*, parla avec quelque dédain de ces réunions. Dans son numéro du 4 février 1866, s'occupant du mouvement pour le suffrage universel, ce journal imprimait entre autres, les lignes suivantes:

«On conçoit que c'est toujours le plus gros capital qui l'emporte dans les luttes électorales.

«Ainsi, que le suffrage soit restreint ou universel, il ne peut avoir, en général, aucun effet pour changer la situation des prolétaires.»

La *Liberté*, au contraire, qui depuis la scission dont nous avons parlé, avait comme rédacteurs MM. Picard, Olin et Graux, semblait être le moniteur officiel du mouvement pour la réforme électorale.

Après le retentissant meeting du 15 janvier, le langage de la presse libérale se modifia quelque peu et après s'être déclarée hostile à la réforme, elle concéda cependant qu'il y avait quelque chose à faire.

Entretemps, le comité ouvrier continua à siéger à l'estaminet *Belle-View*, rue Haute. Dans une réunion du 18 janvier 1866, à laquelle quelques démocrates bourgeois avaient été convoqués, il fut résolu de rédiger un manifeste.

Un projet fut écrit par Edmond Picard et soumis à une discussion approfondie, dans une nouvelle réunion qui eut lieu le 23 janvier suivant.

Ce manifeste, qui fut appelé le *Manifeste des Ouvriers*, fut publié en supplément dans la *Liberté* du 28 janvier et bientôt toute la presse s'en occupa ¹.

Voici les passages essentiels de ce document, dont il a tant été question dans le cours des trente dernières années:

«Une grande question, la réforme électorale, occupe actuellement le pays. Dans les discussions qu'elle a provoquées, la bourgeoisie seule a, jusqu'à présent, fait connaître son opinion.

«Des ouvriers demandent un moment de silence pour donner leur avis à leur tour.

«Ils comptent être écoutés. Ils y comptent, parce qu'ils ont le droit de l'être, parce que, étant hommes, ils ont des besoins à exprimer et à satisfaire, parce qu'ils constituent la plus grande partie de la nation dans un pays où tous les pouvoirs émanent de celle-ci, parce qu'ils s'adressent à leurs concitoyens et ont foi dans leur équité, parce que, enfin, ils veulent parler avec cette modération qui sied à la force, et qui est un des plus puissants auxiliaires des causes justes.

«L'ouvrier d'aujourd'hui, comparant son sort à ce qu'il était il y a trente années, y découvre sans doute quelques améliorations. Mais quelle pensée amère c'est pour lui de se dire qu'il faut tant de douloureuse patience pour amener un si petit résultat!

«Et c'est quand il examine le chemin que la bourgeoisie a parcouru dans la même période, les richesses qu'elle a accumulées, les réformes qu'elle a réalisées à son profit dans la législation, les droits politiques qu'elle a su conquérir, que le contraste lui fait surtout comprendre combien son bénéfice a été insignifiant dans cette association, pour la prospérité commune de deux classes également faites pour le bonheur, la liberté et la vie politique, également désireuses d'en jouir.

«Tandis que la bourgeoisie obtenait une à une la plupart des réformes qu'elle désirait, qu'a-t-on fait pour nous? Peu de chose. Que sommes-nous encore? Presque rien.

«C'est à cet état de choses que nous demandons un remède. C'est au pays tout entier que nous nous adressons pour l'obtenir pacifiquement.

«Pacifiquement, disons-nous, et nous insistons sur ce mot. Le peuple représente la force, et il sait ce qu'elle peut; mais il ne la tirera pas du sommeil où elle repose chez nous depuis trente-cinq années. Il croit que le libre jeu de nos institutions peut tout donner à ceux qui savent mettre au service d'une conviction profonde, la volonté de lutter sans relâche, et de ne s'arrêter qu'après la victoire...

«*Quelle réforme l'ouvrier demande-t-il en premier lieu?* Celle qui est à l'ordre du jour de tous les esprits, la *réforme électorale*.

«C'est, en effet, au système électoral actuellement en vigueur que sont dues toutes les anomalies. Le cens, qui en est l'âme, n'amène au vote que le capital; le travail en est exclu. Certes, nous aimons tous nos compatriotes et repoussons bien loin de nos cœurs les théories qui prêchent la haine entre les citoyens. Mais nous ne croyons pas

¹ Voir ce sujet l'intéressant ouvrage d'Edmond Picard: Histoire du suffrage censitaire, 1883.

que les électeurs censitaires puissent nous représenter. L'événement ne l'a-t-il pas démontré? La bourgeoisie seule ne peut pas comprendre ce qu'il faut à l'ouvrier.

«Nous voulons avoir le droit de nommer nos représentants. Nous ne voulons plus être en tutelle! Les électeurs bourgeois pensent surtout aux intérêts de la bourgeoisie; c'est une loi de la nature humaine qu'on ne peut changer. Nous voulons des électeurs ouvriers pour que l'on pense à nous. Cette égalité dans le droit de suffrage amènera seule un juste partage des fruits que peut donner la pratique sincère et démocratique de nos institutions.

«Ce que nous voulons avant tout, c'est l'abolition du cens. Nous la voulons avec toute l'énergie dont sont capables des hommes qui, privés jusqu'à présent de toute participation au gouvernement du pays, comprennent que de cette participation dépend l'avenir presque entier de leur classe. Nous la voulons parce qu'aussi longtemps qu'on maintiendra le cens, nous serons fatalement écartés du scrutin.

«Sur un budget de 155 millions de francs, les impôts directs, les seuls qui font l'électeur, ne comptent que pour 34 millions. À peine 20 sont payés par les électeurs actuels. Ce sont ces 20 qui donnent le pouvoir de dicter la loi. C'est nous, ouvriers, qui payons la majeure partie des 23 millions que produisent les impôts sur le sel, l'eau-de-vie et la bière; c'est nous encore qui payons la plus grosse part des autres impôts indirects; c'est sur nous seuls enfin que pèse l'énorme impôt direct de la conscription, qui enlève à 25,000 familles ouvrières les salaires qu'eussent pu gagner leurs fils retenus sous les drapeaux. Nous sommes les plus forts contribuables, et nous ne votons pas, sous un régime où le vote devrait se mesurer à la quotité des taxes que l'on paye.

«En acceptant la restriction de la lecture et de l'écriture, nous voulons donner un gage de modération à ceux qui ne veulent voir en nous que des esprits sans mesure: nous avons espéré qu'au spectacle de l'ouvrier, s'offrant de lui-même au joug de l'enseignement, et refusant spontanément d'user d'un droit politique aussi longtemps qu'il n'aura pas les premiers éléments de l'instruction, plus d'un de ceux qui redoutent l'émancipation des travailleurs chassera désormais ces craintes chimériques.

«Nous attendrons avec patience l'accueil qui sera fait à l'exposé de nos griefs. Nous saurons, si on nous dispute la réforme que nous demandons, lutter pour la conquérir. Voués au travail, les grands labeurs ne nous arrêteront pas. La bourgeoisie a combattu pour obtenir pièce à pièce tout ce dont elle jouit; nous sommes capables de combattre comme elle, et résolus à le faire. Elle nous a donné l'exemple de ce que peuvent l'activité, l'opiniâtreté, l'énergie; cet exemple, nous allons le suivre.

«Aussi crions-nous à tous les travailleurs: Compagnons, levez-vous! Le temps est venu de commencer le grand travail. Le but est devant nous, clair, précis, brillant au grand jour: c'est l'égalité politique, qui nous donnera l'égalité sociale... Le passé a démontré que nous ne pouvions compter que sur nous-mêmes, que nous ne recueillerons de récolte que celle que nous aurions semée. Jusqu'à présent nous nous sommes tenus à l'écart; montrons-nous! Nous n'avons rien fait, agissons! Nous nous sommes tus, parlons et pour ne plus nous taire!»

La Chambre était saisie d'une proposition de M. Guillery accordant le droit de vote pour la province et la commune aux personnes sachant lire et écrire. Le 20 février 1866, le gouvernement déposa, à son tour, un projet accordant le droit élec-

toral communal et provincial, à 21 ans, à ceux qui auraient suivi un cours d'enseignement moyen de trois années au moins, et qui payaient la moitié du cens électoral.

«Ce projet, déclara la *Liberté*, est une provocation et un défi. Il portera de mauvais fruits. Il est gros de ces résistances aveugles qui conduisent aux abîmes. *Repousser avec persistance, avec acharnement toute intervention, même partielle, de la classe ouvrière aux affaires publiques à tous les degrés, telle a été la préoccupation dominante de ses auteurs.*

«Il est bien franchement l'expression des dogmes de cette école doctrinaire qui, hier encore, qualifiait de *nouvelle invasion des barbares*, l'avènement des classes ouvrières à la vie politique, et ne voyait au bout de cette voie nouvelle que despotisme ou anarchie.»

Ce projet fut renvoyé aux sections de la Chambre en même temps que la proposition Guillery.

Le 18 avril suivant, M. Louis Hymans déposa le rapport de la section centrale. Il en résultait que le savoir lire et écrire de M. Guillery n'avait réuni, en sections, que 12 partisans contre 48 adversaires et 17 députés qui s'étaient courageusement abstenus.

Le projet du ministère recueillit 34 suffrages favorables, 29 défavorables et 5 abstentions.

Le 1er mai, la discussion fut ouverte sur les deux projets. Après deux jours, elle fut suspendue pour permettre à la Chambre de discuter la question de l'assainissement de la Senne.

Huit mois se passèrent sans que le débat fut repris. Enfin, le 31 janvier 1867, M. Hymans demanda que l'on fixât le jour pour la continuation de la discussion. La Chambre décida qu'elle s'en occuperait plus tard. Le 24 février, M. Couvreur annonça qu'il demanderait de fixer une date: on le laissa dire. Le 19 il revient à la charge et proposa de fixer la discussion au mois suivant.

«Il n'est pas prudent, disait-il, de permettre que la légitimité des bases de la représentation communale soit mise en suspicion, alors surtout que cette suspicion est le résultat, non pas des écrits et des discours de quelques publicistes ou d'orateurs populaires, mais d'un parti puissant qui a essayé d'en faire la pierre angulaire d'un nouvel édifice politique.

«Il est des difficultés qu'il faut vaincre dans leur berceau. Les laisser grandir, c'est s'exposer à être vaincu par elles; *ne pas les aborder de front c'est, pour un parti, préparer son abdication...*»

C'est alors que le chef du cabinet, M. Frère-Orban, se leva. «La Chambre, assurait-il, avait des travaux plus urgents à expédier que la réforme électorale.» On protesta et on s'échauffa un peu. Quelques députés catholiques, MM. Nothomb, De Laet, Royer, se permirent de dire qu'il fallait arriver par degrés au suffrage universel. M. Frère leur répliqua alors, dédaigneusement:

«On nous fait des histoires sur la réforme électorale dans d'autres pays, sur l'opinion que l'on peut avoir à propos du suffrage universel, sur son avènement fatal dans un temps donné. Nous connaissons votre opinion en matière électorale; il est admis par vous que, lorsqu'on aura établi le suffrage universel, il n'y aura plus de corruption personne alors ne sera plus à corrompre, personne ne sera plus à séduire. Non, en effet, *quelques tonneaux de bière on de genièvre* feront l'affaire. Voilà la vérité...

«À propos du suffrage universel, j'ai demandé si l'on voulait constituer en arbitres des destinées du pays, en maîtres souverains des administrations communales, *les manouvriers et les valets de ferme*... C'est la majorité, dites-vous. Sans doute! Mais, nous, nous n'admettons pas cette majorité...

«Vous voulez, en deux actes, arriver au suffrage universel. Quant à nous, *ni en un, ni en deux, ni en trois, ni en cinq actes, nous ne voulons y arriver*. Est-ce clair?...

«C'est la Constitution qui condamne le principe que vous préconisez. *La Constitution, qui admet l'égalité civile, repousse formellement l'égalité politique*...»

Ce langage hautain, insultant pour la classe ouvrière, fut souvent reproché à M. Frère et la première fois que les ouvriers, même dans des conditions défavorables, prirent part aux élections, les manouvriers et les valets de ferme se vengèrent en préférant à l'ancien ministre doctrinaire, des ouvriers obscurs, un mineur et un tailleur de pierre, comme Wettinck et Schinler...

À la suite de ce débat, la Chambre décida, à une voix de majorité - tous les ministres votant contre - que la discussion sur la réforme électorale serait continuée le 19 mars.

Le projet du gouvernement fut voté par 63 voix contre 45 et une abstention, celle de M. Van Humbeek, qui déclara *que le projet n'ayant pas pour conséquence d'initier à la vie publique l'élite des classes ouvrières*, ne méritait pas l'honneur d'un vote approbatif, ni l'indignité d'un suffrage négatif.

La Chambre s'était donc prononcée. Il restait à en saisir le Sénat. Mais le gouvernement n'était pas pressé.

L'année 1867 se passa sans qu'il fût question au Sénat de discuter le projet électoral. Même chose en 1868 et en 1869!

Mais le 14 mars 1870, peu de temps avant la date fixée pour les élections, le Sénat daigna s'occuper enfin du projet, qui fut adopté et devint la loi du 30 mars 1870 ¹.

Mais elle ne fut jamais appliquée, le parti libéral ayant été renversé et les catholiques ayant fait voter, en 1871, la loi abaissant le cens communal à 10 francs et le cens provincial à 0 francs.

¹ Il faut dire qu'à cette époque plusieurs hommes en vue du parti cléricale, M. Woeste principalement, fatigués de voir leur parti être dans l'opposition, réclamaient, eux aussi, une large réforme électorale. M. Woeste publia à ce sujet plusieurs articles dans la Revue générale.

Entretemps, si les élus des censitaires se désintéressaient de la question électorale, il n'en était pas de même de la partie la plus intelligente de la classe ouvrière.

En effet, le nombre des réunions publiques dans le but d'appeler l'attention du pays et des Chambres sur la réforme électorale allait grandissant. Il y en avait dans les principales villes du pays. Dans toutes, on acclamait le suffrage universel.

Dans ces meetings, les orateurs de l'*Internationale*, tout en recommandant spécialement aux ouvriers de s'organiser sur le terrain économique et en leur exposant les principes socialistes, ils ne négligeaient pas de leur parler des réformes politiques et principalement du suffrage universel.

Il n'est pas téméraire d'affirmer que l'agitation de 1866-1867 avait produit un grand effet et que la masse de la population était favorable à une réforme électorale. Aussi, l'attitude hautaine et réactionnaire des dirigeants libéraux mécontentait-elle toute la classe ouvrière, une partie de la bourgeoisie libérale et également certains catholiques, qui espéraient revenir au pouvoir en faisant quelques concessions à la démocratie.

*
* *

C'est dans cette disposition des esprits que se préparèrent les élections communales du mois d'octobre 1869.

L'*Alliance libérale* de Bruxelles offrit une candidature à M. Paul Janson. Celui-ci répondit qu'il était à la fois socialiste et républicain et que si ces opinions n'étaient pas un obstacle à l'acceptation de sa candidature, il se déclarait prêt à se présenter au corps électoral, sous le patronage de l'*Alliance libérale*.

C'est dans ces conditions que M. Janson fut candidat au conseil communal de Bruxelles.

Les élections du 26 octobre 1869 furent une débâcle pour le parti doctrinaire, dans un grand nombre de villes et spécialement à Anvers, Namur, Verviers et Bruxelles.

Dans la capitale, sur 4,170 votants, Janson recueillit 1,064 suffrages malgré ses déclarations républicaines et socialistes. Eugène Bochart, candidat de l'*Alliance* également, obtint 1,746 suffrages et fut élu au scrutin de ballottage. Quant à Anspach, bourgmestre, il arriva péniblement à la queue de la liste

Le lendemain des élections communales, on reparla de la réforme électorale. De leur côté les républicains socialistes, la plupart membres de l'*Internationale*, recommencèrent une nouvelle campagne de meetings pour exposer les principes de la Représentation du travail.

L'idée défendue était celle-ci: Dresser en face de la représentation politique et censitaire, un Parlement du Travail, où seraient discutés les intérêts économiques de la nation. Comme moyen d'agitation, on préconisa l'organisation, au moment des

élections législatives de juin 1870 et à côté du scrutin censitaire, d'un scrutin libre où tous les non électeurs viendraient voter.

Parmi les principaux protagonistes de la représentation du travail nous voyons figurer, dans les réunions publiques, Pierre Fluse, P. Splingard, Victor Arnould, Eug. Hins, Paul Janson, Eug. Robert et Guinotte.

*
* *

Au début de l'année 1870, et en vue de l'échéance électorale de juin, de nouvelles tentatives furent faites pour la constitution d'un *Parti libéral démocratique*.

L'appel suivant fut adressé *aux libéraux belges*:

«Près d'un quart de siècle s'est écoulé depuis que le parti libéral s'est rallié autour d'un programme commun. Depuis lors, ce programme a été réalisé en partie, et de grandes transformations se sont accomplies dans les institutions de l'Europe.

«La Belgique ne pourrait, sans danger, ne pas suivre les progrès qui s'accomplissent autour d'elle; le parti libéral doit s'affirmer, alors surtout que ses adversaires tournent contre lui des principes qu'il a toujours professés.

«Il doit rechercher dans ce but ce qu'exige le présent, ce que demandera l'avenir.

«Les soussignés ont voulu pourvoir à cette nécessité. Le programme qu'ils proposent, confirme et développe celui de 1846. Il est, lui aussi, une œuvre de transaction. Ceux qui croient possible d'aller au delà des réformes qu'il demande expressément, l'ont accepté comme ceux qui veulent parcourir d'un pas plus mesuré les étapes de la route commune. Tous sont d'accord pour en faire le point de départ d'un mouvement en avant.

«Mais un programme ne peut emprunter son autorité qu'aux suffrages de toutes les forces vives du parti libéral. Provoquer cette entente par un appel aux discussions de la presse et des assemblées publiques, indiquer les points sur lesquels elle doit porter, préparer les esprits aux réformes justifiées par l'état de la société, est le droit de tout libéral. C'est le devoir de ceux qui veulent imprimer un élan nouveau et salubre au parti et, par lui, au pays tout entier.

«Ce devoir, les soussignés ont essayé de le remplir. Ils espèrent que de nombreuses adhésions viendront féconder leur initiative et assurer de nouveaux succès à la cause du progrès et de la liberté.

«Janvier 1870.»

Puis venait un manifeste ou mieux une déclaration de principes, qui fut résumé dans le programme suivant:

«I. Extension du droit électoral. Par application immédiate, pour les conseils provinciaux et communaux, substitution de l'instruction au cens comme condition de l'exercice du droit.

«II. Développement de l'enseignement public, de façon à assurer à tout enfant les moyens d'acquérir et de conserver la connaissance au moins de l'écriture et de la lecture. Lois protégeant l'enfance contre un travail prématuré ou excessif. Instruction obligatoire, complément de ces mesures.

«III. Réduction des impôts indirects. Répartition plus équitable des charges publiques. Suppression des taxes qui pèsent le plus sur les articles indispensables à la nourriture et au vêtements. Stricte économie dans les dépenses.

«IV. Réforme de l'organisation militaire, et, comme conséquence, réduction du budget de la guerre. Répartition plus égale des charges du service personnel.

«V. Suppression des dispositions légales contraires à l'égalité civile ou aux principes de la Constitution, et notamment:

«Revision de la loi de 1842 sur l'instruction primaire, des lois sur le temporel des cultes, sur le serment et sur les cimetières, de la loi sur les étrangers, des lois sur la contrainte par corps, des lois restrictives de la liberté de la presse et de la liberté individuelle, de la loi sur les livrets d'ouvriers; abrogation de l'article 1871 du code civil.»

Cette pièce était revêtue des signatures de MM. Couvreur, Guillery, représentants de Bruxelles; Le Hardy de Beaulieu, représentant de Nivelles; Defuisseaux et Francqui, membres du conseil provincial du Brabant pour le canton de Bruxelles; La Haye et Tiberghien, membres de cette assemblée pour le canton de Saint-Josse-ten-Noode; Fréd. Jottrand, bourgmestre de Saint-Josse-ten-Noode; Fontainas, échevin de la capitale et conseiller provincial; Lemaieur, échevin de Bruxelles; Gustave Jottrand, conseiller communal à Bruxelles; Evrard et Genis, conseillers communaux à Saint-Josse-ten-Noode; Fourcault, conseiller communal à Schaerbeek; Crocq, vice-président de l'académie de médecine; Van Bommel, professeur à l'université libre; Kerremans, receveur communal à Saint-Josse-ten-Noode; Coveliers, E. Degand, Ad. Demeur, L. Van den Kerckhove et Alfred Vautier, avocats; Delperdange et Devadder, ingénieurs.

Les adhésions devaient être adressées à M. l'avocat Degand, 27, rue des Commerçants, à Bruxelles.

Dans les principales villes du pays, l'appel reçut l'adhésion d'un assez grand nombre de personnes. Une première liste que nous avons entre les mains, contient pour la ville de Verviers les noms qui suivent:

Victor Dehiselle, industriel; H.-I. Lejeune-Vincent, industriel, conseiller provincial et communal de Dison; Math. Chatten fils, industriel, juge au tribunal de commerce et vice-président de la chambre de commerce; Charles Mullendorff, industriel, secrétaire de la chambre de commerce; Jean-Jos. Humblet, architecte; Math. Nissen, ingénieur, directeur de fabrique; Jean-Louis Brixhe, commissionnaire-expéditeur; Henri Pirenne, industriel, conseiller provincial et communal à Verviers; Jacq. Henrion, industriel, juge au tribunal de commerce et conseiller communal;

David-Maréchal, entrepreneur; Eugène Beaufort, employé de fabrique; Jean Adolphy, négociant en laines; Godefroid Sirtaine, avocat; Eugène Maizier, négociant, P.-J. Wankenne, négociant; G.-I. Dortu, filateur; J. Vanlair, directeur des bains et lavoirs; F. Vlaisloir, négociant; Ernest Gilon, imprimeur-libraire; L.-I. Lekeu, photographe; Henri Stappers, commissionnaire en draperies; Lekeu-Dehenau, industriel; Rinckens, ingénieur-mécanicien; Célestin Martin, industriel; Corneille Bleyfuesz, industriel; Arnold Jacquet, industriel; Jean Tasté, industriel et conseiller communal; Jules Garot, industriel, échevin à Hodimont; Pierre Seghaye, industriel, conseiller communal à Hodimont; Louis Garot, industriel.

Dans l'édition papier de 1907 apparaît à la page 157

la gravure no 52 : [Eugène Hins](#)

téléchargeable sur le site web [Les Classiques des sciences sociales](#), section Auteurs classiques : sous Louis Bertrand, député socialiste de Bruxelles.

[Retour à la table des gravures](#)

À Bruxelles, il se trouva un groupe d'hommes plus avancés encore. Nous voulons parler de MM. Charles Buis, Ch. Graux, Ed. Picard et Léon Vanderkindere.

Lors de la dissolution des Chambres, en 1870, ces hommes, anciens rédacteurs de la *Liberté*, première manière, résolurent de faire une nouvelle démonstration en faveur de leurs convictions démocratiques et spécialement de la réforme électorale.

De commun accord, ils se mirent sur les rangs pour la Chambre et pour expliquer leur attitude, ils publièrent la lettre que nous reproduisons ci-après:

«Nous croyons que l'époque n'est pas éloignée où il faudra trouver à tout prix une solution aux graves problèmes économiques qui soulèvent et tourmentent dans tous les pays *la classe ouvrière*.

«Les réformes politiques, en appelant tous les citoyens à l'examen commun, loyal et pacifique de ces grandes questions, peuvent seules préserver la société des plus redoutables catastrophes. *Il faut donc accomplir ces réformes sans retard. Il faut rompre absolument avec cette vieille politique immobile et doctrinaire qui nous a isolés du mouvement européen.* Cette rupture a été notre premier acte dans la vie politique.

«*Sur nos principes, nous ne comprenons, nous n'acceptons aucun compromis.* Toutes les réformes qu'un nouveau programme, sans sincérité et sans précision annonce au parti libéral dans des formules qui se neutralisent, et qui, sous prétexte de transaction, n'apportent que des déceptions à tous les partis, *nous les voulons immédiates et complètes.*

«On demande une extension du droit de suffrage par la substitution au cens d'une capacité qu'on ne définit pas. NOUS VOULONS LA REVISION IMMÉDIATE DE

L'ART. 47 DE LA CONSTITUTION ET L'ADJONCTION AU CORPS ÉLECTORAL D'UNE PARTIE CONSIDÉRABLE DE LA CLASSE OUVRIÈRE. Ici comme ailleurs il faut préparer largement les voies au suffrage universel.

«(Signé) Ch. Buls, Ch. Graux, Edm. Picard,
L. Vanderkindere.»

La candidature de ces messieurs fut présentée au poll de l'*Association libérale*, mais ils ne recueillirent qu'une trentaine de voix sur 442 votants. À l'exception de M. L. Vanderkindere, ils maintinrent, malgré tout, leur candidature. La lutte fut acharnée. Jamais on n'avait encore vu une campagne électorale aussi mouvementée.

Au jour du scrutin, sur 9021 votants, les trois candidats du suffrage universel obtinrent 675 suffrages... Il est vrai que les ouvriers ne votaient pas.

Quelques semaines plus tard, le parti catholique, qui était revenu au pouvoir, fit voter la réforme électorale qui se bornait à la réduction du cens exigé pour être électeur à la commune et à la province.

Cette réforme porta le nombre des électeurs provinciaux de 113,000 à 211,000 et celui des électeurs communaux de 239,000 à 341,000, mais la grande masse de la population restait sacrifiée et, pour la Chambre, le régime censitaire resta intangible.

Vaincus, les ouvriers socialistes devinrent plus révolutionnaires, croyant qu'il n'y a pas moyen d'obtenir justice des classes possédantes, et il fallut une nouvelle génération pour continuer la lutte contre le privilège électoral.

Quant aux jeunes libéraux, ils se découragèrent et abandonnèrent la lutte. La plupart, assagis avec l'âge, entrèrent dans les associations libérales et, par elles, au Parlement, où ils recommencèrent leur propagande pour une réforme électorale plus modérée, le savoir lire et écrire, sans arriver toutefois à convertir la masse des élus libéraux qui les traitèrent de brouillons. Des années passèrent et de nouvelles tentatives échouèrent encore contre l'opiniâtre esprit antidémocratique des chefs doctrinaires. Une nouvelle scission eut lieu entre les deux nuances du parti libéral et, en 1887, à la suite de la réunion d'un Congrès progressiste, un parti nouveau portant ce nom, fut constitué.

*
* *

Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique depuis 1830.
Tome II (1907)

Troisième partie : De 1850 à la Chute de l'Internationale (1874)

Chapitre VIII

L'Association internationale des Travailleurs en Belgique

L'idée internationaliste. - Fondation, en 1864, de l'Internationale. - L'association «Le Peuple» fusionne avec la section belge. - Propagande socialiste. - Grèves à Dampremy et fusillades en 1868. - Grèves et troubles à Seraing et au Borinage en 1869. - Recrudescence de la propagande. - Procès retentissants. - Arbitraire du parquet. - Guerre franco-prussienne de 1870-1871. - La commune de Paris. - Troubles à Verviers. - L'ouvrier Gillis et le soldat Weekmans. - Les congrès généraux de l'Internationale de 1866 à 1874. - Rôle de César de Paepe dans ces congrès. - La question de la propriété. - L'organisation des services publics. - Le congrès de 1872 à La Haye. - Lutte entre «autoritaires» et autonomistes. - La débâcle. - Influence de l'internationale et résultats obtenus.

[Retour à la table des matières](#)

L'idée internationaliste, autrement dit la doctrine de l'entente internationale des travailleurs dans le but de poursuivre leur complète émancipation, est très ancienne, mais elle ne s'est sérieusement précisée qu'il y a une quarantaine d'années.

Anacharsis Cloots préconisant la République du Genre humain, les démocrates voulant opposer l'Alliance des Peuples à la sainte Alliance des Rois, peuvent être classés parmi les précurseurs de cette grande idée. Elle se précisa davantage quand, en 1848, Marx et Engels publièrent le Manifeste communiste, se terminant par le cri de: *Travailleurs de tous les pays, unissez-vous!*

Déjà en 1847, nous l'avons vu, l'*Association démocratique de Bruxelles* préconisa l'union internationale de la démocratie socialiste. Dix ans plus tard, une association internationale se constitua à Londres, se proposant pour but de propager, par tous les moyens en son pouvoir, la doctrine de la solidarité, d'organiser l'assemblée universelle de la démocratie socialiste, de créer un milieu où s'étudieraient, s'élaboreraient, se propageraient et se pratiqueraient les lois du monde nouveau, c'est-à-dire la *République universelle, démocratique et sociale* ¹.

C'est le 28 septembre 1864, dans un grand meeting public tenu à Londres, dans Saint Martin's Hall, que furent jetées les bases de l'*Association internationale des Travailleurs*. Mais le point de départ de cette association remonte à l'Exposition universelle de Londres, en 1862. Celle-ci avait mis en présence des ouvriers anglais, membres de Trades-Union, et des ouvriers français, délégués par leurs camarades d'atelier, à l'effet d'aller «étudier les grands travaux artistiques et industriels figurant à l'Exposition». Mais ceux-ci étendirent leur tâche et ils étudièrent aussi les conditions du travail et l'organisation syndicale et coopérative des ouvriers de la Grande-Bretagne.

Un grand banquet eut lieu le 5 août 1862 dans la Loge des francs-maçons de Londres. Les ouvriers anglais y lurent, au nom de leurs camarades, une adresse aux ouvriers français qui peut être considérée, en quelque sorte, comme le premier anneau de la chaîne qui devait, par la suite, unir les travailleurs des deux pays.

Voici les principaux passages de ce document historique:

«Nous, ouvriers anglais, saisissons avec bonheur l'occasion de votre présence à Londres, pour vous tendre une main fraternelle, et nous vous disons de tout cœur: Soyez les bienvenus...

«Dans des siècles d'ignorance et d'obscurantisme, nous n'avons su que nous haïr; c'était le règne de la force brutale. Aujourd'hui, sous l'égide de la science civilisatrice, nous nous rencontrons comme enfants du travail; le règne de la force morale est venu...

«Quoique l'avenir semble nous promettre la satisfaction de nos droits et de nos espérances, nous ne devons pas nous dissimuler que nous n'y arriverons pas sans des luttes sérieuses: l'égoïsme rend trop souvent les hommes aveugles à leurs véritables intérêts et produit la division et la haine là où il ne devrait y avoir qu'amour et solidarité.

«Aussi longtemps qu'il y aura des patrons et des ouvriers, qu'il y aura concurrence entre les patrons et des disputes sur les salaires, l'union des travailleurs entre eux sera leur seul moyen de salut.

«La concorde entre nous et nos patrons est le seul moyen de diminuer les difficultés par lesquelles nous sommes entourés.

¹ Les statuts de cette association étaient signés J. Nash, A. Talandier, secrétaire et L. Obonki, trésorier. Le siège social était à Londres, High Holborn, 178-179.

«...Nous ne prétendons pas résoudre ces questions, mais nous disons qu'elles doivent être résolues et que, pour cette tâche, ce n'est pas trop de demander le concours de tous: des philosophes, des hommes d'État, des historiens, des patrons et des ouvriers de tous les pays. Il est du devoir de tout homme de prendre sa part de ce travail.

«...Nous pensons qu'en échangeant nos pensées et nos observations avec les ouvriers des différentes nationalités, nous arriverons à découvrir plus vite les secrets économiques des sociétés. Espérons que, maintenant que nous nous sommes serré la main, que nous voyons que comme hommes, comme citoyens et comme ouvriers, nous avons les mêmes aspirations et les mêmes intérêts, nous ne permettrons pas que notre alliance fraternelle soit brisée par ceux qui pourraient croire de leur intérêt de nous voir désunis; espérons que nous trouverons quelque moyen international de communication, et que chaque jour se formera un nouvel anneau de la chaîne d'amour qui unira les travailleurs de tous les pays.»

L'année suivante, au printemps de 1863, une nouvelle agitation en faveur de la Pologne éclata en France. Une grande assemblée en faveur de cette nation martyre fut organisée à Londres. Six ouvriers parisiens, dont Tolain et Cohadon, s'y rendirent. Mais le but réel de leur voyage était d'arrêter les bases d'une association de travailleurs. L'idée était lancée; elle fut réalisée l'année suivante au grand meeting de Saint-Martin's Hall. On y arrêta les bases de la nouvelle association, un comité fut élu avec mission d'élaborer des statuts pour l'Internationale et il fut décidé enfin qu'un congrès ouvrier se réunirait en 1865.

Dans son manifeste inaugural, l'Internationale déclarait que c'est un fait vraiment remarquable que de voir que la misère n'a pas diminué de 1848 à 1864, malgré un progrès économique et industriel sans exemple. Pour l'affirmer, les rédacteurs du manifeste s'appuyaient sur des faits et des exemples empruntés aux documents officiels anglais et dont il résultait que le nombre des malheureux était plus considérable qu'auparavant, alors que la fortune publique avait augmenté dans une énorme proportion.

La défaite du prolétariat en 1848, continue le manifeste, amena une réaction politique. Le capital fut de nouveau tranquille, pendant que, dans les rangs des travailleurs, le découragement était grand et que les plus forts émigrèrent aux États-Unis.

Le mouvement chartiste échoua à son tour.

La presse démocratique-socialiste succomba à la tâche et vit ses organes disparaître l'un après l'autre.

La découverte des terrains aurifères en Californie influa sur les prix et un travail plus abondant et des salaires plus élevés calmèrent momentanément les ouvriers.

Les travailleurs anglais, grâce au désaccord momentané entre les maîtres de la terre et les industriels, obtinrent le bill des dix heures et on put constater les effets merveilleux de la réduction de la durée du travail qui peuvent se résumer ainsi: bienfaits physiques, moraux et intellectuels.

Ce bill de la journée de dix heures ne présenta pas seulement un intérêt pratique; il fut encore le triomphe d'un principe.

Le manifeste s'étend ensuite sur le développement acquis par l'organisation coopérative, surtout des manufactures coopératives. La valeur de ces expériences est grande. Elles prouvent que les travailleurs peuvent se passer des capitalistes patrons, que le travail salarié est une forme transitoire et doit disparaître devant le travail associé.

Mais il est démontré aussi que le travail salarié ne pourra jamais arrêter le développement du monopole capitaliste.

Les capitalistes se servent de leurs privilèges politiques pour défendre et perpétuer leurs privilèges économiques. Il faut que la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière devienne le premier devoir de celle-ci.

Le manifeste se terminait par ces mots: *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!*

*
* *

L'organisation interne de l'Internationale était ainsi fixée, notamment en Belgique:

D'abord, *la section*. La section est le type de la commune. Là sont réunis les ouvriers de tous les métiers et là doivent être traitées toutes les affaires intéressant la généralité des travailleurs. À la tête de la section, il y a un comité administratif chargé d'exécuter les mesures prises par les membres réunis en assemblée.

Au-dessus de la section vient le *Conseil fédéral*. Celui-ci est composé des délégués des différents groupes locaux. Dans ces groupes sont comprises:

Les sociétés de résistance ou syndicats.

Les associations coopératives de consommation et de production.

Les sociétés de secours mutuels et de prévoyance.

Les cercles d'études et de propagande, etc,

Les différentes sections locales sont reliées à leur tour en *fédération*, par région, par centre industriel ou par arrondissement administratif

Les dites fédérations sont représentées à leur tour au *conseil général belge* siégeant à Bruxelles.

Enfin, au-dessus des conseils généraux de chaque pays, il y avait le conseil général de l'Internationale, siégeant à Londres.

Au moment où l'Internationale se constituait, l'organisation ouvrière et socialiste représentait fort peu de chose en Belgique. Comme principal centre d'action et de propagande, il n'y avait, à vrai dire, que l'*Association le Peuple* de Bruxelles, qui avait fondé quelques rares groupes ou cercles d'études et de propagande en province.

Le 20 août 1865, la *Tribune du Peuple* publiait le règlement provisoire de l'*Association internationale des Travailleurs*. C'est la première fois qu'il est question de cette association dans le seul organe socialiste belge de l'époque. Ce règlement était suivi du manifeste que nous avons analysé succinctement plus haut; il portait la signature de trois ouvriers anglais Odger, Cremer et Wheeler.

Entretemps, Léon Fontaine avait fait venir de Londres une centaine de cartes de membre de l'Internationale et avait recueilli des adhésions. Dans son numéro du 20 août 1865, la *Tribune* fit un appel aux ouvriers pour leur recommander l'affiliation à l'Internationale. Cet appel était signé de deux noms: Charles Maetens et J.-B. Boone.

La *Section belge* se réunissait au cabaret *Le Nouveau Monde* (*Ancien Cheval de Bronze*), rue des Minimes. Dans la première séance, on s'occupa de l'organisation de la conférence de Londres, qui devait avoir lieu le 25 septembre et les jours suivants. Dès ce moment, la section belge entra en rapport avec le conseil général de Londres.

Peu de temps après, l'*Association le Peuple*¹ prononçait sa dissolution pour fusionner avec la section belge de l'Internationale et, à dater de janvier 1866, la *Tribune du Peuple* devint l'organe de l'*Association internationale des Travailleurs*.

Tels furent les modestes débuts de la grande Association en Belgique.

Pendant les trois premières années, ou plus exactement du mois d'août 1865 au mois d'avril 1868, l'organisation de l'*Internationale* en Belgique se fit très lentement et sans trop de succès.

Les Belges se firent cependant représenter à la conférence de Londres, en septembre 1865. Leur délégué fut César De Paepe. C'était une conférence administrative, remplaçant le congrès annoncé l'année précédente. Les délégués se réunirent au local *Adelphi Terrace* à Londres. Paris y était représenté par quatre délégués Tolain, Fribourg, Ch. Limousin et Eugène Varlin. Philippe Becker y représentait les sections allemandes de la Suisse; Duplex la section française de Genève; Vésinier et Lelubez la branche française de Londres; Odger, Cremer, K. Marx, E. Dupont et Arthur Jung, le conseil général.

Au premier congrès général qui eut lieu à Genève, en septembre 1866, il n'y eut qu'une cinquantaine de délégués, dont seize Français, un Anglais, deux Allemands et des Suisses. Les Belges n'y étaient pas représentés.

¹ Au mois d'avril 1865, une nouvelle association avait été fondée à Bruxelles, dans le but d'organiser des meetings sur les questions intéressant spécialement la classe ouvrière. Le comité provisoire de ce nouveau groupe était composé de Esselens, chimiste, l'un des condamnés du *Prado*; Wuinne, professeur; C. De Paepe, typographe et Eugène Steens, voyageur. Les meetings avaient lieu tous les samedis soir, à 9 heures, au cabaret *Maison des Tanneurs*, Grand'Place.

Coulon et ses amis Pellerin et autres, avaient fondé, dans le même but, le *Cercle populaire*, à tendance plus radicale, plus révolutionnaire. Le premier de ces deux groupes ne vécut pas longtemps; ses membres entrèrent à l'Internationale. Quant à Coulon, Pellerin et consorts, ils n'adhérèrent point à l'Internationale, bien qu'au congrès général de Bruxelles (1868) ils y furent délégués tous deux par leur association de métier, les cordonniers et les tailleurs.

C'est à ce congrès que fut adopté ce que l'on a appelé le *Pacte fondamental*, et dont voici le texte:

«Considérant:

«Que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, que les *efforts des travailleurs pour conquérir leur émancipation ne doivent pas tendre à constituer de nouveaux privilèges*, mais à établir pour tous les mêmes droits et les mêmes devoirs;

«Que l'assujettissement du travailleur au capital est la source de toute servitude politique, morale et matérielle;

«Que pour cette raison *«l'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel doit être subordonné tout mouvement politique;»*

«Que tous les efforts faits jusqu'ici ont échoué, faute de solidarité entre les ouvriers des diverses professions dans chaque pays, et d'une union fraternelle entre les travailleurs des diverses contrées;

«Que l'émancipation des travailleurs *n'est pas un problème simplement local ou national*; qu'au contraire ce problème intéresse toutes les nations civilisées, sa solution étant nécessairement subordonnée à leur concours théorique et pratique;

«Que le mouvement qui s'accomplit parmi les ouvriers des pays les plus industriels de l'Europe, en faisant naître de nouvelles espérances, donne un solennel avertissement de *ne pas retomber dans les vieilles erreurs*, et conseille de combiner tous les efforts encore isolés;

«Par ces raisons: Le Congrès de l'association internationale déclare que cette association, ainsi que toutes les sociétés ou individus y adhérant, reconnaîtront comme devant être la base de leur conduite envers tous les hommes, *la vérité, la justice, la morale, sans distinction de couleur, de croyance ou de nationalité*.

«Le Congrès considère comme un devoir de réclamer non seulement pour les membres de l'association les droits de l'homme et du citoyen, mais encore pour quiconque accomplit ses devoirs.

«Pas de droits sans devoirs, pas de devoirs sans droits.»

Les années 1865 et 1866 se passèrent en Belgique sans que l'*Internationale* fasse beaucoup parler d'elle.

Mais des groupes d'ouvriers s'organisèrent cependant, par corps de métiers et le 21 avril 1867, un meeting fut convoqué dans le but de fédérer ces associations ouvrières au sein de l'*Internationale*.

La section belge, établie à Bruxelles et qui comptait quelques adhérents en province, se constitua en Fédération, dans le but de recueillir les adhésions des diverses sociétés de métier. Mais ce ne fut que deux mois plus tard que la *Fédération* adopta définitivement ses statuts et qu'elle nomma sa commission administrative.

Celle-ci fut composée comme suit:

A. Van den Houte, peintre; C. De Paepe, correcteur typographe; F. Allard, menuisier; Verstegen, mécanicien; B. Delesalle, bijoutier; H. Nys, tailleur; Ch. Maetens, teinturier en peaux; Vanzutendael, luthier; Vandewatine, ébéniste; L. Verrycken, boulanger; Redailly, cordonnier; Korn-Verbuggen, typographe; C. Standaert, gantier; F. Frenay, doreur; Colard, marbrier; M. Lebrun, luthier et Thibaut, tapissier.

En 1867, un grand effort fut accompli pour organiser les travailleurs en syndicats, appelés alors sociétés de résistance.

De nombreuses grèves eurent lieu et provoquèrent un mouvement d'organisation plus actif ¹.

À Gand, les principaux corps de métiers s'organisèrent et bientôt il exista vingt-trois associations ouvrières qui se fédérèrent, mais n'avaient pas adhéré à l'*Internationale*. Parmi les principaux organisateurs de la classe ouvrière gantoise, on cite Serane, des tisserands, Massin, des peintres, Jean Deridder, de la Fédération ouvrière, Doische, des menuisiers.

À Anvers, une association de menuisiers fut constituée grâce à l'initiative de deux hommes: Mélaerts et Bredehorst. Le *Volksverbond* se fortifia avec Philippe Coenen, Labaer, Bredehorts, et bientôt, par son affiliation à l'Internationale, devint la section anversoise de cette association.

À Verviers, l'association les *Francois Ouvriers* fut fondée au mois de novembre, avec A. Larondelle comme président. Peu de temps après, cette société, composée principalement de tisserands, adhéra aussi en bloc à l'Internationale.

À Liège, l'Internationale ne possédait, en 1867, que des membres ayant adhéré individuellement. Mais il y existait diverses associations de résistance, celle des marbriers notamment, et l'on travailla pour les fédérer et les unir à l'Internationale.

Vers la fin de l'année, la section liégeoise fut cependant constituée et son comité provisoire fut composé de P. Beguin, graveur-lithographe; S.-L. Chrétien, bandagiste; G. Clarmont, comptable; J. De Witte, peintre et J.-C. Gange, graveur.

À Bruxelles, l'association des mécaniciens fut constituée avec Dobbelaere comme président; de même s'organisèrent les cordonniers, les ébénistes, etc.

Des élections pour le Conseil de Prud'hommes devaient avoir lieu dans diverses villes du pays et, à cette occasion, un grand nombre de réunions publiques furent organisées dans le but de protester contre la loi des prud'hommes et surtout contre le maintien de l'article 1781 du Code civil, que le Sénat, par un vote récent, avait refusé d'abroger.

Le gouvernement libéral avait proposé, en 1867, de réorganiser l'armée et de porter le contingent annuel de 10,000 à 13,000 hommes. Un vaste mouvement de

¹ Grèves de houilleurs à Marchiennes, pour une question de tarif, de tailleurs et de teinturiers en peaux à Bruxelles, de cordonniers et de menuisiers à Gand, pour une augmentation de salaires.

protestation contre le système des armées permanentes et contre la conscription se produisit à cette occasion.

Cette propagande contre le régime militaire existant avait été provoqué principalement par des démocrates bourgeois et par des catholiques, parmi lesquels M. Coomans se fit remarquer au premier rang.

Les groupes de l'Internationale discutèrent alors la question de savoir si les socialistes devaient ou non participer à ce mouvement. La majorité se prononça pour la négative. Mais l'Association décida cependant de provoquer un mouvement parallèle, en organisant, elle aussi, de nombreux meetings et conférences.

Dans l'édition papier de 1907 apparaît à la page 169

la gravure no 53 : [Edmond Picard](#)

téléchargeable sur le site web [Les Classiques des sciences sociales](#), section Auteurs classiques : sous Louis Bertrand, député socialiste de Bruxelles.

[Retour à la table des gravures](#)

Les réunions en question furent suivies par une foule énorme à Bruxelles, à Anvers, à Liège, à Gand, à Verviers, etc. Un vaste pétitionnement fut organisé, mais tout cela n'eut pas le don d'émouvoir le gouvernement ni la majorité libérale de la Chambre, et le recrutement de l'année resta le même, c'est-à-dire favorable aux classes riches ou aisées qui, moyennant quelques centaines de francs, dispensaient leurs fils du service militaire.

En 1868, l'*Internationale* fit de grands progrès. Ces progrès s'accrochèrent surtout après une fusillade d'ouvriers qui eut lieu au mois d'avril, au charbonnage de l'Épine, à Dampremy, près de Charleroi.

Au congrès belge, tenu à Bruxelles, le 5 juillet 1868, assistaient de nombreux délégués de Bruxelles, d'Anvers, de Gand, de Bruges, de Verviers, de Charleroi, de Dampremy, de Jumet, de Marchienne, de Châtelineau, d'Ensival, de Pepinster, etc. On s'y occupa surtout de l'organisation du congrès international qui devait se réunir à Bruxelles, au mois de septembre.

C'est surtout dans les régions industrielles du pays de Charleroi que la propagande fut active. Des orateurs de Bruxelles y allèrent d'abord pour protester contre l'odieuse fusillade dont les ouvriers avaient été les victimes, et contre les arrestations qui avaient suivi. Dix à douze meetings avaient lieu chaque dimanche dans la région et on y recommandait spécialement aux ouvriers de s'organiser en société de métiers, pour la défense de leur salaire et, en général, pour améliorer les conditions du travail. On leur conseilla aussi d'organiser des sociétés de consommation, en commençant par la vente des farines, ce qui devait leur permettre de réaliser immédiatement un bénéfice de 5 à 6 francs par sac de 100 kilogrammes.

Un nouveau congrès eut encore lieu le 25 décembre, à Bruxelles. On s'y occupa principalement de l'organisation générale de l'Internationale qui, par suite de la fondation de nombreuses sections en province, était devenue une force réelle.

Ce Congrès décida que la Section bruxelloise de l'Internationale devait être considérée désormais comme une Section centrale pour tout le pays, sous le nom de *Conseil général des Sections belges*. Il définit ses attributions et prit une série de mesures propres à favoriser la création de nouvelles associations ouvrières, dans tout le pays.

Le 17 janvier 1869, parut le premier numéro du journal hebdomadaire *L'Internationale*.

Le Conseil général belge fut définitivement constitué. Il eut comme secrétaire général Eugène Hins, professeur; secrétaires pour l'étranger: C. De Paepe, correcteur typographe, et Alph. Vandenhauten, peintre; secrétaire des séances: Paul Robin, professeur; trésorier Charles Maetens, teinturier en peaux.

Les autres membres du Conseil étaient en même temps correspondants des groupes de chaque région, du pays où il y avait des sections.

Pour Anvers, c'était Louis Callewaert, sculpteur.

Pour Bruges et Gand, Henri Delplanke, menuisier.

Pour Liège, Paul Robin.

Pour Verviers et les environs, Eugène Hins.

Pour le pays de Namur, G. Brasseur, tourneur en fer.

Le bassin de Charleroi, vu le nombre des associations qui y existaient, possédait six correspondants au sein du Conseil général: Henri Lerycke, magasinier; J. Delvaux, tailleur; Laurent Verrycken, boulanger; Eugène Steens et A. Vandenhauten.

Le Borinage avait deux correspondants: C. Standaert, gantier, et Désiré Brismée, imprimeur.

Le Centre avait pour correspondant Debrauwer, peintre, et pour les Écaussines, Zébier, marbrier.

L'internationale était ainsi devenue une puissance en Belgique.

Jusque là, la presse bourgeoise, tant libérale que catholique, avait fait sur cette organisation la conspiration du silence. Elle dédaignait de parler des ouvriers qui avaient l'audace grande de se plaindre de l'état social et qui, comme de simples bourgeois, voulaient avoir des sociétés, des journaux, constituer un Parti en un mot, comme s'il pouvait y avoir place en Belgique pour un autre parti que le libéral et le clérical.

Cependant l'Internationale avait grandi et prospéré malgré le dédain et le silence de la grande presse. Aussitôt, celle-ci changea d'allure. Elle s'occupait désormais de la

terrible Association, mais pour en dénaturer le but, en salir les défenseurs et les chefs, pour lui endosser tout mouvement de mécontentement, de grève ou de révolte qui se manifesterait parmi les ouvriers, sur un point quelconque du territoire.

Rien n'y fit, cependant, et l'organisation et la propagande de l'Internationale s'étendirent constamment.

Au début de l'année 1869, des réunions furent tenues dans la partie flamande du pays: à Bruges, à Termonde, à Alost, à Malines, à Lokeren et à Saint-Nicolas.

Dans la région de Charleroi, depuis la fusillade du mois d'avril 1868, c'est-à-dire en moins d'un an, quarante-deux sections avaient été constituées; le sang des ouvriers avait produit son effet...

Le Centre fut entamé à son tour par la propagande socialiste et les ouvriers de cette région, principalement les mineurs et les métallurgistes, s'organisèrent en associations de métiers.

Les sections de Liège et de Verviers organisèrent des meetings dans les communes de ces deux agglomérations et y recrutèrent de nouveaux soldats qu'elles enrôlèrent dans l'armée du travail.

À Namur et à Dinant, des sections furent également constituées.

Dans le Brabant, le mouvement ouvrier se développa aussi. Les maçons, les terrassiers, les chapeliers, les teinturiers en peaux, les mécaniciens et les relieurs s'organisèrent. Il en fut de même des paveurs de Waterloo et des tisserands de Loth et de Ruysbroeck. De nombreux meetings de propagande se tinrent à Woluwe-Saint-Pierre, à Koekelberg, à Hautain-le-Val, à Waterloo, au Chenois, etc.

À Anvers, l'association des cigariers, forte de 400 membres, s'affilia à l'*Internationale*.

À Bruges, plusieurs sociétés ouvrières firent de même.

À Gand, la *Fédération ouvrière* s'était également affiliée.

*
* *

De nombreuses grèves éclatèrent au mois d'avril 1869, dont deux furent sanglantes, à Seraing et dans le Borinage.

Après les massacres d'ouvriers, la justice procéda à de nombreuses arrestations. Les membres du Conseil général de l'*Internationale* furent appelés à tour de rôle chez le juge d'instruction; on procéda à des perquisitions au cours desquelles on saisit de nombreux papiers, puis il ne fut plus question de rien, le parquet n'ayant pu découvrir la moindre trace d'un complot!...

Au mois de septembre eut lieu à Bâle le Congrès annuel de l'*Internationale*. La Belgique était représentée par cinq délégués: Hins, pour la Fédération de Bruxelles; P. Robin, pour la Fédération liégeoise, Bastin, pour Verviers; Brismée, pour Bruxelles et C. De Paepe, pour la Fédération du bassin de Charleroi.

Au Congrès de Bâle, la question de la propriété avait été longuement discutée et les Belges y virent triompher le principe de l'appropriation collective de la terre et des instruments de production.

Le mois suivant, la section bruxelloise décida de consacrer une série de réunions à la discussion des questions suivantes:

1° De l'organisation du travail;

2° De quelle manière devra s'opérer la liquidation sociale;

3° De l'administration de la Société future.

Le journal *L'Internationale*, parlant de ces discussions, disait:

«... Il est urgent que tous les travailleurs discutent et approfondissent ces questions. Qui sait jusqu'à quel point le moment est proche où, sous peine d'abdiquer, le parti socialiste devra tenter la réalisation de ses espérances...»

Pendant des années, les propagandistes de l'idée socialiste avaient lutté désespérément. Souvent, voyant le peu de succès de leur propagande, ils se plaignaient amèrement se demandant eux aussi,

*Combien de temps, une pensée,
Vierge obscure attend un époux...*

En 1869, tout était changé et, sincèrement, ils se croyaient à la veille d'une révolution qui allait émanciper le travail

*
* *

À la fin de l'année 1869, l'*Internationale* était puissante partout. En Belgique, elle était solidement organisée dans toutes les contrées industrielles. En Suisse, en Angleterre et en Allemagne, elle avait recueilli de nombreuses adhésions. En France, elle n'était pas bien forte, numériquement, la loi interdisant les associations de plus de vingt personnes, et les deux procès faits à la section parisienne ayant fait reculer bien des ouvriers; mais l'idée était lancée et les masses avaient compris la nécessité pour les travailleurs de s'unir par dessus les frontières, s'ils voulaient constituer une force capable d'entrer en lutte contre le capitalisme.

En réalité, on s'exagérait beaucoup la force réelle de l'association internationale et cela par la faute même des dirigeants et de la presse bourgeoise. Nous l'avons dit déjà,

aucun fait un peu important ne se produisait en Europe: grève, manifestation, émeute, sans que les journaux affirmassent que l'*Internationale* y était mêlée. À entendre ses adversaires, elle avait la main partout; elle agissait soit secrètement soit en plein jour. On disait aussi, toujours dans le but d'effrayer les bourgeois, que l'*Internationale* avait un trésor de guerre énorme, qu'elle possédait des millions...

Le grand journal anglais, le *Times*, parlant à la fin de 1869 de l'*Internationale*, imprimait les lignes suivantes:

«Nous l'avouons, nous nous sommes moqués de cette étrange association! Eût-on cru, il y a quatre ans, qu'elle était destinée à jouer un tel rôle dans l'univers, deviné son importance future, ses progrès rapides et inouïs? Pour assister dans l'histoire an spectacle d'une telle organisation formidable et d'une propagande pareille, faisant des millions et des millions de prosélites, il faudrait remonter aux premiers temps du christianisme.»

Dans le cours du premier semestre de l'année 1870, la propagande et l'organisation ouvrière continuèrent. On se préparait déjà à discuter dans les groupes les questions qui devaient figurer à l'ordre du jour du Congrès international qui devait s'ouvrir à Paris au mois de septembre, quand les premiers bruits de guerre entre la France et la Prusse furent connus.

Aussitôt la guerre déclarée, les principales sections de l'*Internationale*, dans les divers pays d'Europe, protestèrent en publiant des manifestes.

La propagande fut arrêtée net. Le journal l'*Internationale*, de Bruxelles, pendant des mois, laissa encombrer ses colonnes par la publication de ces divers manifestes de protestation contre la guerre.

Vint la défaite de l'armée française, la chute piteuse et lamentable de Napoléon III et la proclamation de la République. Un instant, on espéra que la guerre allait prendre fin, Guillaume de Prusse ayant déclaré, à maintes reprises, qu'il n'en voulait pas au peuple français, mais à l'empereur.

Mais la guerre continua. Le siège de Paris dura jusqu'en mars 1871 et le 18 de ce même mois, le peuple entra en conflit avec le gouvernement et l'insurrection devint maîtresse de la capitale. Elle fut écrasée, étouffée dans le sang, pendant les dernières journées de mai et l'«ordre» fut de nouveau rétabli.

Naturellement, l'*Internationale* fut accusée d'avoir suscité le mouvement communaliste. On la rendit responsable de l'incendie de Paris, du massacre des otages, etc.

Une fois de plus la calomnie fit son œuvre. Aussi, le bel élan d'organisation ouvrière, la campagne de propagande intensive de l'*Internationale* furent-ils réduits à leur plus simple expression; de nombreux membres abandonnèrent les syndicats et ceux-ci, pour la plupart, se désaffilièrent de l'*Internationale*.

*

* *

Revenons un instant en arrière pour raconter les événements sanglants du mois de mars 1868 à Dampremy, d'avril 1869 à Seraing et au Borinage, ainsi que des procès et des arrestations qui suivirent.

La situation des houilleurs du Bassin de Charleroi était fort pénible. Ils ne travaillaient plus que trois à quatre jours par semaine et leurs salaires avaient été fortement réduits. Le 24 mars 1868, les directeurs de charbonnages, firent savoir aux ouvriers qu'ils diminuèrent de nouveau les salaires de cinq pour cent.

Ce fut le directeur du charbonnage du *Gouffre*, à Châtelineau, qui le premier annonça cette nouvelle. Les ouvriers cessèrent aussitôt le travail, bien qu'ils ne possédassent aucune organisation.

Aussitôt la grève déclarée, l'autorité, comme de coutume, et sans que le moindre désordre se fût produit, envoya sur les lieux des gendarmes et des soldats.

Les grévistes, dans l'espoir de faire revenir les patrons sur les diminutions de salaires annoncées, tentèrent d'étendre la grève aux autres charbonnages de la région. Ils se formèrent alors en cortège et allèrent aux différentes fosses pour y faire remonter les ouvriers, menaçant de couper les câbles si le mécanicien refusait de procéder à la remonte.

Les gendarmes arrivèrent aussitôt sur les lieux et dispersèrent les ouvriers qui étaient fort exaltés.

La bande se reforma, grossie à chaque instant, et continua sa route, brisant sur son passage les carreaux de divers établissements industriels.

Arrivés à Montigny, les grévistes se rendirent au charbonnage de l'Epine. Le bureau du charbonnage fut envahi, on y lacéra les livrets et on s'y livra à des dégradations diverses.

La foule se rendit ensuite dans la cour du charbonnage. Sur ces entrefaites, un détachement de soldats du 11^e de ligne arriva. Le commandant, le major Quenne, entra dans la cour et somma les ouvriers de se retirer. Ou lui jeta quelques pierres. Aussitôt le commandant, perdant son sang-froid, fit reculer ses hommes de quelques pas et leur ordonna de faire feu... Une vingtaine de personnes furent atteintes. Dix, dont deux femmes, furent tuées net, et les autres grièvement blessées.

L'*Étoile belge* qui, dans la narration de cet épisode sanglant ne fut pas tendre pour les «émeutiers» et qui, parlant de la fusillade de gens sans armes, appelait cela *une leçon*, écrivit au sujet de ces faits:

«Jamais on n'a vu spectacle plus douloureux que celui de la fosse de l'Epine. Une malheureuse femme qui voulait arracher son mari des rangs des forcenés a eu le sein traversé; elle serait morte ainsi que son mari. Quant au transport des cadavres, c'était chose navrante: une malheureuse dont le mari avait succombé, voulait absolument monter sur la charrette où était son corps; les mères, les femmes et les filles pleuraient. Et elles devaient pleurer des larmes amères, car ce furent cette fois comme toujours des femmes qui ont, dans toutes les excursions, précédé les émeutiers en les excitant.»

La grève s'étendit à la plupart des charbonnages du Bassin de Charleroi et il y eut encore plusieurs ouvriers blessés dans des charges de gendarmes.

Une quarantaine d'ouvriers furent arrêtés et conduits à la prison de Charleroi.

Mais au bout de peu de jours, les ouvriers, poussés par la faim, furent obligés de reprendre le chemin de la fosse, la tête baissée, comme des vaincus.

Le Conseil général belge de l'*Internationale*, tout en déplorant et en condamnant les violences, protesta, dans un long manifeste ¹, contre les massacres des ouvriers à la fosse de l'Épine et recommanda aux travailleurs de s'associer s'ils voulaient voir améliorer leur condition, les grèves de misère ne pouvant rien dans cette voie.

Il s'occupa aussi de venir en aide aux veuves et aux orphelins des ouvriers tués, aux femmes et aux enfants des blessés et des prisonniers. Il se mit également en rapport avec quelques avocats pour pourvoir à la défense des détenus.

En attendant, de nombreux meetings furent convoqués dans les principales communes du Bassin de Charleroi. Le premier eut lieu à Dampremy, localité où avait eu lieu la fusillade. D'autres suivirent et c'est à la suite de cette propagande que 42 sections furent constituées au bout de quelques mois. Parmi les orateurs, tous Bruxellois, qui allèrent porter la bonne parole dans ces localités, nous relevons les noms de Brismée, Hins, Verrycken, Allard, Lebrun, V. Arnould, F. Otterbein, E. Steens et L. Fontaine; ce dernier était originaire de Charleroi.

Voici en quels termes Eugène Hins raconte ses impressions sur les premiers meetings donnés à Charleroi, dans un article intitulé: *Souvenirs d'antan*:

«Ce fut au commencement de mai 1868, que nous tînmes notre premier meeting dans le bassin de Charleroi - le premier également que nous ayons donné en province: on pourrait dire notre *maiden-meeting*. Ce fut à Dampremy, au Camp de Moscou. Brismée et moi y avions été délégués par la section bruxelloise, qui garda la direction de tout le mouvement jusqu'à la fin de cette année. Je me rappellerai toujours combien l'attitude des ouvriers nous étonna, combien nous fûmes frappés de l'état de dépression où ils se trouvaient. Ils venaient d'être obligés de reprendre le travail sans rien avoir obtenu, après une répression sanglante, après des arrestations qui étaient venues renforcer la terreur causée par la répression. Ignorant leurs droits, que personne n'avait jamais songé à leur apprendre. Ils croyaient que tout pouvait être permis contre eux. Un petit nombre seulement se risqua à assister au meeting, et encore ceux-là ne se montraient-ils pas bien braves: ils y arrivaient en rasant les murs, comme pour ne pas être remarqués. Plusieurs même s'adressèrent aux gendarmes protecteurs de l'ordre, pour s'informer s'ils ne commettaient pas un délit en assistant au meeting. Je prie les lecteurs de croire que je n'exagère pas: le spectacle nous frappa tellement, qu'il est resté ancré dans notre mémoire et nous nous le sommes souvent rappelé dans la suite, Brismée et moi. Et quoi d'étonnant? Après tout ce qu'on s'était permis contre eux depuis les débuts de leur vie de labeur, comment ces gens-là auraient-ils pu se faire une idée de ce qui est autorisé et de ce qui est défendu? Le droit leur était inconnu; ils n'avaient jamais vu que l'arbitraire.

¹ Ce manifeste, signé par tous les membres du Conseil, avait été rédigé par un réfugié français, Vésinier. Il était écrit dans un style éclatant et les ouvriers n'ont pas dû y comprendre grand'chose.

«Par exemple, il faut se hâter d'ajouter qu'une fois qu'ils nous eurent entendus, ainsi que d'autres compagnons dans les meetings qui suivirent, proférer toute espèce de paroles hardies, devant les gendarmes, s'il vous plaît; quand ils nous eurent entendus attaquer les patrons, le gouvernement, la société tout entière, - sans être arrêtés immédiatement!!! - alors ils se rassurèrent et ce ne furent plus les mêmes hommes. La transformation fut si subite, qu'elle me fit songer au conte de *La Belle au bois dormant*: c'était toute la classe ouvrière qui se réveillait d'un engourdissement de longues années et se reprenait à la vie, avec une hâte fiévreuse de regagner le temps perdu.

«Notre deuxième meeting fut tenu le dimanche suivant au Faubourg; le troisième à Couillet, où j'allai seul, tandis que d'autres compagnons portaient la bonne nouvelle ailleurs. Depuis lors, nous tîmes tous les dimanches un grand nombre de meetings, nous coupant en quatre pour satisfaire à toutes les demandes. Et partout les foules accouraient, les sections se fondaient - une vraie poussée de champignons après une pluie d'orage... ¹ »

*
* *

Après avoir fait cinq mois de prison préventive, vingt-deux accusés, dont cinq femmes, furent renvoyés devant la Cour d'assises du Hainaut siégeant à Mons.

Le procès dura une semaine.

La Cour était présidée par M. Corbisier de Méhaultsart; le siège du ministère public était occupé par M. Melot.

Au banc de la défense, onze avocats: cinq du barreau de Mons, MMes de Barrelet, Debert, Demaret, Mabilie et Masquelier et six de Bruxelles, appartenant à la rédaction de la *Liberté*: V. Arnould, Louis Claes, P. Janson, E. Robert, P. Splingard et Van Goitsnoven.

Le 17 septembre, après des plaidoiries émouvantes, le jury prononça l'acquittement de tous les accusés.

Les avocats furent acclamés par la foule venue nombreuse pour assister à l'épilogue de ce procès retentissant. On remercia aussi le jury et celui-ci offrit, le jour même, un banquet aux avocats, à l'*Hôtel de la Couronne*, à Mons.

Le soir où le verdict fut prononcé, il y avait précisément séance de la Section bruxelloise. Quand on y apprit l'acquittement des accusés de l'Épine, on décida d'illuminer la façade du local, à l'aide de quelques lampions. On se rendit en cortège à la gare du Midi, pour y féliciter et remercier les avocats, et ce fut ce jour-là que Janson et Robert se firent recevoir membres de l'Association internationale des travailleurs.

¹ Journal de Charleroi, n° du 29 septembre 1903.

Cette sanglante échauffourée de Dampremy émotionna cependant le pouvoir. Plusieurs journaux qui avaient applaudi à la répression sanglante, trouvèrent que le Gouvernement avait tort de ne pas s'occuper du sort des ouvriers houilleurs.

M. Jamar, ministre des travaux publics, par une circulaire du 3 novembre 1868, ordonna aux ingénieurs des mines d'ouvrir une enquête sur la situation des ouvriers dans les mines et les usines métallurgiques. Or, sait-on à qui les ingénieurs des mines s'adressèrent pour obtenir leurs renseignements? Aux industriels seuls! Plusieurs journaux socialistes protestèrent, mais ce fut en vain, et l'année suivante le Gouvernement publiait le résultat de son enquête, en un gros volume de 500 pages ¹.

Comme on devait s'y attendre, cette enquête ne produisit rien et ne fut suivie d'aucune mesure législative, les dirigeants d'alors estimaient, d'ailleurs, que l'État n'avait aucunement le droit d'intervenir en matière sociale.

*
* *

Dans l'édition papier de 1907 apparaît à la page 181

[la gravure no 54](#)

«On les à traînés entre les chevaux des gendarmes;
on les à offerts en spectacle à la multitude pour la terroriser et
l'épouvanter» (D'après un dessin de La Cigale.)

téléchargeable sur le site web **Les Classiques des sciences sociales**,
section Auteurs classiques : sous Louis Bertrand, député socialiste de
Bruxelles.

[Retour à la table des gravures](#)

À Seraing, le 2 avril 1869, les ouvriers puddleurs des établissements Cockerill s'étaient mis en grève et ce pour deux raisons: d'abord, ils se plaignaient de ce que la direction voulait leur imposer un surcroît de travail sans augmentation de salaires; ensuite ils exigeaient le déplacement d'un chef de fabrication brutal et injuste, qu'ils détestaient.

La direction de la Société Cockerill ayant fait semblant de céder, les puddleurs se remirent à la besogne, mais quatre jours après, voyant réapparaître le chef de fabrication, ils abandonnèrent de nouveau l'usine. Les chauffeurs et les lamineurs ayant fait cause commune avec leurs camarades les puddleurs, la fabrique de fer fut obligée également de chômer.

Les mineurs de Cockerill, à leur tour, se mirent en grève, malgré les conseils des membres de l'*Internationale* de la section de Seraing, qui estimaient, avec raison, qu'il

¹ Bruxelles, 1869, imprimerie Bruylant-Christophe et Cie.

valait beaucoup mieux que les mineurs restassent au travail et que par des souscription ou des cotisations ils vinssent en aide aux grévistes. Rien n'y fit.

Alors, à la demande des patrons, la gendarmerie et l'armée furent requises, bien qu'il n'y eut eu jusqu'à ce moment-là aucun désordre.

Le chef de la police locale, entièrement à la dévotion de la Société Cockerill, prit des arrêtés interdisant les rassemblements et, pour faire respecter ces arrêtés, les gendarmes et les soldats ne tardèrent pas à entrer en conflit avec les ouvriers.

Laissons encore la parole à Eugène Hins, qui fut chargé par le Conseil général belge de se rendre à Seraing. Voici comment il résume les faits qui s'y produisirent:

«Nous n'avions encore, dit-il, que de vagues renseignements sur ce qui se passait à Seraing, lorsque le samedi 10 avril, entre neuf et dix heures du soir, un membre de la section liégeoise arriva précipitamment au *Cygne*, où le Conseil général belge était en séance. Le bruit courait à Liège qu'il y avait eu à Seraing une émeute suivie d'une répression sanglante. Nos amis de Liège priaient le Conseil général d'envoyer au plus tôt un délégué pour calmer les ouvriers.

«Je fus désigné et je partis le lendemain par le premier train. À Liège, je rencontrai deux compagnons de la section liégeoise et nous arrivâmes ensemble, vers midi, à Seraing. Voici ce que nous apprîmes aussitôt:

«Dans la soirée du vendredi, un nombreux rassemblement s'était formé dans la rue Cockerill. On fit les trois sommations d'usage, puis, dans la nuit noire, que ne parvenaient pas à percer deux réverbères fumeux, la cavalerie s'ébranla et balaya tout le milieu de la rue, tandis que l'infanterie, croisant la baïonnette, courait le long des trottoirs.

«On poursuivit les fuyards jusque dans les maisons où ils se réfugiaient; s'ils parvenaient à refermer la porte, les soldats l'enfonçaient à coups de crosse et frappaient tous ceux qui leur tombaient sous la main.

«Il y avait eu, on le conçoit, de nombreux blessés. On citait deux morts, sans préjudice de ceux qui devaient succomber plus tard.

«Les mêmes scènes se renouvelèrent le lendemain.

«On a soutenu, comme toujours, que c'étaient les victimes qui avaient commencé. Or, du côté de la troupe, il n'y avait eu qu'un blessé: un brigadier de gendarmerie, ayant saisi son fusil par le canon pour croquer un ouvrier, le coup était parti et la balle lui avait traversé l'épaule.

«Voilà ce que nous racontèrent des témoins dignes de foi. D'ailleurs, leur témoignage fut plus tard corroboré par les récits des journaux réactionnaires, qui, bien qu'empreints de partialité, n'en laissaient pas moins deviner la vérité. On pourra en juger par ce passage de l'*Étoile belge*:

«C'est alors que le colonel Van Laethem commanda la charge, les artilleurs à cheval en tête, de droite et de gauche appuyés par l'infanterie et la gendarmerie. Une effroyable mêlée eut lieu. La route était plongée dans une obscurité presque complète.

Deux réverbères, placés à l'entrée de l'usine, projetaient sur cette scène une lueur lugubre.

«Pendant dix minutes, on n'entendit plus que des cris de douleur et de colère, le piaffement des chevaux, le cliquetis des armes, le bruit des crosses rasant le pavé, le bruit sourd des pierres et autres projectiles lancés des toits et fenêtres avoisinants... Puis la rue resta déserte... *Les soldats rentrèrent à l'usine...* Leur aspect, leurs habits déchirés, les épaulettes arrachées, les baïonnettes tordues et puis... le sang qui couvrait leurs armes n'indiquaient que trop bien que la mêlée avait dû être terrible. (Remarquez qu'il n'est pas question d'un seul soldat blessé!)

«Les blessés ont dû être nombreux. Des morts, il y en aura aussi, on ne pourra les compter que demain. Lorsque, vers 9 heures, profitant d'un instant de répit - car à tout moment les émeutiers reparaissaient et les charges recommençaient - l'inspecteur des lignes télégraphiques Nord-Belge eut l'obligeance de me conduire à la gare par un chemin détourné, nous trouvâmes sur notre route deux hommes râlant, l'un avait le crâne fendu d'un coup de sabre, l'autre le ventre perforé d'un coup de baïonnette.»

«À deux heures, nous tîmes conseil avec le Comité de Seraing et nous décidâmes de convoquer un meeting pour engager les ouvriers au calme - c'était aux sabreurs qu'il eût fallu plutôt s'adresser, si c'eût été possible - et les exhorter à ne pas répondre aux provocations. Le meeting fut annoncé pour quatre heures et demie, au Casino de la Concorde, local de la section. Là, devant une salle comble, les compagnons Lepourque de Seraing, Adrien de Verviers et moi, nous engageâmes les ouvriers à ne pas donner prise à la répression; puis, avec le concours des compagnons Remy, Mathew et Thomas, de Liège, et Delrée et Vrithoff, de Verviers, qui arrivèrent sur ces entrefaites, nous essayâmes de circonscrire la grève et, en même temps que nous encourageons les métallurgistes à tenir bon, nous nous efforçâmes de faire comprendre aux houilleurs que le meilleur moyen de prêter aide à leurs compagnons, c'était de reprendre le travail.

«Les ouvriers des houillères Cockerill se refusèrent à suivre notre conseil, mais ceux des autres fosses s'engagèrent à reprendre le travail et ils tinrent parole.

«Le meeting se termina à sept heures et demie et l'assemblée se sépara paisiblement.

«À huit heures et quart, les compagnons de Liège et moi nous nous dirigeâmes vers la gare. Là, nous apprîmes que nous avions encore cinq quarts d'heure à attendre. Ici je citerai textuellement, d'après l'*Internationale*, un fragment du rapport que j'adressai le surlendemain au Conseil qui m'avait délégué:

«Nous sortîmes alors de la station pour aller prendre un verre de bière en attendant. À peine avions-nous fait quatre pas qu'une charge de cavalerie nous força de rentrer précipitamment. À quelques pas de nous, un homme tomba frappé d'un coup de sabre.

«Après cinq minutes d'attente, impatientés d'être ainsi claquemurés, nous sortons du côté de la voie et nous nous précipitons, au pas de course, dans un café situé à quelques pas de là, chez Montulet. À peine étions-nous là de quelques minutes, qu'un compagnon de Liège, se sentant indisposé, ouvre la porte pour sortir. Tout à coup, il pousse un cri et chancelle. M. Montulet et un autre se précipitent et le ramènent

frappé d'un coup de baïonnette au côté. Pendant qu'ils le soutenaient, un gendarme pénètre dans le vestibule et frappe M. Montulet d'un coup de baïonnette à l'épaule. Ils rentrent tout sanglants. Les femmes poussent de grands cris et se désolent. On ferme la porte du cabaret et nous voilà prisonniers.

«Au bout d'une demi-heure, l'impatience nous gagne et nous entrebâillons la porte: autant que l'obscurité nous permet d'en juger, la rue est libre. Nous nous élançons et arrivons sans encombre à la station. En arrivant à la salle d'attente, nous voyons un homme à moitié nu et tout sanglant; c'est un ouvrier qui a reçu trois coups de baïonnette dans le dos. Nous sortons du côté de la voie; deux blessés sont là, assis l'un, qui a été à peu près assommé à coups de crosse; c'est, nous dit-on, un fabricant d'armes de Liège; l'autre a reçu un coup de baïonnette au côté. *La gendarmerie venait, paraît-il, de charger les voyageurs dans la gare...* Sur l'observation d'un garde, que c'étaient des voyageurs: «Taisez-vous, répondit le maréchal, cela ne vous regarde pas» et ils se mirent à frapper à tort et à travers. Comme on nous racontait cela, nous entendons le bruit d'une troupe au pas de charge, et deux hommes se précipitèrent dans la gare en hurlant de douleur l'un a un bras percé d'un coup de baïonnette; l'autre est blessé au côté. À peine avons-nous eu le temps de nous remettre, que le galop des chevaux nous avertit d'une charge de cavalerie. Il y avait, en ce moment, deux cents personnes dans la gare; elles se précipitèrent vers les trois portes de la station, qui se brisèrent sous le choc. Il fallait entendre les cris de terreur, des femmes surtout, qui se trouvaient là en grand nombre Et le fait est qu'il y avait de quoi avoir peur, car rien ne nous répondait qu'on ne nous poursuivaient pas dans l'intérieur du bâtiment: l'aveugle fureur dont les gendarmes faisaient preuve semblait prouver que ces misérables étaient ivres.

Corroborons notre témoignage par un passage de *l'Indépendance*:

«Chemin faisant, je rencontrai un détachement de gendarmerie, qui non seulement ne m'arrêta pas, cette fois, mais m'annonça même qu'on venait de faire aux abords de la station une charge à la baïonnette «un peu soignée». Je notai le mot, qui me paraît caractéristique.

«Plus loin, je vis rapporter un homme qui m'en confirma l'exactitude. Il avait l'épaule traversée d'un coup de baïonnette.

«À la station, je trouvai tout le monde dans un état de trouble et d'exaltation impossible à d'écrire. La charge avait décidément été «soignée». Seulement les émeutiers, après avoir lancé quelques pierres et vu tomber plusieurs des leurs, s'étaient dispersés et les gendarmes, fort animés sans doute, n'avaient pas distingué les émeutiers des voyageurs attendant paisiblement le train de dix heures. Je vis, en effet, plusieurs d'entre eux dans un piteux état: M. G., un honorable négociant de Liège, le crâne fendu d'un coup de crosse; un autre, la joue perforée; un troisième étendu sans connaissance sur une chaise; un des témoins de cette déplorable scène me montra sa manche déchirée par un coup de baïonnette qu'on lui avait porté à la porte de la salle d'attente. - Je sais la part qu'il faut faire aux exagérations dans de pareilles circonstances; mais les faits isolés que je cite ne sont malheureusement que trop avérés.»

«Arrivés à Liège, nous nous empressâmes de rédiger un procès-verbal de ce que nous avons vu, signé de nos noms, de façon à laisser au moins un témoignage, au cas où l'on nous mettrait dans l'impossibilité de protester.

«J'avais promis aux compagnons de Seraing de revenir le lendemain; mais j'avais hâte de proclamer *urbi et orbi* les horreurs dont j'avais été témoin. J'avais tout lieu de croire que, si je retournais à Seraing, je serais arrêté et mis ainsi dans l'impossibilité de clamer bien haut ma protestation. Je me décidai donc à retourner à Bruxelles.

«Le lendemain soir, à la section bruxelloise, j'exposai oralement les scènes dont j'avais été témoin; ensuite je rédigeai un rapport écrit qui partit le dimanche suivant dans le journal *L'Internationale*.»

Ces faits se passèrent les 9, 10 et 11 avril. Le 13, à la Chambre des représentants, on discutait le budget de la guerre. Un député catholique, M. Coomans, demanda au ministre de la guerre des explications «sur les faits déplorables qui venaient de s'accomplir».

M. Pirmez, ministre de l'intérieur, répondit que le gouvernement avait été renseigné heure par heure sur ce qui s'était passé, mais qu'il n'avait pas encore reçu de rapport complet sur les événements; qu'au surplus force devait rester à la loi. Il ajouta que le gouvernement était bien décidé à faire tout ce qui était nécessaire pour que l'autorité eut le dessus et qu'il ne reculerait devant aucun moyen pour rétablir la tranquillité publique.

M. Coomans répliqua. Il soutint qu'il fallait éviter, autant que possible, l'emploi des armes dans les émeutes; qu'il faut retarder, autant que possible, la mise en présence de l'armée et du peuple, ajoutant que telles avaient été les idées des libéraux pendant les émeutes libérales de 1857.

M. Bara, ministre de la justice, prit alors la parole et opposa à M. Coomans «l'approbation la plus complète et la plus générale de la presse et de l'opinion publique, pour la conduite de la gendarmerie et de l'armée».

*
* *

Deux jours plus tard, le 15 avril, une grève éclatait au Borinage. L'armée fut requise à nouveau et une fusillade eut lieu, sans sommation, devant le charbonnage de l'Agrappe, à Frameries.

Eugène Hins, qui fut encore délégué par le Conseil général de l'Internationale à l'effet de faire une enquête au sujet de ces événements, les relate comme suit dans un second article de souvenirs publié dans le *Journal de Charleroi*, du 22 octobre 1903:

«La cause évidente de la grève du Borinage, dit-il, était l'excessive dépression des salaires, dont la moyenne était tombée jusqu'à fr. 2.50 et même 2 francs. En outre, certaines sociétés charbonnières venaient de décider qu'on ne travaillerait plus que cinq jours par semaine. Quoi d'étonnant, dans ces conditions, qu'une grève ait éclaté et qu'elle se soit bientôt étendue à tout le Borinage?

«Bien que l'attitude des ouvriers fût des plus pacifiques, l'autorité ne manqua pas d'envoyer sur les lieux ses agents habituels de désordre: gendarmerie, cavalerie, infanterie. La manœuvre habituelle, usitée en cas de grève des borains par nos

tacticiens pour campagnes à l'intérieur, fut encore mise en œuvre cette fois et toujours avec le même succès: on dispose les troupes de façon à diviser le bassin en plusieurs compartiments, entre lesquels on interdit toute communication. Lorsque les ouvriers veulent ensuite se rendre d'un village à l'autre pour s'encourager mutuellement à la résistance, ils trouvent la route barrée par un cordon de troupes qui leur refuse le passage. Pour peu qu'ils ne s'empressent pas d'obtempérer à l'injonction de rebrousser chemin, on les y contraint à coups de fusil.

«Ce fut le cas dans la journée du 15 avril 1869, à Frameries, devant le charbonnage de l'Agrappe. Un feu de peloton, qui n'avait pas même été précédé des sommations légales, coucha par terre sept ouvriers et en blessa grièvement vingt autres.

«Une jeune fille, qui vaquait à des travaux champêtres, à 200 mètres de là, fut tuée sur le coup par une balle qui lui traversa le crâne.

«Après l'appareil militaire, l'appareil policier et judiciaire ne tarda pas à fonctionner: le lendemain, vingt-deux grévistes furent arrêtés et conduits à la prison de Mons.

«Arrivé à Jemappes le 16 avril, je procédai, avec l'aide du comité local, à une enquête sur les faits de la veille, enquête dont je ne puis rien dire ici, car, comme on le verra plus loin, je n'eus pas le temps d'en rédiger le compte rendu. L'après-midi nous tîmes un meeting à Jemappes, pour engager les ouvriers au calme, qui n'avait, d'ailleurs, pas cessé de régner dans cette localité, le bourgmestre ayant écarté la principale cause de troubles en refusant, judicieusement, de requérir la force armée. Notre meeting eût été plus en situation à Frameries, mais nous aurions trouvé le chemin barré par la troupe.

«On comprend si, après ce deuxième massacre, la presse réactionnaire redoubla ses attaques contre l'*Internationale*. Il fallait bien justifier le sang versé et en rejeter la responsabilité sur ceux qui osaient s'ériger en défenseurs de la classe ouvrière.

«Dès le lendemain de la fusillade de Frameries, l'*Étoile belge*, entre autres, s'écriait:

«Disons tout d'abord, sans détours, que l'influence, l'intervention de l'*Internationale* sont indéniables à l'occasion de cette grève.»

«L'*Écho du Parlement*, l'*Écho de Bruxelles*, le *Journal de Liège* et tutti quanti faisaient chorus.

«Ce qu'il y avait de plus curieux, c'était l'attitude de la presse catholique, qui tirait à boulets rouges non seulement sur nous, mais sur les libéraux qu'elle accusait de nous avoir engendrés. Gomme aujourd'hui, elle déclarait que le socialisme était le rejeton du libéralisme. On voit qu'il n'y a rien de nouveau sous le soleil.

«Toutes ces clameurs constituaient comme une mise en demeure signifiée par la bourgeoisie au gouvernement de sévir contre cette secte qui troublait son repos. Il ne s'agissait plus que de savoir au nom de quels immortels principes on procéderait contre nous. Là-dessus, le parquet et le ministre de la justice ne purent d'abord se mettre d'accord. Tandis que le procureur général de Bavay voulait nous poursuivre comme ayant formé une association dans le but d'attenter aux personnes et aux propriétés» (en d'autres termes, comme chefs de brigands), le ministre Bara, plus

venimeux, ne prétendait voir en nous que des escrocs, extorquant de l'argent aux ouvriers au moyen de promesses que nous savions irréalisables (qu'en eussent pensé le clergé et les ordres religieux?) Ce fut l'avis de de Bavay qui prévalut et si nous n'étions pas des ingrats, nous lui en devrions bien quelque reconnaissance, le brigand étant généralement beaucoup plus haut côté que l'escroc.

«Donc, le samedi 17 avril, au lendemain de mon retour de Jemappes, je me trouvais chez Brismée, lorsque la police s'y présenta munie d'un mandat de perquisition. Lorsqu'il eut accompli là sa besogne, le commissaire me fit savoir qu'il était chargé de semblable mission en ce qui me concernait et m'invita à le suivre à mon domicile. La perquisition terminée, le commissaire m'exhiba un mandat d'amener libellé selon la formule de de Bavay, et me conduisit tout d'abord devant le juge d'instruction Célurier. Celui-ci s'efforça de me faire avouer que j'avais provoqué les ouvriers au soulèvement, et comme je protestais, il me montra triomphalement une dépêche, à moi adressée de Liège et qu'on venait de saisir: «Envoyez de suite 500 Internationale». Evidemment, Liège me demandait du renfort pour quelque tentative désespérée. Le pauvre homme tomba de son haut, lorsqu'il apprit qu'il s'agissait de numéros du journal.

«À mon tour, j'essayai vainement de lui faire comprendre que les iniquités sociales suffisaient bien à elles seules, sans aucune impulsion externe, à susciter le mécontentement des ouvriers et que c'étaient elles qui devaient porter la principale responsabilité des *assassinats* (j'insistai pour que le mot figurât au procès-verbal de l'interrogatoire) commis par la troupe.

«- Ici j'ouvrirai une parenthèse pour faire connaître qu'en suite d'une enquête conduite par nos amis, il fut établi que le nombre des victimes des deux massacres s'élevait à une centaine, mortes ou grièvement blessées. Ajoutons que les voix des soi-disant représentants du peuple restèrent muettes: les ouvriers n'avaient pas alors un seul défenseur au sein des Chambres. Seul, le député Coomans, un des démocrates catholiques qui avaient pris part à la campagne des meetings antimilitaristes, risqua, non une interpellation, mais une simple question au gouvernement. Celui-ci répondit, par l'organe de son ministre de l'intérieur, Eudore Pirmez, que tout s'était passé selon les règles, et ce fut tout.

«Quand le juge vit qu'il n'obtiendrait rien d'un plus long interrogatoire, je passai de ses mains dans celles des gendarmes qui me mirent les menottes aux poignets (un chef de brigands, ça demande des précautions!), me firent monter dans une voiture cellulaire et me conduisirent à la prison des Petits-Carmes, aujourd'hui démolie pour faire place à une caserne - un chancre social remplacé par un autre!

«D'autres arrestations suivirent: d'abord celle de Croisier, un tisserand de Verviers qui était venu habiter Bruxelles en qualité d'ouvrier peintre (on sait que beaucoup de tisserands cumulent les deux métiers, à l'instar des houilleurs-briquetiers). Ce qui lui avait valu l'honneur d'une arrestation, c'est qu'il avait été, à son tour, délégué dans le Borinage, où il avait recommandé le calme.

«Furent également arrêtés deux socialistes qui n'étaient pas de notre groupement: Roch Splingard, qui avait également meetingué au Borinage et Dellesalle, le beau-père de notre ami Paul Robin. La cause de l'arrestation de Dellesalle est du domaine de la farce. On avait saisi, au télégraphe, la copie d'une dépêche adressée par lui à Paris, ainsi libellée: «Envoyez de la poudre, vite, vite!» On mit sous clé l'auteur du

télégramme séditieux et l'on confisqua les paquets de poudre à leur arrivée: ce devait être pour le moins du picrate de potasse! Le chimiste, choisi pour faire l'analyse de ce dangereux explosif, s'écria, après avoir jeté dessus un rapide coup d'œil: «Mais c'est de la poudre insecticide!» Effectivement, Dellesalle en faisait commerce. Il n'en fut pas moins gardé en prison, puisque socialiste!

«J'ignore pourquoi on ne procéda pas à un plus grand nombre d'arrestations: sans doute, en voyant qu'aucun ne songeait à prendre la fuite, jugea-t-on qu'il était inutile d'encombrer les prisons avant l'heure. Mais tous les membres du Conseil général furent soumis à une perquisition et invités à comparaître devant le juge d'instruction. Dans les colloques qui eurent lieu entre le juge et chacun des inculpés, ce n'était pas l'interrogé qui était en réalité sur la sellette, mais plutôt l'interrogateur, lequel n'avait jamais eu affaire à des prévenus de cette espèce. Habitué à le prendre de haut avec ceux qui comparaissaient, tremblants, devant lui, il était tout déconcerté de constater que sa personne n'imposait pas du tout et furieux de se voir remettre à sa place.

«César De Paepe, invité par le juge à lui faire connaître les doctrines de l'*Internationale*, répondit qu'il n'était pas payé pour se charger de l'instruction des magistrats.

«Êtes-vous républicain? demanda M. Célurier à Brismée. - Et vous, Monsieur, l'êtes-vous? - Vous n'avez pas le droit de m'interroger. - Ni vous de demander compte de mes opinions.

«Sur ce, Brismée invita le juge à se dépêcher, parce qu'il avait un ouvrage pressé à faire, et n'étant pas payé par le gouvernement, il avait besoin de cela pour vivre.

«Brasseur, à une question dans le genre de celle posée à De Paepe, répondit qu'il s'étonnait qu'un homme qui avait fait des études universitaires eût besoin de s'adresser à un ouvrier pour s'instruire des questions sociales.

«D'autres conseillèrent au juge de fréquenter les meetings pour s'éclairer.

«Et ce pauvre juge qui, en réalité, ne connaissait rien de tout cela et n'y comprenait rien, se perdait dans les tas de lettres et de journaux qui s'accumulaient dans ses cartons, au fur et à mesure des perquisitions, et qui ne lui apprenaient pas plus que les interrogatoires.

«Ici me revient en mémoire une petite infamie des autorités belges: parmi la correspondance saisie chez De Paepe, se trouvaient des lettres de James Guillaume, instituteur dans le canton de Neuchâtel. Ces lettres furent l'objet d'une dénonciation aux autorités suisses, en suite de laquelle Guillaume fut révoqué. On croyait le briser: on en fit le plus ardent propagandiste de la Suisse romande.

«Cette lâcheté était d'ailleurs dans les traditions de notre politique extérieure, Napoléon III ayant su dresser nos hommes d'État à se mettre à plat ventre devant l'étranger. D'où cette loi qui poursuit, *d'office*, les offenses aux souverains étrangers. L'Allemagne ayant remplacé la France comme cauchemar de nos trembleurs, - nous eûmes la loi sur les provocations non suivies d'effet, à propos d'un pseudo-attentat contre Bismarck, une fumisterie inventée par un mauvais plaisant. Comparez cela à l'attitude que la Suisse sut prendre vis-à-vis des Croquemitaines allemands!

«Au bout d'un mois, nous fûmes relâchés, sans d'ailleurs avoir été interrogés durant toute notre détention. Le parquet n'abandonnait pas pour cela les poursuites, car, bientôt après, il renouvelait ses perquisitions. Mais cette fois ce n'était plus la preuve d'une conspiration qu'il cherchait, c'était la caisse. On avait tant crié, dans la presse doctrinaire et cléricale, que nous soutirions des sommes folles à la crédulité des ouvriers, qu'on avait fini par prendre ces racontars au sérieux et par s'imaginer que l'*Internationale* accumulait des trésors, sans préjudice de ce que gaspillaient les chefs. - La vérité est que, durant toute son existence, le Conseil général belge ne disposa jamais de plus d'un millier de francs par an et que ses membres, dont toutes les ressources réunies n'eussent pas suffi à entretenir un archevêque ou un ministre (nous étions pourtant dix-sept), durent souvent pourvoir de leurs deniers aux dépenses urgentes.

Dans l'édition papier de 1907 apparaît à la page 193

[la gravure no 55](#)

Les défenseurs des mineurs

(Rangée du dessus): V. Arnould - Paul Janson - Eug. Robert

(Rangée du dessous):

Louis Claes - O. Van Goidtsnoven, Pierre Splingard

(Dessin du journal *Le Diable*.)

téléchargeable sur le site web **Les Classiques des sciences sociales**, section Auteurs classiques : sous Louis Bertrand, député socialiste de Bruxelles.

[Retour à la table des gravures](#)

«Mais allez faire croire cela à des gens qui voient dans l'intérêt l'unique mobile des actions humaines et qui mesurent la puissance d'action d'un parti aux ressources pécuniaires dont il peut disposer! À voir l'énergie toujours croissante des revendications ouvrières, ils croyaient naïvement que de telles manifestations présupposaient une caisse richement fournie, et cette caisse ils la cherchaient!

«Puisque les «chefs» de l'*Internationale* avaient été assez adroits pour ne pas laisser trace de leurs coupables machinations, on voulait au moins les frapper à l'endroit sensible, leur couper le nerf de la guerre, en saisissant leur caisse. Ne l'ayant pas trouvée au Conseil général, on se rabattit sur la section bruxelloise, et comme le compagnon Bruno en était le trésorier, on fit une descente chez lui. Jugez de l'émotion du représentant de l'autorité, lorsqu'il aperçut, dans un coin de la chambre, un grand coffre massif qui devait être l'objet tant cherché. Il souleva le couvercle du coffre, qu'on n'avait pas même pris la précaution de fermer à clé: c'était une caisse à charbon

«De guerre lasse, le parquet dut renoncer aux poursuites, mais non conclure au non-lieu, de façon à nous maintenir en suspicion jusqu'à la prescription décennale: Ça n'a jamais troublé nos digestions, ni notre sommeil; mais ce qui nous vexait, c'est qu'on ne nous rendait pas nos papiers. Le 30 octobre, nous écrivîmes une lettre collective à M. de Bavay - laquelle fut publiée dans les organes socialistes - où nous

le mettions au défi de «forger un acte d'accusation à notre charge» et où nous l'invitions à relever ce défi, ou à nous rendre nos papiers. La lettre se terminait ainsi:

«Si vous ne faites ni l'un, ni l'autre, nous ne pourrions que regretter qu'il y ait dans notre législation, déjà si défectueuse, une lacune qui ne nous permet pas de poursuivre en justice les soustractions opérées par un procureur général.»

(Signé) «Le Conseil général belge

«Eug. Hins, Alph. Vandenhouten, Ch. Maetens, C. De Paepe, P. Calewaert, C. Standaert, H. Lerycke, Eug. Steens, D. Brismée, Guil. Brasseur, Debrouwer, L. Verrycken, Herreboudt.»

«De Bavay empocha le soufflet et garda les papiers, qui moisissent aujourd'hui dans quelque dépôt d'archives...»

Eugène Hins avait donc été arrêté et fut mis au secret pendant un mois! Il avait épousé Jeanne Brismée. Celle-ci, au moment de l'arrestation de son mari, était gravement malade, souffrant d'une hypertrophie du cœur; la détention prolongée de son mari aggrava sa maladie. Elle demanda à plusieurs reprises à voir son époux, mais le procureur général de Bavay s'y opposa. Une démarche collective de vingt membres du barreau de Bruxelles n'eut pas plus de succès. Enfin, il fallut que le professeur de l'Université de Bruxelles, Altmeyer, allât à huit heures du matin trouver M. de Bavay lui annoncer que madame Hins ne passerait peut-être pas la journée, pour que ce magistrat impitoyable consentît enfin à lever le secret et à remplir un devoir d'humanité. C'est le même de Bavay qui, plus tard, fut destitué de ses fonctions, parce qu'il refusait de poursuivre des hommes en vue du parti clérical, compromis dans les vols de la bande Langrand-Dumonceau...

Dans un article intitulé: *Les Barbares*, la *Liberté* du 15 mai protesta énergiquement contre l'attitude odieuse du procureur général de Bavay:

«Il y a quinze jours, disait la *Liberté*, Mme Hins était allée au cabinet de M. le juge d'instruction demander la permission de voir son mari, fût-ce en présence de gendarmes, pourvu qu'elle le vît! Deux amis devaient la soutenir, sinon elle se serait affaissée à la porte du cabinet du juge; elle crachait le sang en présence des huissiers; cependant cette simple autorisation lui fut refusée: les ordres étaient formels! Elle rentra chez elle et se mit au lit pour ne plus se relever. Ce coup l'avait atteinte au cœur. Depuis lors, son état n'a fait qu'empirer. Nous espérons encore que la présence de son mari la sauvera.

«Il n'y a qu'un pays au monde où de pareilles énormités soient possibles, et ce pays c'est la Belgique. M. Hins est un homme de courage et d'honneur, ses ennemis mêmes le reconnaissent. Quels sauvages, sur sa parole de se représenter devant les juges, ne lui eussent, dès le premier jour, permis d'aller soigner sa femme enceinte de six mois et malade? Ici, c'est par des raffinements de cruauté que s'affirme la civilisation.

«Et voilà le gouvernement qui, par une honteuse hypocrisie, demande l'abolition de la peine de mort pour les assassins! Il ne la garde que pour ses ennemis politiques, et ne pouvant les atteindre, il va frapper leurs femmes innocentes!»

Mme Hins mourut trois jours après la mise en liberté de son mari et voici en quels termes la *Chronique* annonça cette mort:

«Aujourd'hui auront lieu, par les soins de l'association les *Solidaires*, les funérailles civiles de Mme Hins, née J.-A. Brismée. Mme Hins est morte à 22 ans, victime d'un assassinat moral: son mari, secrétaire de l'*Internationale*, a été arrêté et jeté en prison lors des troubles récents du Borinage. Il a été relâché il y a cinq jours, l'instruction la plus minutieuse n'ayant pu relever le moindre délit à sa charge. Pendant toute la durée de sa détention, on l'a tenu au secret, on a implacablement refusé à sa femme l'entrée de la prison où on tenait iniquement son mari. C'est à la douleur causée par cette cruelle épreuve que Mme Hins vient de succomber.

«N'y a-t-il pas là un meurtre?»

Et, notons-le, ces faits monstrueux se passèrent sous un gouvernement libéral, ayant pour ministre de la justice M. Jules Bara!!...

*
* *

Au mois de juin 1870, à Verviers, l'autorité fit une fois encore preuve d'une sauvagerie sans pareille.

Le gouvernement avait rappelé les classes de milice de 1863 et de 1865. Le *Mirabeau*, de Verviers, avait publié, à ce sujet, dans son numéro du dimanche 19 juin, l'avis suivant:

«*Appel aux classes de 1863 et 1865.* - Réunion chez Boyon, rue du Marteau, 58, le 20 juin courant, à 9 heures du matin, pour procéder au départ.»

Les soldats appelés voulaient donc se rendre à la gare, en cortège.

Celui-ci se forma comme convenu. Il était précédé d'un drapeau portant ces mots: *Victimes de l'impôt du sang* et, au dessous de cette inscription, on avait dessiné deux fusils renversés.

Arrivé Grand'Place, le cortège s'arrêta devant un café. Le commissaire de police Lecomte, suivi de nombreux agents, s'avança et voulut arracher le drapeau. Le porteur de celui-ci résista; une bagarre eut lieu et finalement le drapeau se trouva mis en pièces.

Le cortège se dispersa aussitôt, mais plusieurs manifestants se cotisèrent sur l'heure pour se procurer un nouveau drapeau. Avec le produit de la collecte, deux drapeaux furent faits à la hâte et le cortège reprit sa marche.

Quand il repassa devant la permanence de police, un certain nombre d'agents et de pompiers, armés de casse-têtes, le sabre au clair, se précipitèrent à nouveau sur le cortège et distribuèrent force coups de sabre. Les ouvriers ainsi attaqués essayèrent de

désarmer leurs agresseurs. L'agent Debot fut assez gravement blessé par un de ses collègues qui avait perdu la tête et tappait à tort et à travers!

Le calme fut vite rétabli et les habitants pensaient qu'il ne resterait rien de cette scène provoquée par la police.

Mais le bourgmestre de Verviers, M. Ortman-Hauzeur, craignant de nouveaux troubles, avait réclamé l'intervention de l'armée. Vers 5 heures du soir, des soldats arrivèrent de Liège. La ville était tranquille. Mais voilà que le bruit de l'arrivée de l'armée se répandit dans Verviers et des masses de curieux, y compris des femmes et des enfants d'ouvriers accoururent sur la place. Bientôt la foule fut si grande, qu'il n'y eut pas moyen d'isoler les soldats, qui fraternisaient avec le peuple qui leur passait à boire et à manger.

Des gendarmes à cheval arrivèrent sur ces entrefaites et voulurent dégager la place. Ils firent une charge, non seulement sur la place du Marché, mais ils allèrent jusqu'à la place Verte et la place des Récollets, entrant dans les rues latérales, fouillant les impasses et sabrant tout ce qu'ils rencontraient. Des gendarmes à pied et des pompiers firent de même.

Il y eut de nombreux blessés. De vieilles gens furent renversées et frappées de coups de crosse de fusil. Un enfant que sa mère portait dans les bras, eut la tête coupée d'un coup de sabre et fut tué sur le coup!

Dans la soirée, on avait, dans la crainte de nouvelles bagarres, posté des soldats dans divers endroits de la ville.

Vers onze heures et demie, un ouvrier d'Ensival, nommé Gilis, accompagné de quatre camarades, descendait la rue du Pont-du-Moulin. Dans cette rue en débouche une autre par un escalier sur la dernière marche duquel un soldat était en sentinelle.

Gilis cria: «Factionnaire, soyez bon au peuple!»

- Passez votre chemin, répondit le soldat.

Gilis répéta encore les mêmes mots.

Les compagnons de Gilis virent alors le soldat armer son fusil, mais ils ne pressèrent point le pas pour cela, ne croyant pas que l'on put assassiner aussi lâchement Gilis qui se trouvait le dernier, à droite, et qui tout en marchant, tournait la tête vers le soldat. Il était éloigné de cinq à six mètres du factionnaire quand retentit un coup de feu. Le soldat avait tiré sur Gilis et l'avait tué! La balle avait traversé le corps d'une épaule à l'autre. Les camarades de Gilis appelèrent au secours et des soldats étant accourus, ils aidèrent à porter le corps du malheureux ouvrier.

Le lendemain, lorsque cette nouvelle fut connue à Verviers, toute la ville fut en émoi.

Le bourgmestre refusa de délivrer le corps de la victime et le fit enterrer pendant la nuit.

Le soldat qui avait tué Lambert Gilis s'appelait Weckmans.

Le lendemain, le lieutenant-général Lecoq arriva du Camp de Beverloo pour féliciter le soldat. Celui-ci fut nommé caporal et, pour le récompenser de sa conduite, le roi décora Weckmans de l'ordre de Léopold !... ¹.

Weckmans reçut sa décoration des mains du colonel et devant le régiment assemblé. Le colonel le félicita de son haut fait, puis il commanda aux soldats de crier: *Vive le Roi!* Quatre hommes seulement poussèrent le cri. Rouge de colère, le colonel leur intima à nouveau l'ordre de crier: *Vive le Roi!* Il obtint le même résultat...

Des journaux de l'époque racontèrent que, pris de remords, le soldat Weckmans tenta à deux reprises de se suicider ².

Le 25 juin, les socialistes de Verviers avaient annoncé une manifestation sur la tombe de Gilis. Aussitôt, les autorités prirent peur. Le bourgmestre rédigea un arrêté interdisant la manifestation et ordonna la fermeture du cimetière. Vu ces dispositions et afin d'éviter de nouvelles provocations de la part des autorités, les socialistes décidèrent de renoncer à leur projet. Mais le bourgmestre n'en convoqua pas moins la garde civique et la gendarmerie. Il mit sur pied toute sa police ainsi que les pompiers, et la journée se passa dans un calme parfait, ce qui peina fortement les policiers, les gendarmes et la garde civique, s'il faut s'en rapporter à ce que le correspondant verviétois de *l'Étoile belge* écrivait à la feuille libérale:

«Je dois constater, disait ce correspondant, que la police et la gendarmerie n'auraient pas regretté que la collision eut éclaté aujourd'hui au lieu d'être encore probablement ajournée. La garde civique aussi était très animée et aurait certainement fait feu sans la moindre hésitation...»

Après les événements que nous venons de rappeler, des arrestations furent faites.

Le 27 août, une première série d'accusés comparurent devant le tribunal correctionnel de Verviers.

Me Collinet, substitut du procureur du roi, soutint l'accusation. Mes P. Janson, E. Robert, P. Splingard, V. Arnould, de Bruxelles, et A. Guinotte, de Liège, défendirent les accusés, au nombre de cinq: Cadiat, Brauwiers, Bika, Vier et Ketten qui, détenus depuis les événements du 20 juin, furent amenés, menottes aux poignets, par les gendarmes.

Après des débats très mouvementés, Cadiat fut condamné à un an de prison; Vier, Brauwiers et Ketten, à 6 mois et Bika à 3 mois.

Une seconde série d'accusés comparurent quelques jours plus tard devant le même tribunal et ils furent également condamnés, mais à une peine moindre: de 8 à 15 jours d'emprisonnement.

¹ «En récompense de sa conduite énergique dans des circonstances difficiles» dit l'arrêté royal.

² Après les scènes de Verviers, de nombreux soldats réunis au Camp de Beverloo organisèrent des meetings pour protester contre le rappel de leurs classes et le massacre de Verviers. Des collectes furent même organisées pour venir en aide à la veuve et aux orphelins de Gilis.

Ainsi se termina cette sanglante aventure, dont l'autorité communale seule dut être rendue responsable, car sans l'agression de la police voulant arracher le drapeau de la manifestation, sans la réquisition de l'armée et la brutalité de la police, de la gendarmerie et des pompiers, le moindre désordre ne se fut produit.

Ces faits produisirent d'ailleurs un effet désastreux dans l'esprit de la population ouvrière de l'industrielle cité verviétoise. Elle fut révoltée de l'attitude des autorités, du langage odieux de la presse bourgeoise et, dès ce jour, les ouvriers s'imaginèrent qu'ils n'obtiendraient satisfaction que par les moyens violents, par la révolution armée et, peu à peu, ils glissèrent sur la pente au bout de laquelle on trouve des anarchistes révoltés.

Une interpellation eut lieu à la Chambre au sujet de la décoration donnée au meurtrier de l'ouvrier Gilis. MM. Guillery, G. Jottrand et Léon Defuisseaux s'étaient mis d'accord dans ce but.

Après un premier débat, la Chambre décida qu'une enquête judiciaire serait faite au sujet de la mort de Gilis et, quelques jours plus tard, les résultats de l'enquête étant connus, L. Defuisseaux, G. Jottrand et Guillery critiquèrent la décision du gouvernement. M. Guillery déposa un ordre du jour ainsi conçu: «La Chambre, regrettant que le gouvernement ait conféré une distinction dont la conséquence inévitable est de consacrer le souvenir d'un événement malheureux, passe à l'ordre du jour.» M. de Theux opposa à la motion de M. Guillery l'ordre du jour pur et simple qui fut adopté par 72 voix contre 17 et 5 abstentions.

*
* *

Après la guerre franco-allemande et la défaite de la Commune de Paris, il y eut une période de prospérité industrielle vraiment remarquable. Le travail fut abondant, à Bruxelles surtout, dans l'industrie du bâtiment par suite du voûtement de la Senne et de la création des nouveaux boulevards et du quartier Notre-Dame-aux-Neiges.

En même temps, le mouvement ouvrier reprit dans tous les pays et se manifesta dans le but de réglementer la durée du travail.

Aux Etats-Unis, les associations ouvrières luttèrent pour conquérir la journée de huit heures. En Angleterre, de nombreuses grèves surgirent pour la réduction de la durée du travail à 9 heures par jour.

Ce mouvement pour la diminution des heures de travail se propagea en Allemagne, en Suisse et en Belgique, où les ouvriers réclamaient la journée de dix heures.

De nombreuses grèves furent déclarées dans ce but. Les ouvriers de tous les corps de métiers s'organisèrent à l'effet de faire augmenter les salaires et de réduire la durée du travail journalier.

Le mouvement pour la réduction des heures de travail et l'augmentation des salaires commença à Verviers. Mais ce furent les métallurgistes qui se montrèrent le plus vaillant dans cette lutte pour l'amélioration de leur sort. Ceux de Bruxelles entrèrent

en lice les premiers, suivis bientôt des mécaniciens de Malines, d'Anvers, de Liège, de Charleroi et du Centre-Hainaut. La plupart obtinrent satisfaction, après quelques semaines de cessation de travail.

À la suite de leur grève, les mécaniciens de Bruxelles, par un accord intervenu avec les patrons, obtinrent:

1° La réduction de la journée de travail à 10 heures sans réduction des salaires;

2° L'augmentation des salaires dans la proportion de 50 p. c. pour les heures supplémentaires;

3° La suppression des amendes;

4° Le paiement des salaires par quinzaine au lieu d'être mensuel;

5° La consignation des fonds appartenant aux caisses de secours de chaque usine, en attendant que les tribunaux décident de leur administration future.

Le succès obtenu par la grève des mécaniciens fit une grande impression sur l'esprit des ouvriers de toutes les professions.

À Bruxelles surtout le mouvement fut très intense. Les cigariers luttèrent pendant dix mois pour améliorer leur sort et pour refuser comme aide l'emploi de jeunes enfants. On employait, en effet, dans certaines fabriques de cigares de la capitale, des enfants de six et sept ans! L'opinion publique fut très favorable aux grévistes cigariers et ceux-ci, dans une certaine mesure, obtinrent satisfaction.

Puis, tour à tour, les ébénistes, les menuisiers, les teinturiers, les bronziers, les cordonniers, les marbriers, les forgerons, les serruriers, les ajusteurs, les maroquinières, les peintres en voiture, les teinturiers en peaux se mirent en grève et les travailleurs de la plupart de ces professions réussirent à conquérir une amélioration de leurs conditions de travail.

Au mois de janvier 1872, une grève de houilleurs éclata au pays de Charleroi. Pour la première fois, les mineurs avaient élaboré le cahier de leurs réclamations et l'avaient soumis aux directeurs des charbonnages. Jusque là, non organisés, ils avaient l'habitude de quitter le travail sans prévenir leurs patrons, sans leur faire part de leurs griefs, de leurs désirs. Et la grève ainsi déclarée, sans but précis, sans organisation, sans discussion préalable, vraie grève de protestation et de désespoir, dégénérait rapidement en émeute, surtout à cause de l'attitude du gouvernement qui s'empressait, aux premières nouvelles d'une cessation de travail, d'envoyer des soldats dans les communes charbonnières, ces soldats étant logés, neuf fois sur dix, au local même des charbonnages et qui semblaient ainsi prendre fait et cause pour les exploitants contre les salariés.

Cette fois, il en fut autrement et cela prouva combien la propagande de l'Internationale avait produit des fruits, combien les «meneurs» avaient réussi à organiser la force ouvrière, à la discipliner et à la rendre consciente et pratique.

Dans leurs lettres aux directeurs-gérants des sociétés charbonnières, les ouvriers avaient fixé un délai pour recevoir une réponse, ajoutant que ce délai expiré, ils se mettraient en grève.

Les patrons ne daignèrent point écrire à leurs salariés. Discuter avec leurs ouvriers, leur semblait une chose impossible, folle! N'étaient-ils pas les *maîtres*? et depuis quand des maîtres acceptaient-ils de discuter! Ils devaient être obéis, sans plus!

Le lendemain du jour fixé pour la déclaration de la grève, 25,000 à 30,000 ouvriers avaient cessé le travail.

Le calme était complet partout, mais le gouvernement, envoya néanmoins de la troupe dans les différentes communes du bassin de Charleroi et cela malgré la protestation d'un grand nombre de bourgmestres, qui semblaient redouter des troubles par suite de la présence des soldats.

La grève échoua. Après dix jours de lutte, de nombreuses défections se produisirent parmi les grévistes, car les caisses de résistance des mineurs ne contenaient pas assez d'argent pour payer une indemnité aux chômeurs. En présence de ces défections, les assemblées de grévistes décidèrent de cesser la lutte et de reprendre le travail.

Cette grève formidable fut d'un calme parfait: il n'y eut pas une seule personne arrêtée, ce qui étonna tout le monde!

Les années qui suivirent furent très prospères, surtout dans l'industrie houillère. Le salaire annuel moyen des ouvriers mineurs monta de 800 francs en moyenne pour la période de 1860 à 1870, à 1,047 francs en 1872, 1,353 francs en 1873, et pour les trois années suivantes respectivement à 1,184, 1,163 et 1,031 francs, Mieux payés, les ouvriers redevinrent insoucians. Ils abandonnèrent leurs organisations, sans penser aux mauvais jours qui pouvaient suivre. Les associations désertées peu à peu tombèrent ou n'eurent plus que quelques douzaines de membres sur des milliers d'ouvriers.

Le même phénomène se produisit dans les autres centres industriels et dans les villes. De son côté, la réaction politique en Europe avait repris le dessus. Les meilleurs soldats de l'idée, les propagandistes les plus courageux abandonnèrent la lutte et, alors qu'en 1868 et 1869 on organisait chaque dimanche des meetings par douzaines, c'est à peine si l'on en annonçait encore un ou deux!

Et pour mettre le comble à cette débandade, pour accentuer l'inaction et le désarroi, les chefs de l'Internationale se divisèrent; deux camps s'étaient formés qui se déchiraient à belles dents dans les congrès internationaux et dans la presse ouvrière!

*
* *

Pour terminer ce chapitre, il nous reste à parler des congrès généraux de l'Internationale, des principes qui y prévalurent et du rôle qu'y tinrent les internationalistes belges.

Au moment de la fondation de l'Internationale, la grande famille socialiste était désunie, divisée en plusieurs écoles rivales.

En France, les plus intelligents étaient mutuellistes ou Proudhonniens. Ils se contentaient de demi mesures, de réformes très terre-à-terre, dans les rapports du travail et du capital.

En Angleterre, le trade-unionisme, appelé aujourd'hui en Europe le syndicalisme, était très en vogue. Par leur organisation corporative, les travailleurs anglais avaient réussi à améliorer les conditions du travail du «quatrième-état», par des réductions de la durée du travail journalier et par l'obtention de salaires plus élevés. Du cinquième état, c'est-à-dire des ouvriers non qualifiés, on ne s'occupait guère alors, dans l'organisation trade-unioniste de la Grande Bretagne.

En Allemagne, le peuple ouvrier était pauvre et maltraité. Il manquait aussi d'organisation. Ferdinand Lassalle, en 1862, poursuivait l'organisation des ouvriers allemands et formulait son programme. Avec Marx et l'élite intellectuelle, la doctrine communiste pénétrait peu à peu dans les esprits. *Le Capital* de Marx donna des armes aux adversaires du régime capitaliste et leur permit de formuler une doctrine sociale plus nette que celle en honneur chez les socialistes de France.

Dans l'édition papier de 1907 apparaît à la page 205

la gravure no 56

[Premier congrès de l'Internationale – Genève 1866](#)

téléchargeable sur le site web [Les Classiques des sciences sociales](#), section Auteurs classiques : sous Louis Bertrand, député socialiste de Bruxelles.

[Retour à la table des gravures](#)

En Belgique, à la même époque, il n'y avait guère d'unité de pensée dans la petite famille socialiste. L'élite des ouvriers, réunis dans les associations de métiers, réclamait quelques réformes anodines: suppression de l'article 1781 du code civil, suppression des articles du code pénal interdisant les coalitions, réforme des conseils des prud'hommes, etc., etc.

Quant aux socialistes, leurs idées manquaient de netteté. Chez beaucoup - s'il est permis d'employer ce terme - on en était encore aux idées sentimentales et romantiques de 1848. On sacrifiait beaucoup à la phrase et après avoir lancé des imprécations virulentes contre la vieille société, on croyait avoir tout fait. Les idées socialistes d'alors consistaient en un mélange de démocratie, de républicanisme, de socialisme sentimental et d'athéisme, aussi avaient-elles peu d'écho dans les masses.

La propagande d'ailleurs était peu faite pour être à la portée des cerveaux populaires.

Bien des discours devaient être du latin pour la masse, peu instruite et peu au courant de ces idées.

Le seul organe socialiste, *La Tribune du Peuple*, nous croyons l'avoir déjà dit, était mal fait. De longs articles, des études fort indigestes y étaient insérés par tranches durant des mois et des mois; dans chaque numéro, une page était consacrée aux enterrements civils et l'on ne disait rien ou presque rien des faits du jour. Telle était la physionomie de ce journal.

On formait une petite chapelle et on se montrait d'une intransigeance excessive. Le suffrage universel, la réforme militaire, la coopération, les pensions de retraite, toutes ces mesures, ces réformes étaient considérées comme de simples palliatifs à peine dignes d'appeler l'attention des travailleurs.

Et cette tendance désolante était accentuée encore par Coulon et Pellerin qui, en vieillissant, se montraient de plus en plus révolutionnaires, prédisant la fin prochaine du régime bourgeois, la chute lamentable de la société pourrie et le triomphe de la révolution sociale, qui renverserait l'ancien ordre des choses et établirait en même temps la société idéale de justice et d'égalité!

Tel était l'état des esprits en Belgique au moment de la naissance de l'Internationale.

La grande association devait se réunir chaque année en congrès et dans ceux-ci on devait formuler le programme du prolétariat militant et les moyens d'exécution.

Le Manifeste inaugural de l'Internationale avait indiqué, il est vrai, la tendance générale du programme poursuivi. Il avait affirmé la doctrine de la *suppression des classes*, qui appartenait en commun à Karl Marx et à Proudhon. *L'affirmation du mouvement politique*, même subordonné comme moyen, appartenait aux communistes allemands; les mutuellistes français répudiaient, on le sait, la politique. *L'entente internationale des travailleurs*, formulée déjà dans le manifeste communiste de 1848, avait pénétré dans les cerveaux et était reconnue par tous les militants comme une nécessité. Enfin, l'affirmation inscrite dans le manifeste du *droit*, de la *morale* et de la *justice*, y avait été introduite comme une concession faite aux socialistes français.

Il existait donc deux courants d'idées dans l'Internationale et ce dès sa fondation: le communisme allemand et le mutuellisme français. Ces deux courants allaient se rencontrer et s'entrechoquer dans les congrès internationaux, lesquels devaient, en fin de compte, se prononcer en faveur de l'un ou de l'autre.

Il y avait aussi, parmi les socialistes de cette époque, deux tendances, deux manières d'envisager le rôle et l'organisation de l'Internationale.

Les ouvriers français et les anglais, membres des Trades Unions, n'envisageaient l'Internationale que comme puissance organisatrice du mouvement ouvrier, ayant pour but l'amélioration du sort des travailleurs, par l'obtention de salaires plus élevés,

d'une durée du travail moins longue, etc., et ayant comme moyen d'exécution la grève organisée internationalement.

D'autres voulaient concentrer dans l'Internationale non seulement le mouvement trade-unioniste, mais encore les partisans des réformes démocratiques et socialistes, par l'organisation de la lutte politique de la classe ouvrière, pour la conquête du pouvoir, instrument d'émancipation économique.

Le premier congrès de l'Internationale devait avoir lieu à Bruxelles, en 1865. Il fut remplacé par une conférence administrative, qui se tint à Londres, le 23 septembre et les quatre jours suivants. Des délégués de France, d'Allemagne, d'Angleterre, de Suisse et de Belgique étaient présents. Ce fut César De Paepe qui représenta la Belgique.

Cette conférence discuta la question de savoir si les femmes seraient admises dans l'Association et aussi les non-ouvriers, ceux qu'on appelait, en 1848, les «travailleurs de la pensée». Après une longue discussion, il fut décidé que chaque section resterait maîtresse, de résoudre ces questions en toute liberté, ce qui était très sage, en somme.

*
* *

Le 3 septembre 1866, dans une salle de la brasserie Treiber, à Genève, s'ouvrit le premier congrès de l'Internationale. Cinquante-quatre délégués, suisses, français, anglais et allemands, y assistèrent. La Belgique n'avait pas envoyé de représentant.

Les questions suivantes figuraient à l'ordre du jour de cette grande assemblée:

- 1° Organisation de l'*Association internationale*, son but, ses moyens d'action;
- 2° Les sociétés ouvrières, leur passé, leur présent, leur avenir; du chômage, des grèves, moyens d'y remédier; de l'enseignement primaire et professionnel;
- 3° Du travail des femmes et des enfants dans les fabriques, au point de vue moral et sanitaire;
- 4° Réduction des heures du travail, but, portée, conséquences morales; *de l'obligation du travail pour tous*;
- 5° L'association; son principe, ses applications; la coopération distinguée de l'association propre;
- 6° *Des relations du capital et du travail*. Concurrence étrangère; traités de commerce;
- 7° Impôts directs et indirects;
- 8° Institutions internationales: crédit mutuel, papier-monnaie, poids, mesures, monnaies et langues;

9° De la nécessité d'anéantir l'influence russe en Europe par l'application du principe du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes et la reconstitution d'une Pologne sur des bases démocratiques et sociales;

10° *Des armées permanentes* dans leurs rapports avec la production;

11° Des idées religieuses, leur influence sur le mouvement social, politique et intellectuel;

12° Etablissement d'une société de secours mutuels. - Appui moral et matériel accordé aux orphelins de l'Association.

Le président de la section de Genève prononça le discours d'ouverture.

«Le voilà donc arrivé, dit-il, ce jour où les ouvriers vont, à la face de l'Europe, s'occuper des questions qui les intéressent! Trop longtemps nous avons souffert de notre isolement et de la division de nos forces: l'association que nous avons formée nous donnera la puissance nécessaire pour améliorer enfin les conditions du travail, et, à l'exemple du grand citoyen Lincoln qui a détruit l'esclavage des nègres, détruira sur le vieux continent, et dans le monde entier, l'esclavage des blancs.

«Les ouvriers n'ont eu jusqu'ici en partage que les misères et les fatigues, et cela parce qu'ils sont restés dans l'ignorance, parce qu'ils ont laissé à d'autres le soin de discuter et de décider de leurs intérêts et qu'ils ont négligé de s'en occuper eux-mêmes. Le 3 septembre 1866 sera donc une date mémorable dans l'histoire...»

Ce congrès eut un grand retentissement, bien que ses discussions eurent un caractère plutôt pratique ou peut-être à cause de cela. Dans ses séances administratives et privées, il discuta les statuts de l'Internationale et c'est dans des réunions publiques que les questions mises à l'ordre du jour furent examinées. Toutes, on l'a vu plus haut, avaient pour but l'amélioration du sort des travailleurs.

Le second congrès général eut lieu à Lausanne, en septembre 1867. Soixante-trois délégués étaient présents anglais, français, italiens, suisses, allemands et un belge: César De Paepe, qui y joua un rôle important.

La discussion s'engagea sur un programme assez étendu.

La première question était libellée «recherche des moyens pratiques de faire de l'Association internationale un centre commun d'action pour la classe ouvrière dans la lutte qu'elle soutenait contre le capital.»

Puis vinrent les questions relatives au *crédit populaire*, aux *assurances*, au chômage, au rôle des machines, aux heures de travail, au rôle de l'homme et de la femme dans la société, à l'éducation et à l'enseignement; la définition et le rôle de l'État, les services publics; les libertés politiques, etc., etc.

Une autre question, plus importante au point de vue général, était ainsi formulée: «Les efforts tentés aujourd'hui par les associations pour l'émancipation du *quatrième état* (classe ouvrière) ne peuvent-elles pas avoir pour résultat la création d'un *cinquième état* plus misérable encore?»

Deux rapporteurs furent désignés pour s'occuper de cette question: le délégué français Chemali et le belge C. De Paepe.

Celui-ci déclara qu'il n'y avait qu'un moyen d'éviter la création d'un *cinquième état* de misérables, c'était de poursuivre l'*entrée du sol à la propriété collective de la société et l'abolition de l'héritage à certains degrés*.

Les rapports et les projets de résolution donnèrent lieu à une longue et brillante discussion, dans laquelle on vit aux prises, d'une part les Anglais, les Allemands et les Belges, partisans des idées communistes et, d'autre part, les Français et les Italiens, défenseurs de la liberté et de la propriété individuelles.

L'accord ne put se faire entre les deux tendances; mais dans un esprit de conciliation, il fut décidé de ne point trancher la question et de réserver la discussion à fond du problème de la propriété, au congrès suivant.

*
* *

Le congrès de Lausanne de 1867 mit en évidence le jeune César De Paepe, qui avait alors 25 ans, et dès ce moment l'influence belge fut très grande dans les congrès de l'*Internationale*.

De Paepe était le cerveau du socialisme belge à cette époque. Il s'était formé à la lecture des auteurs socialistes français. Il suffit de suivre pas à pas son œuvre, œuvre qui consiste principalement en articles de journaux et en rapports faits à l'occasion de congrès, pour voir les étapes parcourues par son esprit.

D'abord, De Paepe fut un socialiste sentimental à la manière de 1848. Quelques années plus tard, il lit Proudhon et sa pensée s'imprègne fortement des idées du grand socialiste français. Ses articles datant de cette époque (1864-1865), sont remplis d'idées proudhoniennes et même des expressions de l'auteur des *Contradictions économiques*.

Puis De Paepe se mit à étudier l'œuvre de Colins et il fut bientôt converti au système collectiviste partiel de celui-ci, en ce qui concerne la propriété foncière. Mais il était logique, et alors que Colins ne réclame l'entrée à la propriété collective que de la terre, il y ajoute le sous-sol et les instruments de production. La formule *collectiviste* constitue en quelque sorte une transaction entre le communisme intégral et l'individualisme pur.

Au congrès de Lausanne, De Paepe s'exprima comme suit:

«Que le prolétariat se convainque bien de cette idée, que la transformation sociale ne pourra s'opérer d'une manière radicale et définitive, que par des moyens agissant sur l'ensemble de la Société et conformes à la réciprocité et à la justice.

«Nous ne pouvons pas trancher ici la question de savoir quelles sont ces mesures d'ensemble qui nous paraissent si nécessaires; mais nous croyons pouvoir indiquer,

comme dignes d'être mis à l'étude par nous, certains moyens de réforme générale proposés par divers socialistes: la transformation de la Banque Nationale en Banque de crédit gratuit; *l'entrée du sol à la propriété collective de la Société*; *l'abolition des héritages ab intestat à certains degrés de parenté*; l'impôt sur les successions en ligne directe.»

*
* *

Le Congrès suivant se tint à Bruxelles, en septembre 1868. Il réunit plus de cent délégués: Anglais, Allemands, Français, Suisses, Italiens et Belges. Ces derniers furent au nombre de 56, savoir:

Eugène Hins, professeur, Bruxelles;
 Désiré Brismée, imprimeur, Bruxelles;
 Tique, peintre en bâtiment, Bruxelles;
 Lepourque, houilleur, Seraing;
 Modeste, houilleur, Marchienne;
 Embyse, houilleur, Monceau-sur-Sambre;
 Maljean, houilleur, Charleroi;
 Maréchal, bijoutier, Liège;
 Alfred Herman, sculpteur, Montegnée;
 Louis, tailleur, Oubois;
 Romain, houilleur, Montigny-sur-Sambre;
 Elsbach, professeur, Bruxelles;
 C. De Paepe, typographe, Bruxelles;
 Vanschaflingen, lainier, Gand;
 Potelsberg, tailleur, Gand;
 Vandenberghe, typographe, Bruges;
 Serane, tisserand, Gand;
 Eberhard, tailleur, Bruxelles;
 Dubois, verrier, Dampremy;
 Tricot, houilleur, Gilly;
 Paulus, houilleur, Chatelineau;
 Coenen, cordonnier, Anvers;
 Labaer, graveur, Anvers;
 Spehl, horloger, Bruxelles;
 Herremans, menuisier, Bruxelles;
 Bredenhorst, menuisier, Bruxelles;
 Cammaert, cordonnier, Bruxelles;
 Maetens, teinturier, Bruxelles;
 Maes, passementier, Bruxelles;
 Standaert, gantier, Bruxelles;
 Saillant, conférencier, Bruxelles;
 Tordeur, typographe, Bruxelles;
 Planson, marbrier, Bruxelles;
 Fontaine, journaliste, Bruxelles;
 Pellerin, cordonnier, Bruxelles;
 Voglet, musicien, Bruxelles;

Frère, houilleur, Jumet;
 Swolfs, houilleur, Jumet;
 Leclercq, tisserand, Pépinster;
 Lallemand, tisserand, Ensival;
 Devarewaere, houilleur, Marchienne
 Steens, voyag. de commerce, Bruxelles;
 Granshoff, négociant, Bruxelles;
 Verrycken, boulanger, Bruxelles;
 Coulon, tailleur, Bruxelles;
 Verhegen, mécanicien, Bruxelles;
 Larondelle, tisserand, Verviers;
 Fluse, tisserand, Verviers;
 Debrouck, tisserand, Dison;
 Teirlinck, instituteur, Gand;
 Englebert, géomètre, Perwez;
 Dethier, mécanicien, Gilly;
 Morizot, houilleur, Gilly;
 Bastin, verrier, Jumet;
 Marenne, cultivateur, Warmifontaine;
 Henry, cultivateur, Pattignies.

Il s'en fallut de peu que ce Congrès fût interdit par le gouvernement. Dans sa séance du 15 mai 1868, alors que la Chambre discutait la loi sur les étrangers, il fut un moment question du Congrès que l'*Internationale* avait annoncé. M. Bara, ministre de la justice, questionné à ce sujet, déclara «L'*Internationale* se propose de tenir un Congrès au mois de septembre... Je ne le permettrai pas!»

Le journal satirique illustré *La Cigale* prit texte de ces paroles pour représenter le ministre de la justice en *Don Quichotte moderne*, dessin qui eut un grand succès.

Un grand nombre de questions étaient inscrites à l'ordre du jour: la guerre, les grèves, les machines, l'instruction, le crédit, la réduction des heures de travail, la coopération et la propriété.

Le retentissement de ce congrès fut énorme. Parmi les auditeurs, on remarqua le célèbre révolutionnaire Blanqui et un de ses jeunes amis, Gustave Tridon, puis André Godin, le fondateur de Familistère de Guise et Henri Rochefort, alors réfugié à Bruxelles.

Les séances administratives avaient lieu le matin, de 9 heures à midi, au *Cygne* Grand'Place. Le soir, de 7 à 11 heures, au Théâtre National du Cirque (*Alhambra* actuel), se tenaient les séances publiques. J'assistai à plusieurs de ces séances avec mon père et j'ai gardé le souvenir de cette assemblée où des hommes venus de loin faisaient des discours, les uns en français, les autres en allemand ou en anglais. J'avais 12 ans et demi et l'impression de cette grande salle et de ces orateurs se succédant à la tribune m'est restée profonde dans l'esprit.

Le journal quotidien *Le Peuple belge*, sous la direction de M. Mulders, donna en supplément un compte rendu journalier très complet du congrès.

Ce fut surtout sur la sixième question à l'ordre du jour: *Le sol arable, les forêts, les mines, les houillères, les canaux, les routes, les chemins de fer, doivent-ils, dans la société future, être propriété individuelle ou propriété collective?* que se livra la grande bataille entre les mutuellistes et les communistes.

César De Paepe, dans un long et magistral rapport, rencontra toutes les objections des mutuellistes français et, après avoir démontré que la propriété foncière ne peut être légitimée dans son principe, conclut à ce que le domaine éminent sur le sol, doit être attribué à la société entière sous la gestion, soit de l'État, soit de la Commune; puis que la concession du sol devait être donnée aux diverses associations agricoles, en assurant à ces associations le droit au produit de leur travail et le droit à la plus-value qu'elles auront incorporée au sol, mais moyennant certaines garanties données à la société, par exemple des garanties relatives au mode de culture, au prix de vente des produits, etc., etc.

Ce fut Tolain qui tenta, au nom de la minorité, de réfuter l'argumentation de De Paepe. Tout en défendant la propriété individuelle, il reconnut que la propriété actuelle est privilégiée et oppressive, mais il refusa de se rallier à la propriété collective, et ce au nom de la liberté; seul, les services publics tels que canaux, mines, chemins de fer, pouvaient, selon lui, appartenir à la collectivité.

Pellering, Coulon et Coenen, délégués belges, Eccarius et Lessner, de Londres, défendirent la propriété collective combattue avec acharnement par Longuet et Murat, délégués français, qui tentèrent d'empêcher le vote de résolutions qu'ils réprouvaient, en proposant l'ajournement de la discussion.

César De Paepe répliqua et montra l'illogisme de ses adversaires qui, admettant la propriété collective pour les chemins de fer, les routes ou les canaux, voulaient agir différemment avec la mine ou *champ du dessous*, et avec le champ proprement dit, qui n'est qu'une mine à la surface du sol, mine d'où l'on extrait des végétaux au lieu d'en extraire des pierres, du marbre, des minerais, du charbon. Le sol comme le sous-sol étant donné gratuitement à l'humanité par la nature, la propriété doit en appartenir à l'humanité tout entière.

Le congrès se rallia à la doctrine défendue par De Paepe et déclara que les carrières, les mines, les chemins de fer, les forêts, le sol arable, devaient rentrer à la collectivité.

Ces conclusions furent votées par 30 voix contre 4. Quinze délégués s'abstinrent.

Néanmoins, pour faire droit aux mutuellistes, le congrès décida d'inscrire encore la question de la propriété à l'ordre du jour du prochain congrès qui devait se tenir à Bâle, l'année suivante.

En un an, César De Paepe avait imposé ses idées au prolétariat des deux mondes et le collectivisme faisait désormais partie du programme socialiste.

Les résolutions du Congrès de Bruxelles furent vivement combattues dans la presse socialiste et donnèrent lieu à une remarquable polémique entre De Paepe d'une part, et H. Denis, Victor Arnould et Guillaume De Greef, d'autre part, dans les journaux *L'Internationale* et *La Liberté*.

À propos de cette discussion académique, Guillaume De Greef rendit plus tard justice à César De Paepe, en déclarant qu'ils avaient été battus par l'ouvrier typographe qui avait marqué, d'une empreinte ineffaçable, la constitution actuelle de la classe ouvrière et imprimé à son évolution future une direction à la fois idéale et positive dont chacun devra tenir compte.

*
* *

Le Congrès de Bâle (septembre 1869) réunit 84 délégués dont 26 Français et 5 Belges: Hins, était délégué par le Conseil général belge, Robin, représentait la Fédération liégeoise, Bastin, de Verviers, Brismée, de Bruxelles et César De Paepe délégué de la Fédération de Charleroi.

Furent soumises aux discussions du Congrès les questions suivantes:

1° La propriété foncière;

2° Le droit d'héritage;

3° Le crédit mutuel. Jusqu'à quel point la classe ouvrière peut-elle utiliser le crédit pour son émancipation immédiate?

4° L'instruction intégrale;

5° L'action des sociétés de résistance sur l'émancipation des travailleurs.

De Paepe, au nom de la section bruxelloise de l'*Internationale*, fit un nouveau rapport sur la *Propriété foncière*.

Ce rapport fut publié dans le journal L'*Internationale* ¹ et dans le compte rendu officiel du Congrès de Bâle ².

Les extraits qui vont suivre donneront une idée exacte de cet important travail:

«... De toutes ces considérations, disait De Paepe, nous pouvons conclure, qu'au point de vue de l'ordre nouveau vers lequel nous marchons, il faut réclamer l'entrée du sol à la propriété collective de la société, pour ne laisser aux individus ou aux associations particulières, que la simple occupation du sol, moyennant un double contrat qui garantisse à la fois les droits de la société et les droits du cultivateur.

«Nous réclavons donc pour la société la propriété collective du sol, mais la propriété relative, la propriété conditionnelle, la propriété doublement limitée par des garanties pour les générations futures et par des garanties pour les occupants contemporains.

¹ No du 5 septembre 1869 et numéros suivant.

² Bruxelles 1869, imprimerie de D. Brismée, rue des Alexiens.

«Parmi les garanties nécessaires aux cultivateurs, nous croyons devoir mentionner les suivantes, car, après avoir traité si largement des droits de la collectivité, il n'est que juste de chercher à fixer également les droits des particuliers;

«1° Le droit à la propriété des récoltes et en général des fruits du sol, sauf à échanger ces produits conformément à la loi de l'égal-échange qui serait appliquée de même aux produits de l'industrie proprement dite. Nous avons déjà vu la distinction fondamentale entre la propriété foncière et la propriété des produits du travail personnel, nous n'avons pas à y revenir;

«2° Le droit à la plus-value, au remboursement des avances faites en travail, en engrais, etc., et qui ont amélioré la terre. Inutile encore de revenir là-dessus;

Dans l'édition papier de 1907 apparaît à la page 217

la gravure no 57 : [Bara don Quichotte](#)

téléchargeable sur le site web [Les Classiques des sciences sociales](#), section Auteurs classiques : sous Louis Bertrand, député socialiste de Bruxelles.

[Retour à la table des gravures](#)

«3° Le droit de choisir, dans les limites convenues, leur genre et leur mode de culture. Après avoir garanti les intérêts généraux par la division du sol en forêts, prairies, terres arables, etc., etc., on ne peut avoir évidemment de meilleur juge que le cultivateur lui-même, pour savoir si tel terrain convient mieux à telles sortes de céréales, ou de légumes, ou de fruits quelconques. Au surplus, sans cela le cultivateur serait à tout moment gêné dans ses allures, ce ne serait plus un homme libre et responsable, mais un véritable esclave, tombé plus bas que ses ancêtres, les serfs de la glèbe;

«4° La certitude d'occuper la terre pendant un laps de temps assez long;

«5° La faculté de résilier le bail lorsque leurs intérêts l'exigent. En effet, on ne peut raisonnablement obliger un particulier ou les membres d'une association agricole, à poursuivre une exploitation onéreuse, ou à rester dans l'agriculture lorsqu'ils veulent entrer dans une autre carrière. En présence des baux à long terme, surtout des baux à vie, ce droit de résiliation est inévitable.»

Mais il restait à indiquer les voies et moyens pour réaliser ce programme.

De Paepe indiqua les moyens de réalisation que voici:

«1° Le rachat successif des terres, proposé par Louis Blanc, dès 1845, dans son *Organisation du travail*; les premiers rachats se feraient au moyen du budget; puis le fermage des premières terres acquises par la société servirait à racheter successivement les autres;

«2° Le fermage considéré, à partir d'une époque à fixer, comme remboursement par annuité, mesure proposée en 1848 par Proudhon, dans son *Idée générale de la Révolution au XIX^e siècle*;

«3° L'entrée à la propriété collective de toute succession *ab intestat* sans héritiers directs; un impôt de 25 p.c. sur toute succession testamentaire, et déclaration que le sol, une fois entré à la propriété collective, est inaliénable; mesures proposées, peu après 1848, par Colins, De Potter et Ramon de la Sagra...»

Parlant de l'antagonisme des classes, qui pousse les ouvriers à s'organiser pour la défense de leurs droits et de leurs intérêts, De Paepe disait que peu à peu les organisations ouvrières formeraient un État dans l'État et que nécessairement ils deviendraient les maîtres de l'État politique actuel. Si les classes possédantes ne veulent point accepter les mesures transactionnelles (rachat, etc.), il faudra bien, dit-il, procéder par voie d'expropriation ou de liquidation forcée, et l'État pourrait bien faire quelques petites déclarations dans le genre de celles-ci:

«1° La propriété foncière individuelle est abolie; le sol appartient à la collectivité sociale; il est inaliénable;

«2° Les cultivateurs fermiers payeront dorénavant à l'État la rente qu'ils payaient ci-devant au propriétaire; cette rente tiendra lieu d'impôt et servira au paiement de services publics, tels qu'instruction, assurances, etc.;

«3° Comme mesure de transition, il est admis que les petits propriétaires, qui exploitent leur terre par leur travail personnel, pourront rester leur vie durant possesseurs de cette terre sans pavement de fermage; à leur décès, l'impôt foncier de leur terre sera majoré jusqu'au prorata de la rente des autres terres de même valeur, et sera par conséquent transformé en rente foncière; dès lors l'impôt foncier sera aboli pour ces terres, comme il l'est dès ce jour pour celles qui payent la rente;

«4° Les baux seront à vie pour les cultivateurs individuels; ils seront d'un terme de ... pour les associations agricoles (un terme plus élevé que la moyenne de la vie);

«5° Les baux sont néanmoins résiliables par les individus ou par les associations agricoles, pour les causes déterminées, d'utilité particulière;

«6° Les baux sont personnels; la sous-location est interdite;

«7° Le sol est évalué au commencement et à la fin de chaque bail. Si, à la fin du bail, il y a plus-value, la société paye, s'il y a moins-value, l'héritage paye; et si l'héritage n'a rien, la société perd;

«8° Afin de pousser à l'association dans l'agriculture, les associations agricoles auront la préférence pour la location de la terre; après les associations, cette préférence existera encore pour les enfants de l'occupant décédé qui auraient travaillé avec leur père;

«9° Afin de simplifier la gestion du domaine foncier, l'administration en sera confiée, dans chaque commune, au conseil communal (ou municipalité) choisi directement par tous les habitants majeurs de la commune; ce conseil pourvoira en

particulier à la réunion des parcelles et à la délimitation des possessions, de façon à arrêter le morcellement;

«10° L'État, de concert avec les commissions agricoles nommées par les agriculteurs, s'occupera des grands travaux de défrichements, de reboisements, de dessèchements et d'irrigations. Il s'entendra avec les compagnies de travailleurs ruraux, qui pourraient se constituer pour effectuer ces grands travaux d'ensemble.

«Que le prolétariat organisé et triomphant prenne ces dispositions, dit De Paepe, en terminant, qu'il y apporte toutes les modifications que les circonstances nécessiteront, qu'il y introduise successivement toutes les améliorations que la pratique indiquera, et la révolution agraire sera opérée, la propriété foncière sera constituée conformément à la Justice.»

La discussion sur la question de la propriété fut à la fois très vive et très mouvementée. La plupart des délégués français, Tolain en tête, se déclarèrent les adversaires irréductibles de l'appropriation collective de la terre, mais finalement la thèse brillamment soutenue par De Paepe, triompha par le vote des résolutions suivantes:

1° Le Congrès déclare que la société a le droit d'abolir la propriété individuelle du sol et de faire entrer le sol à la communauté;

2° Il déclare encore qu'il y a *nécessité* de faire entrer le sol à la propriété collective.

Le vote sur le paragraphe 1er donna les résultats suivants: Votants 71: 54 oui, 4 non, 13 abstentions.

Sur le paragraphe 2, il y eut 53 oui, 8 non et 10 abstentions.

La victoire des collectivistes était complète et définitive. César De Paepe l'emportait à une majorité écrasante.

Le délégué belge, Eugène Hins, qui au Congrès de Bruxelles s'était prononcé dans le sens individualiste, vint faire amende honorable et se rallia à la doctrine collectiviste.

La deuxième question à l'ordre du jour du Congrès de Bâle concernait le droit d'héritage et donna lieu à une belle joute oratoire. Brismée, rapporteur de la Commission, concluait à ce que le Congrès reconnût que le droit d'héritage devait être complètement et radicalement aboli, et que cette abolition était une des conditions indispensables de l'affranchissement du travail.

Toutefois, cette proposition ne recueillit que 32 voix favorables, contre 23 non et 13 abstentions; et parmi ces dernières, celle de De Paepe, qui déclara qu'en votant l'entrée du sol à la propriété collective, l'abolition des prélèvements capitalistes, la mise en possession des instruments du travail aux mains des travailleurs, l'instruction intégrale donnée à tous, les collectivistes réclamaient une chose inutile et superflue en demandant l'abolition de l'héritage. Il concluait par ces mots: «Comme principe permanent et définitif, l'abolition de l'hérédité n'est pas utile; comme moyen de liquidation sociale, elle n'est pas probable, car tout porte à croire que le prolétariat, sûr de

la force de son droit et usant de sa force, aura recours au grand argument du roi Frédéric vis-à-vis du meunier de Sans-Souci:

«Sais-tu que sans payer je pourrais bien le prendre?»

*
* *

Le congrès suivant, fixé au mois de septembre 1870, devait avoir lieu à Paris. Mais à cause de la situation faite à l'Internationale, après les deux procès intentés à la Section parisienne, la ville de Mayence fut choisie. L'ordre du jour avait déjà été arrêté ¹ quand la guerre éclata entre la France et la Prusse.

Le congrès fut forcément ajourné.

En 1871, après la chute de la Commune et la réaction qui venait de reprendre le dessus en Europe, il n'y eut pas non plus de congrès, mais celui-ci fut remplacé par une Conférence qui se tint à Londres, du 19 au 23 septembre.

Cette Conférence prit un grand nombre de résolutions.

Elle s'occupa de régler la composition du Conseil général, auquel on reprochait de s'adjoindre un trop grand nombre de membres appartenant à une seule nationalité. D'autres questions administratives furent réglées: dénomination à donner aux conseils nationaux ou régionaux, sections, branches, etc., la cotisation fixée à 10 centimes par an pour le Conseil général, la formation de sections de femmes, la statistique générale de la classe ouvrière, les rapports internationaux entre les sociétés de résistance, les productions agricoles, l'action politique de la classe ouvrière, etc. ².

En ce qui concerne ce dernier point, la conférence de Londres, après avoir rappelé les considérants des statuts généraux, l'adresse inaugurale de l'Association, les résolutions du Congrès de Lausanne, etc., déclarait en outre:

«... En présence d'une réaction sans frein, qui étouffe violemment tout effort d'émancipation de la part des travailleurs, et prétend maintenir par la force brutale la distinction des classes et la domination politique des classes possédantes qui en résulte;

«Considérant en outre:

¹ 1° De l'organisation du travail industriel;
2° Des moyens à employer pour fonder des sections dans les campagnes;
3° De la Dette publique;
4° Rapports entre l'action politique et le mouvement social de la classe ouvrière;
5° Propriété foncière et propriété sociale;
6° Les Banques;
7° Conditions de la production coopérative sur une échelle nationale;
8° Moyens de supprimer la guerre.

² Le texte de ces résolutions fut reproduit dans le journal l'Internationale, du 26 novembre 1871, et comporte quatre colonnes et demie!

«Que contre ce pouvoir collectif des classes possédantes, le Prolétariat ne peut agir comme classe, qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct, opposé à tous les anciens partis formés par les classes possédantes;

«Que cette constitution du Prolétariat, en parti politique, est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale et de son but suprême l'*abolition des classes*;

«Que la coalition des forces ouvrières déjà obtenue par les luttes économiques, doit aussi servir de levier aux mains de cette classe dans sa lutte contre le pouvoir politique de ses exploiters;

«La conférence rappelle aux membres de l'*Internationale*:

«Que dans l'état militant de la classe ouvrière, son mouvement économique et son action politique sont indissolublement unis.»

Cette résolution fut vivement discutée, et c'est sur le principe fondamental qu'elle établit, c'est-à-dire la nécessité de l'action politique de la classe ouvrière pour la conquête du pouvoir, que s'engagera la lutte au Congrès de La Haye, au mois de septembre 1872.

*
* *

Au moment où se réunissait ce dernier Congrès, voyons quelle était la situation faite à l'Association internationale des travailleurs.

En France, une loi venait d'être votée, punissant de deux années de prison tout affilié de l'*Internationale*.

En Allemagne, même situation: Bebel et Liebknecht étaient détenus dans une forteresse, pour avoir affirmé leurs principes internationalistes et pour avoir condamné la guerre contre la France.

En Italie et en Espagne, les réunions ouvrières étaient interdites et les Congrès dispersés par la police.

En Suède, de nombreuses arrestations avaient été faites. Les journaux socialistes avaient été mis en demeure de suspendre leur publication. Même situation au Danemark.

C'est, dans ces conditions, que s'ouvrit le Congrès de La Haye.

Dans son rapport au Congrès, le Conseil général relata tout d'abord les principaux faits qui s'étaient produits depuis le Congrès de Bâle, en 1869. Après avoir rappelé les persécutions dont les membres de l'*Internationale* étaient l'objet dans plusieurs pays, le rapport ajoutait:

«Mais toutes les violences des gouvernements européens disparurent devant la guerre déchaînée contre nous par la presse, la grande calomniatrice des deux mondes!

«Histoires apocryphes, mystères de l'Internationale, fabrication impudente de documents publics et de lettres particulières, télégrammes à effet se multipliaient; tous les égouts de la presse vénale et comme il faut furent lâchés à la fois pour noyer dans un déluge d'infamie l'ennemi exécré. Ce qui fait de cette guerre de calomnie une chose nouvelle, sans précédent dans l'histoire, c'est le champ vraiment international qu'elle a embrassé.»

Est-il besoin de dire que, dans ce concert européen de la calomnie, la presse belge joua un très grand rôle?

La plupart des pays était représentés au Congrès de La Haye y compris la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et le Portugal, mais la plupart de ces nations avaient pour délégués des réfugiés français, des proscrits de la Commune.

La Belgique y avait sept délégués Brismée, de Bruxelles, Coenen, d'Anvers; Eberhard, délégué de diverses sociétés de métiers de Bruxelles; Fluse, de Verviers; Alfred Herman, de Liège; P. Splingard, de Charleroi; Van den Abeele, de Gand.

Deux courants d'idées se partageaient alors l'*Internationale*.

Les uns pensaient que l'*Association* devait être organisée hiérarchiquement, comme l'État politique, ayant une tête: le Conseil général, dirigeant chacun des groupes épars. Ils voulaient que les partis socialistes s'organissent en partis politiques et conquissent l'État pour substituer un gouvernement populaire, le «Volkstaat» des socialistes allemands, au gouvernement bourgeois existant.

C'était, comme on le fit observer au Congrès de La Haye, reprendre le programme des communistes allemands de 1848.

Les autres, au contraire, soutenaient, avec le Russe Michel Bakounine, qui développa ses idées dans un *almanach du peuple* pour 1872, imprimé en Suisse et qui fut très répandu en Belgique ¹, que l'*Internationale* n'aurait point de sens si elle ne tendait invinciblement à l'abolition de l'État et qu'il ne fallait organiser les masses ouvrières qu'en vue de cette destruction.

Ces derniers voulaient organiser la classe des travailleurs en groupant les différents corps de métier, d'abord localement, puis fédérativement ou nationalement, puis internationalement, en laissant à chaque groupe naturel son autonomie propre.

Les premiers étaient baptisés *autoritaires étatistes* par les seconds, qui s'appelaient *autonomistes*, pour ne pas dire *anarchistes*.

Le Mirabeau, organe socialiste de Verviers, qui subissait alors l'influence de l'ancien étudiant Victor Dave, qui collaborait également à la *Liberté*, écrivait au sujet de ces deux tendances:

¹ Par Laurent Verrycken, notamment, qui était devenu libraire et marchand de journaux.

«... Et quand l'*Internationale* sera partout ainsi organisée, le parti ouvrier politique-autoritaire ne sera de nulle utilité pour abolir l'État, car ainsi que l'observe judicieusement Proudhon, un gouvernement de réaction, à force de vouloir sauver la société de la Révolution, intéresse à cette Révolution la société tout entière. Le groupement du prolétariat réalisé, c'en sera fait de l'État, et comme nous ne voulons pas le remplacer par un autre, même populaire, nous n'avons que faire de la formation d'une armée ouvrière qui aurait pour but de conquérir le pouvoir politique. La mission du prolétariat est au contraire de dissoudre l'État dans l'organisation industrielle.»

Deux grandes questions figuraient à l'ordre du jour:

1° Extension des pouvoirs du conseil général et augmentation de ses attributions;

2° Consécration, par un vote, de la résolution prise à la conférence de Londres en 1871, recommandant l'action politique des classes ouvrières.

Les Belges combattirent non seulement l'extension des pouvoirs à donner au Conseil général, mais demandaient au contraire la suppression de ce Conseil. Pour ce qui regardait l'action politique de la classe ouvrière, les délégués belges déclaraient en être les adversaires résolus.

Au début de l'*Internationale*, cependant, les propagandistes belges revendiquèrent les réformes politiques en même temps que la réforme sociale.

Comment avaient-ils changé d'attitude?

L'influence des hommes de *La Liberté* n'a certes pas été étrangère à cette tactique nouvelle des socialistes belges. Les principaux rédacteurs de ce journal, V. Arnould, Guillaume De Greef et Hector Denis étaient surtout des disciples de Proudhon qui, on le sait, était anarchiste, c'est-à-dire partisan de la suppression de l'État politique. Au mouvement pour la réforme électorale et le suffrage universel, les rédacteurs de la *Liberté* opposèrent, on l'a vu, ce qu'ils appelèrent la *Représentation du Travail*.

Trois jours furent consacrés par le Congrès à la vérification des pouvoirs de ses membres. Les votes se faisaient par délégué et non par nationalité représentée, comme c'est le cas aujourd'hui dans les Congrès internationaux socialistes. Les adversaires du Conseil général de Londres et de la méthode proposée par lui, l'accusaient d'avoir fabriqué des mandats fictifs, dans le but d'obtenir une majorité en faveur de ses projets.

La vérification des mandats enfin terminée, le Congrès discuta la question de savoir si l'on supprimerait ou non le Conseil général. Les délégués belges étaient partisans de son maintien, mais simplement à titre de *centre de correspondances* et sans autre pouvoir. Par 30 voix contre 20, le Conseil général fut maintenu et ses pouvoirs renforcés.

Puis vint la discussion concernant l'action politique.

Le Conseil général proposait l'insertion, dans les statuts généraux de l'*Internationale*, de l'article suivant qui n'était, en définitive, que la reproduction de la résolution IX de la conférence de Londres de 1871:

«Dans la lutte contre le pouvoir collectif des classes possédantes, le Prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct, opposé à tous les autres partis formés par les classes possédantes.

«Cette constitution du prolétariat en parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale et de son but suprême: l'abolition des classes.

«La coalition des forces ouvrières, déjà obtenue par les luttes économiques, doit aussi servir de levier aux mains de cette classe dans sa lutte contre le pouvoir politique de ses exploiters.

«Les seigneurs de la terre et du capital se servent toujours de leurs privilèges politiques pour défendre et perpétuer leurs monopoles économiques et asservir le travail, la conquête du pouvoir politique devient donc le grand devoir du prolétariat.»

Cette résolution fut approuvée par la majorité du Congrès. La minorité, dont faisaient partie les Belges, publia alors une déclaration disant, en substance, qu'ils ne voulaient pas de scission au sein de l'*Internationale*, qu'ils continueraient leurs rapports administratifs avec le Conseil général concernant le paiement des cotisations, la correspondance et la statistique du travail, que les fédérations nationales représentées dans la minorité établiraient entre elles des rapports directs et continus, que dans le cas où le Conseil général voudrait s'ingérer dans les affaires intérieures d'une fédération, celles-ci s'engageaient à défendre leur autonomie, enfin, la minorité engageait toutes les fédérations et sections à se préparer, d'ici au Congrès prochain, à faire triompher dans le sein de l'*Internationale*, comme base de l'organisation du travail, les principes de l'autonomie administrative.

Rappelons aussi qu'il s'était constitué, dans l'*Internationale*, une *Alliance secrète de la démocratie socialiste*, ayant pour chef le russe Michel Bakounine. Le Congrès de La Haye condamna l'Alliance et exclut ses principaux agents Bakounine et James Guillaume.

Le Conseil général fut transporté à New-York et le siège du Congrès de 1873 fixé en Suisse.

Dans un meeting, tenu à Amsterdam, à l'issue du Congrès de La Haye, Karl Marx prit la parole, et parlant de l'œuvre y accomplie, déclarait:

«Le Congrès de La Haye, disait-il, a fait trois choses principales:

«Il a proclamé la nécessité, pour les classes ouvrières, de combattre, sur le terrain politique comme sur le terrain social, la vieille société qui s'écroule et nous nous félicitons de voir entrer désormais dans nos statuts cette résolution du Congrès de Londres. Un groupe s'était formé au milieu de nous, préconisant l'abstention des ouvriers en matière politique.

«Nous avons tenu à dire combien nous considérons ces principes comme dangereux et funestes pour notre cause.

«L'ouvrier doit saisir un jour la suprématie politique pour asseoir la nouvelle organisation du travail; il doit renverser la vieille politique soutenant les vieilles insti-

tutions, sous peine, comme les anciens chrétiens, qui l'avaient négligée et dédaignée, de ne voir jamais leur royaume de ce monde.

«Mais nous n'avons point prétendu que pour arriver à ce but les moyens fussent identiques.

«Nous savons la part qu'il faut faire aux institutions, aux mœurs et aux traditions des différentes contrées; et nous ne nions point qu'il existe des pays comme l'Amérique, l'Angleterre, et si je connaissais mieux vos institutions, j'ajouterais la Hollande, où les travailleurs peuvent arriver à leur but par des moyens pacifiques. Si cela est vrai, nous devons reconnaître aussi que, dans la plupart des pays du continent, c'est la force qui doit être le levier de nos révolutions; c'est à la force qu'il faudra en appeler pour un temps afin d'établir le règne du travail.

Dans l'édition papier de 1907 apparaît à la page 229

la gravure no 58 : [César de Paepe](#)

téléchargeable sur le site web [Les Classiques des sciences sociales](#), section Auteurs classiques : sous Louis Bertrand, député socialiste de Bruxelles.

[Retour à la table des gravures](#)

«Le Congrès de La Haye a constitué au Conseil général de nouveaux et plus forts pouvoirs. Au moment, en effet, où les rois se réunissent à Berlin, où, de cette entrevue des puissants représentants de la féodalité et des temps passés, doivent sortir contre nous de nouvelles et plus vives mesures de répression, au moment où la persécution s'organise, le Congrès de La Haye a cru justement qu'il était sage et nécessaire d'augmenter les pouvoirs de son Conseil général et de centraliser, pour la lutte qui va s'engager, une action que l'isolement rendrait impuissante. Et, d'ailleurs, à qui, si ce n'est à nos ennemis, pourrait porter ombrage l'autorité du Conseil général?»

Sur le transfert à New-York du Conseil général, Marx déclara que l'Amérique, devenant par excellence le monde des travailleurs, par l'émigration annuelle d'un demi million d'ouvriers, ce choix était fortement justifié.

*

* *

À peine ce Congrès venait-il de finir ses travaux, que des protestations s'élevèrent contre les décisions prises. Il y en eut à Rouen, à Paris, en Espagne, en Angleterre et en Suisse, au sein de la Fédération Jurassienne. Karl Marx fut violemment attaqué, même par le journal *L'Internationale*, de Bruxelles.

Le *Mirabeau*, de Verviers, apprécia comme suit la décision du Congrès de La Haye:

«Ce que nous avions prévu est arrivé. Nous sommes allés au Congrès de La Haye, bien décidés à défendre les idées révolutionnaires et anarchistes pour le triomphe desquelles nous n'avons cessé de combattre depuis l'origine de notre association. Nous y avons rencontré, marchant avec nous dans la même communion, tous les Belges des autres fédérations, et, avec eux, les Espagnols, les Hollandais, les Suisses, une grande partie des délégués de l'Amérique et de l'Angleterre.»

L'Internationale, de son côté, imprimait:

«En présence des résolutions votées par le Congrès de La Haye, où le contraire des décisions prises dans le dernier Congrès belge a prévalu, les membres du Conseil belge sont instamment priés d'assister à la séance du 21 courant (septembre) à l'effet de s'entendre sur les mesures à prendre.»

Pendant près de trois mois, on discuta la question de l'autonomie des sections et des fédérations dans *L'Internationale*, et ce en opposition avec la centralisation qui avait prévalu à La Haye. Mais rien ne fut décidé avant le Congrès national qui se tint à Bruxelles, le 25 décembre 1872.

À ce Congrès étaient représentés les groupes de Gand, Anvers, Bruxelles, Charleroi, le Centre, Liège et Verviers.

Glissant fortement sur la pente de l'autonomie, on en arrivait, dans le but de renforcer *L'Internationale* en Belgique, à proposer la suppression du Conseil général! Les délégués de Verviers, du Centre et Laurent Verrycken défendirent cette idée. Steens, Brismée, De Paepe et Warnotte, ce dernier de Charleroi, étaient d'un avis diamétralement opposé, il est vrai, et prétendaient qu'un Conseil général était nécessaire pour exécuter les décisions des congrès et comme centre de correspondance.

Finalement, le Congrès adopta l'ordre du jour dont voici le texte:

«Le Congrès belge de l'Association internationale des travailleurs, tenu le 25 et le 26 décembre, à Bruxelles, déclare nulles et non avenues les résolutions enlevées par une majorité factice au Congrès de La Haye, et ne les veut reconnaître, comme étant arbitraires, autoritaires et contraires à l'esprit de l'autonomie et aux principes fédéralistes.

«En conséquence, il procédera immédiatement à l'organisation d'un *pacte fédératif et autonome* entre les fédérations régionales qui voudront y contribuer, et ne reconnaîtra en aucune façon le nouveau Conseil général de New-York, qui lui a été imposé par une majorité subtile et au mépris de tous les principes inscrits dans les statuts généraux.»

Le 26 janvier suivant, le Conseil général de *L'Internationale* avait déclaré que «toutes les sociétés et personnes qui refusent de reconnaître les résolutions des congrès, ou qui négligent exprès de remplir les devoirs imposés par les statuts et règlements généraux, se placent elles-mêmes en dehors de *L'Internationale* et cessent d'en faire partie.»

Le 30 mai suivant, le Conseil général compléta cette déclaration par la résolution suivante:

«Vu que le Congrès de la Fédération belge, tenu les 25 et 26 décembre 1872, à Bruxelles, a résolu de déclarer nulles et non avenues les résolutions du 5^{me} Congrès général;

«Que le Congrès d'une partie de la Fédération espagnole...

«Le Conseil général de l'*Association internationale des Travailleurs*, conformément aux statuts et règlements administratifs et d'accord avec sa résolution du 26 janvier 1873, déclare:

«Toutes les fédérations régionales ou locales, sections et personnes ayant participé aux congrès et assemblées mentionnés ci-dessous, de Bruxelles, de Cordoue et de Londres, en en reconnaissant les résolutions, *se sont placées elles-mêmes en dehors de l'«Association internationale des Travailleurs» et ont cessé d'en faire partie.»*

C'était la débâcle qui commençait!

Déjà les congrès belges voyaient diminuer chaque fois le nombre des délégués qui y prenaient part. L'industrie, de son côté, était en pleine prospérité. Les salaires des houilleux, en 1873, étaient de 60 pour cent plus élevés qu'en 1869 et les ouvriers, moins malheureux, devenaient plus indifférents. Dès ce moment, on peut dire que l'*Internationale* entra en agonie en Belgique.

Cependant, un Congrès était convoqué à Genève, pour le mois de septembre 1873.

Vingt-cinq délégués seulement y prirent part: deux pour l'Angleterre, cinq pour l'Espagne, quatre pour l'Italie, cinq pour la France, tous proscrits de la Commune, et le reste pour la Suisse.

Cinq délégués y représentaient la Belgique, savoir:

L. Verrycken, élu par le Congrès régional d'Anvers;
Fidèle Cornet, mécanicien, de la Fédération du Centre;
Henri Van den Abeele, négociant, délégué d'Anvers ¹ ;
L. Manguette, tisserand, délégué de la Fédération verviétoise;
Victor Dave, journaliste, délégué des mécaniciens de Verviers.

La principale question à l'ordre du jour était la revision des statuts généraux de l'*Internationale*.

Les statuts anciens établissaient un conseil général. Or, on l'a vu plus haut, la plupart des groupes de Belgique, de Suisse, d'Italie et d'Espagne ne voulaient plus entendre parler du Conseil général, organisme autoritaire d'après eux. Aussi le Congrès de Genève décida-t-il, à l'unanimité, la suppression, dans les statuts, d'un conseil

¹ Il représentait aussi la Fédération hollandaise.

général, et le compte rendu officiel note que ce vote fut salué par de *bruyants et longs applaudissements* ¹.

Le Congrès de Genève dura une semaine, et ce temps fut consacré presque entièrement à la discussion des statuts révisés de l'*Internationale*.

Une fois le Conseil général supprimé, plusieurs délégués proposèrent la constitution de commissions ayant un caractère purement administratif. L'une serait chargée de centraliser la correspondance, une autre d'organiser la statistique du travail, etc., etc. Mais d'autres délégués se récrièrent, notamment Paul Brousse et Andréa Costa, qui reprochaient aux premiers de ne pas vouloir du *nom* de Conseil général, mais de vouloir la *chose*, sous une autre dénomination.

Victor Dave, délégué belge, déposa alors la proposition suivante:

«Le Congrès de l'*Association internationale des Travailleurs*, d'accord avec les aspirations manifestées dans maintes circonstances par le prolétariat, en faveur du principe d'anarchie, synonyme d'ordre organisé, déclare que ce principe doit trouver une première application effective et réelle dans la confection des statuts généraux révisés, en refusant de créer une ou plusieurs commissions centrales chargées d'une besogne officielle, soit au point de vue de la propagande, soit au point de vue de la statistique du travail.»

Cette proposition fut adoptée et désormais il n'y eut plus aucun lien entre les sections régionales de l'*Association internationale des Travailleurs*, si ce n'est le Congrès annuel, qui durerait une semaine et qui devait fixer le siège du Congrès suivant.

C'est Bruxelles qui fut désignée comme lieu de réunion du Congrès de 1874.

En attendant, la débâcle de l'*Internationale* continuait en Belgique et dans les autres pays. Ce grand mouvement, qui semblait peu de temps auparavant devoir entraîner le monde, organiser le prolétariat universel et le mener à la conquête de son émancipation intégrale, finissait piteusement au milieu de l'anarchie des esprits, anarchie que Victor Dave disait être synonyme de l'ordre organisé, mais qui n'était, en définitive, que l'ordre existant dans un cimetière.

Pour montrer quel était l'état des esprits des socialistes belges en 1873, il nous suffira de citer deux faits.

Au Congrès de Genève de 1873, Laurent Verrycken rendit compte de la situation générale de l'*Association internationale* en Belgique. Il la déclara satisfaisante. L'*Internationale* cependant avait rencontré, disait-il, des adversaires qui cherchaient à entraver son développement. Il eût été plus exact de dire «qui cherchaient à recueillir dans leur sein les ouvriers qui quittaient l'*Internationale*.» C'était d'abord l'*Association générale Ouvrière*, de Bruxelles, qui recevait l'inspiration des chefs du parti libéral, et les sociétés catholiques de secours mutuels, qui voulaient attirer à elles la masse des travailleurs organisés en associations de secours contre les risques de maladie et du chômage que la maladie entraîne.

¹ Compte rendu officiel, etc., Locle, au Comité fédéral Jurassien, 1874.

Mais voici les deux faits que nous voulons mettre en lumière, pour permettre d'apprécier l'état des esprits à cette époque.

L'industrie de la laine, à Verviers, traversait une crise terrible. Des milliers d'ouvriers étaient sans travail et ceux qui continuaient à être occupés devaient se contenter de quelques jours d'occupation par quinzaine. Pour remédier, dans la mesure du possible, à cette détresse, la Fédération belge de l'Internationale résolut de venir pécuniairement en aide aux ouvriers verviétois, mais ceux-ci décidèrent de refuser les subsides qu'on leur offrait, en «*exprimant le désir que les sommes qu'on leur offrait fussent employées à préparer la révolution sociale, seul remède à la hauteur de leurs maux.*»

Voici le second fait:

C'était également en 1873. Les ouvriers marbriers étaient réunis en congrès national à Bruxelles. Plusieurs ouvriers, examinant les moyens les plus propres pour hâter l'émancipation des travailleurs, avaient préconisé le suffrage universel.

C'est alors que le citoyen Flinck, délégué de Verviers, prononça un discours résumé comme suite dans le journal *L'Internationale*:

«Il dit que le suffrage universel est assurément une bonne chose, mais que ces considérations sont en dehors de la ligne socialiste. Dans l'état actuel des choses, ce serait un os que la bourgeoisie nous donnerait à ronger par peur de la révolution. Les villes seules donneraient une majorité socialiste, et encore! Ce que nous demandons, c'est la Représentation du Travail, et la révolution est plus proche qu'on ne pense. A Verviers, les ouvriers sont contraires à l'application immédiate du suffrage universel: ils sont pour la révolution...»

Évariste Pierron, ouvrier mécanicien, soutint à son tour, dans cette réunion, l'inanité de la politique auprès des questions sociales qui doivent tout primer...

Des mots! des mots! des mots!...

*
* *

Le congrès de Bruxelles, qui s'ouvrit le 7 septembre, avait été convoqué par le *bureau fédéral international* composé de L. Verrycken, G. Brasseur, C. Standaert, D. Brismée, C. De Paepe et Ev. Pierron.

Deux questions principales figuraient à son ordre du jour:

1° *Par qui et comment seront faits les services publics dans la nouvelle organisation sociale?*

2° *De l'action politique des classes ouvrières.*

Quinze délégués seulement étaient présents, dont dix belges.

J. Gomez, typographe, représentait l'Espagne; Ecarius, tailleur, l'Angleterre; Ch. Frohme, homme de lettres, une section allemande de Liège; A. Schwitzguébel, graveur, la Suisse et Van Wedeman, une section de Paris.

Les Belges étaient De Paepe et Brismée (Bruxelles), J.-N. Demoulin et Pierre Bastin (Verviers); Jules de Blaye (Gand); Maximilien Tricot et Loriaux (Charleroi); R. Mayeu (Liège); Ph. Coenen (Anvers); D. Paterson (menuisiers de Bruxelles).

C'est à l'occasion de ce congrès que César De Paepe écrivit son remarquable mémoire sur *l'Organisation des Services publics dans la Société future*.

En publiant cette étude, De Paepe déclarait ne point vouloir proposer les solutions auxquelles ses recherches l'avaient conduit, comme un programme complet et arrêté, avec lequel il fallait enchaîner l'avenir. Il croyait, au contraire, «que des situations nouvelles non prévues et non prévisibles, que des circonstances aujourd'hui inappréciables pour nous, que la disparition des besoins actuels et l'apparition de besoins nouveaux, que des découvertes scientifiques et industrielles dont notre esprit ne soupçonne peut-être pas la réalisation possible, peuvent ainsi modifier plus ou moins profondément, et peut-être bouleverser de fond en comble, les conclusions auxquelles nous nous sommes arrêtés.»

Il ajoutait que ce n'est pas une raison parce qu'il ne nous est pas donné de connaître l'avenir avec autant de certitude que le présent, pour toujours marcher à tâtons, au jour le jour, sans jamais se demander où l'on va.

César De Paepe croyait donc, que sauf à tenir compte des nécessités nouvelles que les circonstances pourront faire surgir, il est nécessaire de savoir quelles mesures le prolétariat aura à prendre, dans tel cas donné, quand il jugera nécessaire d'intervenir. Il croit chose nécessaire et urgente de rechercher les mesures à prendre par le prolétariat pour assurer l'existence des services publics locaux et généraux.

De Paepe prend pour point de départ l'état de choses présent, les services publics actuellement existants, éliminant de ces services publics ceux qu'une nouvelle organisation sociale parait devoir rendre inutiles; cherchant quels sont les services publics que les nécessités nouvelles réclameront et ceux qui, dès à présent, se font déjà sentir comme un besoin évident.

Il examine à *qui* l'exécution en incombe naturellement et après une étude sur l'ensemble de l'évolution économique, cherche si les transformations profondes que cette évolution fait ou fera subir à certaines industries, ne font ou ne feront pas de ces industries de véritables services publics. Il termine par la question de savoir, *comment*, de quelle manière, les services publics, en général, devraient être exécutés dans l'avenir.

Il trace un point merveilleux d'organisation, abordant toutes les questions qui peuvent surgir, indiquant le rôle de l'État et de la commune et termine ainsi:

«À la conception jacobine de l'État omnipotent et de la Commune subalternisée, nous opposons la conception de la Commune émancipée, nommant elle-même la législation, la justice et la police; à la conception libérale de l'État gendarme, nous

opposons la conception de l'État désarmé, mais chargé d'instruire la jeunesse et de centraliser les grands travaux d'ensemble.

«La commune devient essentiellement l'organe des fonctions politiques ou que l'on a appelées telles: la loi, la justice, la sécurité, la garantie des contrats, la protection des incapables, la vie civile, mais elle est en même temps l'organe de tous les services publics locaux; l'État devient essentiellement l'organe de l'unité scientifique et des grands travaux d'ensemble nécessaires à la société.

«Décentralisation politique et centralisation économique, telle est, nous semble-t-il, la situation à laquelle aboutit cette conception nouvelle des fonctions respectives de la Commune et de l'État, conception basée sur l'examen des services publics qui sont rationnellement dans les attributions de chacun de ces deux organes de la vie collective.» ¹

La discussion de ce remarquable travail de De Paepe dura trois jours, en des séances publiques qui se tinrent en la grande salle du *Navalorama*, rue des Brigittines.

Ici encore deux tendances se firent jour. Frohme, délégué allemand, déclara que les travailleurs devaient s'emparer de l'État et le transformer en instrument d'émancipation populaire. Verrycken, au contraire, se prononça contre l'État, contre tout État ouvrier. En constituant ce dernier, disait-il, nous n'aurions fait que prendre la place de la bourgeoisie; c'est par la commune libre et la fédération libre des communes que nous devons organiser les services publics.

Le délégué suisse, Adhémar Schwitzguébel, déclara que la question se posait entre l'État ouvrier et l'anarchie. Les conclusions du rapport de De Paepe, ajoutait-il, aboutiraient à la reconstitution de l'État, et de cela il ne voulait à aucun prix.

Encore des mots! toujours des mots!!

La question de l'action politique des classes ouvrières remit en présence les deux tendances représentées au Congrès.

Il fut entendu, tout d'abord, que l'*Internationale* ne pouvait imposer une ligne de conduite politique uniforme à toutes les nations, que chaque pays, suivant sa situation particulière, devait adopter et suivre telle ligne de conduite considérée comme la plus utile, pour arriver au but final.

Deux délégués belges, Bastin, de Verviers, et Verrycken, de Bruxelles, estimaient qu'il ne pouvait être question, pour les ouvriers belges, d'action politique, puisqu'ils ne possédaient point le suffrage universel. Ils ajoutèrent que les socialistes belges ne feront rien pour obtenir le suffrage universel, parce qu'ils savent que cela ne leur servirait à rien, qu'ils n'attendent rien des Parlements et qu'ils veulent continuer à consacrer toute leur activité à l'organisation ouvrière et, lorsque celle-ci sera plus généralisée, faire la révolution sociale avec succès.

¹ Le rapport de De Paepe sur les Services publics ne fut tiré qu'à quelques centaines d'exemplaires. De Paepe en avait préparé une seconde édition, avec une réponse aux critiques que son étude avait soulevé dans la presse et les revues périodiques, mais cette nouvelle édition ne fut jamais achevée. Benoît Malon, de la Revue socialiste, publia les Services publics, et Joseph Milot, dans la Bibliothèque du Parti ouvrier aussi, en deux volumes à fr. 0.25. Bruxelles 1895.

Cette discussion eut un caractère purement académique, le Congrès ayant résolu de ne pas émettre de vote, les pays représentés étant libres d'agir à leur guise...

Il y eut encore deux congrès de l'*Internationale*, en 1876 à Berne et en 1877 à Verviers, mais sans aucune importance tous deux et l'on peut dire qu'après le congrès de Bruxelles de 1874, l'*Internationale* avait vécu, tuée à la fois par la réaction politique qui suivit la chute de la Commune de Paris, par la répression gouvernementale, enfin, par l'indifférence de la masse des travailleurs et, il faut bien le dire aussi, par la faute de ceux qui lui donnèrent une direction à la fois incohérente et anarchiste.

*
* *

Montrons, pour finir, quelle a été l'influence exercée par l'*Internationale* et quels furent ses résultats pratiques.

Il est certain que les discussions théoriques qui illustrèrent les Congrès de la grande association, firent pénétrer dans les cerveaux ouvriers des idées nettes sur le but final poursuivi par la démocratie socialiste. La question de la propriété, qui est primordiale, y fut discutée à fond et la solution collectiviste fut finalement reconnue comme seule capable de mettre fin à l'exploitation capitaliste. La doctrine socialiste fut ainsi définie, et le mouvement ouvrier put donner à ses efforts une direction, un but final à atteindre.

Au point de vue théorique encore, l'*Internationale* a fait comprendre aux travailleurs la nécessité de l'entente universelle des exploités, a battu en brèche le préjugé nationaliste et patriotique, faisant primer l'intérêt général de l'humanité tout entière sur l'intérêt particulariste des nations.

Proclamant ainsi l'identité d'intérêt des travailleurs de tous les pays, de toutes les races, de toutes les langues, de toutes les croyances, l'*Internationale* rapprocha les hommes, les ouvriers, divisés chez nous en Flamands et en Wallons, et aussi en travailleurs privilégiés, de choix, et le prolétariat le plus misérable: ouvriers de fabrique et ouvriers houilleurs.

Par sa propagande intense, par sa résistance à l'autorité patronale, politique, judiciaire et administrative, l'*Internationale* releva le moral des ouvriers courbés sous le joug politique et économique des classes dirigeantes.

Elle a aussi, en organisant les ouvriers, amélioré les conditions du travail et adouci les mœurs populaires.

Il y a quarante ans à peine, certains patrons et leurs contremaîtres battaient les enfants sous leurs gardes et cela pour des peccadilles. Les ouvriers eux-mêmes brutalisaient souvent leurs apprentis.

C'est grâce au mouvement ce l'*Internationale* et de l'organisation ouvrière, son œuvre, que la durée du travail fut réduite dans un grand nombre de professions. Les

ouvriers comprirent ainsi les avantages de la solidarité et, grâce à elle, des réformes purent être introduites dans les conditions du travail.

C'est l'*Internationale* aussi qui, en Belgique, a obtenu la suppression des Caisses de secours particulières établies dans les établissements industriels, dans l'organisation desquelles les ouvriers n'avaient rien à voir et dont ils perdaient les bénéfices en quittant leur patron ou en étant renvoyés par eux.

C'est l'*Internationale* enfin qui obligea les industriels à modifier leurs règlements d'atelier, à réduire le taux des amendes ou à les supprimer entièrement.

Par les sociétés coopératives qu'elle aida à fonder, l'*Internationale* permit aux travailleurs de vivre à meilleur marché et de devenir leur propre fournisseur.

En en mot, grâce à elle, les ouvriers devinrent plus forts, plus instruits, plus prévoyants, plus soucieux de leur avenir qu'ils ne l'étaient avant.

Les «maîtres», comme on les appelaient, étaient réellement maîtres absolus dans leurs usines. Ils durent réduire leurs prétentions à l'absolutisme et furent désormais forcés de discuter avec leurs ouvriers ou de subir la grève.

La lutte des ouvriers contre leurs patrons n'était pas organisée, disciplinée. Les grèves surgissaient sans mot d'ordre, plutôt dans un mouvement de colère et de désespoir et dégénéraient rapidement en émeute.

L'*Internationale* disciplina la force ouvrière et lui donna ainsi un effet utile qu'elle n'avait pas autrefois.

En moins de dix années, l'*Internationale* accomplit tout cela et à ce titre, les travailleurs doivent être reconnaissants à ses fondateurs et à ses principaux propagandistes, hommes de sciences ou simples ouvriers, qui se dévouèrent à la grande œuvre de l'émancipation de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre!

*

* *

Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique depuis 1830.
Tome II (1907)

Troisième partie : De 1850 à la Chute de l'Internationale (1874)

Chapitre IX

La Législation ouvrière en Belgique, jusqu'en 1874.

Le réveil de la classe ouvrière. - Situation des ouvriers et des pauvres. - La législation ouvrière à l'étranger. - Les livrets d'ouvriers en Belgique. - Condamnations monstrueuses. - L'article 1781 du Code civil. - Proposition de l'abroger. - Refus du sénat. - La loi sur les Conseils de Prud'hommes. - La loi sur les coalitions. - Nombreuses poursuites pour délit de grève. - Mouvement de protestation. - Liberté des coalitions en 1866. - Le travail des femmes et des enfants. - Refus de légiférer en leur faveur.

[Retour à la table des matières](#)

À partir de 1864, il y eut en Belgique un véritable réveil de l'élite de la classe ouvrière, réveil qui s'accrut pendant plusieurs années de suite, à cause de la propagande faite par les membres de l'*Internationale*.

La situation des travailleurs belges laissait beaucoup à désirer à cette époque, et si l'on a pu dire de notre pays qu'il était le Paradis des capitalistes, on eût pu dire avec autant de raison qu'il était un Enfer pour les travailleurs et pour les pauvres.

Dans l'édition papier de 1907 apparaît à la page 241

la gravure no 59 : [Philippe Coenen dans son atelier](#)

téléchargeable sur le site web [Les Classiques des sciences sociales](#),
section Auteurs classiques : sous Louis Bertrand, député socialiste de
Bruxelles.

[Retour à la table des gravures](#)

Le nombre des pauvres secourus par les bureaux de bienfaisance fut toujours considérable, non seulement pendant les années de disette de 1846-1847, mais plus tard encore. Or, les secours donnés aux malheureux tombant à la charge des bureaux de bienfaisance étaient dérisoires, et les moyens employés par certaines institutions charitables, pour organiser un service de secours économiques, étaient souvent odieux. Dans certaines villes et dans des communes rurales, le service médical des pauvres faisait l'objet d'une adjudication au moins offrant, et l'on put voir des médecins offrant de soigner 4,000 personnes pour 200 francs par an, soit 5 centimes par personne et par année ¹.

L'entretien des orphelins et des vieillards faisait aussi l'objet d'une adjudication publique. On exposait le vieillard sur la place publique et chacun venait l'examiner de près, tâter ses membres, le faire marcher, et lorsque le vieillard était encore capable de se livrer à une besogne quelconque, l'adjudicataire s'offrait à l'entretenir moyennant quelques francs par mois! La même chose se passait pour les orphelins.

Quant aux ouvriers, on leur payait des salaires dérisoires et des centaines de mille travailleurs honnêtes étaient obligés de nourrir, de vêtir et de loger leur famille, avec un salaire inférieur à ce que coûtait à l'État l'entretien d'un prisonnier ou d'un vagabond!

Les ouvriers belges, au moment du réveil dont nous parlons plus haut, c'est-à-dire en 1864, pouvaient être comparés à de véritables parias. Au point de vue légal, dans ce pays «libre», dont la Constitution proclame que tous les citoyens sont égaux devant la loi, les ouvriers étaient traités comme des êtres inférieurs, placés hors la loi commune!

Le livret était obligatoire. Il était considéré, à bon droit, comme un signe de servage, et celui qui n'en était pas porteur était condamné à la prison!

Dans les contestations que l'ouvrier pouvait avoir avec son «maître», celui-ci était cru sur parole en vertu de l'article 1781 du Code civil. Et s'il avait recours aux rares Conseils de prud'hommes institués alors, en cas de parité de voix, pour le jugement, la voix du président, qui était toujours un patron, était prépondérante!

La coalition patronale était libre et s'exerçait dans le but d'abaisser les salaires.

¹ Tel fut notamment le cas à Poperinghe, en 1850.

La coalition ouvrière était interdite, sous peine de mois et parfois d'années de prison!

Les femmes et les enfants, engagés en grand nombre dans l'industrie, faisaient concurrence au travail des adultes, car au nom de la sacro-sainte liberté, le législateur leur refusait la protection de la loi qu'il accordait aux poissons et aux petits oiseaux! Bref, l'exploitation capitaliste se donnait libre cours et, dans ces conditions, il n'est pas étonnant que la condition des travailleurs belges était souvent misérable à l'excès!

Aussi faut-il remarquer qu'à partir du jour où l'élite des classes ouvrières se fut réveillée, ce qu'elle réclama tout d'abord, ce n'était point une législation protectrice du travail, mais bien la suppression des inégalités qui frappaient les travailleurs, des entraves qui les empêchaient d'user de leurs droits pour améliorer leur sort: suppression des livrets d'ouvriers et de l'article 1781 du Code civil; liberté des coalitions, etc.

Avant de rappeler les tentatives faites dans ce sens et les résultats obtenus, il nous paraît utile de rappeler quelle était, au point de vue légal, la situation des ouvriers dans les pays voisins, comme l'Angleterre et la France.

Le premier Conseil de Prud'hommes fut établi à Lyon, dès 1806, par Napoléon.

La liberté des coalitions, en Angleterre, date de 1825 et, en France, de 1864.

Le truck-system, c'est-à-dire le paiement d'une partie des salaires en marchandises, fut supprimé, en Angleterre, en 1831.

L'interdiction du travail des femmes dans les mines date de 1842, en Angleterre.

L'inspection des fabriques, dans ce même pays, fut décrétée en 1844.

La reconnaissance légale des associations professionnelles (syndicats) fut votée, en Angleterre, en 1871.

La réglementation du travail des enfants dans l'industrie existait aussi depuis des années, dans plusieurs pays d'Europe, alors qu'en Belgique, le Parlement censitaire refusait de s'en occuper, bien qu'il ne pouvait ignorer les conséquences fâcheuses de ce travail, que des enquêtes officielles avaient étalées au grand jour.

Telle était la situation de la législation ouvrière quand, en 1864, des groupes d'ouvriers belges commencèrent à élever la voix et à réclamer justice, ou plutôt la cessation des injustices qui les frappaient depuis longtemps.

Nous allons voir maintenant comment les élus de la bourgeoisie belge accueillirent les revendications ouvrières et dans quelle mesure ils y répondirent.

*
* *

Parlons d'abord du livret imposé aux ouvriers belges.

L'institution des livrets d'ouvriers a son origine, en Belgique, dans la loi du 22 germinal an XI, décrétée lorsque notre pays faisait partie de la France. Cette loi était intitulée: *Loi relative aux manufactures, fabriques et ateliers*; elle protégeait les marques de fabriques, proscrivait les coalitions et, dans son article 12, défendait à un patron, sous peine de dommages-intérêts, de recevoir un ouvrier s'il n'était porteur d'un livret.

Cette loi n'imposait donc, comme on le voit, aucune obligation à l'ouvrier. C'est aux «maîtres» qu'elle s'adressait: elle leur interdisait de recevoir un ouvrier non porteur d'un livret, portant le certificat d'acquit de ses engagements délivré par le dernier patron. Et comme sanction à cette interdiction, il n'y avait que des dommages-intérêts, qui pouvaient être réclamés par le maître envers lequel l'ouvrier engagé n'aurait pas rempli ses engagements.

Un arrêté du Consul du 9 frimaire an XII vint régler l'exécution de cette loi.

Cet arrêté ordonnait à tout ouvrier d'être porteur d'un livret indiquant son âge, sa profession, et le nom du maître chez lequel il travaille. L'article 7 de cet arrêté stipulait que l'ouvrier qui avait reçu des avances sur son salaire ou contracté l'engagement de travailler un certain temps, ne pouvait réclamer son livret qu'après avoir acquitté sa dette par son travail et rempli ses engagements.

L'ouvrier était donc tenu chez son patron et ne pouvait le quitter, sous peine de mourir de faim ou d'être ramassé comme vagabond! En effet, sans livret, il ne pouvait être engagé chez un autre patron et, de plus, étant alors considéré comme vagabond, il pouvait être arrêté et puni comme tel! ¹

N'était-ce pas mettre les ouvriers hors la loi? Le livret n'était-il pas dans de pareilles conditions, une marque de servage?

En matière d'obligations, le Code civil, dans son article 1142, stipule que le plaignant n'a droit qu'à des dommages-intérêts. Le créancier, à qui des dommages-intérêts ont été accordés, n'a plus le droit de se plaindre. Pour les ouvriers, il en était autrement. La loi dérogeait au principe essentiel du droit civil, car elle obligeait l'ouvrier à rester au service du patron, l'empêchait de gagner sa vie ailleurs et le menaçait de prison, s'il se trouvait en défaut.

Cette loi, résidu de l'ancien régime, était en réalité un puissant instrument de domination d'une classe sur l'autre, selon l'expression de M. Adolphe Demeur ².

Telle était la situation faite à l'ouvrier belge, lorsque furent pris les arrêtés royaux du 30 décembre 1840 et du 10 novembre 1845.

Le premier arrêté réglementait les mines, minières et usines métallurgiques et reproduisait, avec des modifications, l'arrêté du 9 frimaire an XII, pour ce qui concerne les ouvriers attachés à ces industries.

¹ L'article 3 de l'arrêté du 9 frimaire, an VII réputait vagabond l'ouvrier qui voyageait sans être muni d'un livret dûment visé, et permettait de l'arrêter et de le punir comme vagabond! Ce texte était formel!

² Chambre des représentants. Rapport à M. Demeur sur les livrets d'ouvriers, séance du 8 juillet 1879.

Le second arrêté avait un caractère plus général, et s'appliquait à tous les ouvriers travaillant dans les fabriques, les usines et les ateliers.

Il supprimait le mot *maître* figurant dans l'article de l'an XII, et lui substituait le mot *patron*, ce qui était plus moderne, mais en même temps il stipulait des pénalités sévères contre les infractions à la législation sur les livrets.

Cet arrêté royal du 10 novembre 1845 fut pris à la suite d'un rapport au roi par le ministre clérical M. A. Deschamps.

Ce rapport disait que si le décret de frimaire oblige les ouvriers à se munir d'un livret, il ne détermine aucune pénalité en cas d'infraction. Le nouvel arrêté doit parer à ce que le ministre appelle *un grave inconvénient, un vice radical qui détruit les salutaires effets que l'on peut attendre de l'institution du livret!..*

Dans ce but, et *tout en maintenant les cas de dommages-intérêts*, l'arrêté royal établissait, pour toute contravention, une pénalité consistant soit en une amende de 14 à 100 florins, soit en *un emprisonnement de un à quatorze jours*, soit de ces deux peines réunies!

Le projet de règlement dont il était question dans le rapport au roi, et qui est devenu dans la suite l'arrêté royal du 10 novembre 1845, ne se bornait pas à imposer à tout ouvrier l'obligation d'être muni d'un livret, en même temps qu'au fabricant celle de n'employer que des ouvriers porteurs de livrets en règle; il rendait, en outre, applicables aux contrevenants de l'une et de l'autre catégorie, les peines comminées par l'art. 1^{er} de la loi du 6 mars 1818¹. *«Cette pénalité est le point capital de la question. La manière dont elle est comminée n'a pas paru illégale en présence de la loi de germinal an XI. On n'a fait qu'ajouter une pénalité plus efficace à celle que prévoit cette loi!»*

L'article premier déclare le livret obligatoire pour tous les ouvriers.

L'article 4 dit qu'en cas de déplacement, l'ouvrier est tenu de faire viser son dernier congé par le bourgmestre ou par l'échevin délégué de sa résidence ou du lieu où il travaille, *et d'y faire indiquer le lieu où il se propose de se rendre*.

L'article 5 interdit à tout fabricant ou maître d'employer un ouvrier non porteur d'un livret en règle.

L'article 23 dit que, sans préjudice des dommages-intérêts... toute contravention à l'une ou l'autre disposition de l'arrêté royal, sera punie des peines établies par l'article 1^{er} de la loi du 6 mars 1818.

Ainsi, désormais, l'inexécution des engagements civils par les ouvriers était érigée en délit, et l'action publique était mise au service des intérêts privés du patronat, pour assurer l'exécution du contrat de travail! Et, à côté de l'amende, on plaçait l'emprisonnement! Et tout cela par un simple arrêté royal, alors que l'article 9 de la

¹ La loi du 6 mars 1818 (régime hollandais) concerne les peines à infliger pour les contraventions aux mesures générales d'administrations intérieures, ainsi que les peines qui pouvaient être statuées par les règlements des autorités provinciales et communales.

Constitution dit que «nulle peine ne peut être établie ni appliquée qu'en vertu d'une loi!»

Ce scandaleux arrêté royal, contraire au droit privé et au droit public, illégal au sens de l'article 9 de la Constitution, fut critiqué à la Chambre par Adelson Castiau, dans un éloquent discours qu'il rappelle, du reste, dans ses *Lettres démocratiques*¹. MM. Verhaegen et Dumortier soutinrent, à leur tour, qu'en édictant ces peines, le gouvernement était sorti de ses attributions et avait empiété sur le pouvoir législatif.

L'arrêté royal fut néanmoins mis à exécution et, trois mois après, les tribunaux étaient saisis de délits relatifs aux livrets d'ouvriers.

En 1847, le tribunal de Mons condamna à l'amende un patron et un ouvrier, celui-ci pour avoir quitté son service sans avoir fait viser son livret, celui-là pour avoir reçu cet ouvrier dans son atelier.

La Cour d'appel de Bruxelles, par un arrêt du 13 mars 1847, prononça l'acquittement du patron, en décidant que les peines établies par l'arrêté royal du 10 novembre 1845 étaient illégales. Cet arrêté fut confirmé le 14 juin suivant par la Cour de cassation.

Par la suite, aucun patron ne fut plus condamné pour infraction à la loi sur les livrets, l'arrêté de 1845 étant déclaré illégal; mais, chose incroyable, il n'en fut pas de même des ouvriers, pour lesquels l'arrêté royal en question restait parfaitement légal!!!

Et, en cas d'insolvabilité, aux termes de l'article 53 du Code pénal, les peines frappant les ouvriers pouvaient aller jusqu'à *six mois de prison*, et ce pour le crime d'avoir travaillé sans livret!²

Plus tard, l'arrêté de 1845 fut appliqué aux deux parties et le *Moniteur Belge*, très complaisamment, publia régulièrement les condamnations odieuses frappant les ouvriers.

En voici trois que nous reproduisons textuellement d'après le *Moniteur* de 1848:

1°«Par jugement du 29 mars et du 1er avril derniers du tribunal de première instance de Bruxelles, les sieurs P. Tays, ouvrier carrossier et J. Van Dievoet, carrossier, d'une part, et, d'autre part, les sieurs Jamar et J. Jamar, ouvriers, et la dame Reisse, marchande, ont été condamnés, le premier, à un jour d'emprisonnement, le deuxième, à 22 francs d'amende, le troisième et le quatrième, également à *un jour d'emprisonnement*, et la cinquième, à fr. 21.16, plus, les uns et les autres, aux frais du procès, pour contravention, de part et d'autre, aux dispositions du règlement du 10 novembre 1845 sur les livrets d'ouvriers.»

2°«Par jugement du 4 mars dernier, le tribunal de première instance de Termonde, les sieurs L.-G. De Cock et P.-J. De Vos, tisserands, à Saint-Nicolas, ont été condamnés l'un et l'autre à *14 jours d'emprisonnement*, plus aux frais du procès, pour

¹ Voir Adelson Castiau, *Lettres démocratiques*, page 30.

² Voir Adelson Castiau, *Lettres démocratiques*, page 30.

contravention aux dispositions du règlement du 10 novembre 1845, sur les livrets d'ouvriers.»

3°«Par jugement du 12 avril dernier, du tribunal de première instance de Bruxelles, les sieurs G. Verheidt, ouvriers bottiers, ont été condamnés le premier à *un jour d'emprisonnement*, le second, à fr. 21.16 d'amende, plus l'un et l'autre aux frais du procès, pour contravention aux dispositions du règlement du 10 novembre 1845 sur les livrets d'ouvriers.»

Cette abominable attitude du gouvernement, frappant de peines correctionnelles sévères, des ouvriers non porteurs d'un livret, compliquée de l'attitude partielle de certains tribunaux déclarant illégal l'arrêté royal de 1845, quant à son application aux patrons, mais bien fondé et parfaitement légal pour frapper les ouvriers, révolte la conscience publique et montre combien était odieux le régime censitaire laissant subsister de pareilles injustices.

Œuvre d'un ministère clérical, l'arrêté royal de 1845 fut maintenu par le ministère libéral, malgré les nombreuses protestations des ouvriers et de la presse démocratique de l'époque.

Au mois de novembre 1867, des ouvriers de Bruxelles adressèrent à la Chambre une pétition réclamant la suppression des livrets d'ouvriers. La Chambre passa à l'ordre du jour!

Quatorze mois plus tard, cependant, le 27 janvier 1869, M. Pirmez déposa un projet de loi rendant facultatif le livret d'ouvrier. Ce projet, qui en somme n'était qu'une hypocrisie, - car adopté, le livret n'en resterait pas moins *obligatoire* pour les ouvriers dont le patron exigerait le livret - fut rapporté le 22 avril suivant, par M. Anspach, mais ne fut pas discuté.

La dissolution des Chambres, en 1870, rendit le projet caduc et, en 1873, M. Anspach usa de son initiative parlementaire pour le représenter à la Chambre, en y ajoutant une disposition supprimant l'article 1781 du Code civil.

Six années se passèrent encore et ce ne fut qu'en 1879 que M. Demeur déposa un rapport favorable au système du livret facultatif et ce n'est que quatre ans après, le 10 juillet 1883, que le *Moniteur* publia la loi sur les livrets.

En résumé, le gouvernement de 1845, d'accord avec le roi, et contrairement à l'esprit et à la lettre de la Constitution, admettait que le fait de travailler sans livret était un délit pouvant entraîner 14 jours de prison. De plus, les tribunaux déclarèrent que cet arrêté était illégal, quand on voulait l'appliquer aux patrons, mais parfaitement légal pour frapper les ouvriers, et ce régime abominable ne prit légalement fin qu'en 1883, c'est-à-dire après trente-huit années!

Une seconde inégalité frappait les ouvriers nous voulons parler de l'article 1781 du Code civil.

Le Code civil, on le sait, ne renferme que deux dispositions relatives au louage des domestiques et des ouvriers, l'article 1780 qui ne permet d'engager des ouvriers que pour un temps limité ou pour une entreprise déterminée, et l'article 1781 dont voici le texte:

«ARTICLE 1781. - Le maître est cru sur son affirmation:
«Pour la quotité des gages;
«Pour le paiement du salaire de l'année échue;
«Et pour les acomptes donnés pour l'année courante.»

Cette disposition, disant qu'en cas de contestation entre un ouvrier et un patron sur une question de salaire, le patron est cru sur son affirmation, est également un reste de l'ancien régime féodal.

Son application en Belgique, où la Constitution proclame que tous les citoyens sont égaux devant la loi, ne paraissait pas possible. Il n'en fut rien et maintes fois l'article 1781 fut appliqué, ce qui constituait évidemment une flétrissure pour l'ouvrier, traité une fois de plus en paria, placé hors la loi commune, la Constitution étant pour lui lettre morte!

Dans le *Manifeste des ouvriers*, de 1866, on protesta contre cet article 1781 du Code civil. L'*Internationale*, d'autre part, fit campagne pour son abolition. Elle trouva, pour la faire, un moyen pratique faire triompher, dans les élections pour le Conseil de Prud'hommes, des candidats qui, après avoir prêté serment, donnaient leur démission pour protester contre le maintien, dans nos lois, de cet article.

Plusieurs manifestations de ce genre eurent lieu et appelèrent de nouveau l'attention du public sur cette disposition d'un autre âge. Mais, comme on va le voir, la suppression de cet article ne se fit pas facilement et souleva de vives protestations.

Le 26 novembre 1866, M. Bara, ministre de la justice, proposa à la Chambre l'abrogation de l'article 1781, à un moment où déjà un grand nombre de Conseils de Prud'hommes refusaient de l'appliquer.

L'exposé des motifs de son projet de loi constatait que l'article 1781 dérogeait au droit commun, assurait au maître une position privilégiée en justice, et blessait, sous ce rapport, le principe d'égalité consacré par l'article 6 de la Constitution.

Or, la Constitution datait de 1831. Il avait donc fallu trente-cinq années pour s'apercevoir de cette iniquité! Il avait fallu que les ouvriers protestassent contre cet article qui les frappait d'indignité, pour qu'un ministre prît enfin la décision d'en demander la suppression!

On put croire que le vote de ce projet de loi ne serait qu'une simple formalité parlementaire, que son adoption ne donnerait lieu qu'à un vote, unanime.

Il fallut en rabattre!

La Chambre consacra les séances du 22, 24, 31 janvier, 2, 5 et 6 février 1867, à la discussion.

Plusieurs orateurs protestèrent contre la suppression de l'article 1781. D'autres, comme M. Lelièvre, en demandèrent le maintien, mais avec cette restriction que l'article ne serait applicable qu'en l'absence de toute preuve légale, en faveur des domestiques et ouvriers.

Finalement, dans la séance de la Chambre du 6 février 1867, l'abrogation de l'article 1781 fut adoptée par 67 voix contre 30 et 4 abstentions ¹.

Le projet de loi fut envoyé au Sénat.

Le 2 mars 1867, M. Barbanson, sénateur libéral de Bruxelles, déposait un rapport de la Commission de la justice concluant, à l'unanimité, au rejet du projet de loi!

M. Pirmez combattit également le projet qui fut défendu par MM. Bara, ministre de la justice, Van Schoor et Forgeur.

Toute la droite se déclara hostile à l'abrogation de l'article 1781. Le prince de Ligne affirma que cette suppression était inutile ou dangereuse. M. Rogier riposta que si au Congrès national de 1830, quelqu'un avait signalé cet article, qui est une flétrissure pour l'ouvrier, personne n'aurait osé en défendre le maintien.

Le discours que M. Bara prononça au Sénat à cette occasion fut remarquable ².

«... C'est un devoir de la société moderne, disait-il, d'étendre à tous les rapports des hommes entre eux les règles de la justice. Si des nécessités graves écartent les citoyens des affaires publiques, qu'au moins ils jouissent de toutes les garanties pour la défense de leurs droits civils; que le fruit de leur travail leur soit assuré, qu'on les garantisse contre la fraude et la mauvaise foi.»

C'était là une naïveté sans pareille, attendu que les élus, chargés de faire la loi, ne la font jamais qu'en faveur de la catégorie de citoyens qui les élisent. Une classe exclue du droit de représentation n'a rien à espérer d'un législateur élu par une oligarchie censitaire.

M. Barbanson, ayant fait appel à l'opinion des auteurs, des jurisconsultes, pour combattre l'abrogation de l'article 1781, M. Bara lui répliqua:

«Avez-vous besoin d'ouvrir un livre, de consulter qui que ce soit, pour condamner cet article? Quelle est cette justice où une partie juge elle-même? Où trouverons-nous, dans notre conscience, la légitimation d'un pareil tribunal? Supposez un instant qu'au lieu d'une contestation entre un ouvrier et un industriel, il s'agisse d'un procès entre le roi, entre la liste civile, et vous-même. Et que, diriez-vous, messieurs, si la loi, prenant en considération la grandeur du souverain, venait dire: La parole du souverain fera la loi?

«Vous vous sentiriez humiliés, et vous diriez: la justice est injuste!

¹ M. Tack s'abstint en disant qu'il aurait volontiers voté l'abrogation de cet article, s'il avait été remplacé par de nouvelles dispositions. La suppression pure et simple devait, selon lui, amener des inconvénients graves.

Voici les noms des députés qui votèrent contre l'abrogation:

MM. Liénart, Maghermans, Moncheur, Pirmez, Schollaert, Leroy, Tack, Van der Donckt, Van Hoorde, Van Wambeeke, Warocqué, Wasseige, Wouters, Allard, Ansiau, Beekman, Broustin, de Baillet-Latour, Delcour, de Liedekerke, de Mérode, de Meulenaere, de Terbecq, de Theux, de Vrière, Dumortier, Julliot, Kervyn de Lettenhove, et Landeloos.

² Séance du 20 mars 1867.

«Eh bien, l'article 1781 consacre, pour les ouvriers, la même iniquité, la même humiliation.»

Après avoir rappelé qu'au temps de l'esclavage il y avait aussi des ouvriers et, que sous le régime du droit romain, jamais le prêteur n'avait pensé que le procès serait terminé par l'affirmation du maître; qu'en Angleterre, les rapports de l'ouvrier et du patron sont régis par le droit commun; qu'en Italie, pays qui avait aussi le Code Napoléon, on en était revenu au droit commun, et qu'enfin en Russie, les ouvriers jouissaient d'un régime plus favorable que le nôtre en cas de contestation avec leurs maîtres, M. Bara s'écria:

«Ne venez pas dire que l'ouvrier subit la loi qu'il s'est faite, qu'il y a là une convention. L'ouvrier ne s'est pas fait cette loi. C'est la loi civile qui, injustement, vient lui enlever un droit qui appartient à tous les autres citoyens, et ce au mépris des principes les plus incontestables de la justice, des notions les plus vulgaires de l'équité.»

Citons encore ces dernières paroles du ministre de la justice, qui démontrent tout l'odieux du maintien dans la loi de l'article 1781:

«Voyez, messieurs, s'écria-t-il, l'indignité de la loi: Voici un maître condamné pour vol, mais à une peine qui n'a pas entraîné pour lui la perte du droit de prêter serment; voilà un homme dix fois flétri en justice, pour escroquerie, abus de confiance, attentats aux mœurs. Un honnête domestique s'égare chez lui; il a eu la médaille d'honneur pour avoir prouvé sa probité en vingt circonstances. Une contestation s'élève entre lui et son maître, il réclame son salaire. Le maître est voleur, le passé le dit, l'opinion publique le répète et le juge doit, après le serment de ce maître indigne de la moindre foi, renvoyer l'ouvrier et lui dire: la loi proclame que tu es un menteur et un voleur, tu as réclamé ce qui t'avait été payé.

Dans l'édition papier de 1907 apparaît à la page 253

la gravure no 60 : [Jules Guillery](#)

téléchargeable sur le site web [Les Classiques des sciences sociales](#),
section Auteurs classiques : sous Louis Bertrand, député socialiste de
Bruxelles.

[Retour à la table des gravures](#)

«Et c'est ça de la justice, et c'est au XIX^e siècle qu'il faut perdre des heures et faire des efforts pour faire disparaître de nos lois de semblables monstruosité! Oh! messieurs, quand plus tard on verra la lutte que le gouvernement soutient en ce moment, on ne voudra pas croire qu'au milieu de toutes nos prospérités et de nos splendeurs, il ait fallu faire tant d'efforts pour démontrer ce que la conscience proclame avec tant de facilité.

«Je termine, messieurs, j'ai honte d'avoir dû tant dire pour plaider une cause gagnée devant l'opinion. J'attends avec regrets, mais sans désenchantement, la solution négative que vous allez donner.»

Rien n'y fit en effet:

M. Barbanson, sénateur libéral de Bruxelles, répliqua à M. Bara et MM. Rogier, Bischoffsheim, Van Schoor et Forgeur défendirent en vain le projet de loi. Par 39 voix contre 12, le Sénat, dans sa séance du 22 mars 1867, refusa de supprimer l'odieux article 1781.

Voici les noms des sénateurs qui votèrent le maintien de l'article:

MM. le comte de Robiano, Houtart, d'Omalius, baron Dellafaille, Dolez, Lonhienne, Dehasse, Barbanson, Pirmez, baron Béthune, T'Kint, de Naeyer, Malou, Harou, baron Mozeman, Corbisier, Zaman, De Cock, Vergauwen, Tellier, baron d'Anethan, comte d'Hoogvorst, vicomte du Buc, de Pitteurs, baron van de Woestyne, baron Grenier, Gillès de 's Gravenvegel, baron d'Overchie, comte d'Aerschot, d'Hoffschmidt, comte M. de Robiano, Cogels-Osy, comte de Ribaucourt, baron de Woelmont, marquis de Rodes, de Cannart, duc d'Ursel, Joostens et le prince de Ligne.

Un an après ce vote du Sénat belge, le corps législatif de France vota la suppression de l'article 1781 du Code civil, à l'unanimité, et au Sénat français, le projet ne rencontra que trois voix opposantes. Le 2 août 1868, l'article 1781 du Code Napoléon était abrogé en France.

En Belgique, le vote du Sénat souleva de vives protestations.

Au mois de décembre 1869, le Conseil de Prud'hommes de Bruxelles, à l'unanimité de ses membres - patrons et ouvriers - déclara que, tous les Belges étant égaux devant la loi, il n'y avait pas lieu de déférer le serment à l'ouvrier qui était plaignant, dans un conflit avec son patron.

Depuis cette date, l'article 1781 ne fut plus appliqué, mais il n'en resta pas moins inscrit dans les lois du pays jusqu'en 1883, ce qui prouve combien les injustices les plus odieuses ont la vie dure, combien la classe ouvrière fut dédaignée par les élus des électeurs censitaires, et combien sont mensongères, en fait, les constitutions et les lois proclamant l'égalité des citoyens, la suppression des distinctions, aussi longtemps qu'existe l'inégalité politique, le privilège électoral!

*
* *

En règle générale, les ouvriers belges furent pendant longtemps traités comme des êtres inférieurs, comme des mineurs, des incapables; lorsque par hasard la classe dirigeante, souvent contrainte et forcée, s'occupa de leur accorder quelques droits, ce fut toujours avec une certaine parcimonie et avec une forte dose de méfiance.

Nous en avons un nouvel exemple dans la loi sur les Conseils de Prud'hommes.

On sait que c'est en 1806 que fut créé, à Lyon, le premier Conseil de Prud'hommes. Cette création est due à Napoléon 1^{er}.

Deux décrets de 1809 et 1810 complétèrent l'œuvre ébauchée à Lyon, et bientôt toutes les villes manufacturières de France furent dotées d'institutions de ce genre.

Alors que la Belgique se trouvait sous la domination française, la ville de Gand fut dotée d'un Conseil de Prud'hommes, par un décret du 28 août 1810, et Bruges par un autre décret daté du 1^{er} mars 1813.

À l'origine, les Prud'hommes étaient des arbitres, des conseils, mais ils étaient dépourvus de tout moyen capable de donner force de loi à leurs décisions.

Une loi du 9 avril 1842 vint régulariser l'existence constitutionnelle des Conseils de Prud'hommes de Gand et de Bruges, et permit d'en instituer d'autres. Les premiers furent constitués dans les principales villes manufacturières des Flandres, à Ypres, Courtrai, Renaix, Saint-Nicolas, Termonde, Lokeren, Alost, Roulers, où il existait un grand nombre d'artisans, notamment de tisserands à la main, travaillant à domicile et qui étaient souvent en conflit avec leurs patrons.

Ces Conseils de Prud'hommes, en vertu de la loi, se composaient de deux classes: celle des chefs d'industries ou négociants-fabricants, et celle des chefs d'ateliers ou ouvriers.

La classe des patrons, avait la majorité dans les Conseils, c'est-à-dire que ceux-ci étaient composés d'un patron en plus que le nombre des conseillers ouvriers!

Pour être électeur et éligible, il fallait notamment *être patenté*, mais dans la pratique on dut s'écarter de ce principe, faute de trouver des ouvriers réunissant la qualité de patentable.

L'élection avait lieu en une seule réunion où se trouvaient réunis les électeurs patrons et quelques électeurs ouvriers, principalement des contremaîtres, et c'est ainsi que les patrons, non contents d'avoir la prépondérance du nombre dans ces Conseils, aidaient encore à désigner leurs contremaîtres pour y représenter les ouvriers!...

Les Conseils de Prud'hommes, en vertu de la loi belge de 1842, non seulement avaient à se prononcer sur les différends surgissant entre patrons et ouvriers pour ce qui concerne le salaire, mais ils avaient encore le droit d'*infliger des peines disciplinaires*, pour tout fait tendant à troubler l'ordre ou la discipline dans l'atelier. Et ces peines allaient jusqu'à trois jours de mise aux arrêts!

Voilà quelle fut l'organisation des Conseils de Prud'hommes d'après la loi de 1842; elle fut conforme à l'esprit de méfiance du monde dirigeant à l'égard des travailleurs manuels.

Cette loi fut modifiée en 1859.

Le projet fut discuté pendant de longues séances, tant au Sénat qu'à la Chambre. M. Henri de Brouckère le critiqua vivement, lui reprochant d'être conçu dans un faux esprit progressif, dans l'intérêt exclusif des ouvriers et en vue de diminuer la prépondérance des fabricants!

M. Rogier lui répondit que c'était là une grave erreur; «que le projet de loi ne se présentait pas comme populaire et progressif, et qu'il n'était nullement une émanation des idées de 1848!»

M. Rogier avait raison, mais le discours de M. Henri de Brouckère - qu'il ne faut pas confondre avec Charles de Brouckère, qui fut bourgmestre de Bruxelles - montre bien quel était l'état d'esprit des dirigeants de cette époque, à l'égard des ouvriers.

Les Conseils de Prud'hommes, en vertu de la loi de 1859, furent composés de dix membres au moins et de seize au plus, choisis moitié parmi les chefs d'industries et moitié parmi les ouvriers.

C'était l'égalité. Mais en fait, cette égalité n'existait point, puisque le président était toujours un patron et que dans toutes les délibérations, en cas de partage, la voix du président était prépondérante, c'est-à-dire comptait pour deux!

Autre inégalité choquante de la loi: tous les patrons étaient électeurs de droit.

Pour être électeur prud'homme, il ne suffisait pas d'être ouvrier; il fallait encore ou avoir obtenu une distinction spéciale instituée pour l'habileté et la moralité, ou posséder un livret de la Caisse d'épargne se montant au moins à cent francs; ou avoir obtenu une récompense pour acte de courage et de dévouement!

En d'autres termes, il y avait toujours deux poids et deux mesures; on plaçait les ouvriers dans un état d'infériorité vis-à-vis des patrons.

C'étaient les administrations communales qui étaient chargées de dresser les listes provisoires des électeurs, mais la Députation permanente revisait ces listes provisoires, statuait sur les réclamations et arrêtait les listes définitives.

Enfin, c'était le roi qui nommait le président et les vice-présidents des Conseils de Prud'hommes, au lieu de laisser à ceux-ci la liberté de se constituer comme ils le désiraient.

Le même esprit de méfiance présida à l'élaboration de la loi de 1851 sur les sociétés de secours mutuels.

Pour obtenir la personnification civile, ces sociétés devaient souscrire aux obligations suivantes:

D'abord, le bourgmestre ou un membre du Conseil communal, délégué à cet effet, avait le droit d'assister à toutes les séances de la société. En outre, celle-ci avait l'obligation d'adresser à l'administration un compte de ses recettes et de ses dépenses, et de répondre à toutes les demandes de renseignements que l'autorité lui transmettrait sur des faits la concernant.

Pour terminer sur ce point, rappelons que la reconnaissance légale pouvait être retirée à toute société qui tendait «directement ou indirectement à favoriser les coalitions ou à susciter des désordres!»

*
* *

Sous l'ancien régime, les ouvriers et les patrons, réunis en corporations de métiers, réglementaient l'organisation du travail, le taux des salaires, etc.

Les corporations furent supprimées et il fut défendu aux ouvriers de se réunir, de s'associer, «dans le but de défendre leurs prétendus intérêts professionnels».

La coalition, c'est-à-dire l'entente établie entre les ouvriers pour obtenir de meilleures conditions de travail, fut considérée comme un délit. Ce fut dans la loi du 22 germinal an XI que le délit de coalition fut, pour la première fois, prévu et défini, et ce furent ces dispositions qui furent reproduites dans le Code pénal de 1810.

Ce Code pénal de 1810 fut appliqué à la Belgique lors de sa réunion à la France; plus tard aussi, sous le régime hollandais, et, chose bizarre, après le vote de la Constitution belge!

Or, la Constitution proclame la liberté de réunion et la liberté d'association. Pourquoi serait-il défendu à une association de s'occuper d'améliorer la condition de ses membres, en s'entendant pour faire augmenter les salaires ou pour diminuer le nombre des heures de travail journalier? Imposer pareille interdiction, n'était-ce pas déclarer que le chômage est un fait punissable et que le désir d'une augmentation de salaire est un désir que la loi condamne ¹.

C'est cependant ce qui arriva, et les coalitions d'ouvriers furent punies de la peine de prison, en Belgique, comme elles le furent en France, pays où n'existaient point, comme chez nous, la liberté de réunion et la liberté d'association.

On chercha, il est vrai, à rendre égales les dispositions du Code pénal concernant les coalitions entre les fabricants, les marchands et les ouvriers, mais en fait et en règle générale, il en fut du délit de coalition comme de l'arrêté de 1845 relatif aux livrets d'ouvriers: la loi ne frappa que les travailleurs. C'est ce qui la rendit odieuse, de mauvaise qu'elle était: mauvaise pour tous ceux qu'elle eut pour objet de frapper; odieuse en ce qu'elle n'atteignait que les seuls ouvriers.

En Angleterre, par contre, dès 1825, les coalitions furent autorisées, déclarées légales. Depuis cette époque, ceux qui les forment peuvent prendre entre eux les engagements qu'il leur plaît; mais ils ne peuvent rien faire qui engage ceux qui ne font pas partie de l'association à se soumettre à ses décisions.

Dans ses *Études sur l'Angleterre*, M. Louis Faucher écrit à ce sujet: «Les Anglais ont poussé jusqu'à ses dernières conséquences la théorie du salaire. Ils ont voulu non seulement que le prix du travail fût librement débattu entre les ouvriers et les maîtres, mais que les uns comme les autres eussent la faculté de se concerter sur les intérêts qui leur étaient communs. Dès l'année 1825, les lois qui frappaient les coalitions d'interdit ont été rapportées sur la proposition de M. Hussel; et, depuis ce moment, le

¹ PIERRE VAN HUMBEEK. - Des coalitions de maîtres et d'ouvriers, dans la Belgique judiciaire de 1859.

pouvoir légal n'intervient plus dans les débats industriels que pour réprimer les violences qui alarment ou qui troublent la société.»

Malgré la loi interdisant les coalitions, des grèves eurent lieu cependant en Belgique, à diverses reprises, et chaque fois les grévistes et les soi disant meneurs furent condamnés sévèrement.

En 1856, notamment, les tribunaux de Gand et de Tournai condamnèrent plusieurs ouvriers à des peines variant de *15 jours à six mois de prison*, pour s'être rendus coupables du délit de coalition!

La même année, vingt-neuf membres de l'Association libre des compositeurs et imprimeurs typographes de Bruxelles furent poursuivis et condamnés, pour la plupart, à une amende de vingt francs chacun et aux frais du procès. Parmi ces condamnés se trouvaient M. A. Fischlin, qui devint plus tard patron imprimeur, et Dauby, qui fut directeur du *Moniteur belge*.

Ils furent défendus par Mes Max Veydt et Ed. De Linge ¹.

La même année, le 29 avril, l'Association des typographes de Bruxelles résolut d'organiser un vaste pétitionnement en faveur de l'abrogation de la loi sur les coalitions.

Une réunion eut lieu au *Cygne*, Grand'Place. On y avait convoqué diverses associations ouvrières, de secours mutuels pour la plupart: bijoutiers, garnisseurs en meubles, bottiers, serruriers, sculpteurs, imprimeurs, pressiers, mécaniciens, tailleurs, etc.

Dans une nouvelle réunion, qui eut lieu au même local, le 11 mai suivant, le texte de la pétition à adresser aux Chambres fut enfin arrêté. En voici les passages principaux:

«Les lois sur les coalitions et sur les enrôlements d'ouvriers pour l'étranger, que les auteurs du Code ont empruntées, purement et simplement, à la *législation de l'ancien régime*, datent d'une époque où la liberté du travail n'existait point; où la rémunération des travailleurs était abandonnée à la discrétion des maîtres, où la loi établissait même un maximum pour le prix du travail, comme pour ceux des autres marchandises; mais où, en revanche, les coutumes et les règlements des corporations, à défaut de prescriptions légales, imposaient aux maîtres l'obligation de venir en aide aux ouvriers, lorsque l'âge ou la maladie mettait ceux-ci hors de service.

«Ce régime a disparu, depuis la révolution de 1789, et la liberté du travail a été inscrite dans notre constitution, sinon dans notre code. Les entrepreneurs d'industrie et les ouvriers sont devenus, du moins, en principe, également libres, également indépendants les uns vis-à-vis des autres. L'entrepreneur peut se procurer des ouvriers où bon lui semble et aux conditions qui lui conviennent; en outre, le salaire payé, il n'a plus aucune obligation à remplir envers eux. L'ouvrier, de son côté, peut ou doit pouvoir disposer de son travail à sa guise, le porter dans les endroits où il espère en tirer le parti le plus avantageux, refuser même de travailler si les conditions qu'on lui

¹ Histoire de l'Association libre des compositeurs et imprimeurs typographes de Bruxelles, 1842-1892. Bruxelles, imp. Weissenbruch, 1892.

offre ne lui conviennent point. Telles sont les conditions naturelles du régime de la liberté du travail.

«Or, les dispositions du Code pénal qui interdisent les coalitions et qui font obstacle aux enrôlements des travailleurs pour l'étranger, établissent entre les maîtres et les ouvriers une déplorable inégalité, et cette inégalité va croissant, à mesure que les grandes manufactures se substituent davantage aux petits ateliers, sous l'impulsion irrésistible des progrès de l'industrie.

«En effet, quelle est, dans une grande manufacture, où se trouve rassemblé un nombreux personnel de travailleurs, la situation de l'ouvrier qui veut faire usage du droit que la Constitution lui reconnaît de débattre librement les conditions de son travail? S'il réclame isolément une augmentation de salaire, sa réclamation ne sera point écoutée et elle l'exposera, neuf fois sur dix, à être renvoyé de l'atelier. S'il se concerta avec ses camarades, ou même s'il arrive que plusieurs ouvriers réclament, d'une manière simultanée, *mais sans s'être entendus, une augmentation de salaire, et s'ils refusent de continuer à travailler à l'ancien prix, ils s'exposent à ce qu'on leur applique les lois sur les coalitions, c'est-à-dire à ce qu'on leur fasse subir un emprisonnement d'un mois à cinq ans au plus.* Or, un emprisonnement a, pour l'ouvrier, des conséquences particulièrement funestes. Car, du moment où il cesse de pouvoir soutenir sa famille, celle-ci est presque toujours réduite à recourir à la charité publique. Une condamnation à la prison pour le mari ou pour le père, c'est une condamnation à la misère pour la femme et les enfants.

«Sans doute, les ouvriers ont pour ressource dernière de quitter les ateliers et les localités où ils ne peuvent obtenir un salaire suffisant; ils ont le droit de se déplacer; mais, sans parler des difficultés inhérentes à tout changement de lieu, ils manquent généralement des informations nécessaires pour se déplacer avec fruit; la publicité qui est organisée, sur une échelle si vaste pour le déplacement des produits ou des capitaux, n'existe pas encore pour celui du travail.

«Que cette législation, empruntée à une époque de servitude, exerce une influence funeste sur la condition des classes ouvrières, cela ne saurait, croyons-nous, être contesté. Depuis quinze ans, notre commerce extérieur a plus que doublé, et les profits des entrepreneurs et des négociants se sont accrus en conséquence. Dans le même intervalle, le revenu des propriétés foncières s'est augmenté de plus de 50 pour cent, les documents officiels en font foi, tandis que les salaires des classes ouvrières sont loin d'avoir suivi la progression du prix des choses nécessaires à la vie.

«La réforme de cette législation, qui contribue à abaisser d'une manière artificielle la rémunération du travail, serait donc bienfaisante au plus haut degré pour les classes ouvrières. Serait-elle, en revanche, comme quelques-uns l'affirment, nuisible aux entrepreneurs et compromettante pour l'ordre public?

«Nous ne le pensons pas. Nous sommes convaincus, au contraire, que les entrepreneurs sont intéressés, comme les ouvriers, à l'abrogation d'une législation injuste et inégale, l'injustice tournant toujours, en définitive, au détriment de ceux-là mêmes qu'elle semble favoriser. C'est ainsi que l'expérience de tous les jours démontre que l'abaissement des salaires abaisse la qualité du travail, de manière à compenser et au delà l'économie réalisée sur la rémunération des travailleurs. D'ailleurs, lorsque le salaire ne suffit plus, c'est à la charité publique que l'ouvrier s'adresse pour obtenir le

supplément qui lui est nécessaire pour subsister, et l'entrepreneur d'industrie n'est-il pas obligé de supporter sa part de l'augmentation des charges du paupérisme?

«Nous ne sommes pas moins convaincus que les lois sur les coalitions et sur les enrôlements d'ouvriers sont nuisibles à l'ordre public, d'abord en rendant les coalitions mêmes plus fréquentes par le développement des causes qui les provoquent, ainsi qu'on en a eu la preuve en Angleterre, où les coalitions sont devenues moins nombreuses depuis qu'elles ont été permises ensuite en semant des germes funestes d'irritation entre les maîtres et les ouvriers, alors qu'il serait si désirable que des sentiments de bienveillance et d'affection mutuelle rattachassent toujours les chefs d'industrie et leurs coopérateurs.»

Dans la séance de la Chambre du 2 juin 1858, M. Léopold Frison, député d'Ath, parlant au nom de la commission des pétitions, analysa celle-ci et déclara qu'à son avis les dispositions pénales sur les coalitions font tache dans l'ensemble de nos institutions sociales, qui ont la liberté pour base; mais ce fut tout et aucune suite ne fut donnée à la réclamation des pétitionnaires.

En 1858, des ouvriers charpentiers d'Ostende s'étaient mis en grève pour obtenir une augmentation de salaire. Quinze d'entre eux furent poursuivis devant le tribunal correctionnel de Gand et condamnés.

Les cinq ouvriers qui s'étaient rendus en délégation, au nom de leurs camarades, auprès des patrons, furent condamnés à *trois mois de prison*.

Quatre ouvriers eurent à subir un mois, et les six derniers de 8 à 15 jours d'emprisonnement!

En 1859 et 1860, l'agitation continua en faveur de la suppression de la loi sur les coalitions. Des centaines de pétitions furent adressées aux Chambres. À Bruxelles et à Gand surtout, les ouvriers étaient très montés contre le régime qui leur était imposé, alors qu'ils voyaient les fabricants et les industriels s'entendre librement pour réduire les salaires.

Pendant ce temps, la Chambre et le Sénat avaient abordé la discussion de la révision du Code pénal, Le projet du gouvernement maintenait le régime en vigueur en matière de coalition qui restait considérée comme un délit.

Ce ne fut qu'en 1866 que M. Bara, ministre de la justice, proposa de détacher du Code pénal les articles relatifs aux coalitions et d'en faire un projet spécial.

Le projet fut d'abord soumis au Sénat, et M. d'Anethan fit un rapport favorable. Il fut voté à l'unanimité, presque sans discussion, le 17 mai 1866.

Le droit de coalition devenait libre, était reconnu, mais les violences étaient réprimées.

L'article 2 du projet, qui en forme la portée essentielle, était ainsi conçu:

«ART. 2. - Sera puni d'un emprisonnement de 8 jours à 3 mois et d'une amende de 26 à 1,000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, toute personne qui, dans le but de faire la hausse ou la baisse des salaires, ou de porter atteinte à l'exercice de

l'industrie ou du travail, aura commis des violences, proféré des injures ou des menaces, prononcé des amendes, des défenses, des interdictions ou toutes prescriptions quelconques, soit contre ceux qui travaillent, soit contre ceux qui font travailler.

«Il en sera de même de ceux qui, par des rassemblements près des établissements où s'exerce le travail ou près de la demeure de ceux qui les dirigent, auront porté atteinte à la liberté des maîtres ou des ouvriers.»

Lorsque le projet vint à la Chambre, M. Eudore Pirmez demanda l'ajournement de la discussion, tant en son nom qu'au nom de M. Tesch, l'ancien ministre de la justice. M. Pirmez n'était pas d'accord avec le gouvernement. Il ne pouvait, disait-il, admettre le projet adopté par le Sénat, et il parla ensuite du danger des grèves, du rôle des meneurs, etc., etc.

MM. Bara, Couvreur et Van Humbeek protestèrent contre l'ajournement du débat, mais M. Dumortier, député catholique, approuva la proposition de M. Pirmez.

On passa au vote et l'ajournement ne fut repoussé qu'à deux voix de majorité: 37 contre 35.

Dans l'édition papier de 1907 apparaît à la page 265

la gravure no 61 : [Jules Bara](#)

téléchargeable sur le site web [Les Classiques des sciences sociales](#), section Auteurs classiques : sous Louis Bertrand, député socialiste de Bruxelles.

[Retour à la table des gravures](#)

M. L. Hymans, qui avait voté pour l'ajournement, se leva alors pour dire que la Chambre ne semblait pas prête à discuter utilement et proposa de mettre à l'ordre du jour de la séance du lendemain quelques petits projets. Cela se passait le 17 mai, c'est-à-dire à la fin de la session.

M. Orts, rapporteur, s'écria, avec raison: «C'est l'ajournement, sans la franchise!...»

Et la discussion continua.

Finalement, le projet fut adopté par 66 voix contre 6 et une abstention, celle de M. Pirmez.

Les six membres qui votèrent contre sont MM. Vander Donckt, Warocqué, Kervyn de Lettenhoven, Magherman, Moncheur et 't Serstevens.

Désormais, l'entente entre les ouvriers et la grève devenaient légales! Ce droit fut reconnu aux travailleurs belges, alors que les ouvriers anglais en jouissaient depuis plus de soixante années. Mais il fut entouré de prescriptions minutieuses, renforcées

encore depuis lors, et qui souvent vinrent annihiler la liberté des coalitions pour les ouvriers.

*
* *

La situation des enfants employés dans l'industrie fut souvent discutée en Belgique.

On sait que, dès 1802, le parlement anglais vota une loi ayant pour but de garantir la santé et la moralité des apprentis employés dans les filatures de coton et de laine, et qu'en 1838 une loi générale fut votée. On sait aussi qu'en 1839, la Prusse, et en 1842, la France entrèrent dans la même voie, de même que l'Autriche, la Bavière, le Grand-Duché de Bade, etc.

En Belgique, l'exploitation de l'enfance par l'industrie ne connut aucun frein.

À plusieurs reprises, la question du travail des jeunes enfants préoccupa cependant l'opinion publique.

En 1844, M. André Le Pas, publiait dans la *Nouvelle Revue de Bruxelles* une étude sur la situation de la classe ouvrière de Verviers, et dans laquelle il se plaignait amèrement de l'état de prostration de nos travailleurs.

«Voulez-vous assister à un triste spectacle, écrit-il, regardez la foule des ouvriers se rendre aux ateliers ou en sortir. Vous ne verrez pas sur un visage d'homme les couleurs de la santé. Tous sont pâles et quelquefois livides, et nombre d'entre eux sont horriblement contrefaits».

Quelle est la cause de ce mal? M. Le Pas désigne cette cause «*l'emploi prématuré des enfants aux travaux des manufactures*, alors qu'ils sont pour ainsi dire encore en germes, que ni leur poitrine, ni leurs membres ne sont développés, et qu'on les emprisonne pendant une longue et laborieuse journée dans les ateliers où ils ne respirent qu'un air, sinon véritablement délétère, du moins dénué de ces qualités bienfaisantes nécessaires à l'entretien, mais surtout au développement de tout ce qui a vie.»

À la même époque, Edouard Ducpétiaux publiait son ouvrage *De la condition physique et morale des jeunes ouvriers* ¹ et le gouvernement organisait une enquête ² qui révéla des faits vraiment monstrueux, mais aucune mesure ne fut prise, bien que d'autres pays fussent entrés déjà dans la voie de la réglementation.

En 1848 et après, des ouvriers réclamèrent une législation protectrice du travail, mais leur voix n'eut aucun écho. Chose curieuse, en 1852 et en 1853, ce furent des industriels gantois qui pétitionnèrent à la Chambre pour demander le vote d'une loi réglant la durée du travail dans les manufactures, surtout dans le but de protéger les

¹ Bruxelles, Méline, Cans et Cie, 1843, 2 volumes.

² Les résultats de cette enquête furent publiés en trois gros volumes, chez Lesigne, 6. Bruxelles, de 1846 à 1848.

enfants. Mais eux aussi parlèrent dans le désert, car l'idée générale du monde gouvernemental, c'était que l'État n'avait pas à intervenir en pareille matière...

Les abus continuèrent donc. D'une enquête faite en 1869 sur l'emploi des enfants dans les mines et l'industrie métallurgique, il ressort que dans le Hainaut, par exemple, 40 enfants de 8 à 10 ans, et 2327 de 10 à 12 ans étaient occupés dans les charbonnages!

Et ce ne sont pas seulement les industriels qui exploitent odieusement les jeunes enfants; dans un grand nombre de localités, dans les écoles libres, les écoles dentellières, sous prétexte d'instruction, on se livrait à une exploitation effrénée de l'enfance, même dès l'âge de cinq ou six ans!

Dans une étude publiée en 1865 par M. Léon Lebon, fonctionnaire du Ministère de l'Intérieur, étude qui revêtait ainsi en quelque sorte un caractère officiel, on pouvait lire les passages que voici:

«Le régime et l'organisation des ouvriers, écrivait M. Léon Lebon, laissent beaucoup à désirer. Les locaux d'un grand nombre d'établissements sont insalubres, le travail imposé aux élèves est excessif et l'enseignement primaire est complètement négligé. Ainsi s'exprime le dernier rapport triennal. Le nombre de ces établissements a diminué de 244, soit de 30 p.c., dans l'espace de trois années. On en compte en tout 738, dont 525 sont entièrement libres, 189 adoptés et 24 communaux seulement. Ils sont fréquentés par plus de 37,000 élèves, dont 34,000 filles. Comparé à la population de 1857, ce chiffre présente une diminution de plus de 7,000 élèves; 23,500 sont âgés de moins de quinze ans.

«Ces institutions appartiennent en majeure partie aux deux Flandres. Les unes sont tenues par des religieuses, adoptées, au moins pour la plupart; les autres sont entièrement libres. Bon nombre d'écoles de religieuses se trouvent établies dans des locaux spacieux et bien aérés. Mais on n'y consacre guère plus d'une demi-heure par jour à l'enseignement. Dans les écoles libres, on entasse de malheureux enfants de 8 à 10 ans, à qui l'on fait faire de la dentelle, durant 11 à 12 heures par jour, sans leur donner le moindre enseignement littéraire. Ces deux catégories d'institutions se font une concurrence acharnée, d'autant plus que le gain hebdomadaire, dont le montant est susceptible de varier d'une école à l'autre, ne fût-ce que de quelques centimes, est le seul mobile qui guide les parents dans le choix des établissements. Le temps consacré à l'enseignement est considéré comme perdu. Lorsqu'on engage une institutrice à donner plus d'étendue à la culture intellectuelle de ses élèves, elle répond qu'elle devrait diminuer légèrement leur salaire et que la plus petite réduction amènerait la désertion de son école. Plutôt que d'adopter la mesure qu'on lui propose, elle serait toute prête à renoncer à l'adoption. Dans la plupart des écoles, les enfants sont classées en apprenties qui ne gagnent rien, et en élèves formées, qui seules gagnent quelque chose. On emploie ainsi les plus jeunes filles à un travail opiniâtre et gratuit, au profit d'un entrepreneur.

«Enfin, l'on semble s'être donné le mot pour tenir cette génération de travailleuses dans un état complet d'ignorance. La passion du lucre est l'unique mobile des personnes qui se livrent à cette honteuse spéculation; et ces personnes, ce ne sont pas les maîtresses d'école, ce sont les propres parents des élèves, qui ne craignent qu'une chose la diminution du salaire de leurs enfants (5^e rapp. trien.).»

Voici, au sujet de ces établissements, ce que dit le rapport fait à la députation permanente de la Flandre orientale en 1862, par M. Vanden Bulcke, commissaire de l'arrondissement de Bruges-Ostende:

«L'emploi des fonds votés par les Chambres en faveur de l'enseignement a produit de grands et heureux résultats; mais si l'on tient à généraliser le bienfait, si l'on veut qu'il se répande sur tous les points, même les moins importants, du territoire, il est nécessaire que le pays fasse de nouveaux efforts et consacre à cette œuvre de civilisation en même temps que d'humanité, de plus larges capitaux. On verra se multiplier des établissements communaux destinés d'un côté à combler une lacune dont on apprécie de plus en plus l'étendue et de l'autre à combattre cette espèce de servage et d'abrutissement moral qui sont l'apanage de beaucoup d'écoles libres.

«Celles-ci, on le sait, partout où elles existent, ont en apparence un caractère mixte; elles prennent pour enseigne l'instruction et le travail; mais dans un grand nombre d'entre elles, alors surtout qu'elles sont éloignées de la partie centrale des habitations, l'instruction n'est que le prétexte, et l'on ne connaît que le travail seul, le travail continu et sans trêve ni repos, depuis l'aube du jour jusqu'à son déclin et même au-delà si la tâche, imposée pour la journée, n'est pas remplie!

«Dans cette situation faite à de jeunes enfants, n'y a-t-il pas un abus exorbitant et intolérable?

«La question semble digne de fixer l'attention du gouvernement; dans divers pays, l'on s'est efforcé de régler par la loi les heures de travail dans les manufactures; une mesure analogue devrait limiter les heures de travail dans les écoles publiques ou privées où l'on s'occupe de la fabrication.

«L'amour immodéré du gain, soit de la part des parents, soit de la part des maîtres, n'autorise pas d'infliger à de faibles créatures, souvent exténuées de besoin, une véritable torture, qui, en les immobilisant en quelque sorte à leur place, les flétrit avant l'âge et les rend dans l'avenir impropres à toute autre occupation.

«On le voit, dans ces établissements, auxquels on donne un peu abusivement le nom d'écoles, le travail manuel des enfants fait l'objet de critiques aussi sévères que celles auxquelles donne lieu le travail des enfants dans les manufactures et dans les houillères ¹.»

Quinze années plus tard, dans le cours de l'enquête scolaire, des faits aussi monstrueux concernant l'exploitation des enfants dans les ouvriers et les écoles dentellières furent encore dévoilés par M. de Ridder, professeur à l'Université de Gand.

Malgré cela, les pouvoirs publics continuèrent à se croiser les bras. En 1868, l'Académie de médecine fit à son tour une enquête sur les conséquences du travail des femmes et des enfants dans les mines. Peu de temps après, le 13 janvier 1869, un député de Bruxelles, M. Funck, demanda à la Chambre que l'on réglemente le travail des enfants dans les mines et les manufactures. M. Delhougne appuya cette propo-

¹ LÉON LEBON. - De l'Instruction primaire en Belgique, d'après les documents officiels de 1830 à 1864, Bruxelles, Mucquart, 1865.

sition, mais Eudore Pirmez se leva et déclara que l'État n'avait aucune compétence en matière industrielle et que la liberté suffit...

M. Frère-Orban soutint la même idée et proclama «que la réglementation du travail est une forme de servitude!»

Ce n'est que vingt ans plus tard que la Belgique fut dotée enfin d'une loi réglementant le travail des femmes et des enfants

À quoi bon faire des réflexions sur ce qui précède? Les faits rappelés par nous parlent assez haut et démontrent dans quel état d'abaissement nos classes laborieuses furent tenues par les classes dirigeantes, sans distinction. Ils démontrent aussi que si, dans la suite, les inégalités les plus choquantes et les injustices les plus criantes ont pris fin, c'est à la suite des protestations et des efforts de la classe ouvrière elle-même.

Fin
de la troisième partie
du Tome deuxième.